

LES

## OFFICIERS DE L'ARMÉE ROYALE

A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION.

---

En mai 1787, au moment de l'arrivée au pouvoir de Loménie de Brienne, l'armée royale traversait une crise, qui empruntait une gravité singulière à l'état de détresse où les folies de Calonne avaient réduit le trésor; les sept ministres, qui s'étaient succédé à sa tête depuis les désastres de la guerre de Sept ans, avaient fatigué les troupes par une profusion d'ordonnances, qui, mal combinées et se contrariant les unes les autres, avaient fini par jeter dans toutes les garnisons une extrême confusion. Le chaos même de ces ordonnances s'opposait à ce qu'elles fussent strictement exécutées; les généraux, les inspecteurs, les colonels, les majors avaient pris l'habitude de les interpréter, et souvent de les dénaturer; ils n'en conservaient que ce qui convenait à leur fantaisie ou à leur sévérité, et ils accablaient d'ordres arbitraires leurs subordonnés, qui, aigris et découragés, cherchaient à se soustraire à leur autorité; de là, des luttes incessantes, des discussions trop souvent publiques, qui, descendant des officiers supérieurs aux officiers de compagnie, arrivaient ensuite aux bas officiers et aux soldats; ceux-ci raisonnaient à leur tour et discutaient quand il fallait obéir<sup>1</sup>.

Bien que l'armée coûtât presque aussi cher que l'ensemble des deux armées prussienne et autrichienne, elle était notablement inférieure à chacune d'elles en nombre et en valeur militaire; les régiments n'étaient ni équipés, ni instruits pour la guerre; ils ne se rassemblaient jamais et n'étaient point amalgamés avec les officiers généraux; ils ne constituaient que les éléments

1. Collection de mémoires, projets, rapports, etc., 1789-1795; t. II : Réflexions sur l'organisation de l'armée, p. 2 et 3 (Bibl. du ministère de la Guerre, A. 1. b. 1210).

imparfaits d'une armée<sup>1</sup>; en même temps, leurs chefs ne recevaient pas de quoi pourvoir suffisamment à la nourriture et à l'entretien de la troupe, et, gênés par la modicité des fonds qui leur étaient alloués, ils se voyaient forcés de recourir à des ressources « odieuses », en vendant, par exemple, les congés de grâce le plus chèrement qu'ils pouvaient; tout le système administratif était établi sur des moyens « précaires et purement d'industrie »<sup>2</sup>.

Les soldats, mal payés, mal logés, n'ayant qu'un lit pour deux, « vivant misérablement dans la plupart des provinces », souvent tracassés mal à propos, supportaient impatiemment les rigueurs d'une discipline plus prussienne que française; les renvois infamants, les dégradations multipliées, des abus d'autorité sans nombre<sup>3</sup> entretenaient, dans leurs rangs, une dangereuse fermentation; l'humiliante punition des coups de plat de sabre, inaugurée par le comte de Saint-Germain, était devenue, suivant les expressions de Lafayette<sup>4</sup>, « l'occasion d'une haine implacable » contre les officiers, colonels, généraux, qui avaient eu « la faiblesse ou la sottise de se dévouer avec ardeur à cette innovation ». On avait vu des compagnies entières abandonner leurs drapeaux, plutôt que de rester exposées à subir un pareil outrage; c'était surtout dans les garnisons des frontières que la désertion sévissait.

Le désordre n'était pas moindre dans le personnel des officiers. 18 maréchaux de France, 226 lieutenants généraux, 540 maréchaux de camp et 466 brigadiers de toutes armes encombraient le sommet de la hiérarchie, depuis les énormes promotions faites par le prince de Montbarey en 1780 et par le maréchal de Ségur en 1781 et 1784; ces 1,250 officiers généraux, plus nombreux à eux seuls que ne l'étaient tous ceux des autres états de l'Europe réunis<sup>5</sup>, absorbaient annuellement environ 15 millions de livres, somme prodigieuse, dit Guibert, et supérieure de plus d'un tiers

1. *Mémoire servant à la fois d'introduction et de résumé au plan général de réforme du département de la guerre* (n° 45), par le comte de Guibert (Archives historiques du ministère de la Guerre. Papiers de Guibert, carton 3).

2. *L'armée française au Conseil de la guerre*, s. l. n. d. (Bibl. nat., Lb<sup>39</sup> 1332), p. 8.

3. *Vues patriotiques et militaires*, par M. le comte de Saint-M\*\*\*, major d'infanterie, s. l. n. d. (Bibl. nat., Lb<sup>39</sup> 1335).

4. *Mémoires, correspondance et manuscrits du général Lafayette*. Paris et Londres, 1837, t. III, p. 277 (*Les Armées françaises sous l'ancienne monarchie*).

5. *Rapport fait à la première séance du Conseil de la guerre*, le 28 octobre 1787, par le comte de Guibert (Arch. hist. de la Guerre. Papiers de Guibert, carton 1).



à ce que coûtait tout le reste des officiers en activité; 140 d'entre eux étaient fournis par la maison du roi, qui comptait ainsi plus d'officiers généraux que n'en avait toute l'armée prussienne.

La même prodigalité s'était fait sentir pour les autres grades; le nombre des brevets dépassait de beaucoup celui des emplois; il avait été déterminé, non d'après les besoins du service, mais d'après les convenances des gens de la cour, qui les avaient sollicités; c'est ainsi qu'il y avait 1,132 colonels, dont 200 à peine servaient dans les régiments; les autres n'avaient que des commissions ou étaient « à la suite »; 123 appartenaient à la maison du roi et à celles des princes. 162 colonels en second, interposés entre les colonels et les lieutenants-colonels, ne faisaient qu'apporter des entraves à l'exécution du service dans les corps de troupes. Dans les cadres des officiers subalternes figuraient, en plus de ceux qui étaient en activité, 1,870 officiers de remplacement, attachés ou à la suite, dont 693 capitaines et 1,177 sous-lieutenants; la cavalerie était, en outre, encombrée de 454 capitaines dits de réforme<sup>1</sup>. Tous les colonels, capitaines et sous-lieutenants, qui vivaient ainsi en dehors des régiments, avaient les mêmes droits que les officiers en activité, pour parvenir aux grades et obtenir des grâces, « sans avoir besoin de servir, de travailler, de mériter, en se livrant uniquement à leurs affaires, à leurs plaisirs, n'étant en situation de rien pratiquer, de rien apprendre, croupissant dans la paresse, dans l'ignorance la plus profonde »; tel était surtout le cas de la cavalerie, où l'avancement se faisait par la voie des emplois de remplacement.

Dans les provinces, une infinité de places, aussi onéreuses qu'inutiles, n'avaient été créées que pour procurer à ceux qui en bénéficiaient des traitements et des titres; 39 gouvernements généraux constituaient des charges sans fonctions et sans résidence, dont la plupart valaient plus de 60,000 livres; 62 lieutenances

1. *Rapport fait par Guibert à la première séance du Conseil de la guerre, le 28 octobre 1787* (Arch. hist. de la Guerre). — « Ces réformes de cavalerie, qui donnaient simplement la commission et le grade de capitaine, sans exiger aucun service, provenaient du changement opéré dans l'organisation de l'armée après la paix de 1763. Jusque-là, les compagnies appartenaient aux capitaines qui les payaient, et le gouvernement, en les leur retirant, avait été obligé de rembourser leurs finances, dont il se récupérait par celles attachées à ces réformes... » (*Souvenirs et fragments pour servir aux mémoires de ma vie et de mon temps*, par le marquis de Bouillé, publiés par P.-L. de Kermaingant, 1906 et 1908, t. I, p. 51).

générales et 83 lieutenances de roi étaient attachées à ces gouvernements; ensuite venaient 114 gouvernements particuliers, avec un personnel considérable de lieutenants de roi, gouverneurs, commandants, majors, aides-majors; dans une seule place, celle de Valenciennes, les appointements et émoluments du gouverneur et de tous les officiers sous ses ordres s'élevait à la somme de 1,494,200 livres.

L'état militaire était parvenu, de la sorte, à être composé, — on ne pourrait, dit Guibert, on n'oserait jamais le croire, si on n'en avait la preuve sous les yeux, — de plus de 35,000 officiers ou assimilés de tout grade, « soit au dedans, soit au dehors de l'armée, soit en activité, soit en inaction, soit entièrement retirés »<sup>1</sup>. Sur ces 35,000 officiers, 9,500 à peine servaient effectivement dans les régiments.

Un mal profond minait le corps d'officiers; il était divisé en classes aussi distinctes les unes des autres que s'il se fût agi d'êtres appartenant à des races incompatibles entre elles; la véritable hiérarchie était, non celle des grades, mais celle de la naissance et de la fortune. Au sommet planaient les nobles du plus haut rang, les grands seigneurs, issus des compagnons et des favoris des rois, et dont les noms possédaient une grande illustration, jointe, pour quelques-uns, à une grande ancienneté; ils formaient la haute noblesse. Immédiatement au-dessous se tenaient les nobles de race, les hommes de qualité, de filiation bien établie depuis l'an 1400, admis par le règlement du 17 avril 1760<sup>2</sup> à l'honneur d'être présentés au roi et de monter dans ses carrosses<sup>3</sup>; le nombre de ces « présentés » avait « prodigieusement » augmenté depuis le commencement du règne de Louis XVI, et, selon Guibert, il s'accroissait tous les jours; c'était la noblesse de cour ou celle de premier ordre. Venait ensuite la masse des gentilshommes de province, pouvant justifier d'au moins quatre générations

1. *Rapport fait par Guibert à la première séance du Conseil de la guerre, le 28 octobre 1787* (Arch. hist. de la Guerre).

2. Ce règlement concernait les présentations des femmes à la cour et les aspirants à monter dans les carrosses du roi; le roi y déclarait qu'il voulait, « à l'exemple des rois ses prédécesseurs, n'accorder qu'aux seules familles ... issues d'une noblesse de race l'honneur de lui être présentées et de monter dans ses carrosses ».

3. Voir dans les *Mémoires d'outre-tombe* (éd. Edmond Biré), t. I, p. 203, les détails de la présentation de Chateaubriand, le 19 février 1787; il était alors lieutenant au régiment de Navarre-infanterie; « je rejoignis celui-ci, ajouta-t-il, ma présentation faisait de moi un personnage » (t. I, p. 215).

d'ancienneté, mais trop pauvres ou sans titres suffisants<sup>1</sup> pour être présentés; ils étaient relégués dans la seconde noblesse; c'était à cette classe, beaucoup plus nombreuse que les précédentes, qu'appartenait la grande majorité des officiers. Plus bas encore, et à deux niveaux différents, se trouvaient les anoblis et les roturiers, dont la carrière avait commencé, avant que la décision royale du 22 mai 1781 eût exigé quatre générations de noblesse pour l'admission dans l'armée en qualité de cadet gentilhomme ou de sous-lieutenant. Enfin, le dernier échelon était occupé par une catégorie à part, de toutes la moins nombreuse, par les officiers de fortune, qui n'avaient obtenu l'épaulette qu'après avoir passé par le rang, comme soldats et bas-officiers.

Ces distinctions étaient pour les amours-propres des sujets de souffrance<sup>2</sup>. L'officier de fortune se trouvait mortifié d'être tenu à distance par les autres officiers, qui le traitaient avec une affectation de supériorité; il n'était pour eux, en toute circonstance, que le premier des bas-officiers. Les roturiers, dont beaucoup étaient entrés par surprise dans l'armée<sup>3</sup>, étaient considérés comme des intrus par les gentilshommes, choqués d'être associés à des personnes d'un rang si inférieur; de leur côté, les officiers de fortune voyaient d'un mauvais œil ces parvenus, dont le seul mérite était d'avoir disposé d'assez d'argent pour acheter leur grade, suivant l'expression du comte de Saint-Germain, « sans avoir eu besoin de servir, ni d'essuyer les coups de fusil ». Les anoblis, de date ancienne ou récente, assimilés aux roturiers par la décision de 1781, souffraient d'une situation qui les humiliait; les nobles à quatre degrés, fiers de leur origine, n'admettaient pas d'être confondus avec eux; ils leur déniaient la qualité de gentilshommes et les traitaient en « recrues qui se décrassent au dépôt, en attendant qu'elles puissent rejoindre les drapeaux »<sup>4</sup>. Les nobles de province, de leur côté, prétendaient que la noblesse

1. Le règlement du 17 avril 1760 excluait de la présentation « la noblesse ayant son principe dans l'exercice de quelque charge de robe ou autres semblables offices ou dans des lettres d'anoblissement ».

2. *Mémoires de M. de Montlosier*, t. I, p. 151.

3. Voir à ce sujet les *Mémoires du comte de Ségur*. Paris, 1845, t. I, p. 193 et suiv.

4. *Ouvrage d'un citoyen, gentilhomme et militaire, ou lettres sur la noblesse, qui présentent le tableau de son origine, de ses droits, dénoncent les abus en indiquant les moyens d'y remédier et d'opérer des changements importants pour ce corps et la patrie, à MM. les notables*. Londres, 1787 (Bibl. nat., Lb<sup>39</sup> 349), p. 65.

française formait une grande famille, dans laquelle aînés et cadets, riches et pauvres étaient frères, que tous ceux qui la composaient avaient essentiellement les mêmes devoirs, comme la même destination, et qu'il ne pouvait y avoir entre eux aucune autre distinction que les vertus, les talents et les services; ils protestaient contre les lignes de démarcation tracées au sein de la noblesse « pour enorgueillir les uns et avilir les autres »; ils s'irritaient d'une prétendue infériorité, qui semblait avoir pour conséquence de les abaisser jusqu'au niveau des anoblis; ils étaient disposés à reconnaître la prééminence des grands seigneurs, mais ils trouvaient impertinentes les prétentions de la noblesse de race, et ils répondaient à ses dédains par une véritable haine<sup>1</sup>; le fossé était aussi profond entre les officiers appartenant à ces deux classes qu'entre eux tous et la bourgeoisie, qu'ils s'accordaient à considérer comme d'une espèce différente de la leur. Enfin, la haute noblesse, en même temps qu'elle « méprisait souverainement »<sup>2</sup> les gentilshommes de province, maintenait très loin d'elle la noblesse de sang, dont bien souvent cependant les parchemins avaient une ancienneté et une authenticité qu'on eût vainement cherchées dans les siens.

Ce qui rendait le conflit particulièrement aigu entre toutes ces classes d'officiers, c'est qu'il ne s'agissait pas seulement pour eux d'amours-propres froissés et de vanités ulcérées, mais que leurs intérêts les plus vitaux étaient également en jeu. De tout temps, la noblesse de cour avait eu les grades supérieurs, les grands commandements, les régiments mêmes, de préférence à celle des provinces<sup>3</sup>; avant 1758, dit Barbier<sup>4</sup>, « on donnait l'agrément d'un régiment à de jeunes seigneurs, presque en sortant du collège, ayant été mousquetaires à l'âge de dix ans et ayant eu ensuite une commission de capitaine pendant un an »; c'est ainsi qu'en 1743 le duc de Fronsac, fils du maréchal de

1. « La haine est d'autant plus vigoureuse que la prétendue grandeur et la (prétendue) petitesse sont regardées comme des imaginations nouvelles, injustes, abusives, de sorte que les prétendus petits, se voyant mal à propos dégradés et rejetés, perdent l'esprit d'un corps qui se désunit » (*Ouvrage d'un citoyen, gentilhomme et militaire*, p. 115).

2. *Galerie des aristocrates militaires et mémoires secrets*. Londres et Paris, 1790 (Bibl. nat., Lh<sup>4</sup> 81). Préface de l'éditeur, p. 3.

3. *Mémoires de Lafayette*, t. III, p. 277 (*les Armées françaises sous l'ancienne monarchie*).

4. *Journal du règne de Louis XV*, par Barbier. Paris, 1856, t. IV, p. 265.

Richelieu, avait eu à sept ans le régiment de Septimanie; les maréchaux de Noailles et de Castries avaient été nommés colonels à dix-sept ans; le maréchal de Ségur, « alors l'un des moins favorisés »<sup>1</sup>, venait d'atteindre sa dix-neuvième année quand il avait été mis à la tête du régiment de Soissonnais. Au cours même de la guerre de Sept ans, le maréchal de Belle-Isle avait tenté de réagir contre « cette ambition mal entendue et trop impatiente », contre « ces avancements prématurés » qui, par la frivolité et l'incapacité de beaucoup de ceux qui les avaient obtenus, avaient exercé une si funeste influence sur la honteuse journée de Rosbach; afin de supprimer les « colonels à la bavette », il avait introduit dans le règlement du 29 avril 1758 et dans l'ordonnance du 22 mai 1759 des dispositions précises, d'après lesquelles les officiers ne pouvaient avoir un régiment qu'à vingt-trois ans révolus et après avoir servi sept ans dans les troupes. Mais le comte de Choiseul, tout en n'abrogeant pas cette sage prescription, dans les ordonnances de 1762, avait fait en sorte de l'éluder; c'est ainsi qu'en 1766, le vicomte de Clermont-Gallerande avait été nommé « mestre de camp lieutenant d'Orléans-cavalerie » à vingt-deux ans; pour respecter en apparence la règle des vingt-trois ans, le ministre ne l'avait autorisé à joindre son corps qu'en qualité de capitaine, mais un « bon du roi » lui avait permis de commander le régiment, en lui allouant le traitement de colonel; de même, sous le ministère du marquis de Monteynard, le marquis de Causans avait eu, en 1772, à vingt et un ans, « l'assurance » de la place de colonel-lieutenant de Conti-infanterie. Une période de réaction contre la noblesse de cour s'était ouverte à l'avènement de Louis XVI, sous l'influence des réformateurs; son premier ministre de la Guerre, le vieux maréchal du Muy, intègre et « réputé pour sa juste rigidité »<sup>2</sup>, avait remis en vigueur, pour le commandement des régiments, les conditions d'âge et de service fixées par le maréchal de Belle-Isle; en outre, il avait exclu des promotions de maréchaux de camp les colonels à la suite, qui n'auraient pas servi six ans dans les troupes comme officiers supérieurs. Son successeur, le comte de Saint-Germain, était allé plus loin dans cette voie; il avait spécifié, dans les ordonnances de 1776, qu'aucun officier, « quand même il serait de la nais-

1. *Mémoires du comte de Ségur*, t. I, p. 85.

2. *Ibid.*, t. I, p. 87.

sance la plus distinguée », ne pourrait parvenir au commandement en chef d'un corps, qu'il n'eût auparavant servi dans les troupes pendant quatorze ans, dont six dans le grade de colonel en second, créé précisément pour servir de noviciat et d'école à la jeune noblesse de cour ; c'était reculer jusqu'à vingt-neuf ans, au minimum, l'âge auquel les courtisans pourraient obtenir les épaulettes de colonel, et l'application stricte de ce règlement avait atteint des fils et des petits-fils de maréchaux de France, qui, dit Dampmartin, « languirent sans avoir de régiments »<sup>1</sup> ; il avait été stipulé, en outre, que les lieutenants-colonels et majors, qui seraient reconnus dignes de cette grâce, seraient mis à la tête des régiments, sans être assujettis à passer par le grade de colonel en second, qui constituait la voie normale pour y parvenir et était réservé aux gens de qualité. Mais ces réformes étaient trop défavorables à la première noblesse pour qu'elle n'entreprît pas de les faire échouer ; un an plus tard, Saint-Germain, qui s'était d'ailleurs rendu impopulaire par sa réglementation excessive de la discipline, avait dû quitter le ministère, basoué et ridiculisé par les gens à charges et par les chefs des corps privilégiés. Aussitôt après son départ, la noblesse de cour avait retrouvé tous ses avantages ; le prince de Montbarey, « sacrifiant l'intérêt général à l'intérêt privé »<sup>2</sup>, ne s'était pas considéré comme lié par les ordonnances de son prédécesseur, et il avait prodigué aux jeunes seigneurs les emplois et les grâces, au point de rendre l'avancement impossible pour les officiers subalternes<sup>3</sup>. Le marquis de Ségur, dès son entrée au ministère, avait eu à combattre « les exigences déraisonnables » de Marie-Antoinette et de la société Polignac ; il s'était vu également en butte aux manœuvres, aux intrigues, aux sollicitations, aux importunités des grands et aux caprices de la faveur ; chaque prince voulait hâter l'avancement de ceux qui lui étaient attachés ; chacun des grands personnages de l'État poussait vivement la fortune de ses parents<sup>4</sup> ; le nouveau ministre avait opposé à toutes ces pressions une résistance qui

1. Dampmartin, *Sur divers événements de la Révolution et de l'émigration*, t. I, p. 91.

2. *Mémoires du comte de Ségur*, t. I, p. 156.

3. Il est à remarquer que, dans ses *Mémoires*, le prince de Montbarey est le premier à signaler l'avidité des courtisans : « Cette espèce de commerce de protections et de sollicitations, dit-il, m'a toujours paru un des fléaux les plus ennuyeux du ministère » (*Mémoires du prince de Montbarey*, t. II, p. 373).

4. *Mémoires du comte de Ségur*, t. II, p. 188.



l'avait mis en conflit avec la reine et avait failli lui faire perdre son portefeuille; il était allé notamment jusqu'à rééditer, dans la décision royale du 1<sup>er</sup> juin 1781, l'obligation de quatorze années de service pour l'obtention d'un régiment, en fixant de plus à vingt-trois ans l'âge nécessaire pour être nommé colonel en second. Mais les abus du département de la guerre étaient protégés tant par l'habitude et par les préjugés que par le roi lui-même; les instances dont il était l'objet avaient fini par avoir raison du maréchal de Ségur, qui, s'il faut en croire un contemporain, « affectait des principes et un rigorisme qui n'étaient pas en lui, ferme et dur envers les gens sans crédit, mais très faible envers les grands, auxquels il n'eut jamais la force de rien refuser »<sup>1</sup>. Aussi, dès 1783, l'accaparement des grades élevés par les courtisans avait-il repris de plus belle; « un jeune homme de qualité, quelque stupide qu'il puisse être, écrivait à cette date un auteur militaire, est toujours jugé capable de commander un régiment, d'où il est élevé progressivement et sans difficulté jusqu'aux plus hauts grades... On peut, sans montrer le moindre talent, parvenir aux emplois de la guerre les plus importants et les plus difficiles. A la faveur d'un nom, on a été inscrit au tableau, à la faveur du tableau, on arrive à tout »<sup>2</sup>. A partir de ce moment, on était revenu au système des dispenses et des assurances; l'influence des protections s'était exercée avec plus de force que jamais; en particulier, il n'y avait guère de régiment dont le colonel ne fût nommé sur la demande de la reine<sup>3</sup>.

Tout appartenait maintenant, tout était dû aux « présentés »; le moindre d'entre eux voulait être colonel, parce que c'était l'emploi qui convenait à une personne de son rang, parce qu'autrement il eut été confondu avec le peuple subalterne des petits gentilshommes<sup>4</sup>; c'était en partie pour eux, pour leur créer des débouchés dans les régiments, qu'avaient été faites les deux promotions si considérables de 1781 et de 1784; les plus riches avaient

1. *L'armée française au Conseil de la guerre*, p. 15. « M. de Ségur, le manchot, dit de son côté le chevalier de Mautort, était déjà connu (en 1785) pour être souple vis-à-vis des grands, mais hautain avec les inférieurs » (*Mémoires du chevalier de Mautort, capitaine au régiment d'Austrasie*, publiés par le baron Tillet de Clermont-Tonnerre. Paris, 1895, p. 349).

2. *De l'esprit militaire*. Londres, 1783, p. 214 (ouvrage attribué à M. de Leissac).

3. *Mémoires de la comtesse de Boigne*, publiés par Ch. Nicoullaud, t. I, p. 60.

4. *Ouvrage d'un citoyen, gentilhomme et militaire*, p. 129.

le monopole des charges militaires de la maison du roi et de celles des princes, que leur fortune leur permettait d'acquérir<sup>1</sup>; ils occupaient notamment tous les emplois du régiment des gardes françaises, dont la finance, augmentant de grade en grade, atteignait 80,000 livres pour celui de capitaine, et qui, malgré ce prix élevé, étaient l'objet de fréquentes mutations, parce que les titulaires se retiraient dès qu'ils avaient obtenu la croix et le brevet de colonel, en gagnant souvent sur la somme qu'ils avaient versée<sup>2</sup>. Deux corps seulement étaient à l'abri de leur convoitise; c'étaient ceux de l'artillerie et du génie, en raison des connaissances spéciales que les officiers devaient posséder pour obtenir les grades supérieurs; la naissance y comptait par suite moins qu'ailleurs.

En même temps les « présentés » avaient été comblés de toutes les grâces dont la cour disposait; nombreux étaient ceux qui, suivant les expressions de Dubois-Crancé, avaient « des emplois ou fictifs, ou sans objet utile, et auxquels on avait accordé des pensions, des traitements extraordinaires, des gratifications annuelles excessives, en attendant un gouvernement »; leur exemple enseignait aux nouveaux venus qu'on pouvait « impunément et même avec succès fatiguer la cour de ses importunités, le trésor public de son insatiable avidité, comme les troupes de sa folle vanité »<sup>3</sup>; les régiments provinciaux et ceux de grenadiers royaux, dont quelques-uns avaient été attribués jusqu'alors à des lieutenants-colonels ou à des majors anciens, étaient devenus aussi la propriété presque exclusive des nobles de cour, qui les trouvaient plus commodes que les emplois actifs et qui y acquéraient des honneurs et de l'avancement en restant tranquillement chez eux ou dans la capitale<sup>4</sup>.

La conséquence de ce régime était que, dans l'infanterie et dans les troupes à cheval, les officiers « non présentés » se voyaient privés des chances d'avenir, auxquelles leur donnaient

1. La finance de ces emplois avait été exceptée de la suppression éventuelle et, par suite, de la réduction progressive, prescrites par l'ordonnance du 25 mars 1776.

2. Les finances du seul régiment des gardes-françaises s'élevaient à la somme considérable de 6,684,000 livres (Félix de Wimpfen, *Rapport sur le remboursement des charges, offices et emplois militaires*, février 1791).

3. *Collection des projets, rapports et lois militaires*, t. 1 : Dubois-Crancé, *Observations sur la constitution militaire*, p. 5 (Bibl. du ministère de la Guerre, A. 1. b. 1210).

4. *L'armée française au Conseil de la guerre*, p. 20.

droit la durée de leurs services, leur expérience, pour quelques-uns, les campagnes de la guerre de Sept ans et de la guerre de l'Inde, et, pour beaucoup, celle de la guerre d'Amérique. Ceux qui étaient de noblesse ancienne étaient eux-mêmes sacrifiés; « un bon gentilhomme, écrivait l'abbé de Vermond à l'impératrice Marie-Thérèse en 1778, qui ne peut éblouir par ses alliances à la cour, ni par une dépense d'éclat, n'oserait prétendre à un régiment, quelque anciens et distingués que puissent être ses services et sa naissance »; l'un des officiers, qui aideront à la fuite du roi en 1791, le comte de Valory, cadet d'une famille de six enfants, n'avait pu, faute de fortune, se tenir sur les rangs pour parvenir, comme tant d'autres, « où sa naissance l'appelait », et, en 1787, il n'était encore que garde du corps avec commission de capitaine; aussi éprouvait-il le désagrément de voir ses parents, du même nom, être présentés à la Cour et avoir l'honneur de monter dans les carrosses du roi, ainsi que celui d'obtenir de belles places militaires très enviées, tandis qu'il était réduit à se trouver en sentinelle sur leur passage.

Les lieutenants n'étaient nommés capitaines en second que vers trente ou trente-deux ans, et ils ne montaient ensuite que vers quarante ans au commandement de la compagnie<sup>1</sup>, alors que le jeune homme de la cour, par la voie des emplois de remplacement, venait en prendre possession le jour même où il allait atteindre sa dix-huitième année<sup>2</sup>. Une fois capitaines, ils étaient condamnés presque tous, surtout les anoblis et les roturiers, à végéter dans leur grade jusqu'au jour de la retraite; ils n'avaient d'autre perspective que d'obtenir la croix de saint Louis, après vingt-huit ans de services, et une médiocre pension de quelques centaines de livres à la fin de leur carrière. Dans ses ordonnances de 1762, le comte de Choiseul, sous le prétexte de ranimer l'émulation parmi les officiers, avait substitué le régime du choix à celui de l'ancienneté pour la nomination des majors et des lieutenants-colonels; « il n'avait réussi, d'après les officiers de la garnison de Lille, qu'à créer une foule d'intrigants et de

1. Exemple tiré du régiment de Foix; M. de la Richardière, né en 1738, garde du corps surnuméraire en 1755, lieutenant à « Foix » en 1762, capitaine en 1768, soit à trente ans, capitaine commandant en 1781, soit à quarante-trois ans.

2. *Mémoires de Lafayette*, t. III, p. 277 (*les Armées françaises sous l'ancienne monarchie*).

petits despotes et à former une classe féconde de novateurs minutieux »<sup>1</sup>. Le maréchal du Muy avait atténué, en 1775, les inconvénients du choix dans l'infanterie, en déterminant que les capitaines de grenadiers seraient seuls admis à concourir avec les majors pour le grade de lieutenant-colonel; le comte de Saint-Germain s'était borné à décider qu'aucun officier ne pourrait être proposé pour une place de lieutenant-colonel qu'après quinze ans de services, et après douze ans pour major. L'influence de la cour sur les promotions était devenue ensuite si scandaleuse qu'un ordre du roi, daté du 10 juillet 1780, avait rendu l'emploi de lieutenant-colonel à l'ancienneté; mais le marquis de Ségur avait fait abroger cet ordre le 1<sup>er</sup> juin 1781; depuis cette époque, les majors et le plus ancien capitaine de chaque régiment entraient en ligne pour le grade de lieutenant-colonel après vingt-cinq ans de services; les majors devaient être choisis parmi les capitaines, après vingt ans de services; les premiers capitaines recevaient le brevet de major après cinq années passées dans ce grade. Les sollicitations et les protections avaient alors repris leur empire sur les nominations dans l'armée; tout le monde croyait, avec un peu d'intrigue, être fait pour parvenir à tout; « personne ne prétendait plus se prêter à la lenteur d'un sage avancement, dit Dampmartin; chaque individu réclamait la préférence d'occuper, dès sa jeunesse, les emplois supérieurs; un officier avait-il rempli pendant quatre ou cinq ans un grade, il en sollicitait un au-dessus et se récriait avec amertume contre les délais les mieux fondés...; le ridicule en vint au point que les gentilshommes, nés peu riches, paraissaient honteux d'être à trente ans capitaines »<sup>2</sup>. Ce n'était que péniblement que quelques-uns pouvaient s'élever jusqu'à l'emploi de lieutenant-colonel; bien rares étaient ensuite ceux auxquels il était permis d'aller plus haut; il est vrai que cet emploi ouvrait aux gentilshommes de province, qui avaient pu y arriver, l'accès du grade de maréchal de camp, comme celui de colonel l'ouvrait à la noblesse de cour; mais ce n'était pas un droit pour eux; aucune ordonnance n'avait fixé leur sort à cet égard; les ministres leur avaient

1. *Mémoire sur les vices et abus de la constitution actuelle du militaire français par les officiers d'infanterie de Colonel-général, la Couronne, Condé, etc., les chasseurs à cheval des Evêchés composant la garnison de Lille* (Arch. hist. de la Guerre. Fonds Préval, A. 28).

2. Dampmartin, *Sur divers événements de la Révolution et de l'émigration*, t. I, p. 100.

appliqué des règles arbitraires et variables; les uns les avaient compris dans les promotions, les autres les en avaient exclus; on avait fini par établir qu'ils n'avaient, pour dépasser le grade de lieutenant-colonel, « ni rang ni titre positif », et dans les dernières promotions, celles de 1781 et 1784, on n'en avait fait maréchaux de camps que deux ou trois par arme<sup>1</sup>.

Quant aux officiers de fortune, la plupart n'étaient nommés lieutenants qu'après de très longues années de service; l'ordre du roi du 10 juillet 1780, d'abord, et ensuite le règlement du 1<sup>er</sup> juin 1781 leur avaient ôté la faculté d'avoir une compagnie, en leur accordant seulement une commission de capitaine après trois années passées dans la position de plus ancien lieutenant du régiment; ceux de l'infanterie devaient servir dans la compagnie de grenadiers, et ils y attendaient leur avancement, sans profiter des vacances qui se produisaient dans les autres compagnies.

Bien d'autres sujets de mécontentement venaient s'ajouter à l'irritation que causait aux officiers non présentés la préférence donnée à la noblesse de cour pour le commandement des régiments; la croix de saint Louis n'était accordée aux capitaines et aux lieutenants des troupes de ligne qu'après vingt-huit ans de services, alors que, dans les corps privilégiés, vingt ans suffisaient; la maison du roi prenait, dans les pensions et les grâces, « la part dévorante ». Les officiers de remplacement et à la suite étaient une cause d'inquiétude et de découragement pour les lieutenants d'infanterie, dont ils retardaient et souvent même arrêtaient l'avancement; « ces officiers éphémères, dit le chevalier de Kéralio, ou ne joignent pas leurs corps pour y faire le service de quatre mois conformément à l'ordonnance, ou les passaient à mal servir; mais ils n'en concouraient pas moins avec les anciens officiers pour les emplois de lieutenant ou de capitaine en second; de là le dégoût général parmi d'anciens et bons officiers, dont plusieurs ont fait la guerre, soit dans l'Inde, soit en Amérique, et qui ont la douleur de se voir enlever la récompense de leurs services par des polissons qui ont à peine secoué la poussière du collège »<sup>2</sup>; dans les troupes à cheval, ces mêmes emplois,

1. Guibert, *Mémoire adressé au public et à l'armée sur les opérations du Conseil de la guerre*, p. 9.

2. *Premier mémoire; armée de France*, par le chevalier de Kéralio (Arch. hist. de la Guerre).

et les réformes de capitaines avaient été « l'objet de spéculations financières de quelques ministres »<sup>1</sup>; les finances attachées à ces emplois atteignaient jusqu'à 10,000 livres, bien que le comte de Saint-Germain, désireux de combattre l'influence de l'argent sur l'avancement des officiers, eût fait décider, en 1776, que la finance de tous les emplois militaires serait réduite du quart de sa valeur primitive à chaque mutation, de manière à se trouver éteinte après quatre titulaires. La vénalité subsistait aussi pour un grand nombre de compagnies dans la cavalerie, au détriment de la noblesse pauvre; il était même au su de tous que, par un abus intolérable, les nouveaux promus se voyaient souvent obligés de payer à leurs prédécesseurs des sommes plus fortes que celles portées sur leurs brevets de retenue<sup>2</sup>. Un autre grief des officiers était l'ironie dont la première noblesse poursuivait ceux d'entre eux qui avaient réussi à forcer la porte des emplois supérieurs. C'est ainsi que le ministre de la Guerre les avait profondément blessés, en qualifiant d'officier général de fortune<sup>3</sup> un maréchal de camp parvenu à ce grade par son mérite; cependant, cet officier général était noble, mais il n'était pas présenté. « Bête comme un lieutenant-colonel » était une expression courante dans la bouche des colonels sortis des antichambres de Versailles<sup>4</sup>. La supériorité injustement attribuée aux gens de la cour avait, en outre, porté une grave atteinte à la discipline; l'homme de qualité était « un être si sublime » qu'aucune autorité ne pouvait le faire obéir; nul général ne se serait avisé de le punir comme un petit gentilhomme; l'impertinence pour les « barbons » de moindre naissance était pour lui de bon ton; il raison-

1. *Mémoire sur les vices et abus de la constitution actuelle, etc.* (Arch. hist. de la Guerre).

2. En 1787, le montant des finances des emplois des troupes à cheval était encore de 6,677,000 environ, y compris seize régiments de cavalerie, sept de dragons, cinq de chasseurs à cheval, dont la finance n'était pas éteinte et valait pour chacun d'eux de 30,000 à 50,000 livres. — Les officiers pourvus d'emplois « financés » étaient tenus d'acquitter à leur prédécesseur le montant du brevet de retenue de celui-ci, et ils avaient l'assurance qu'ils seraient remboursés, à leur tour, par leur successeur, de la somme inscrite sur leur brevet propre.

3. Comte de Vaublanc, *Souvenirs*. Paris, 1838. « Ce mot fut répété, commenté et fit bien du mal ...; des hommes, qui se croyaient profonds et habiles, imaginaient balancer ainsi le progrès des idées démocratiques. Ils produisaient l'effet contraire par l'indignation qu'excitaient leurs discours et leur ton de dénigrement » (t. I, p. 153 et 154).

4. Servan, *la Seconde aux grands* (Bibl. nat., L<sup>c</sup>. 103), p. 21.



nait sous les armes; il affectait un air hautain, même à l'exercice, avec les chefs qui n'étaient pas de son monde<sup>1</sup>. Par contre, les inspecteurs et les colonels, « croyant commander par droit de naissance », tourmentaient leurs subordonnés et rivalisaient entre eux de « dureté », de « tracasseries », de « niaiserie brutale »; « des colonels munis de lettres en blanc pour casser les officiers, dit Lafayette, appelaient les chefs des autres corps, comme à un spectacle, pour entendre les propos injurieux... dont ils semblaient se faire un plaisir et un passe-temps »<sup>2</sup>.

Par surcroît, il n'était question, dans toutes les garnisons, que des injustices commises à l'égard des officiers subalternes par les bureaux de la guerre, des réformes et des mises à la retraite anticipées qu'ils prononçaient, des procédés irréguliers au moyen desquels ils se débarrassaient de ceux qui avaient vieilli sous les drapeaux et dont ils voulaient la place pour la donner à leurs protégés; les destitutions illégales et sans jugement, les incarcérations par simples lettres de cachet étaient fréquentes et plusieurs avaient suscité de vives protestations<sup>3</sup>. D'autre part, l'existence était intolérable pour ceux qui n'avaient rien en dehors de leurs maigres appointements; ils étaient obligés d'en sacrifier une bonne partie à de faux frais de corps, s'ils ne voulaient pas déplaire à leur colonel; il leur fallait subir des retenues pour l'augmentation du traitement insuffisant du chirurgien-major et de l'aumônier, pour

1. *Ouvrage d'un citoyen, gentilhomme et militaire*, p. 126.

2. *Mémoires de Lafayette*, t. III, p. 278. — Le chevalier de Mautort fournit des renseignements intéressants sur la situation de son régiment, celui d'Austrasie, en 1786 et 1787 : « M. de Biencourt, notre nouveau colonel, était arrivé depuis quelques jours (en 1786) ...; nous fûmes outrés de ses sots propos et nous eûmes la satisfaction d'entendre M. de Boissieux (le lieutenant-colonel) le relancer comme il le méritait. Nous vîmes, dès ce moment, à quel homme nous avions à faire; le dégoût s'en mêla et nous le lui fîmes connaître en toute occasion. La garnison entière lui tourna le dos. Nous avons été malheureux pendant son commandement, qui a duré deux ans » (*Mémoires du chevalier Mautort*, p. 253).

3. Paillot de Beauregard, lieutenant-colonel au 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, fut enfermé en 1781 au château de Ham, par lettre de cachet, sous l'inculpation de s'être mal conduit envers son mestre de camp; mis à la retraite en décembre de la même année, avec une pension de 936 livres, il réclama contre son inspecteur et les bureaux de la guerre. M<sup>me</sup> Louise s'intéressa à lui et intervint auprès du roi; mais, dit Beauregard, « les bureaux s'en sont tenus au silence, qui est le moyen d'usage dans les injustices qu'ils commettent » (Dossier du général Beauregard, ministère de la Guerre, archives administratives).

la désertion des hommes de leur compagnie, pour les recrues qu'ils n'avaient pu faire, étant en semestre. Enfin les vieux officiers avaient eu jusqu'alors, comme récompense, les lieutenances de roi et les majorités de places; ils devaient renoncer à ces emplois<sup>1</sup>, qui étaient donnés maintenant à des gens sans titre et ayant peu servi; « les grands, dit une brochure du temps, leurs maîtresses, les femmes de chambre, des arrangements pécuniaires, les commis des bureaux, des mariages avec leurs parentes ou leurs protégées, l'intrigue enfin dispose de la majeure partie de ces places »<sup>2</sup>. La situation des réformés et des retraités était misérable; leurs pensions, déjà très faibles, étaient considérablement diminuées par la capitation et par les dixièmes; bon nombre étaient dans le cas de M. de Maller, lieutenant réformé des volontaires d'Austrasie et chevalier de saint Louis, qui n'avait à soixante ans qu'une pension de 300 livres, réduite par les impositions à 264 livres, et qui, pour vivre, se trouvait obligé de battre en grange, en mettant la croix de saint Louis dans sa poche<sup>3</sup>.

Aussi, beaucoup d'officiers subalternes s'étaient-ils décidés à quitter des emplois qui leur procuraient tant d'ennuis et de si graves mécomptes; les uns avaient démissionné ou avaient demandé leur retraite, comme le chevalier de Saint-Maime, capitaine commandant au régiment d'Artois-dragons, qui, après vingt-six ans de service, venait de se retirer, « voyant avec un regret infini que le zèle le plus actif et l'exactitude la plus scrupuleuse ne lui procuraient aucun avancement »<sup>4</sup>; ou encore comme le chevalier de Valori, qui avait donné sa démission de capitaine de Royal-Lorraine-cavalerie à cause de « la médiocrité de sa fortune »<sup>5</sup>. D'autres avaient purement et simplement abandonné leurs fonctions sans prendre la peine de prévenir leurs chefs, et le nombre de ces « abandonnements » avait été si grand, au début de 1787, qu'un ordre du roi, du 20 mars, avait prescrit de rayer des con-

1. Voir, dans les *Mémoires de M<sup>me</sup> de Campan*, l'anecdote relative au chevalier d'Orville, ancien capitaine de grenadiers, qui, après quatre années de démarches journalières, n'obtint une place de lieutenant de roi que grâce à l'intervention de Marie-Antoinette, qui avait fini par remarquer au château ce solliciteur tenace.

2. *L'armée française au Conseil de la guerre*, p. 19.

3. Travail du roi, mars 1788 (Arch. hist. de la Guerre).

4. Travail du roi, avril 1787 (Arch. hist. de la Guerre).

5. Travail du roi, juin 1787 (Arch. hist. de la Guerre).

trôles les officiers absents sans autorisation régulière. Parmi ceux-là, un certain nombre avaient pris le parti de chercher une autre patrie, où ils ne fussent pas « insolemment primés par leurs égaux », où on les traitât encore en « gens comme il faut », où ils pussent, « pour leur avancement et pour leur gloire », tirer parti de leur courage et de leurs talents<sup>1</sup>. Ceux qui étaient restés, révoltés du despotisme des « patriciens », obéissaient le moins qu'ils pouvaient à l'autorité du grade; ils ne s'intéressaient plus qu'à eux-mêmes; ils servaient, quand ils n'avaient rien de mieux à faire, « avec dégoût, dans un esprit taquin, mutin, mercenaire », ne faisant rien de plus que l'indispensable, ne se fatiguant pas à acquérir des connaissances qu'ils ne seraient jamais dans le cas d'utiliser, « sifflant et bernant » ceux de leurs pareils qui en usaient autrement et qui étaient « assez fous » pour espérer de l'avancement, « détestant leurs chefs » et ne voyant en eux que des maîtres « importuns et superbes », enfin se retirant dès qu'ils pouvaient « accrocher une pension très peu méritée ». En même temps, ils n'avaient plus, suivant l'expression de l'un d'eux, qu'un attachement plébéien pour le monarque et la monarchie, « qui perdaient ainsi plus de zèles défenseurs que ne leur en coûtèrent Crécy et Poitiers »<sup>2</sup>; ils voyaient avec indifférence ou même avec satisfaction les embarras croissants de la cour, et ils avaient été les premiers à applaudir ceux des officiers généraux qui, en février, à l'assemblée des notables, avaient dénoncé les dépenses excessives et les abus du département de la Guerre<sup>3</sup>.

En définitive, au mois de mai 1787, l'armée était sans constitution, après vingt-cinq années de révolutions incessantes dans les lois qui la régissaient; la discipline était ébranlée, le désordre régnait à tous les degrés de la hiérarchie; la misère du soldat était à son comble; le sort des officiers était livré à l'arbitraire; les « présentés » avaient le monopole des grades supérieurs, les autres étaient réduits aux emplois subalternes; d'où l'infatuation des premiers et le découragement des seconds. Par l'effet même de toutes ces causes, combinées avec la détresse du trésor, la France n'était plus que la quatrième puissance militaire de l'Eu-

1. *Ouvrage d'un citoyen, gentilhomme et militaire*, p. 117.

2. *Ibid.*, p. 119.

3. Guibert, *Mémoire adressé au public et à l'armée sur les opérations du Conseil de la guerre*, p. 44.

rope<sup>1</sup> et, faute de troupes prêtes à agir, elle était à la veille de subir la plus dure des humiliations ; elle allait abandonner la Hollande à la Prusse et laisser le champ libre au duc de Brunswick dans ses opérations contre nos protégés.

\* \* \*

Les abus dont souffrait l'armée ne pouvaient manquer d'ébranler l'opinion publique, au moment surtout où le pays tout entier était travaillé de l'esprit d'innovation, de progrès et d'amélioration ; de nombreux écrits militaires les dénoncèrent et demandèrent qu'il y fût porté remède<sup>2</sup> ; des réclamations, des mémoires, des projets affluèrent au ministère de la Guerre ; les officiers les plus autorisés se prononcèrent pour l'adoption de mesures susceptibles d'empêcher la fluctuation continuelle des principes, de manière qu'à chaque changement de ministre l'armée ne se sentit pas menacée d'un bouleversement ; ils insistèrent sur la nécessité de réformer un département, qui coûtait à lui seul 140 millions « au roi ou à la nation », sans que la France fût en état de faire respecter ses alliances et sa politique<sup>3</sup> ; ils réclamèrent de nouvelles institutions militaires, que l'état d'armement des grandes puissances de l'Europe rendait plus indispensables que jamais ; l'un des plus distingués d'entre eux, le chevalier de Kéralio, signala le préjudice que l'ambition et l'intrigue des courtisans faisaient éprouver à la constitution militaire<sup>4</sup>.

Le maréchal de Ségur, qui s'entendait mal avec l'archevêque de Toulouse, désirait cependant rester encore quelque temps au pouvoir pour être à même, dit Bésenval, de procurer à son fils aîné, ministre du roi en Russie, les récompenses dues au service

1. *Mémoire pour M. le Contrôleur général relativement au département de la Guerre* (n° 24), par le comte de Guibert (Arch. hist. de la Guerre. Papiers de Guibert, carton 3).

2. Entre autres, un livre publié par Dampmartin, capitaine au régiment de Royal-cavalerie, sous le titre : *Idées sur quelques objets militaires, adressées aux jeunes officiers*. Avignon, 1788.

3. *Mémoire sur l'établissement d'un Conseil de la guerre* (n° 44), par le comte de Guibert (Arch. hist. de la Guerre. Papiers de Guibert, carton 1).

4. *Premier mémoire, armée de France* (non daté, mais écrit vraisemblablement au commencement de 1787), par le chevalier de Kéralio (Arch. hist. de la Guerre. Infanterie et armée en général ; organisation et tactique, carton 16). Consulter, au sujet de ce mémoire, le livre de M. Louis Tuetey, *les Officiers sous l'ancien régime*. Paris, 1908, p. 220.

que celui-ci venait de rendre en concluant un traité de commerce avec le gouvernement de ce pays<sup>1</sup>; ce fut une raison pour lui de paraître déferer aux demandes ou plutôt aux injonctions qui lui parvenaient de toutes parts. Dans les premiers temps de son ministère, en 1780, sous la pression des plaintes déjà très instantes à cette époque, il avait confié à un comité formé des vingt-quatre inspecteurs généraux d'infanterie et de cavalerie le soin d'examiner toutes les parties de son administration et de consigner les résultats de cet examen dans un rapport, qui fut ensuite soumis au Conseil du roi; mais l'attention du Conseil ne s'était portée que sur les propositions formulées dans l'intérêt des gentilshommes, et il s'était borné à faire signer au roi la fameuse décision du 22 mai 1781.

Les circonstances présentes exigeaient davantage du maréchal de Ségur; c'est ce que lui représenta le plus ardent des réformateurs du jour, le comte de Guibert, « militaire plein de feu, d'âme et de connaissances »<sup>2</sup>, qui, dès 1773, avait éloquemment signalé les vices d'organisation de l'armée dans son célèbre « Discours préliminaire »<sup>3</sup> et qui avait été plus tard l'un des principaux collaborateurs du comte de Saint-Germain; le langage de Guibert fut hardi; il dicta sa conduite au ministre; il ne craignit pas de lui dire qu'il serait coupable, s'il ne saisissait pas le moment de crise actuel pour remanier son département et pour en attaquer tous les abus, et que, dans la position où les affaires et son devoir le mettaient, ce n'était pas seulement pour lui un parti louable, mais « un parti forcé »; il ajouta que, si le maréchal de Ségur en agissait autrement, s'il ne frappait pas de grands coups, s'il n'embrassait pas un plan général, s'il se bornait à de petites réformes, l'armée resterait sans organisation, la constitution avec tous ses défauts, le soldat dans la misère, tout l'état militaire dans la langueur et dans l'apathie, et que lui-même finirait par se retirer du ministère avec dégoût, et, ce qui devait être plus sensible à un homme tel que lui, sans la considération à laquelle il était en droit de prétendre et qu'il n'avait jamais eu une plus belle occasion d'affirmer et d'augmenter<sup>4</sup>; il lui soumit

1. *Mémoire du baron de Bésenval*. Paris, 1855, p. 301.

2. *Mémoires du comte de Ségur*, t. I, p. 87.

3. *Essai général de tactique, précédé d'un discours sur l'état actuel de la politique et de la science militaire en Europe*. Londres, 1772.

4. *Mémoire* (n° 45), par le comte de Guibert (*Arch. hist. de la Guerre*).

en même temps un projet de réorganisation, que Ségur, après l'avoir étudié « avec lenteur et réflexion », se proposait de mettre sous les yeux du roi, quand, indisposé par la désignation de l'archevêque de Toulouse comme principal ministre, il se décida à résigner ses fonctions<sup>1</sup>.

Guibert n'en poursuivit pas moins activement la réalisation de ses idées; il remit aussitôt au prélat-ministre le travail qu'il avait préparé pour le maréchal de Ségur; il lui exposa que le temps pressait, que les circonstances n'avaient jamais plus ajouté à son instance, qu'il fallait faire en sorte que l'armée fût constamment prête à entrer en action, « la dignité de la couronne » et « l'honneur de la nation » exigeant que la France imitât sur ce point le système politique des autres états de l'Europe; il insista également sur les principes auxquels il était urgent de soumettre la dispensation des emplois et des grâces, dont la seule règle avait été jusqu'alors « la routine ou la faveur »; il fit valoir enfin que le zèle et le travail d'un seul homme ne suffiraient ni pour mener à bien une tâche aussi vaste que celle de la régénération de l'armée, ni pour maintenir et conserver les institutions auxquelles on s'arrêterait, et il demanda qu'on adjoignît au ministre un Conseil formé de « militaires éclairés »; ce Conseil, constitué d'une manière permanente, pouvait seul, d'après lui, créer un plan, faire de bons règlements, en assurer l'exécution, mettre de la suite dans les projets, apporter de l'économie dans les dépenses et introduire de l'ordre dans la comptabilité<sup>2</sup>.

Engagé dans sa lutte avec le Parlement, qu'il venait d'exiler à Troyes après le lit de justice du 6 août, Loménie de Brienne jugea sans doute qu'il ne pouvait, sans imprudence, se refuser à s'occuper des intérêts de l'armée; ne rien faire pour elle, c'était risquer de s'aliéner les officiers et les soldats, et l'heure était trop

1. 29 août 1787.

2. *Note particulière pour M. l'archevêque de Toulouse*, par le comte de Guibert (Arch. hist. de la Guerre. Papiers de Guibert, carton 3). — Un Conseil de la guerre avait déjà été institué dans les premiers jours de la régence, le 28 septembre 1715, sous la présidence de Villars; mais ce Conseil n'avait pas su distinguer ses attributions législatives des attributions exécutives du ministre; des conflits survenus entre lui et le marquis de La Vrillière, secrétaire d'État du département de la Guerre, avaient conduit à le supprimer en septembre 1718, soit après une durée de trois ans (Arch. hist. de la Guerre. E. 8. Notes sur le Conseil de la guerre).



critique pour qu'il voulût courir ce danger; il soumit donc au roi les propositions du comte de Guibert. Louis XVI, inquiet des nouveautés et hésitant par tempérament, manifesta tout d'abord une vive « répugnance »<sup>1</sup> pour un projet dont l'adoption devait réduire le ministre de la Guerre à la partie exécutive de son département et entraîner par suite, pour lui, une forte diminution d'autorité; mais ses hésitations durent céder devant l'insistance et les « prières » des réformateurs; d'ailleurs, l'archevêque de Toulouse venait de remplacer le maréchal de Ségur par son frère, le comte de Brienne<sup>2</sup>, et celui-ci, qui avait peu ou point servi, quoiqu'il fût lieutenant général depuis 1780, ne pouvait trouver que des avantages à la création d'un Conseil, au moyen duquel, d'après Besenval, il espérait couvrir son peu d'expérience des choses militaires; en outre, le président devait être le ministre de la Guerre, ce qui lui assurait une autorité prépondérante sur les délibérations. Le règlement portant établissement d'un Conseil de la guerre, chargé de toute la partie législative et administrative du ministère, fut signé le 9 octobre, et les huit officiers généraux qui devaient en faire partie furent désignés le même jour : c'étaient le comte de Puységur, M. de Gribeauval<sup>3</sup>, le duc de Guines, le marquis de Jaucourt comme lieutenants généraux, le comte Esterhazy, M. de Fourcroy, le marquis de Lambert, le marquis d'Autichamp comme maréchaux de camp; ainsi qu'on devait le prévoir, les fonctions de rapporteur et de rédacteur furent attribuées à l'initiateur de la nouvelle institution, à Guibert, alors brigadier d'infanterie et colonel du régiment de Neustrie; l'élaboration de la constitution de l'armée se trouvait ainsi confiée à des officiers généraux qui n'étaient pas en tête de l'état militaire, et dont quelques-uns étaient même de promotions relativement récentes, ce qui déterminait une vive irritation<sup>4</sup> parmi ceux qui, plus anciens, se crurent lésés; c'est ce qui arriva notamment pour les maréchaux de France, malgré les précautions prises dans le règlement pour calmer leur susceptibilité<sup>5</sup>.

1. Dampmartin, *Sur divers événements, etc.*, t. I, p. 101.

2. 24 septembre 1787; le baron de Breteuil gère le ministère de la Guerre entre le départ de Ségur et l'arrivée de Brienne.

3. Gribeauval représentait le corps royal de l'artillerie et Fourcroy celui du génie.

4. « Le Conseil de la guerre, dit Besenval, était composé de trop jeunes gens pour ne pas choquer la tête de l'armée... » (*Mémoires de Besenval*, p. 334).

5. L'article 5 du règlement du 9 octobre 1787 était ainsi conçu : « S. M.

En mars 1788, moins de six mois après la création du Conseil de la guerre, le roi signa, sur sa proposition, dix-huit ordonnances « provisoires », que vingt autres vinrent compléter un peu plus tard, en mai, juin et juillet. Les cadres étaient débarrassés d'un certain nombre d'emplois signalés, depuis longtemps, comme inutiles et même nuisibles; les capitaines, dits attachés ou à la suite, disparaissaient, ainsi que les capitaines et sous-lieutenants de remplacement de l'infanterie; les brevets de major, de lieutenant-colonel et de colonel ne devaient plus être donnés que pour des emplois titulaires, principe nouveau pour l'époque; toutefois, le roi exceptait de cette règle les corps de sa maison, son régiment d'infanterie et les carabiniers, auxquels il voulait conserver « quelques prérogatives »; des mesures étaient prises pour mettre fin, dans les troupes à cheval, à « l'abus monstrueux des réformes »<sup>1</sup>. Les colonels en second étaient supprimés; une grande promotion de 236 maréchaux de camp, signée le 9 mars 1788<sup>2</sup>, avait eu pour objet de créer des vacances de régiments pour une soixantaine d'entre ces officiers; les autres étaient placés dans les troupes, comme colonels attachés, en attendant leur extinction; des ordonnances spéciales prononçaient également, l'une la suppression éventuelle des colonels généraux<sup>3</sup>, l'autre celle des brigadiers, dont l'emploi ne répondait à aucun besoin et qui étaient une cause de trouble dans le service. Le nombre des lieutenants généraux était fixé invariablement à 160, au lieu de rester illimité comme auparavant; le grade de maréchal de camp était soustrait à l'influence de la faveur et à l'arbitraire ministériel, par la promotion de droit des colonels, d'une part, des lieutenants-colonels, d'autre part, avec une ancienneté déterminée.

Les troupes recevaient une organisation entièrement nouvelle;

regrette que les raisons supérieures qui la déterminent à affecter à jamais la présidence du Conseil à la charge du secrétaire d'État du département de la Guerre l'empêchent, dans les circonstances actuelles, d'appeler dans le Conseil de la guerre quelques-uns de MM. les maréchaux de France; mais elle ne compte pas, pour cela, se priver de leurs lumières, et elle se réserve d'y avoir recours quand elle le jugera nécessaire. »

1. Guibert, *Mémoire adressé au public et à l'armée sur les opérations du Conseil de la guerre*, p. 7.

2. Guibert avait été compris dans cette promotion.

3. Les colonels généraux étaient : le comte d'Artois pour les Suisses et Grisons, le prince de Condé pour l'état-major d'infanterie française et étrangère, le marquis de Béthune pour la cavalerie légère, le duc de Luynes pour les dragons.

après avoir fixé la composition des régiments, caractérisée par la suppression de six officiers dans chacun d'eux, le Conseil de la guerre s'était préoccupé de rassembler « tous ces éléments épars » et d'en former une grande armée, répartie en quartiers dans le royaume, mais « divisée, commandée, surveillée, de manière à pouvoir recevoir, dans toutes ses parties, une administration, une discipline, une instruction uniformes » ; une ordonnance créait, à cet effet, dix-sept commandements de province, ayant à leur tête des maréchaux de France ou des lieutenants généraux. Par une heureuse innovation, l'armée était constituée en brigades, formées chacune de deux régiments et commandées par des maréchaux de camp ; la formation des troupes en divisions, essayée par le maréchal de Broglie dans la campagne de 1760 et réglementée ensuite par le comte de Saint-Germain dans l'ordonnance de 1776, était appliquée aux brigades, et il était institué vingt et une divisions composées de troupes des deux armes ou d'une seule arme, suivant les ressources locales ; les commandants des divisions étaient des lieutenants généraux ; l'un des maréchaux de camp de chaque division était chargé des détails d'inspection pour tous les régiments et prenait le nom d'inspecteur divisionnaire.

L'exercice et les manœuvres, tant de l'infanterie que des troupes à cheval, étaient l'objet de réglemens détaillés ; il en était de même pour le service des troupes en campagne. Les soldats bénéficiaient d'une augmentation de solde de six deniers ; leur nourriture était améliorée ; une pension de vétérance était accordée au plus ancien bas officier de chaque régiment ; mais, décision malencontreuse, qui pouvait paraître un défi à l'opinion, la punition des coups de plat de sabre était maintenue ; de plus, un service occulte de police était organisé, dans chaque garnison, sous la direction d'officiers de fortune. Voulant remédier aux abus qui s'étaient introduits dans l'administration et la comptabilité des corps de troupes, le Conseil de la guerre avait cru atteindre son but en multipliant les écritures, les états, les tableaux, et il était tombé dans un excès nuisible à la réforme qu'il s'était proposé d'opérer.

Enfin, les conditions dans lesquelles devait se faire désormais l'avancement des officiers de l'infanterie et des troupes à cheval<sup>1</sup>

1. Le Conseil de la guerre n'apporta aucun changement aux dispositions qui régissaient l'avancement des officiers du corps royal de l'artillerie et de celui

étaient fixées par une ordonnance du 17 mars, portant « règlement sur la hiérarchie de tous les emplois militaires, ainsi que sur la promotion et la nomination à ces emplois ». Deux voies différentes étaient ouvertes aux officiers, suivant la classe à laquelle ils appartenaient.

Les officiers de fortune devenaient lieutenants par ancienneté, avec la dénomination de surnuméraires; mais leur avancement s'arrêtait là; ils continuaient à être exclus du commandement de la compagnie; l'ordonnance déclarait, avec autant de maladresse que d'injustice, qu'en temps de paix ils ne pouvaient, dans aucun cas, parvenir au grade de capitaine en second; elle concédait seulement que, sur la demande du colonel, il leur serait expédié une commission de capitaine, quand le lieutenant en premier, leur cadet, serait promu à ce grade; cette commission devait leur servir pour obtenir la croix de saint Louis, qui n'était pas accordée à ceux d'entre eux qui restaient lieutenants; mais, bien que leur conférant, en toute circonstance, le commandement sur les lieutenants, elle ne leur donnait le droit de faire le service dans la compagnie « ni à la paix ni à la guerre »; ils n'étaient même autorisés à porter les épaulettes de capitaine qu'avec une marque particulière, les distinguant des capitaines en pied.

Les gentilshommes de province étaient astreints à suivre une voie lente et graduelle, qui pouvait les conduire au grade de lieutenant-colonel, mais sans leur permettre d'atteindre celui de colonel; leur avancement avait lieu par ancienneté, depuis leur entrée au service comme cadets-gentilshommes ou comme sous-lieutenants, jusqu'au grade de capitaine commandant pour l'infanterie et jusqu'à celui de lieutenant en premier pour la cavalerie; dans cette dernière arme, le Conseil de la guerre s'était proposé de « ne pas laisser à l'avancement des lieutenants un obstacle, qui pouvait décourager leur émulation »; à cet effet, une nomination de capitaine sur trois était attribuée au choix du roi, en faveur d'un lieutenant<sup>1</sup> du régiment, d'après une liste

du génie. Il se borna à créer deux sous-lieutenances de remplacement dans chacun des régiments d'artillerie et quatre emplois de même nature à l'Ecole du corps du génie. Ces sous-lieutenances étaient « destinées à la première noblesse » et avaient pour but de fournir à celle-ci, disait l'ordonnance, « des moyens d'instruction plus étendus et plus variés ».

1. Ce lieutenant devait payer le prix du brevet de retenue attribué à la compagnie vacante, ce qui excluait de l'avancement la noblesse pauvre.

établie par une commission spéciale d'officiers généraux; les deux autres nominations appartenaient aux officiers de remplacement ou de réforme; les capitaines des troupes à cheval devenaient ensuite chefs d'escadron par ancienneté. Dans les deux armes, les majors étaient choisis parmi tous les capitaines ayant au moins vingt ans de service; les lieutenants-colonels étaient choisis, pour l'infanterie, parmi les majors, et les deux plus anciens capitaines de tous les régiments, pour la cavalerie, parmi les majors et les chefs d'escadron. Le choix des officiers supérieurs ne pouvait porter que sur les officiers compris dans la liste arrêtée par le Conseil de la guerre, d'après les revues d'inspection. Pour tous les grades, l'officier devait être constamment présent à son corps, sauf pendant le semestre qui lui était accordé, en principe, tous les deux ans. Dans ces conditions, l'officier d'infanterie « non présenté » était susceptible d'être nommé sous-lieutenant à seize ans, lieutenant en second à dix-neuf ans, lieutenant en premier à vingt-trois ans, capitaine en second à vingt-huit ans, capitaine en premier à trente-quatre ans, major à trente-six ans, lieutenant-colonel à quarante ans; son temps de service, quand il arrivait à ce grade, atteignait au moins vingt-quatre années, ce qui correspondait, en déduisant les semestres dont l'officier avait profité, à dix-huit ans de service effectif.

Une voie rapide et hors rang était, au contraire, réservée à la noblesse de cour; le Conseil de la guerre avait considéré que le principe de faire arriver au commandement des régiments, par le droit de la naissance, était « dans l'essence de la monarchie », et, après avoir supprimé le grade de colonel en second, il avait regardé comme nécessaire de rétablir un grade supérieur à celui de capitaine et inférieur à celui de major, pour servir de débouché et d'école à la haute noblesse du royaume, destinée aux emplois supérieurs; un grade nouveau, celui de major en second, était créé dans ce but; c'était parmi les majors en second, appartenant ainsi presque sans exception à la noblesse privilégiée, qu'étaient choisis les colonels, après quatre ans de service et d'après une liste établie par le Conseil de la guerre; les majors en second étaient fournis, en principe, après cinq ans de grade, par les capitaines de remplacement de la cavalerie, qui avaient été conservés en vue de cette destination et qui provenaient eux-mêmes des sous-lieutenants de remplacement, dont la nomination

était réservée au roi, à raison de deux par régiment<sup>1</sup>; ils ne pouvaient, dans aucun cas, devenir majors ou lieutenants-colonels titulaires. D'après l'ensemble des dispositions de l'ordonnance, le noble de cour, promu sous-lieutenant de remplacement à seize ans, était apte à devenir capitaine de remplacement à dix-neuf ans; à vingt et un ans, il était nommé major en second, et, après quatre années passées dans ce grade, il devenait susceptible d'obtenir celui de colonel; son temps de présence au milieu des troupes était fixé à cinq mois seulement par an, de sorte qu'il était admis à prendre le commandement d'un régiment après trois ans neuf mois de service réel. Si l'on observe que le maréchal de Ségur avait fixé à vingt-neuf ans la limite d'âge inférieure pour la nomination des colonels, on voit à quel point le Conseil de la guerre avait favorisé les gens de la cour, en abaissant cette limite à vingt-cinq ans.

La noblesse privilégiée était admise en même temps à suivre, si elle le désirait, la voie ordinaire ouverte aux gentilshommes de province; Guibert avait fait remarquer aux membres du Conseil que la réduction du nombre des colonels, limité dorénavant à celui des colonels titulaires, lésait les intérêts des nobles « simplement présentés », — l'expression est de lui, — qui allaient être obligés de s'effacer devant la haute noblesse, assez nombreuse pour occuper tous les emplois vacants, et il avait demandé qu'on engageât les gentilshommes de cette catégorie à ne pas attendre dans l'emploi de capitaine de remplacement l'avancement « hors rang », auquel leur naissance les mettait en droit d'aspirer<sup>2</sup>; à cet effet, les capitaines de remplacement, destinés à former la pépinière des majors en second, étaient autorisés à prendre des compagnies

1. Texte de l'ordonnance sur la hiérarchie : « S. M. choisira les majors en second, d'après les notes et comptes qu'elle se fera rendre de tous les officiers qui composent son armée parmi tous les capitaines de ses régiments indistinctement, mais par préférence dans la classe de ceux qu'elle aura fait déboucher par les emplois de capitaine de remplacement, et que leur naissance et surtout les services de leurs pères lui font destiner plus particulièrement au commandement de ses régiments... »

« En se réservant la nomination de deux sous-lieutenances de régiment, S. M. a voulu ménager des débouchés pour cette portion de la noblesse, qui est appelée plus particulièrement au commandement des régiments, et faire de ces emplois leur première école » (Recueil des ordonnances militaires, deuxième semestre 1788, ministère de la Guerre).

2. *Rapport fait par Guibert à la première séance du Conseil de la guerre, le 28 octobre 1787* (Arch. hist. de la Guerre).



dans les régiments; ils conservaient le droit d'être tirés de la colonne des capitaines en pied, pour devenir majors en second; parvenus au grade de lieutenants-colonels, ils pouvaient être promus colonels, l'ordonnance spécifiant, à leur intention, que le roi donnerait exceptionnellement le commandement des régiments à des lieutenants-colonels titulaires, quand ceux-ci seraient de la même classe que les majors en second.

L'ordonnance sur la hiérarchie traitait donc différemment la noblesse de cour et celle des provinces; la première seule pouvait prétendre au grade de colonel, soit qu'elle se résignât à la voie graduelle, dans laquelle elle entrait d'ailleurs de très bonne heure avec le grade de capitaine, soit qu'elle suivît la voie des emplois de remplacement, qui lui était normalement affectée. La même inégalité se retrouvait dans les règles adoptées pour l'admission des deux noblesses au grade de maréchal de camp. Par une innovation, dont le but, louable en soi, était de couper court à toute intrigue, ce grade, je l'ai déjà dit, était donné à l'ancienneté, soit aux colonels, soit aux lieutenants-colonels, après un nombre déterminé d'années passées dans ces emplois, et cette disposition ne pouvait qu'être accueillie avec satisfaction dans les régiments; mais le temps exigé pour les colonels, c'est-à-dire pour les nobles de cour, n'était que de quatorze ans, tandis qu'il s'élevait à dix-huit ans pour les lieutenants-colonels, c'est-à-dire pour les gentilshommes de province; il en résultait que les premiers pouvaient être promus maréchaux de camp à trente-neuf ans et les seconds à cinquante-huit ans, soit avec une différence de dix-neuf ans en faveur de la première noblesse; les colonels n'ayant à servir que quatre mois par an, leur service effectif total, au moment de leur promotion comme officiers généraux, était de huit ans cinq mois, alors que celui des lieutenants-colonels atteignait trente et un ans, semestres déduits; en outre, ces derniers n'avaient reçu, dans toute leur carrière, que 98,440 livres, et le noble de cour, au même âge et avec treize ans deux mois de service effectif, arrivait au total de 428,600 livres, sans compter les pensions, les cordons, les gouvernements et les charges. Comme conclusion, avec l'avancement tel qu'il était réglé par l'ordonnance du 17 mars 1788, « le noble de cour touchait à peu près cinq fois plus et servait deux fois moins que le noble de province »<sup>1</sup>.

1. *Réclamations des officiers des régiments Royal, Alsace, Artillerie, Hesse-Darmstadt, Corps royal du génie* (Arch. hist. de la Guerre, A. 28).

Ajoutons que le Conseil de la guerre maintenait dans l'ordonnance sur la hiérarchie l'obligation stricte des certificats de noblesse pour l'entrée dans l'armée, en qualité de sous-lieutenant, et qu'il prenait ainsi à son compte, en 1788, la funeste décision qui, sept ans auparavant, avait été considérée, par les hommes modérés et sages de toutes les classes, comme une mesure « intempestive, inconvenante, totalement opposée à l'esprit du siècle »<sup>1</sup>; il en aggravait même les dispositions, en limitant aux capitaines titulaires l'exception des preuves de noblesse consentie en faveur des fils des officiers, chevaliers de saint Louis, et en privant par suite du bénéfice de cette exception les fils des officiers de fortune; d'un autre côté, les sous-lieutenances des troupes à cheval ne devaient plus être données qu'à des gentilshommes aisés, et le roi faisait connaître qu'il appliquerait cette règle aux nominations qu'il s'était réservées.

Lieutenant-colonel Louis HARTMANN.

(*Sera continué.*)

1. *Mémoires du comte de Ségur*, t. I, p. 194.

---

# BONAPARTE

## ET LE RECÈS GERMANIQUE DE 1803.

(Suite et fin<sup>1</sup>.)

---

### II.

L'affaire des indemnités fut pendant des mois en Allemagne la grande préoccupation de tous les esprits. La conviction y était générale que la constitution germanique n'était plus viable, que le Saint-Empire était mort et que la France n'avait plus qu'à en ordonner le convoi. La résignation était parfaite et la curiosité était excitée sur les nouveautés qui en devaient résulter.

Un agent français, nommé Baudus, envoyé par Talleyrand en Allemagne pour y étudier l'esprit public et, au besoin, pour le redresser, écrivait de Francfort, en septembre 1802 : « En approchant de l'Allemagne, on entend souvent parler de l'affaire des indemnités, et sur la frontière elle est un objet habituel de conversation. Mais ce qui n'est là qu'un bruit assez faible devient une espèce de bourdonnement dès qu'on a mis le pied dans quelque ville importante de l'Empire<sup>2</sup>. »

Les uns se contentent de chercher une indemnité pour le grand-duc de Toscane, le trouvent encombrant, proposent de lui donner satisfaction en fondant un empire d'Orient aux dépens de la Porte, avec la Hongrie, la Dalmatie, le Banat, la Bosnie et l'Esclavonie. La Turquie alors paraissait être une réserve commode pour ces cas embarrassants. On en fut ému sérieusement à Constantinople; le général Brune, ambassadeur de France, fut obligé de rassurer le reis-effendi<sup>3</sup>.

1. Voir ci-dessus, p. 47-62.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 705, fol. 7 : correspondance de M. Baudus (1802-1803).

3. Aff. étr., Corr. Turquie, n° 206, fol. 59.

D'autres, au lieu de la création d'un empire d'Orient à côté de l'empire d'Occident, annonçaient le partage de l'Allemagne entre un empire du nord et un empire du sud, l'un pour la Prusse, l'autre pour l'Autriche : ce n'était que prématuré.

D'autres avaient une imagination plus fertile en ressources, fondaient la nouvelle constitution du Saint-Empire sur une diète de cinq collèges, des princes héréditaires, des états ecclésiastiques, de la noblesse d'Empire, des bourgeois des villes, des paysans propriétaires, sous le gouvernement de trois consuls, le premier, ou empereur, nommant le deuxième, le troisième élu par la diète; Rome étant comprise dans le Saint-Empire Romain-Germanique, le second consul y résiderait au moins trois mois par an; le troisième consul se tiendrait auprès de la diète. Il y a là des réminiscences du temps des Hohenstaufen et des inspirations venues de la France consulaire : ce n'est pas à dire que cela fût très cohérent<sup>1</sup>.

Il n'y avait pas moins d'activité à Paris. Quelques princes allemands y avaient envoyé des représentants qui essayaient de voir le premier Consul, s'attardaient dans l'antichambre de Talleyrand; sur la foi de M. de Gagern, agent de Hesse-Nassau, on a bien des fois répété les petits procédés employés par quelques-uns des princes allemands pour gagner l'appui de Talleyrand, caresses à son petit chien, riches tabatières laissées sur son bureau<sup>2</sup>. Il ne conviendrait pas de généraliser, ni surtout d'exagérer; la Hesse-Nassau ne se montra pas satisfaite de son lot et put attribuer le succès de quelques autres à des moyens qu'elle n'avait pas employés, et il n'est pas facile de retrouver la trace de ces intrigues enfantines dans les résultats où se régla l'affaire des indemnités. On voit bien au contraire, en général du moins, les vraies raisons politiques qui ont fixé les vues du gouvernement français.

Dans l'entourage immédiat de Talleyrand, le citoyen Mathieu, un Strasbourgeois à l'esprit délié, fort versé dans la connaissance épineuse des affaires germaniques, envoyé plus tard à Ratisbonne pour suivre de près le règlement des indemnités, fut sans doute l'agent principal de la pensée du gouvernement consulaire. Les

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 717, fol. 56.

2. Häusser, *Deutsche Geschichte*, t. II, p. 340; Denis, *l'Allemagne de 1789 à 1810* (Bibl. d'hist. illustrée), p. 166.

petits cadeaux n'expliquent pas ses propositions ; il lui fallut les fonder sur d'autres considérations.

On ne leur refusera pas le mérite de l'originalité<sup>1</sup> ; mais on verra aussi que le premier Consul n'en a pas tout pris. Le grand plan du citoyen Mathieu s'inspire des principes philosophiques les plus remarquables, qu'il faut profiter des circonstances pour donner enfin à l'Europe une organisation parfaite, qu'il faut supprimer les formes mortes qui nuisent à la vie générale du continent, qu'avec les vastes débris dont l'Allemagne est couverte il faut constituer des corps vigoureux, que la sécularisation générale des biens d'Église est la solution fondamentale, qu'elle est d'une incontestable légitimité, que l'Église n'est point dans le clergé, mais dans les fidèles, qu'il suffit que ceux-ci soient rassurés sur le maintien du culte et les moyens de subsistance de leurs prêtres, que cet excellent principe devrait même être appliqué aux états de l'évêque de Rome, en lui laissant seulement Rome et un rayon de dix kilomètres. Les conséquences de ces prémisses ne sont pas moins ingénieuses : on enverra les Bourbons de France en Espagne avec des titres d'infants et des revenus tirés des colonies d'Amérique ; on refondra l'Italie en quatre grands états, la Cisalpine, le Piémont attribué au duc de Parme, la Sardaigne avec la Toscane et les états romains pour la maison de Savoie, les Deux-Siciles laissées à la maison de Bourbon ; on refondra l'Allemagne par une large sécularisation et on la renforcera « par l'intensité de ses éléments ».

Alors on fera de l'Europe une grande confédération représentée par trois chambres : une chambre impériale, comprenant l'empereur, le pape, la Russie, la France, l'Autriche, l'Angleterre, l'Espagne, la Prusse ; une chambre royale, comprenant l'empereur, le pape, les Deux-Siciles, la Cisalpine, les États-Unis, la Sardaigne, le Danemark, la Franconie, la Suède, le Portugal, le Thuringe, le Piémont, la Batavie, la Bavière, l'Helvétie ; une chambre ducale, comprenant l'empereur, le pape, la Hesse, la Souabe, Malte, Francfort, etc. Ces trois chambres se combineront en trois systèmes de diètes : une diète de relation faite de la réunion des deux premières chambres ; une diète de corrélation,

1. Ses premières propositions et son plan général, avec ses tableaux statistiques très complets, sont aux Affaires étrangères, dans la Correspondance d'Allemagne, au vol. 704.

formée des deux dernières chambres, et une diète de congrès, réunion des trois chambres. On fixe avec précision les attributions de ces diètes, et l'on se persuade que ce système assurera l'équilibre de l'Europe, son bonheur et, par surcroît, la paix perpétuelle. Le premier Consul lui-même ne songea-t-il pas alors au désarmement? Talleyrand écrivait à Joseph le 16 mars 1801, au lendemain de la paix de Lunéville : « L'intention du premier Consul est que vous cherchiez à jeter les fondements d'un traité d'un nouveau genre qui tendrait à régler le nombre des hommes que pourraient avoir sur pied, en temps de paix, la France, la Prusse et l'Autriche, afin de soulager d'autant leurs finances<sup>1</sup> ». Ces velléités pacifistes ne durèrent pas.

Il paraissait donc de jour en jour plus certain que les modifications que subirait l'Allemagne seraient dictées ou inspirées par le gouvernement français. Et le prestige du premier Consul grandissait de cette situation ; on commençait de voir dans les chaudières allemandes son portrait à côté de celui de « notre Frédéric » ; il prenait en effet peu à peu la place du grand Frédéric dans l'admiration des hommes.

Pourtant les bons Allemands s'étonnaient, avec quelque naïveté, de voir les révolutions de la liberté aboutir en France à une sorte de restauration monarchique ; leurs philosophes, encore éblouis du beau rêve de liberté et d'égalité qui leur venait de France, souffraient de constater les progrès du premier Consul vers la tyrannie ; il leur paraissait moins grand ; ils refusaient d'applaudir à la proclamation du Consulat à vie. A ce propos, un journal allemand estimait que le gouvernement français était désormais plus despotique que lorsque tout se faisait avec cette formule : tel est notre bon plaisir ; et que l'effet du sénatus-consulte organique de l'an X se pouvait ramener à ces termes : tant que le premier Consul vivra, il y aura en France moins de liberté que dans aucun autre pays ; s'il vient à mourir, ce sera la guerre civile. Les *Annales de l'Europe*, publiées à Tubingen, posaient cette question : à quelle époque de l'histoire romaine ressemble la situation actuelle de la France ? Et elles répondaient que c'était à l'époque où les institutions républicaines s'évanouissaient devant le despotisme militaire.

L'agent de Talleyrand, le citoyen Baudus, relevant ces mani-

1. Du Casse, *Négociations*, t. II, p. 344.



festations de l'esprit « prétendu philosophique », s'offrait à redresser l'opinion publique en Allemagne par la distribution discrète aux journalistes influents de « ces petits cadeaux qui imposent toujours à celui qui les reçoit quelques égards pour celui qui les donne » ou par la création d'un bureau de l'esprit public, qui mettrait l'opinion dans la bonne voie, ou par la fondation d'un journal d'inspiration française, dont le caractère officieux serait caché, mais où le gouvernement de Paris insérerait tout ce qu'il voudrait<sup>1</sup>.

Il n'était pas si facile de diriger l'opinion des Allemands. Du moins, ils subissaient alors la forte impression de la puissance de Bonaparte. Les premiers temps de l'année 1802 marquent en effet une des étapes les plus brillantes de sa grandeur, la plus brillante à certains égards, et l'on mettrait quelque complaisance à s'y attarder. Après les préliminaires de Londres qui désarmaient l'Angleterre dans des conditions inattendues et qui consolidaient ainsi les résultats de la paix de Lunéville, ce fut en janvier la réunion de la consulte de Lyon et l'élévation de Bonaparte à la présidence de la République italienne. L'émotion fut assez vive à la cour de Berlin, et Bignon, qui y tenait la correspondance diplomatique en l'absence de Beurnonville, notait avec une grande sincérité le mécontentement éprouvé par quelques-uns des meilleurs amis de la France : « Ils ne voient pas tout à fait sans frayer une circonstance qui ajoute un si grand poids à la puissance française dont ils redoutent l'excessif accroissement ; mais ils enveloppent cette cause de leurs alarmes sous le voile de l'intérêt extrême qu'ils portent au premier Consul, au sort duquel est lié désormais le sort de l'Europe entière. Ils craignent, à les en croire, que cette démarche, dont on pourra méconnaître le but et les motifs, ne lui enlève cette réputation si essentielle de modération qu'il avait su acquérir, sans négliger toutefois ses avantages ; que la méfiance ne renaisse dans quelques cabinets ; que les haines à peine assoupies ne se réveillent et que, hors d'état à la vérité d'agir pour le moment, elles ne s'occupent dès aujourd'hui à se préparer les moyens d'éclater un jour ; qu'ainsi la paix, quoique générale, ne soit encore qu'un calme passager qui devra dans un temps, trop prochain peut-être, faire place à de nouveaux orages. Tel est le langage d'hommes mêmes qui s'ex-

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 705, fol. 82, 90, 102.

pliquent avec ménagement et retenue<sup>1</sup>. » Bignon y mit peut-être un peu du sien, et il ne faudrait pas l'en blâmer. D'autres Allemands, en effet, souhaitaient de voir le premier Consul devenir aussi le président d'une république germanique; ils n'en désespéraient pas, tant les bouleversements de la Révolution avaient rendu vraisemblables les choses les plus extraordinaires; on s'habituaît aisément à voir en lui le véritable protecteur des libertés germaniques, comme au temps des anciens rois.

Oui, ce fut la paix d'Amiens, la paix générale, avec son incomparable splendeur, l'Angleterre éloignée de la Méditerranée, obligée de reconnaître, au moins implicitement, la prépondérance française sur le continent.

Puis ce fut le Concordat, le grand éclat du *Te Deum* aux fêtes de Pâques; les Allemands racontaient que Bonaparte allait recevoir du pape le titre de « Consul très chrétien », moyennant quoi il conserverait les électors ecclésiastiques; ils admiraient dans le Concordat le chef-d'œuvre de la politique et de l'entendement humain; ils s'émerveillaient de voir le premier Consul, après avoir pacifié le globe terrestre, mettre le comble à sa gloire en rétablissant les rapports de la nation française avec le ciel, et beaucoup croyaient, comme un article de foi, qu'après avoir été admiré par ses contemporains comme le plus grand homme de son siècle, il serait vénéré comme un saint par la postérité la plus reculée<sup>2</sup>.

On pensa qu'il était facile à ce saint homme de résoudre la question des indemnités germaniques. En effet, quand il s'en occupa, elle commença de faire des progrès relativement rapides.

Il eut l'habileté d'y admettre et d'y utiliser la médiation de la Russie, qui s'offrait, s'imposait. Depuis le congrès de Teschen, le gouvernement de Saint-Petersbourg exerçait une sorte de tutelle sur l'Allemagne; il estimait que rien de ce qui intéressait l'Allemagne ne pouvait lui être étranger. Lorsque l'Autriche commença de s'effrayer d'une entente franco-prussienne, elle se rapprocha de la Russie et rencontra chez l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> les meilleures dispositions. Les dissentiments qui s'étaient produits lors de la campagne de 1799 furent oubliés. L'Autriche ainsi tira profit de la mort de Paul I<sup>er</sup>, et les deux gouvernements

1. Aff. étr., Corr. Prusse, n° 230, fol. 247.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 717, fol. 113; Ibid., Corr. Prusse, n° 230, fol. 247.

s'efforcèrent de régler, en dehors de la France, la nouvelle condition de l'Allemagne.

Ce fut l'objet d'une communication du gouvernement russe au gouvernement prussien par l'intermédiaire de son ministre à Berlin, le baron de Krudener. Il s'agissait d'assurer le règlement des affaires d'Allemagne par une entente préalable entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, sans la France, qui serait bien obligée ensuite d'en reconnaître les effets.

La Prusse ne s'y prêta pas : elle tenait à demeurer d'accord avec la Russie ; mais elle releva la conduite insidieuse de l'Autriche depuis le traité de Lunéville, sa mauvaise volonté dans le règlement des indemnités ; elle déclara qu'il lui était impossible de ne pas se mettre d'accord avec le gouvernement français, signataire des traités de Bâle et de Lunéville, qu'elle était déjà en pleine négociation avec lui ; elle ajouta que « l'intention de la France et de la Prusse était de traiter favorablement les princes allemands auxquels la Russie s'intéressait et qu'elles se feraient un plaisir de donner au gouvernement de Saint-Petersbourg sur le progrès des affaires toutes les communications convenables »<sup>1</sup>. Il était facile au gouvernement prussien de s'assurer qu'il avait beaucoup plus à gagner à une entente avec la Russie et la France qu'avec la Russie et l'Autriche, et il s'efforça de rapprocher les cabinets de Paris et de Saint-Petersbourg.

Bonaparte y était sincèrement disposé. Il avait conservé depuis la mort de Paul I<sup>er</sup> le regret de toutes les espérances qu'il avait fondées sur une alliance franco-russe, et, bien qu'il ne pensât pas pouvoir établir avec le nouveau tsar des relations aussi cordiales, il tenait à ne pas l'avoir pour ennemi ; il le savait en bons termes avec le cabinet de Londres ; il constatait que la plupart des agents russes à l'étranger, notamment le ministre russe à Paris, comte de Markof, étaient des ennemis déclarés de la France ; il redoutait quelque nouvelle coalition formée autour de la Russie ; il redoutait d'abord une entente austro-russe capable de compromettre l'œuvre des indemnités ou peut-être de la tourner au détriment des amis de la France.

La récente démarche du gouvernement russe auprès du gouvernement prussien amorça l'accord entre Paris et Saint-Peters-

1. Aff. étr., Corr. Prusse, n° 230, fol. 85.

bourg, le cabinet de Berlin formant le lien solide et intéressé. Bonaparte gagna le tsar Alexandre par la promesse de soutenir les princes allemands de sa parenté, notamment le margrave de Bade et le duc de Wurtemberg; il ne lui dit pas que ces princes étaient justement de la clientèle française et qu'il était de l'intérêt de la France de les agrandir, du moins il y avait là une véritable communauté d'intérêts.

Ainsi l'empereur de Russie, malgré l'Autriche, consentit que tout fût négocié à Paris, où avaient eu lieu les premiers pourparlers entre Talleyrand et Louis de Cobenzl, où le ministre de Prusse, baron de Lucchesini, et celui de Russie, comte de Markof, étaient arrivés avec des pouvoirs suffisants.

Au lendemain de la paix d'Amiens, l'affaire des indemnités se développa aussitôt avec une grande activité. Le comte de Markof remit à Talleyrand six tableaux résumant les idées de la Russie sur la matière :

1° Sur l'indemnité réservée au grand-duc de Toscane, il admettait les demandes de l'Autriche, en dépit de ce qu'elles pouvaient avoir d'inquiétant pour l'intégrité de la Bavière.

2° Il donnait à la Bavière, en compensation des pertes qu'elle avait subies sur la rive gauche du Rhin et de celles qu'elle subissait par la constitution du lot réservé à l'ancien grand-duc de Toscane, les riches évêchés de Wurzburg, Bamberg, Eichstädt, Freising, Ratisbonne.

3° Évaluant au plus bas les pertes subies par la Prusse, il ne lui attribuait que l'évêché de Munster et Recklinghausen.

4° L'ex-stathouder de Hollande, prince de Nassau-Orange, aurait l'évêché d'Hildesheim.

5° Le Wurtemberg aurait les abbayes de Marchthal et Zwiefallen, Neuhausen, Fähhnhausen, Offingen, la prévôté d'Elwangen, le territoire d'Ulm à gauche du Danube, les villes impériales enclavées dans son territoire.

6° Le margrave de Bade aurait ce qui restait des évêchés de Constance, de Bâle, de Spire et de Strasbourg, l'abbaye de Reichenau, le bailliage de Schlingen, la ville de Suligenstadt et les enclaves ecclésiastiques<sup>1</sup>.

Ce plan russe, d'ailleurs incomplet, avait été évidemment concerté avec l'Autriche; la Prusse y était traitée avec rigueur; il

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 721, fol. 92 et suiv.

n'y était pas question des princes de Hesse ni des autres princes héréditaires qui devaient être indemnisés; il n'y était pas question de sécularisation générale, et sans doute la pensée subsistait de sauver les électorats ecclésiastiques, les principaux appuis de l'influence autrichienne en Allemagne.

Avec la Prusse, la clientèle de la France y était assez mal traitée. Bonaparte prit pour base des propositions prussiennes antérieures; elles dataient d'octobre 1801. Elles étaient aussi réparties en six tableaux, dressés avec la plus grande précision :

A. — La Prusse admettait les demandes de l'Autriche pour le grand-duc et ne faisait aucune observation sur les évaluations de ses revenus parfois exagérées dans un sens ou dans l'autre; elle comptait sur la réciprocité.

B. — La Bavière serait indemnisée essentiellement par les évêchés de Wurzburg et de Bamberg, avec quelques abbayes et villes libres.

C. — La Prusse aurait Hildesheim, Eichsfeld, Erfurt, Osnabrück et Munster et serait autorisée à quelques échanges avec la Bavière pour la rectification de sa frontière en Franconie.

D. — Le prince de Nassau-Orange, l'ancien stathouder, aurait une indemnité territoriale éloignée des frontières de la République batave.

E. — Ce tableau indiquait en grand détail les indemnités réservées à la Hesse-Cassel, à la Hesse-Darmstadt, au Wurtemberg, au pays de Bade, au prince de La Tour-et-Taxis, etc.

F. — Récapitulant la masse des biens sécularisés, le tableau F l'évaluait à 186 milles carrés, dont 150 étaient absorbés par les indemnités précitées. Sa Majesté prussienne proposait que le reste fût employé au rétablissement d'un électeur ecclésiastique, par exemple à Ratisbonne, où il continuerait d'être, comme l'électeur de Mayence jusque-là, le grand prévôt et directeur de la diète. La Prusse consentait même que cet électorat fût constitué au profit de l'archiduc Antoine, sauf pensions attribuées à l'électeur de Mayence et à celui de Trèves. Ces deux électorats, dès lors vacants, passeraient au duc de Wurtemberg et au landgrave de Hesse-Cassel<sup>1</sup>.

1. Aff. étr., Corr. Prusse, n° 230 : dépêche de Beurnonville du 8 brumaire an X (on ne la trouvera pas dans Bailieu).

Ce plan différait sensiblement du plan russe ou russo-autrichien ; comme disait Beurnonville, « il sapait dans ses fondements l'existence des princes ecclésiastiques, esclaves et satellites naturels de l'Autriche ». Il devait avoir les préférences du premier Consul, qui pourtant fit longtemps attendre ses résolutions, attendant la conclusion de la paix d'Amiens et mûrissant ses propres desseins.

Il tenait à éloigner le roi de Prusse et son beau-frère l'ex-stathouder de la ligne du Rhin et des frontières de la Hollande : ce n'était peut-être pas pour mieux assurer l'indépendance de la République batave. Il proposa d'abord de donner à la Prusse le Mecklembourg, dont les princes eussent été transférés sur la rive droite du Rhin ; le gouvernement prussien fut séduit par cette combinaison, mais les ducs de Mecklembourg refusèrent avec indignation d'abandonner leur patrimoine, et il fallut se mettre d'accord pour fixer l'indemnité de la Prusse en Westphalie.

Le gouvernement français était du reste décidé à s'appuyer sur la Prusse pour agir sur la députation d'empire, à favoriser particulièrement la Bavière, le Wurtemberg et Bade et, d'une manière générale, tous les princes héréditaires aux dépens des domaines ecclésiastiques, à sauver de même le plus grand nombre possible de villes libres, pour constituer sur la rive droite du Rhin une vaste clientèle française, une barrière où achèverait de se consolider la suprématie de la France sur le continent. Ainsi « l'équilibre de l'Allemagne » serait assuré pour longtemps par la constitution d'une Allemagne moyenne, assez puissante pour échapper à l'influence de l'Autriche et de la Prusse, obligée de se soutenir sur la force du gouvernement de Paris, avant-garde de la domination française au delà du Rhin.

C'était la préparation d'un autre *Rheinbund*, c'était la tradition des traités de Westphalie, c'était toute la politique allemande de Richelieu et de Mazarin. Le premier Consul s'y attacha très fortement.

Il ne voulut pas se prononcer avant la conclusion de la paix d'Amiens, malgré les plaintes de la Prusse dont l'impatience était exaspérée d'inquiétude ; Bignon écrivait au milieu du mois d'avril 1802 : « Les conversations diplomatiques du jour se réduisent à deux mots : encore rien de Paris ? — Rien. Et tout finit là. Il n'est question ni de Londres, ni de Vienne, ni de Saint-Peters-



bourg; c'est à Paris qu'est le temple de Delphes; c'est de là qu'on attend les oracles<sup>1</sup> ».

Les oracles enfin parlèrent, avec une clarté qui ne laissait rien à désirer. Le 23 mai, Beurnonville, rentré à Paris, et le ministre prussien Lucchesini signèrent une convention qui donnait à la Prusse à peu près toutes les satisfactions qu'elle attendait. Elle avait perdu 2,750 kilomètres carrés et 125,000 âmes; elle recevait en compensation un domaine de 12,000 kilomètres carrés, peuplé de 500,000 habitants : les évêchés de Hildesheim et de Paderborn, la plus grande partie de l'évêché de Munster, l'Eichsfeld et Erfurt, les abbayes de Quedlinbourg, Herford, Essen, Verden, Elten et la prévôté de Cappenberg, les trois villes libres de Goslar, Nordhausen et Mühlhausen. Au lieu de se concentrer dans la vallée de l'Elbe, la Prusse s'allongeait vers l'ouest jusqu'au Rhin, et le comte de Görz, son ministre à Ratisbonne, en prenait déjà son parti : « Nous nous étendons trop en longueur, disait-il au citoyen Baudus, mais quelque jour on pourra y remédier<sup>2</sup>. »

Le 24 mai, l'ancien stathouder de Hollande obtint la principauté de Fulda, composée des deux évêchés sécularisés de Fulda et de Corvey, de la ville libre de Dortmund et de l'abbaye de Weingarten.

Le même jour, la Bavière, en compensation du Palatinat rhénan, recevait les deux riches évêchés franconiens de Wurzburg et de Bamberg; en outre, ceux d'Augsbourg et de Freising, partie de ceux de Passau et d'Eichstädt, de nombreuses abbayes souabes comme Kempten, Elchingen, Kaisersheim, Roggenburg, etc., quinze villes libres comme Ulm, Nordlingen, Meiningen, Wangen, etc. La Bavière ainsi absorbait la plus grande partie de l'ancienne Franconie et occupait dès lors une place prépondérante dans l'Allemagne du sud. Cette vieille maison catholique entraînait dès lors avec une singulière hardiesse dans la voie des sécularisations : le 10 novembre 1800, elle avait décrété la tolérance pour tous les cultes; elle avait ensuite mis sous séquestre un grand nombre de maisons religieuses; les Trappistes expo-

1. Aff. étr., Corr. Prusse, n° 230, fol. 309, 322.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 705, fol. 21; Himly, *Formation territoriale des états de l'Europe centrale*, t. II, p. 91; Häusser, *op. cit.*, t. II, p. 375-376.

priés s'en allaient le sac au dos ; nombre de moines erraient sur les routes, ne sachant que devenir. L'Autriche excitait contre le gouvernement bavarois les colères ecclésiastiques, et la Bavière cherchait sa sûreté vers Paris.

Le duc de Wurtemberg, dont une sœur était mère du tsar Alexandre, signa avec le premier Consul le traité du 20 juin 1802 : il eut quelques abbayes, comme Ellwangen, Rothenmunster, et neuf villes libres, notamment Esslingen, Reutlingen, Rottweil, Heilbronn, à peu près le double de ce qu'il avait perdu. Le landgrave de Hesse-Cassel reçut la principauté de Fritslar. Le margrave de Bade avait perdu 38,000 sujets ; il en retrouva 250,000 ; sa petite-fille avait épousé le tsar Alexandre I<sup>er</sup> ; ses terres s'étendaient désormais du lac de Constance au cours inférieur du Neckar : car il recevait l'évêché de Constance, partie des évêchés de Bâle, Spire, Strasbourg, de nombreuses abbayes, sept villes libres, partie de l'ancien Palatinat avec Mannheim et Heidelberg. Il devenait tout d'un coup l'un des plus puissants princes de l'Allemagne du sud.

Il semblait que ce fût la haute protection de l'empereur de Russie qui assurât à ses parents des avantages aussi considérables ; en vérité, c'était le premier Consul qui bâtissait sur la rive droite du Rhin une Allemagne française. Hardiment, sans souci de la députation d'Empire, il entamait lui-même la répartition des indemnités ; la sécularisation suprême de l'Église catholique d'Allemagne était commencée : c'était la naissance d'une nouvelle Allemagne.

Cependant, le plan général des indemnités avait été dressé par la collaboration de Talleyrand et du comte de Markof ; ils le signèrent le 3 juin 1802<sup>1</sup>. Ils s'étaient appliqués surtout, disaient-ils, « à compenser les pertes reconnues et à conserver entre les maisons principales de l'Allemagne l'équilibre qui subsistait avant la guerre ». Cette dernière formule n'était pas tout à fait exacte, car l'équilibre de l'Allemagne se trouvait sensiblement modifié. Le plan franco-russe fixait l'indemnité du grand-duc de Toscane : l'archevêché de Salzbourg, la prévôté de Berchtolsgrad, l'évêché de Trente, l'évêché de Brixen, la partie de l'évêché de Passau située sur la rive droite de l'Inn, nombre d'abbayes, chapitres

1. Häusser, *op. cit.*, t. II, p. 376 ; Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 717, fol. 145-150.

et couvents de ces différents diocèses. Il réservait à l'ancien duc de Modène le Brisgau. Il enregistrait, selon les termes des conventions directement conclues avec eux, les diverses indemnités attribuées à la Prusse, à la Bavière, au prince d'Orange, ou plutôt au prince de Nassau-Dillenburg, — car Bonaparte lui refusait le titre de prince d'Orange, Orange étant depuis longtemps une ville française, — au margrave de Bade, au duc de Wurtemberg, au landgrave de Hesse-Cassel. Il proposait de donner la dignité électorale à ces trois derniers princes, de la conserver à l'ancien électeur de Mayence, archichancelier de l'Empire, avec la principauté d'Aschaffenburg, les deux villes libres de Wetzlar et de Ratisbonne, d'un revenu foncier d'un million de florins. A la diète, les votes des princes ecclésiastiques sécularisés appartiendraient aux princes laïques mis en possession de leurs terres. Des cinquante et une villes libres, six seulement seraient conservées : Lubeck, Hambourg et Brême, Francfort, Nuremberg et Augsbourg ; elles jouiraient du bénéfice de la neutralité absolue, même dans les guerres où le Saint-Empire pourrait se trouver mêlé. Des mesures étaient prises pour « la sustentation » des évêques et prêtres sécularisés ; des pensions devaient leur être assurées par les princes laïques bénéficiaires des sécularisations.

Le plan signé, Markof, considérant qu'il différerait trop des instructions qu'il avait reçues de sa cour, y fit ajouter un article établissant que les résultats en seraient d'abord soumis à l'approbation de l'empereur de Russie et que jusque-là ils ne seraient communiqués à aucun cabinet. Dès le lendemain, Talleyrand fit venir le marquis de Lucchesini et lui donna communication du document tout entier en le chargeant de le transmettre à son gouvernement pour qu'il obtînt vite, par une pression énergique, la ratification de l'empereur Alexandre. En même temps, il écrivait au comte d'Haugwitz : « Vous jugerez, par la communication confidentielle de cet acte important, combien est entière ma confiance ; je me flatte qu'il ne sortira pas de vos mains et qu'instruit au fond de ce qu'il contient, vous conserverez cependant l'air de vous conduire d'après la simple probabilité des hypothèses<sup>1</sup>. »

Talleyrand s'adressait aussi directement au vice-chancelier

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 717, fol. 152, 154, 156.

prince Kourakin, expliquant qu'on avait « porté aussi haut que possible » les indemnités réservées au margrave de Bade, au duc de Wurtemberg, qu'on avait été préoccupé surtout « de conserver ou de rétablir dans le Saint-Empire l'équilibre de force et d'influence d'avant la guerre, qu'ainsi l'introduction du grand-duc de Toscane dans le système germanique avait rendu indispensable de donner à la Prusse et à la Bavière des compensations susceptibles de former quelque contrepoids avec l'accroissement et la concentration de la puissance autrichienne en Allemagne ».

L'empereur Alexandre se rencontrait alors à Memel avec la famille royale de Prusse et fondait avec elle des relations qui devaient se maintenir désormais dans les termes de la plus sincère cordialité. Le rapport du comte d'Haugwitz à son souverain sur les communications venues de France n'arriva à destination que vingt-quatre heures après le départ de l'empereur de Russie. Le chef de brigade Montier, porteur du plan d'indemnités, se lança à la poursuite de l'équipage impérial et l'atteignit à Grodno. L'empereur et le vice-chancelier Kourakin estimèrent qu'il était de la dignité de leur gouvernement de ne pas presser la réponse.

Ils rentrèrent à Saint-Petersbourg, et il y eut à Paris et à Berlin quelques jours de fiévreuse attente. Le 4 juillet, le prince Kourakin écrivit à Talleyrand pour lui annoncer que son maître approuvait le plan dans son ensemble et qu'il recommandait à la bienveillance du premier Consul les intérêts du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, qui désirait la dignité électorale, et du prince-évêque de Lubeck, qui voulait augmenter les petits profits qu'on lui faisait. « Les liens de parenté et d'amitié qui attachent Sa Majesté Impériale à ces deux princes lui feraient voir avec plaisir qu'il peut être satisfait à leurs demandes, dont l'une est sans inconvénient et l'autre de très petite considération. »

Le succès de Bonaparte était complet ; le gouvernement de Saint-Petersbourg lui-même prenait avec lui le ton assez humble de la sollicitation ; ainsi un accord étroit liait la France, la Prusse et la Russie ; le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, acceptait sans observations la part d'indemnité qui lui était réservée, l'ancien évêché d'Osnabrück. Le plan franco-russe allait s'imposer avec une singulière force à l'Autriche et à la députation d'Empire.

Le citoyen Jacques Mathieu attendait à Strasbourg la nouvelle de la ratification russe ; dès qu'elle fut connue, il partit pour Ratisbonne afin de communiquer le précieux document à la dépu-

tation de la diète. En en prenant connaissance, le citoyen Bacher, ministre de France à Ratisbonne, fut pris d'un accès d'enthousiasme : « On y reconnaît chaque jour davantage, s'écriait-il, les dispositions aussi généreuses que bienfaisantes du génie tutélaire qui, après avoir pacifié le globe, ne borne pas sa sollicitude à rendre la France heureuse, mais sait encore l'étendre à tous les pays qui l'environnent. On ne peut en effet assez admirer la sagesse et la patience avec lesquelles ce plan a été mûri, de même que la profondeur des calculs politiques qui lient son ensemble et qui rendront par la suite inébranlables les bases sur lesquelles il est établi. Les princes ecclésiastiques sont même obligés de convenir que, puisqu'ils doivent faire pour le salut de l'Empire germanique l'abandon de leur temporel, il est du moins consolant pour eux d'avoir l'espérance de concourir par ce sacrifice à cimenter la durée de la paix et à assurer le bonheur et la prospérité de l'Allemagne. »

En présentant son œuvre au Sénat, le 20 août 1802, Talleyrand s'exprimait avec plus de discrétion ; il y rappelait que le vœu du premier Consul eût été de ne pas se mêler aux affaires de l'Allemagne, mais qu'il y avait été obligé par des intrigues et des convoitises qui la menaçaient d'une sorte de dissolution ; il s'était décidé à intervenir, et son entente avec la Russie prouvait son parfait désintéressement ; les gouvernements de Paris et de Saint-Petersbourg n'avaient eu d'autre souci que de travailler ensemble au bonheur de l'Allemagne. Pour assurer l'équilibre germanique et la paix du continent, les médiateurs avaient voulu que la Prusse continuât à former la base d'un contrepoids nécessaire à la redoutable puissance de l'Autriche ; ils avaient autant que possible évité tout contact entre la France et l'Autriche, entre la France et la Prusse, afin d'éviter toute occasion de conflit ; par là, le règlement des indemnités germaniques était la consécration de la paix générale. Talleyrand oubliait de dire que ce règlement consacrait aussi la grandeur de la France républicaine, dans les limites du Rhin, avec une barrière d'états clients, de la Hollande à l'Italie.

Dès la fin du mois d'août, la Prusse, comme il était convenu dans le traité du 23 mai, prit possession des territoires qui lui étaient attribués ; des troupes occupèrent notamment les évêchés de Paderborn et d'Hildesheim, sous le commandement du général Blücher. De même, le gouvernement bavarois fit occuper Frei-

sing, Muhldorf, le comté de Werdenfels et envoya des soldats sur Wurzburg et Bamberg, malgré les menaces de guerre religieuse que répandaient partout les princes ecclésiastiques et les agents de l'Autriche. Il n'y eut pas d'incident notable.

Mais il y eut beaucoup d'émotion à Ratisbonne : à quoi servait donc la députation ? Pourquoi la consulter sur des questions d'avance résolues sans elle ? L'autorité impériale était-elle donc entièrement détruite et la constitution du Saint-Empire avait-elle déjà disparu ? La volonté du premier Consul de la République française était-elle déjà supérieure en Allemagne à celle de l'empereur ? En vérité, ces circonstances étaient d'une exceptionnelle gravité ; la crise qui s'ouvrait tout à coup apparaissait aussitôt comme la plus grave que l'Allemagne eût traversée depuis les traités de Westphalie. On s'était laissé aller, depuis le traité de Lunéville, à une sorte de torpeur, on se résignait, on s'habitait à un provisoire qui durait. Le réveil était brutal.

On sentait derrière la France l'action de la Prusse qui obtenait les plus grands avantages et agissait avec le plus de vigueur ; beaucoup de princes allemands, même laïques, redoutaient son extrême avidité, son égoïsme violent ; on avait la vague inquiétude d'une domination prussienne qui serait moins légère que celle des Habsbourg, et, par comparaison, on retrouvait dans les habitudes du passé une considération encore affectueuse pour la maison d'Autriche. « C'est un arbre, disait-on, que la foudre a souvent frappé, mais elle n'a atteint que quelques branches écartées, le tronc est toujours plein de vie, et il a de profondes racines. »

Malgré le faible caractère de l'empereur François, l'Autriche, en effet, défendit vigoureusement ses intérêts, sinon ceux de l'Empire.

Elle n'avait pas pu s'entendre avec la France au lendemain du traité de Lunéville. Elle n'avait pas pu s'entendre avec la Prusse, qui comptait davantage sur les bons offices de la France. Elle avait pensé être plus heureuse avec le cabinet de Saint-Petersbourg ; vainement : la Russie s'entendait avec la Prusse et la France, ou, du moins, se ralliait à leurs propositions. Lorsqu'il lui fallut se convaincre qu'elle n'empêcherait pas la sécularisation générale et le bouleversement du Saint-Empire, elle se préoccupa de tirer pour elle-même quelques bons morceaux de ces ruines. Elle essaya de s'entendre directement avec la Bavière



en lui cédant ses possessions de Souabe, moyennant la ligne de l'Inn, « l'Inn dans tout son cours », ce qui lui aurait assuré une situation très forte dans l'Allemagne du sud et garanti sa suprématie sur le reste de l'Empire. Le gouvernement bavarois ne se prêta pas à cette négociation séparée : dépouillé du Palatinat rhénan par la France, encore mal nanti d'indemnités, il craignit d'être écrasé entre les deux grandes puissances rivales; il pensait d'ailleurs avoir moins à craindre de la France, plus lointaine, et mit en elle sa sûreté.

Déçu encore dans ses ambitions de ce côté, le gouvernement autrichien, par dépit et par conscience de sa fonction impériale, essaya d'empêcher la Bavière d'achever la prise de possession immédiate à laquelle elle était autorisée par son accord avec la France; il s'entendit avec les évêques de Bamberg et de Wurzburg pour arrêter les Bavarois aux frontières de leurs diocèses; il convoqua immédiatement la députation d'Empire et prétendit interdire toute modification territoriale tant qu'elle ne se serait pas prononcée, selon son droit constitutionnel, sur le plan d'indemnités; il massa des troupes en Bohême et dans la Haute-Autriche sous le commandement de l'archiduc Charles; il annonça la volonté de ne pas laisser en souffrance les droits de l'ancien grand-duc de Toscane.

Or, il comptait pour le grand-duc notamment sur la partie de l'évêché de Passau située à l'est de l'Inn, la partie située à l'ouest de la rivière et la ville elle-même étant réservées à l'électeur de Bavière par le projet franco-russe. A la première nouvelle que la Bavière allait occuper Bamberg et Wurzburg, et sans doute aussi Passau, il informa officiellement la France de son intention d'occuper les domaines destinés à l'ex-grand-duc, l'archevêché de Salzbourg, la prévôté de Berchtolsgraden, etc., et particulièrement l'évêché de Passau. Talleyrand répondit que la France ne s'opposerait pas à cette prise de possession provisoire, sauf en ce qui concernait la ville de Passau, qui devait être laissée à l'électeur de Bavière.

Tout à coup, le 17 août 1802, quelques troupes autrichiennes, accompagnées d'artillerie, se présentèrent devant Passau et y entrèrent sans coup férir<sup>1</sup>. Le nouveau ministre de France à Ratisbonne, le citoyen Laforest, protesta avec énergie auprès du

1. Häusser, *op. cit.*, t. II, p. 380.

commissaire impérial, baron de Hugel, qui, ayant reçu des instructions de sa cour, répondit en son nom que les troupes autrichiennes avaient été appelées à Passau par l'évêque lui-même, inquiet des mouvements de l'armée bavaroise; que le gouvernement autrichien avait une créance sur ce prélat et avait besoin de s'en assurer la garantie; qu'il n'avait fait que prévenir un acte de violence imminent de la part des Bavares; que l'empereur avait le devoir de préserver tous les droits de l'Empire et la situation de ses divers membres jusqu'au règlement légal et complet de l'affaire des indemnités; que, d'ailleurs, il était animé des intentions les plus conciliantes à l'égard de la députation qu'il venait de convoquer et dont il se proposait d'aider les travaux de tout son zèle<sup>1</sup>.

Ainsi, la situation de l'Autriche était inattaquable; elle n'avait pas à reconnaître la valeur des conventions particulières signées par la France avec la Bavière et avec la Prusse tant que ces conventions n'étaient pas ratifiées par la diète au nom de l'Empire. En attendant, elle laissa ses troupes à Passau, aux applaudissements de ses amis, et les princes ecclésiastiques de l'Allemagne reprirent de l'espérance en lui voyant une telle fermeté.

Le premier Consul prit fort vivement cette affaire de Passau. Il envoya aussitôt le colonel Lauriston en mission à travers l'Allemagne; il prenait l'habitude, dans les circonstances graves, de mettre en campagne quelqu'un des officiers attachés à sa personne, expéditions rapides, et sans cérémonial officiel, qui jetaient toujours de l'émoi sur leur passage. Lauriston partit par Karlsruhe; il y vit le margrave de Bade et le décida à prendre immédiatement possession des territoires qui devaient lui revenir. Il fut ensuite à Munich : l'électeur de Bavière et son ministre, M. de Montgelas, l'accueillirent avec une joie très sincère; il y vit le ministre autrichien, M. de Buol, inquiet d'apprendre qu'il allait jusqu'à Passau, le ministre prussien, M. de Hardenberg, en passage à la cour bavaroise pour une négociation d'un caractère encore mystérieux; par les uns et par les autres, il fut entouré de prévenances. L'électeur lui dit le danger qui menaçait la frontière méridionale de ses états si l'Autriche s'établissait plus fortement dans le Tyrol : Lauriston promit d'en entretenir le premier Consul.

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 717, fol. 349.

A Passau, il vit très peu de troupes autrichiennes, beaucoup de feux de bivouac, beaucoup de factionnaires aux portes en costumes différents, pour donner à penser qu'il y avait là une armée d'au moins 50,000 hommes; en vérité, quelques centaines de soldats appartenant à deux régiments venus de la Haute-Autriche. Lauriston raconta cela à Ratisbonne, où son séjour, de quelques heures seulement, fit une grande impression; le prestige de l'Autriche en fut atteint, et ses adversaires comptèrent sur la France; Lauriston les y encouragea. Il s'en retourna par Wurzburg, Bamberg; il vit à Munster les 14,000 Prussiens commandés par le général Blücher; il constata qu'ils étaient en mauvais termes avec la population et que l'occupation prussienne en ces pays ne rencontrait aucune sympathie. Il rentra en France par Cologne<sup>1</sup>.

Il laissa derrière lui l'impression que le premier Consul portait la plus grande attention aux affaires d'Allemagne et que les adversaires de l'Autriche pouvaient compter sur sa vigilance; on parla quelque temps de la formation d'une armée d'exécution, d'une ligue des princes à indemniser, soutenue par des contingents français, d'une opération militaire prévenant et rendant inutiles les délibérations de Ratisbonne.

Le premier Consul se contenta, pour le moment, de faire signer à Paris, avec le ministre prussien, Lucchesini, et le ministre bavarois, M. de Cetto, une convention garantissant à la Bavière les avantages territoriaux qui lui avaient été promis par le traité du 5 mai; cette convention, du 5 septembre 1802, fut ratifiée bientôt par le gouvernement prussien et reçut l'adhésion de la Russie.

La situation était délicate; au moment de la réunion de la députation d'Empire, les partis se mettaient en bataille: des troupes à Passau, sur le Rhin, des armements, des mouvements militaires à travers l'Allemagne occidentale; beaucoup y voyaient les préparatifs d'hostilités prochaines.

### III.

La première séance de la députation d'Empire eut lieu à Ratisbonne le 29 août 1802. Étaient présents: le baron d'Albini,

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 718, fol. 62, 85, 137: correspondance de Lauriston.

représentant l'électeur de Mayence, et, à ce titre, installé au fauteuil directorial; M. de Schraut, pour la Bohême; M. de Globig, pour la Saxe; le comte de Görz, pour le Brandebourg; le baron de Rechberg, pour la Bavière; le baron de Rubenau, pour l'Ordre Teutonique; le baron de Buhler, pour le Wurtemberg; et M. de Gunderode, pour la Hesse-Cassel. Ils s'assirent dans cet ordre de part et d'autre d'une longue table et réglèrent savamment toutes les conditions de l'étiquette, ce qui demanda un peu de temps, quelques querelles et de longs discours. Ils se mirent en rapports officiels avec le baron de Hugel, commissaire impérial, et avec les ministres accrédités auprès d'eux par les puissances médiatrices, le citoyen Laforest, pour la France, et M. de Bühler, pour la Russie.

Il y avait eu déjà plusieurs jours de retard à cause d'une grave maladie de l'archiduc Charles et à cause de la mort de l'électeur de Mayence, qui eut pour successeur son coadjuteur, Charles-Théodore de Dalberg. Le citoyen Baudus, passant à Francfort quelque temps après, avait eu quelques conversations intéressantes avec le comte de Beust, le principal conseiller du nouvel électeur. Il avait su que l'électeur ne montrait pas beaucoup de zèle pour ses fonctions : « S'il ne croyait devoir un peu sa conservation à la dignité d'archichancelier, il en maudirait volontiers les obligations; il en paraît embarrassé, se croyant obligé à défendre ou du moins à faire respecter autant qu'il est en lui ce qui reste de constitution germanique à cette diète, que lui-même regarde intérieurement comme un mannequin ridicule. » Son principal, presque son unique souci, était de conserver personnellement un revenu d'au moins un million de florins; il y ramenait à peu près tout l'intérêt de la députation.

« L'électeur, disait Baudus, tout philosophe qu'il est, a fait des dettes, lorsqu'il n'était encore que coadjuteur; il doit au moins 500,000 florins; ce n'est que la moitié du revenu annuel qu'on lui laisse, mais il regrette les 1,400,000 florins de rentes que perd l'électorat. L'exemple des autres princes ecclésiastiques lui fait apprécier l'existence qui lui reste, et il se trouverait heureux si le million de florins qui lui est promis lui était assuré d'une manière efficace<sup>1</sup>. »

Il comptait plus sur le premier Consul que sur quiconque pour

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 705, fol. 7.

lui garantir son million de florins, et les lettres qu'il lui adressait donneront une idée de l'indépendance de son caractère. Il écrivait de sa main le 10 septembre 1802 :

Général premier Consul,

Le grand homme ne fait rien à demi ; si le premier Consul juge dans sa haute sagesse que l'existence de l'électeur-archichancelier est utile à l'Allemagne, il veut sans doute aussi qu'il ait une subsistance réelle. La note ci-jointe est soumise à ses lumières par celui qui est pour la vie, avec une considération respectueuse, son sincère et dévoué admirateur.

CHARLES,

Électeur-archichancelier de l'Empire.

Quelques semaines plus tard, le 2 novembre 1802, il écrivait encore :

Général premier Consul,

La lettre dont vous m'avez honoré comble mes vœux : il est donc vrai que le puissant génie qui influe sur les destinées du monde désire de consolider la concorde du corps germanique ! L'Allemagne jouira des fruits de la paix ; la suppression des péages du Rhin ouvre un débouché à ses productions ; les liaisons commerciales s'étendront entre la France fabricante et l'Allemagne agricole ; les dédommagements convenus et la levée des séquestres accordée répareront les malheurs de la guerre ; l'ordre et la concorde seront rétablis, le culte religieux maintenu et la liberté de conscience affermie. J'ai dévoué ma vie à mes devoirs ; la paix de l'âme est ma récompense et l'estime de Bonaparte est ma gloire : tels sont les sentiments de celui qui a l'honneur d'être avec vénération, général premier Consul.

CHARLES,

Électeur-archichancelier<sup>1</sup>.

On ne trouvera pas étonnant qu'il ait conquis de la sorte la faveur du premier Consul ; on lui fit attendre pourtant son million de florins ; il lui fallut tenir à Ratisbonne pendant de longs mois la conduite la plus exemplaire. Aussi bien n'était-il pas plus avide que les autres : tous calculaient avec âpreté les revenus qu'on leur laissait et réclamaient sans cesse.

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 718, fol. 66 ; n° 719, fol. 273.

Puis, le plan d'indemnités dressé par les puissances médiatrices fut soumis aux délibérations de la députation. Le commissaire impérial, baron de Hugel, fut introduit devant elle, s'assit au haut-bout de la table des huit, prononça une sorte de discours d'ouverture : que l'empereur François II aurait voulu contribuer plus qu'il n'avait fait au règlement des indemnités, mais qu'il avait fait de vaines démarches pour une négociation préparatoire à Paris; que son gouvernement n'avait pas été admis dans les arrangements qui étaient intervenus entre la France et la Russie; que, du moins, il avait voulu hâter la solution en adhérant à la formation d'une députation d'Empire et qu'il serait heureux de travailler avec elle au bonheur de la patrie allemande; que, sans doute, la députation se trouvait en présence d'un plan à l'avance dressé par les puissances médiatrices, mais que ce n'était là qu'un avant-projet susceptible de toutes les corrections qui pourraient paraître utiles; qu'il ne fallait pas douter que la justice éclairée du premier Consul et de l'empereur Alexandre n'accueillît toutes les altérations convenables qui seraient proposées; que, d'ailleurs, le ministre Talleyrand avait dit lui-même au plénipotentiaire impérial : « Vous pouvez être assuré que nous ne sommes convenus avec la Russie que de propositions à vous faire; on ne peut pas même appeler cela un plan; ce n'est qu'un simple projet que nous soumettons à la délibération de la diète, comme le moyen qui nous paraît, à nous, le plus capable de satisfaire tout le monde autant que faire se peut. Cela sera proposé comme un conseil et nullement avec un ton d'autorité ou avec l'air de vouloir forcer la chose. » Et le baron de Hugel ne désespérait pas d'amener la diète à discuter séparément chaque article du plan franco-russe, ce qui aurait reporté la conclusion à une date indéterminée et compromis sans doute toute l'entreprise<sup>1</sup>.

Le premier Consul coupa court aussitôt à cette opposition qui pouvait être dangereuse. Ensemble, le citoyen Laforest et le baron de Bühler adressèrent deux notes à la députation pour lui rappeler que leur plan avait une tout autre importance; qu'il était fondé sur la plus juste appréciation des droits de chacun; qu'il y avait urgence; qu'il était impossible de tout reprendre par la base. La note russe était courte et de ton modéré. Celle de Laforest était

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 708, fol. 8, 16; n° 717, fol. 340.



extrêmement vive; elle jeta parmi la députation une émotion salutaire.

Elle réfutait avec énergie les allégations de l'Autriche et les reproches qu'elle paraissait adresser au gouvernement français : les premières ouvertures qu'elle avait faites à Paris n'étaient pas admissibles; elles ne tendaient qu'à régler la situation de l'ancien grand-duc de Toscane au détriment des autres princes héréditaires, et notamment au détriment de la Bavière, qu'elle eût voulu rejeter à l'ouest, jusqu'à la ligne du Lech. Mais il était impossible de laisser périr cet état, « car, si l'équilibre de l'Europe veut que l'Autriche soit grande et puissante, celui de l'Allemagne exige que la Bavière soit conservée intègre (*sic*) et mise à couvert de tout envahissement ultérieur. Que deviendrait le corps germanique si les principaux états qui le composent voyaient leur indépendance à tout moment compromise, et l'honneur même de cette antique fédération ne souffrirait-il pas de l'affaiblissement d'un prince dont la maison a très honorablement concouru à l'établissement et au maintien de la constitution germanique? » C'est à ces secrets desseins de l'Autriche que se rattachait la récente occupation de Passau; mais le premier Consul ne souffrirait pas que cette importante forteresse demeurât aux mains de l'Autriche, car il considérerait qu'il n'y aurait plus d'indépendance pour la Bavière du moment où les troupes autrichiennes seraient si voisines de sa capitale. Et le citoyen Laforest terminait cette véhémence communication en exprimant à la députation le regret qu'éprouvait le premier Consul à divulguer des négociations qui n'avaient eu lieu que sous le sceau de la confiance, et dont le secret, par conséquent, aurait dû demeurer sacré, mais il avait été contraint par une juste représaille et par le prix qu'il attachait à l'opinion et à l'estime du brave et loyal peuple germain<sup>1</sup>.

Cette indignation généreuse était plus habile que sincère. Elle produisit immédiatement tout l'effet que le premier Consul en attendait.

Le lendemain, 14 septembre, M. d'Albini, ministre directorial, proposa à la députation d'accepter en principe le plan qui lui était soumis, sous réserve des modifications de détail qui pour-

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 709, fol. 21; n° 718, fol. 21 : séance de la députation du 13 septembre 1802.

raient être suggérées et qui seraient transmises aux hautes puissances médiatrices; la Prusse, par exemple, faisait des objections aux compléments d'indemnités pécuniaires que le plan comportait en faveur des prêtres, dont les domaines étaient sécularisés, à la charge des princes bénéficiaires.

Cette sage proposition fut mise aux voix; elle recueillit six suffrages contre deux, ceux de la Bohême et de l'Ordre Teutonique; et, ce jour-là même, un *conclusum* fut rédigé en ce sens: « *Salva ratificatione Cæsaris et Imperii.* »

L'empereur refusa de ratifier, protesta au nom de l'ex-grand-duc, dont la part d'indemnités était notoirement insuffisante, s'éleva contre la précipitation avec laquelle on prétendait procéder et qui prouvait, disait-il, le peu de souci que l'on avait des intérêts et de l'indépendance du peuple germanique. La députation continua à délibérer un peu chaque jour, « à cheminer tranquillement ».

L'forest, afin d'informer son gouvernement, demanda, selon l'étiquette, au commissaire impérial communication du *conclusum* du 14 septembre. La réponse se faisant attendre, il déclara donc au baron de Hugel qu'il s'adresserait directement au Directoire de la députation. L'Autriche eut peur que tout s'achevât sans elle. Elle envoya enfin sa ratification, en y insérant ses expresses réserves au sujet de l'indemnité attribuée à l'ancien grand-duc de Toscane.

Même en ces termes, le résultat obtenu était déjà de grande importance. Le premier Consul ne cacha pas sa satisfaction; le ministre de l'électeur-archichancelier à Paris, M. de Beust, fut reçu officiellement en audience: glorieuse récompense de la bonne conduite de M. d'Albini à Ratisbonne<sup>1</sup>.

Aussi le gouvernement français se hâta-t-il d'apporter au plan d'indemnités les modifications qui lui avaient été demandées. Notamment les membres de la députation, qui représentaient presque tous les princes laïques, s'étaient montrés mal disposés à faire des sacrifices pour « la sustentation des sécularisés »; il en était de même d'ailleurs de ceux qui n'étaient pas membres de la députation: ils voulaient tout prendre et ne rien donner. La Prusse, en particulier, malgré les profits considérables qu'elle avait recueillis, refusait de se charger des pensions ecclésiastiques.

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 718, fol. 257.

tiques, dont le plan lui réservait le paiement, et qui pouvaient s'élever à la valeur de 250,000 florins de revenu annuel.

Pour lui être agréable, le premier Consul fit rédiger le nouveau texte de manière à la soulager de cette contribution, et Talleyrand insista auprès de Laforest pour qu'il arrangeât tout au mieux des désirs de la Prusse : « Je dois vous recommander d'éviter tout ce qui pourrait sans nécessité absolue donner un peu d'humeur aux Prussiens, l'intention du premier Consul étant que vous soyez bien avec eux et pour eux<sup>1</sup>. »

Avec ces légères retouches, le plan franco-russe fut adopté par la députation en son *conclusum* du 21 octobre 1802, et il ne resta plus dès lors qu'à en arrêter la rédaction définitive : besogne encore délicate, chacun ayant peur, avant la conclusion, de ne pas réclamer assez. Et la députation, et le citoyen Laforest, et Talleyrand, et le premier Consul furent encore pendant plus de deux mois assiégés d'exigences, parfois ridicules : suprême curée du Saint-Empire.

A la vingt-septième séance de la députation, le 16 novembre, le Directoire donna connaissance d'un mémoire d'une logique fortement construite ; il ne s'agissait rien moins que de rendre aux héritiers des donateurs les portions de biens ou de revenus ecclésiastiques autrefois aliénés par leurs ancêtres : la destination de ces biens étant changée, il leur paraissait juste d'en reprendre la disposition. La députation ne voulut pas entrer dans cette voie redoutable ; elle ne fit pas au mémoire les honneurs d'une longue discussion<sup>2</sup>.

Les gens désintéressés demandaient qu'on s'occupât des frais d'entretien de la Chambre de Wetzlar, qui était comme moribonde, non pas faute de procès, mais faute d'émoluments pour payer les juges. La députation avait d'autres soins plus pressants. Quelques âmes tendres prenaient souci de la sustentation des sécularisés, disaient la misère dont beaucoup étaient menacés ; on ne les entendait guère.

La Prusse, qui aimait mieux recevoir que donner, suggérerait l'idée d'abandonner toutes ces charges aux villes impériales, qui, n'étant pas représentées à la députation, ne pouvaient pas se défendre et s'efforçaient prudemment de se faire oublier. La plu-

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 718, fol. 79, 309.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 720, fol 7 : correspondance du citoyen Laforest.

part devaient être médiatisées, les sécularisations ne suffisant pas à tous les appétits; les survivantes, du moins, furent défendues par les gouvernements de Paris et de Saint-Petersbourg, qui les sauvèrent de la proposition prussienne.

Toujours au nom du gouvernement de Berlin, le ministre Hardenberg s'était rendu à Munich pour y négocier quelques échanges en Franconie qui auraient agréablement arrondi les domaines de son souverain; il ne réussit pas d'abord. Il revint par Nuremberg, dont il rêvait de faire la capitale d'une Franco-nie prussienne; par là, l'aigle noir de Prusse eût plané sur l'Allemagne du sud, comme par la Westphalie il s'avancait vers le Rhin, étendant son vol sur tous les pays germaniques. Hardenberg expliqua éloquentement aux bourgeois de Nuremberg l'intérêt qu'ils avaient à solliciter eux-mêmes la protection prussienne, au lieu de végéter misérablement dans la condition d'une indépendance précaire : ils ne furent point convaincus.

Le roi Frédéric-Guillaume III lui-même, voyageant en ces régions, vint à Furth, à une dizaine de kilomètres de Nuremberg; en toute simplicité, il alla y faire des emplettes et causa aimablement avec quelques marchands; ils ne furent pas séduits par cette bonhomie, gardèrent leurs préférences pour la liberté, et le roi de Prusse continua sa tournée par Ansbach, par Wilhelmsbad, près de Hanau, puis par Darmstadt, Francfort, Fulda; il rentra à Berlin par Erfurt et Leipzig<sup>1</sup>.

Cependant, son gouvernement, ayant entendu dire qu'il était question d'une augmentation de l'indemnité territoriale destinée au grand-duc de Toscane, s'empressait de réclamer une indemnité équivalente dans le seul intérêt de l'équilibre germanique. La formule de l'équilibre germanique est une formule bien précieuse. Pourtant, les insatiables exigences de la Prusse n'étaient pas sans exciter les murmures de l'Allemagne.

Elle n'était pourtant pas seule à réclamer.

Le landgrave de Hesse-Cassel présentait à la députation des mémoires gonflés de statistiques sur l'insuffisance de ses revenus; il prétendait que le district de Volkmassen lui fût attribué, aux dépens de la Hesse-Darmstadt; il faisait valoir les frais de représentation où il serait entraîné par sa nouvelle dignité électorale; un électeur a des besoins que ne peut avoir un landgrave. Et

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 724, fol. 350.

Talleyrand, impatient, dut écrire à Laforest : « Si le landgrave ne veut pas marcher droit, il faut lui retirer ses bailliages et la dignité électorale<sup>1</sup>. »

L'archiduc Charles, comme grand maître de l'Ordre Teuto-nique, réclamait le titre d'électeur, afin de maintenir au premier collège de la diète l'équilibre des religions qui allait être rompu en faveur des protestants.

Le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin aussi voulait être électeur; il avait l'appui de la Russie, et Bonaparte avait promis le sien. Mais Talleyrand donnait à Laforest des instructions un peu différentes : « Votre intervention en faveur du Mecklembourg doit être plus d'apparat que de réalité : le premier Consul estime que l'introduction du Mecklembourg dans le collège électoral ne serait d'aucun avantage pour notre système... Vous appuierez donc ostensiblement les démarches du baron de Bühler, mais vous ne manquerez pas de tirer parti des prétentions de l'Autriche à obtenir deux électeurs catholiques pour éloigner celui-ci, qui est protestant. Vous vous ferez dire par M. de Schraut tout ce qui sera nécessaire pour faire ressortir à la fois votre bonne volonté et l'inefficacité de vos efforts; et, en résultat, la seule chose à laquelle on pourra peut-être essayer d'arriver, c'est l'expectative pour le duc de Mecklembourg du premier titre électoral qui viendrait à vaquer parmi les électeurs protestants<sup>2</sup>. » Les efforts de Laforest furent en effet inefficaces, et le duc de Mecklembourg ne porta pas le bonnet d'électeur.

Quant à ceux qui furent plus heureux, le duc de Wurtemberg réclamait la première place parmi les électorats nouveaux; il avançait des droits très historiques. Mais le landgrave de Hesse-Cassel en faisait valoir d'aussi remarquables, et, pour plus de sûreté, ils s'adressaient l'un et l'autre à l'Autriche, à la Russie, en même temps qu'à la France.

Le ministre wurtembergeois à Ratisbonne réclamait encore autre chose, six nouveaux votes virils au collège des princes, en proposition des domaines récemment annexés par le duc. « L'excès de son zèle à cet égard, écrivait Laforest, prouve plus d'envie d'être agréable à son maître que de discrétion, mais c'est un reproche que l'on pourrait faire à tous les agents<sup>3</sup>. »

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 719, fol. 98 : lettre du 27 vendémiaire.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 717, fol. 254; n° 718, fol. 148.

3. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 719, fol. 257 : correspondance du 31 octobre.

L'électeur de Bavière était en querelle avec le margrave de Bade; il réclamait sa collection de tableaux, dessins et instruments de physique qu'il avait laissés à Mannheim; le margrave prétendait la garder comme sienne et faisait renforcer la garnison de la place; l'électeur dirigeait sur Mannheim six bataillons d'infanterie.

Le duc d'Oldenbourg réclamait, avec le concours de la Russie, la conservation du péage d'Elsfleth, sur le Weser; il gagna sa cause.

La duchesse de Modène réclamait une indemnité pour la perte de Massa et Carrara; la députation se déclara incompétente.

La duchesse douairière de Deux-Ponts trouvait le temps favorable pour déterrer une vieille affaire : en 1793, son château de la Faisanderie avait été brûlé et pillé par des soldats du général Houchard, qui avaient emmené six chevaux et plusieurs voitures; elle estimait le dégât à 400,000 francs et demandait une indemnité.

L'archichancelier réclamait toujours humblement son million de florins de revenu; on y arriva, non sans peine, en rétablissant des péages sur le Rhin.

Il y avait à Ratisbonne, en cette fin d'année 1802, autour de la députation, toute une foule de ministres et de petits princes en émulation de mendicité. Tous réclamaient, n'importe quoi, à n'importe qui. L'un d'eux disait à Laforest avec beaucoup de bonne foi : « Ce serait être dupe aujourd'hui que de paraître content de son lot. Il n'y a moyen de se défendre qu'en se remettant à demander<sup>1</sup>. » C'était la foire aux convoitises.

L'Autriche réclamait autant que quiconque; mais elle eût cru s'abaisser en traitant avec la députation; elle entretenait son intrigue à Paris; préoccupée de ses intérêts plus que des intérêts de l'Empire, elle nourrissait le dessein de se faire payer cher son adhésion et sa ratification impériale, quitte à ne pas ratifier ensuite, s'il était possible.

La mauvaise volonté de l'Autriche fut alors soutenue par des circonstances favorables. Le roi de Suède avait déjà, le 14 septembre précédent, protesté contre la destruction de la constitution germanique; il renouvela sa protestation le 22 octobre par une

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 719, fol. 230.



note qui fut remise à la députation par le ministre suédois, le baron de Bildt. « Le moment est enfin arrivé, y disait-il, de rompre le silence, puisque le Saint-Empire est de nouveau menacé par des bouleversements contre lesquels tous les princes auraient dû se grouper autour de son chef suprême; il aurait hésité à prendre une part plus particulière aux affaires d'Allemagne s'il n'avait pas appris que des puissances étrangères s'ingéraient dans les présentes négociations, quoique, comme prince de l'Empire et garant de sa constitution, il eût pu se croire plus particulièrement en droit de prendre part à ses délibérations<sup>1</sup>. » La note suédoise fut jointe au protocole de la séance; il y eut quelques sourires autour de cette lointaine évocation des traités de Westphalie; le roi de Suède n'avait-il donc point remarqué quelques changements depuis?

Dans le même temps, à Saint-Petersbourg, un nouveau personnel ministériel avait été appelé au pouvoir par le tsar Alexandre I<sup>er</sup>; on y signalait dans le chancelier Worontzoff un ennemi déclaré de la France. On n'avait pas une grande confiance dans l'énergie de l'empereur Alexandre; l'archichancelier disait de lui : « Sa femme lui parle la nuit, sa mère le jour, son caractère à toute heure; voilà de quoi tout expliquer. » Or, l'impératrice-mère ne se montrait pas reconnaissante, observait le citoyen Baudus, du bien que la France faisait alors à son frère, le nouvel électeur de Wurtemberg. La femme d'Alexandre I<sup>er</sup>, Élisabeth de Bade, se montrait plus reconnaissante, et Baudus estimait qu'avec de l'habileté il devait être possible de mettre les deux impératrices à leur place, d'affaiblir le crédit de la mère par la belle-fille et de rendre celle-ci véritablement régnante<sup>2</sup>. En attendant, on parlait vaguement d'une grande alliance qui se préparait entre l'Autriche, la Russie, la Suède et l'Angleterre contre la France et la Russie, car les relations recommençaient à être troublées entre la France et l'Angleterre; du moins, il y avait peut-être là des occasions avantageuses pour l'Autriche.

Le duc de Parme venait de mourir; sa veuve, une Habsbourg, avait été chassée du pays par le gouvernement français. Il y avait là matière à quelque compensation pour l'Autriche.

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 719, fol. 150.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 705, fol. 22, 108.

Les troubles de Suisse s'achevaient par la médiation du premier Consul, qui n'était pas sans lui assurer un nouvel accroissement d'autorité; l'Autriche pouvait se faire payer son abstention.

D'aucuns, parmi les adversaires les plus passionnés de la France, conseillaient même à l'empereur François de se refuser à toute ratification de l'œuvre de la députation; le commissaire impérial à Ratisbonne, baron de Hugel, exprimait lui-même une opinion singulièrement hardie : le refus de la sanction impériale frappe légalement de nullité tous les résultats obtenus par la députation. Les nouveaux indemnisés seront dès lors regardés comme occupant leurs nouvelles possessions à la suite d'une intrusion violente qui ne leur procure aucune sûreté tant que la prise de possession ne sera pas légitimée par la voie constitutionnelle. Ils seront par conséquent exposés, à la première occasion où l'état actuel du système politique subira des altérations, à être inquiétés et même à se voir enlever en tout ou en partie ce qu'ils ont acquis de cette manière. La paix de Westphalie a été bien autrement garantie que ne le sera le plan général actuel; et, cependant, qu'en reste-il? « On peut espérer, continue le baron de Hugel, que la France finira par se lasser et que, dans quelques années, elle ne prendra plus le même intérêt aux affaires de l'Empire; alors l'Autriche pourra se sentir plus forte du sentiment de sa supériorité sur la Prusse et la Bavière, même réunies; elle leur donnera la loi. Quant à la Russie, elle pourra être gagnée avec le temps et détachée de la France, à laquelle elle ne tient que par des intérêts de circonstances, ou bien on lui suscitera des affaires qui détourneront son attention de l'Empire germanique et lui donneront des occupations sérieuses sur d'autres points du globe. Il résultera de ce nouvel ordre de choses que le concert établi entre les trois puissances, France, Prusse, Russie, au lieu d'avoir assuré le repos et la tranquillité de l'Europe pour plusieurs années, ne produira dans la suite que confusion et désorganisation, en jetant les germes d'une nouvelle guerre<sup>1</sup>. » Et tout cela n'était pas si mal déduit.

Le gouvernement de Vienne pensa du moins exploiter de son mieux l'occasion. Il dit l'impossibilité où il était d'admettre la prépondérance des voix protestantes dans les trois collèges de la diète; il y voyait la ruine même de l'édifice de la constitution :

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 719, fol. 31 : bulletin de Ratisbonne, 21 vendémiaire an XI.

ce fut dès lors, disait Laforest, « le grand cheval de bataille de M. de Hugel ». Et Laforest ne pensait pas que cette argumentation fût sérieuse, n'y voyait qu'un nouveau prétexte inventé par l'Autriche pour essayer encore de compromettre le succès de l'affaire des indemnités : « La paix de Westphalie a terminé toutes ces querelles religieuses. Tout a changé depuis, dans l'Empire et hors de l'Empire, et, dès que les circonstances ne sont plus les mêmes nulle part, il y a de la jonglerie à prétendre qu'il faille balancer à la diète les consciences au lieu des intérêts... Le corps évangelique ne signifie plus rien aujourd'hui, quand ce ne serait que pour la seule raison qu'il a la majorité. Il faut qu'il se déclare dissous (n'ayant plus à se liguier comme au temps où l'existence des protestants était précaire), et non pas que l'on compose un corps catholique. Il n'y avait à la paix de Westphalie qu'un empereur et qu'un empire. Il s'est élevé depuis un second empereur; il importe d'empêcher qu'il ne s'élève un second empire. C'est au premier Consul qu'il convient d'établir sa propre prépondérance entre l'Autriche et la Prusse; pour cela, il faut faire abstraction de toute subdivision du corps germanique en parti catholique et en parti protestant<sup>1</sup>. »

Le gouvernement prussien faisait observer plus simplement que la constitution germanique n'était nullement fondée sur la parité des deux religions, puisque jusque-là la prépondérance avait été aux catholiques et que l'Autriche n'avait pas le droit de faire valoir ce principe de parité comme une nécessité : ce n'était qu'un mauvais prétexte d'obstruction.

Toutes ces questions étaient d'importantes matières à discussions, à négociations. Cependant, sur la pression de Laforest, la rédaction du Recès suivait lentement son cours. Talleyrand tenait à ce qu'il fût achevé, malgré l'opposition de l'Autriche, afin de prouver l'influence plus grande de la France sur la députation, sur les princes allemands en général. Cependant, il tenait Laforest au courant des négociations avec le gouvernement de Vienne, qui, en vérité, n'avaient guère cessé depuis le traité de Lunéville, l'Autriche, longtemps soucieuse seulement de tout traîner en longueur, disposée pourtant à aboutir quand elle se fut rendu compte qu'elle ne pouvait rien empêcher. L'achèvement du Recès pouvait vaincre ses dernières résistances.

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 720, fol. 249.

Talleyrand écrivait le 1<sup>er</sup> frimaire au ministre de France près de la députation : « Cobenzl (il s'agit du comte Philippe, ambassadeur à Paris) a reçu ses instructions et pouvoirs pour négocier un arrangement avec la Russie et avec nous; mais, à présent, qu'enfin la négociation devient sérieuse, le premier Consul ne fera rien sans s'entendre au préalable avec la Prusse et la Bavière, et si, en définitif, il est reconnu que la ratification impériale doit être achetée, si, pour recouvrer Passau et entrer en pleine jouissance de son indemnité, la Bavière doit faire quelques sacrifices (comme il est permis de le supposer), rien ne sera exigé d'elle; mais, sans doute, quand elle verra la Russie, la Prusse et la France d'accord à lui donner un conseil, elle sera disposée à le suivre... Mais, quelque chose qui doive arriver, le Recès doit toujours être rédigé, adopté par la députation et par la diète; et, au moment de la ratification impériale, il suffira d'un petit acte supplémentaire pour sanctionner un changement qui, suivant toute probabilité, n'aura pour effet que de transporter l'évêché d'Eichstädt à l'archiduc Ferdinand et de lui accorder en outre la dignité électoral, en même temps que l'Autriche elle-même aura la possession des évêchés de Brixen et de Trente... Tout ceci pour vous seul : suivez votre marche, terminez vos opérations, et qu'aucune des choses que je vous écris aujourd'hui ne soit un motif pour vous retarder d'un jour<sup>1</sup>. »

Le lendemain du jour où cette lettre fut expédiée, avant donc qu'elle ne fût arrivée à son adresse, l'œuvre de la députation était finie. Il y eut encore quelques moments de discussion sur le titre qu'il y fallait donner. On pensa que le mot Recès comportait un achèvement complet par une autorité souveraine et non par une simple députation, qu'il convenait notamment de réserver le concours collatéral de la personne impériale. On se rallia donc, malgré Laforest, à une dénomination moins affirmative; ce ne fut que le *conclusum principal* de la députation d'Empire. Il fut décidé aussi que, le texte allemand étant sujet à beaucoup d'interprétations subtiles, il y serait joint une copie française qui aurait la même valeur légale.

Et le *conclusum principal* de la députation d'Empire fut terminé le 23 novembre 1802<sup>2</sup>. Il enregistra méthodiquement les

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 720, fol. 42 : lettre du 1<sup>er</sup> frimaire (22 novembre 1802).

2. Häusser, *op. cit.*, t. II, p. 405-422.

traits essentiels du plan franco-russe, avec les modifications intervenues au cours des délibérations ou des négociations postérieures.

En dehors de la nouvelle distribution territoriale qui résultait de la sécularisation des biens ecclésiastiques et de la médiatisation de presque toutes les villes libres, il modifiait sensiblement, sinon les cadres, du moins les éléments de la constitution germanique. La diète demeurerait divisée en trois collèges ; mais le collège des électeurs ne comptait plus qu'un électeur ecclésiastique, l'électeur-archichancelier ; son titre électoral ne fut pas affecté à la possession de Ratisbonne ou d'Aschaffembourg, mais à sa qualité d'archichancelier. « Cette situation, observait Laforest, qui avait là comme un don de prophétie, peut permettre par la suite un échange de la principauté de Ratisbonne contre un autre territoire, si, pour parvenir à une parfaite concentration et éloigner l'archichancelier des frontières autrichiennes, il paraît convenable de lui donner ailleurs un équivalent<sup>1</sup>. » Les anciens membres du collège électoral, avec l'archichancelier, étaient les électeurs de Bohême (Habsbourg), de Bavière, de Saxe, de Brandebourg, de Brunswick-Hanovre ; les nouveaux électeurs furent ceux de Wurtemberg, de Bade et de Hesse-Cassel, ce qui, en comptant la Saxe, portait le nombre des électeurs protestants à six, sur neuf. Cela pouvait compromettre, pour l'avenir, l'élection des Habsbourg.

Le collège des princes allait manifester la même suprématie des voix protestantes ; les votes qui appartenaient autrefois aux principautés ecclésiastiques avaient été répartis entre les nouveaux possesseurs, et, comme la plupart de ceux-ci étaient des princes protestants, le nombre des votes protestants se trouva élevé à 77 contre 53, ou 76 contre 54, le vote des comtes de Westphalie devant être alternatif dans l'une ou l'autre confession<sup>2</sup>. Ce n'est pas à dire que la maison de Brandebourg, la plus puissante des maisons protestantes du Saint-Empire, fût forcément destinée à succéder à la suprématie des Habsbourg d'Autriche, car toutes les voix protestantes ne lui étaient pas dévouées ; ainsi, la Saxe, qui comptait dix votes au collège des princes, commençait à redouter fort les ambitions des Hohenzol-

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 719, fol. 282.

2. Voir la nouvelle distribution des votes virils au collège des princes dans *Affaires étrangères, Correspondance d'Allemagne*, n° 722, fol. 146.

lern. Il serait possible de démêler plutôt au collège des princes une tendance vers la formation d'une « Allemagne moyenne », ni autrichienne, ni prussienne, qui eût été une Allemagne vraiment libre, si Napoléon y avait consenti : ce qui eût été pour la France d'un intérêt capital.

Il n'y avait plus que six villes représentées au troisième collège de la diète : cinq évangeliques, Lubeck, Hambourg, Brême, Francfort, Nuremberg, et une mixte, Augsbourg. Les quarante-cinq autres villes libres d'Empire avaient perdu désormais toute existence politique : quatre, Cologne, Aix-la-Chapelle, Worms et Spire, étaient incorporées à la République française; la Bavière en prenait quinze, le Wurtemberg neuf, Bade sept; dix passaient à la Prusse, ou à la Hesse-Darmstadt, ou à l'archichancelier (Ratisbonne et Wetzlar), ou à d'autres princes. Il était formellement déclaré que les villes libres conservées seraient dispensées de toutes charges militaires et qu'elles jouiraient d'une neutralité absolue, même dans le cas d'une guerre où l'Empire serait mêlé. Bonaparte avait tenu formellement à cette condition, qu'il imposait à ses adversaires, mais dont il n'était disposé à tenir compte que dans la mesure de ses intérêts.

Il y a une part de vérité dans ce bulletin de Ratisbonne, rédigé, sous l'influence de Laforest, au moment de l'achèvement des délibérations de la députation : « L'Autriche et la Prusse n'ont su se prévaloir jusqu'ici de leur puissance en Allemagne que pour s'y faire craindre, tandis que la France régénérée parviendra à s'attacher tous les cœurs en continuant à verser un baume consolateur sur les plaies de la dernière guerre. L'opinion publique se manifeste tous les jours davantage en sa faveur dans toute l'Allemagne; on doit s'attendre au contraire à voir le crédit et la considération politique de l'Autriche et de la Prusse diminuer dans la même proportion, parce qu'on ne pardonnera jamais à ces deux puissances d'avoir sacrifié avec si peu de ménagement les intérêts du corps germanique à ceux de l'agrandissement de leurs maisons. On n'ignore pas que s'il existe encore un Empire, c'est à la prévoyante politique de la France qu'on en a l'obligation. Sans ses efforts généreux et sa vive sollicitude pour la conservation des états secondaires, l'Autriche et la France auraient donné une bien plus grande extension à leur système de réunions et d'arrondissements, l'une dans le sud et l'autre dans le nord de l'Empire... Jamais la France ne s'est



trouvée dans une position plus brillante que celle où le premier Consul va être proclamé, par le vœu unanime de tous les véritables et braves Germains, le restaurateur et le protecteur des immunités de tous les ordres qui composeront à l'avenir la hiérarchie politique du corps germanique<sup>1</sup>. »

Il suffirait d'effacer quelques épithètes trop colorées pour que ce tableau fût l'expression de la réalité. A la fin de l'année 1802, le premier Consul jouissait en Allemagne d'une incontestable popularité. Les bourgeois de Nuremberg lui envoyèrent des députés pour lui dire leur reconnaissance; un brave citoyen de la même ville, Ferdinand Buschmann, horloger de son état, inventeur dans ses loisirs, offrit au gouvernement français de lui construire une machine nautique, avec laquelle on pouvait « faire sauter en l'air en un petit moment des vaisseaux de guerre, tant à la surface qu'au fond de l'eau, si aucun accident n'en dérangeait le mécanisme »<sup>2</sup>. Le premier Consul reçut d'autres manifestations de la reconnaissance des bons Allemands, et il pouvait fonder sur ces sentiments, sincères parce qu'ils étaient intéressés, les combinaisons politiques les plus fructueuses : il gâta bientôt ces belles promesses.

L'Autriche elle-même, à ce moment, dut reconnaître et consacrer les faits accomplis. La négociation engagée avec elle dura encore un mois. Le gouvernement français était autant qu'elle désireux d'aboutir et prêt à des sacrifices qui, d'ailleurs, seraient payés par d'autres. Laforest, pour lui donner satisfaction, suggérerait l'idée de donner un titre électoral à l'ancien grand-duc de Toscane, avec quelques votes virils au collège des princes pour ses domaines de Salzbourg et Berchtolsgrad, de donner aussi à l'Autriche quelques votes virils de plus pour la Styrie, la Carinthie, la Carniole; il ajoutait : « Le collège électoral va être composé de manière qu'il devient problématique si, à la mort de l'empereur François, la couronne impériale sera conservée à son fils. Il y a même lieu de craindre de grands déchirements de la tendance très remarquable vers une division de l'Allemagne en deux parties; ce déchirement ne peut être que défavorable à la République française, à laquelle il importe que la masse imposante de la nation allemande soit toujours hors d'état d'agir

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 720, fol. 34.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 720, fol. 34; n° 725, fol. 136.

vigoureusement contre elle. On ne peut le prévenir plus efficacement qu'en assurant le titre impérial au roi de Hongrie et de Bohême, dont la prépondérance est aujourd'hui plus que contrebalancée. Ce ne serait pas sans doute un faible moyen de conciliation que d'offrir de faire désigner d'avance le prince royal (ou le roi des Romains)<sup>1</sup>. »

Le gouvernement français n'était pas disposé à aller tout à fait si loin. Car il estimait que l'Autriche, malgré une série inouïe de défaites, n'avait pas fait de grands sacrifices à la cause de la paix générale. Talleyrand s'en expliquait dans une importante dépêche au comte de Cobenzl; il admettait l'institution d'un titre électoral pour l'archiduc grand-duc, mais non pour le grand maître de l'Ordre Teutonique, l'archiduc Charles; il ne pouvait consentir qu'il y eût trois électeurs dans la même maison. « Ce serait, disait-il, détruire la liberté germanique jusque dans ses fondements. » Il rappelait que par le traité de Lunéville le premier Consul n'avait jamais voulu s'engager à indiquer nominativement une autre indemnité pour l'archiduc Ferdinand que Salzbourg et Berchtolsgrad, quelque instance que fit le plénipotentiaire autrichien pour que d'autres objets fussent encore désignés comme dédommagement; que la contiguïté de ces terres avec l'Autriche, comme l'acquisition de Venise, donnait à la monarchie autrichienne une grande force de concentration; qu'il était impossible de sacrifier l'indépendance politique de la Bavière. Tout au plus pouvait-on, d'accord avec la Russie, demander à la Bavière de renoncer à l'évêché d'Eichstädt<sup>2</sup>.

Ce furent les termes de l'accord qui fut enfin conclu le 26 décembre 1802 : le duc de Modène, avec le Brisgau, recevait l'Ortenau, que lui cédait l'Autriche; le grand-duc de Toscane renonçait aux évêchés de Trente et Brixen et recevait, en compensation, l'évêché d'Eichstädt et la dignité électorale. Ainsi, l'Autriche gagnait pour elle-même, outre l'avantage indirect qu'elle recueillait de la situation plus forte du grand-duc, les évêchés de Brixen et Trente, qui achevaient de lui donner la domination du Tyrol. Elle restitua la ville de Passau à la Bavière; en compensation d'Eichstädt, la Bavière reçut un complément en revenus pris sur les biens ecclésiastiques, où elle fut dispensée de la charge de quelques pensions. Enfin, l'Autriche renonça

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 720, fol. 46.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 719, fol. 52.

pour l'archiduc Antoine aux sièges épiscopaux de Munster et de Cologne et donna son adhésion aux derniers règlements des affaires d'Italie.

Dès lors, le plan d'indemnités allait pouvoir entrer dans une voie d'application normale et générale; il n'y restait plus que quelques formalités à remplir.

#### IV.

Le conclusum principal de la députation d'Empire fut transmis à la diète, dont les trois collèges entrèrent en délibération à son sujet. Par une sorte de consécration préventive de son principe fondamental, les princes ecclésiastiques s'abstinrent de paraître à la diète, sauf un seul, l'évêque de Freising, qui, ayant le caractère bien fait, tint à venir assister à son enterrement.

L'accord était établi d'avance sur la répartition des indemnités et il n'y avait pas à y revenir. Mais il y avait ample matière à discussion dans les modifications qui en devaient résulter pour la constitution de l'Empire : distribution des cercles, proportion des contingents et surtout répartition des votes au collège des princes. Les puissances médiatrices s'étaient tenues à cet égard dans une réserve presque complète. La diète elle-même ne s'engagea dans ce débat qu'avec la plus grande discrétion.

Le conclusum ne la retint pas très longtemps; sous l'impulsion du premier Consul, la vieille machine germanique fonctionna avec plus de rapidité que jamais. Au collège électoral, il n'y eut qu'une seule opposition, d'ailleurs faible, celle du représentant de Bohême<sup>1</sup>. Au collège des princes, le protocole demeura ouvert pendant près de deux mois (janvier et février 1803); malgré l'Autriche, qui ne cessait de protester contre la répartition des votes virils, une grosse majorité se prononça en faveur du conclusum, et en fin de protocole il n'y eut que sept opposants : l'Autriche, l'Ordre Teutonique, la Suède et quatre princes de la monarchie autrichienne. L'empereur put y mesurer la diminution de son influence; il se trouvait déjà en présence d'une nouvelle Allemagne. Le conclusum fut accepté à l'unanimité par le collège des villes.

1. On trouvera le procès-verbal de ces séances de la diète dans *Affaires étrangères, Correspondance d'Allemagne*, n° 723.

Le 25 février 1803, le Recès principal de la députation d'Empire était définitivement adopté par la diète<sup>1</sup>. L'empereur ne le ratifia, avec des réserves sur la répartition des votes, que le 27 avril 1803.

Mais déjà la France et l'Europe avaient des préoccupations plus pressantes; la rupture était proche entre les gouvernements de Paris et de Londres, et elle était le sujet de toutes les conversations politiques, en Allemagne et ailleurs. L'archichancelier en parlait d'une manière fort piquante : « Nous touchons à la seconde guerre punique », disait-il un jour au citoyen Baudus, qui ajoute : « Je me permis de lui demander s'il pensait que nous eussions à craindre une bataille de Cannes; il me répondit bien vite que c'était impossible. » Comment l'archichancelier eût-il répondu autrement?

Une autre fois, Baudus lui dit, à propos de la question de Malte, qu'il était « remarquable que ce fût toujours une île de la Méditerranée qui allumât des guerres opiniâtres entre les deux plus puissantes nations du monde; que la Sicile, si voisine de Malte, eût aussi fourni le premier objet ou du moins l'occasion de la première guerre punique. — Vous dites bien : l'occasion, reprit l'électeur; Malte aussi n'est que le prétexte. Chaque parti n'attend que le moment favorable pour écraser l'autre. » Et il continua pendant quelque temps son étude philosophique sur la situation; il y a quelque chose à en retenir.

« Avec des prétentions comme celles de l'Angleterre et de la France, prétentions exaltées chez les deux peuples par des succès constants dans la dernière guerre, il ne peut exister entre eux que des trêves fort courtes, surtout si l'un ou l'autre (la formule est de précaution oratoire) se trouve gouverné par un chef qui ajoute aux prétentions et à la force de la nation une grande force et de grandes prétentions individuelles. »

Puis, remontant très loin dans l'histoire, il rappelait au citoyen Baudus plusieurs exemples qui prouvaient, selon lui, qu'il y a, dans les grands mouvements de peuples, des époques où, par la force des choses, tout tend à former de grandes masses, comme ces masses tendent à une dissolution inévitable lorsqu'elles ont passé certaines proportions. Il ajoutait que, dans les temps modernes, aucune époque, depuis Charlemagne, n'avait offert autant que l'époque actuelle cette « tendance aux grandes

1. Häusser, *op. cit.*, t. II, p. 399.

masses », qu'elle était très marquée depuis un demi-siècle, mais qu'elle s'était développée surtout dans les dernières années d'une manière effrayante.

Comme il se faisait la plus haute idée des moyens de la France et de l'ambition de son gouvernement, il pensait sincèrement que l'indépendance de l'Europe courait les plus grands dangers et que la guerre avec l'Angleterre accélérerait le mouvement qui conduisait la France à la domination universelle.

Et, comme Baudus admirait la sérénité philosophique avec laquelle il envisageait ces grands problèmes, l'archichancelier concluait avec une sagesse exquise : « Il faut se rappeler ce mot d'un ancien : ne te fâche pas contre les événements, car ils s'en moquent; nous passons avec les événements : faisons en passant tout le bien que nous pouvons et ne nous inquiétons pas du reste<sup>1</sup>. »

Cependant, après avoir ratifié, incomplètement, le Recès de la députation, l'empereur voulait remettre à une délibération spéciale de la diète la répartition des votes aux collèges des princes, et Laforest disait le danger d'une telle conduite qui pouvait remettre en question les résultats précédemment obtenus. Talleyrand lui répondit que c'était là une affaire de constitution intérieure qui ne regardait que l'Allemagne et lui ordonna de se rendre d'urgence à Berlin, où l'appelaient des intérêts plus urgents.

Il avait été question aussi de créer une commission d'exécution ou au moins de contrôle; et Laforest avait eu l'idée de donner des pouvoirs de cette nature à la députation ou bien de spécifier la garantie des puissances médiatrices, comme les traités de Westphalie avaient établi celle de la France et de la Suède. On ne l'écouta point. Le 9 mai, les ministres de France et de Russie, Laforest et Bühler, déposèrent ensemble à la diète une déclaration annonçant la fin de leur mission et leur prochain départ. Le 10 mai, la députation d'Empire tint sa cinquantième et dernière séance. Le même jour arriva à Ratisbonne la nouvelle de la rupture entre la France et l'Angleterre.

L'Autriche demeura seule en présence de la diète pour le règlement des questions en suspens, selon le mécanisme normal de la constitution. L'empereur publia le décret du 30 juin 1803; relevant dans l'œuvre de la députation la disproportion des votes

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 705, fol. 80, 108-110.

catholiques et protestants au collège des princes, il la considérait comme une violation des traités de Westphalie et il demandait que la diète prit un conclusum qui établit la parité des votes, soit en ajoutant des votes catholiques, soit en supprimant des votes protestants. Il essayait ainsi de diminuer l'effet des conséquences funestes qui résultaient pour lui de la sécularisation générale<sup>1</sup>.

Quelques-uns ne voyaient dans ce décret impérial qu'un moyen de différer l'exécution définitive du plan d'indemnités, de façon à profiter des circonstances nouvelles que pouvaient susciter les hostilités nouvelles entre l'Angleterre et la France. D'autres proclamaient la nécessité d'appliquer à toute l'Allemagne le principe de la tolérance que réclamait le progrès des lumières et qui finirait toutes les querelles et rivalités entre les diverses confessions. D'autres se plaignaient de l'interruption des affaires les plus urgentes, de la Chambre de Wetzlar toujours dans l'impossibilité de siéger, des pensions non payées à ceux qui en avaient le plus grand besoin, des nombreux ecclésiastiques réduits à la misère, à la mendicité, de la malheureuse condition de l'Allemagne.

La diète décida de remettre l'examen du décret du 30 juin après l'introduction des nouveaux électeurs et après les vacances qu'elle prendrait ensuite et dont elle avait le plus grand besoin.

La cérémonie de l'introduction des nouveaux électeurs eut lieu le 22 août 1803. Dès lors, le nouveau collège électoral était constitué et il tint séance dans l'ordre suivant : Ratisbonne, Bohême, Bavière, Saxe, Brandebourg, Brunswick-Hanovre, Salzbourg, Wurtemberg, Bade, Hesse-Cassel.

La diète, étant ainsi complétée, dressa le programme de ses travaux pour sa séance de rentrée, fixée au 7 novembre 1803 : délibération au sujet du décret impérial sur la répartition des votes, nouvelle division des cercles, création de nouveaux archi-offices pour les nouveaux électeurs, entretien de la Chambre de Wetzlar<sup>2</sup>. La diète n'épuisa pas ce programme ; elle en entama à peine la discussion. Elle disparut bientôt elle-même dans le tourbillon des événements.

On a pu mesurer, dans l'œuvre de la députation d'Empire, la part qui revient à l'influence personnelle de Bonaparte ; il y a consacré pendant quelques mois, au lendemain de la paix d'Amiens, la plus grande activité, et c'est son énergie et son prestige qui

1. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 724, fol. 357.

2. Aff. étr., Corr. Allemagne, n° 725, fol. 57.



l'ont fait aboutir. Elle constitue un de ses plus incontestables succès si l'on ne considère que le résultat immédiat ; elle est, parmi les événements politiques du Consulat, l'un de ceux qui devaient avoir les conséquences les plus lointaines et les plus durables, car elle est un des événements déterminants de l'histoire contemporaine.

L'Allemagne y fut effectivement partagée, comme une autre Pologne<sup>1</sup> : la France en prit la partie occidentale, jusqu'au Rhin, et imposa quelque temps son autorité aux états de la rive droite. L'Autriche et la Prusse s'en partagèrent la partie orientale. La France y trouvait la récompense de ses victoires, la Prusse de son habile neutralité ; l'Autriche ne paya point ses défaites, elle les fit payer aux petits états qui ne purent s'en défendre. Et le Saint-Empire disparut victime de la politique autrichienne.

Le partage fut dirigé par Bonaparte, sous le couvert d'une médiation franco-russe, dans le sens de la constitution d'une Allemagne qui, n'étant plus autrichienne et n'étant pas encore prussienne, pourrait devenir une Allemagne française. La France eut de nouveau une clientèle d'états allemands, la Bavière, le Wurtemberg, Bade, les villes libres, qui ne pouvaient être redoutables, et à qui la France seule pouvait garantir leurs acquisitions et la nouvelle position qu'elle leur avait donnée<sup>2</sup>. On y verra sans doute la tradition politique de la monarchie, une honorable ressemblance avec l'œuvre de Richelieu et de Mazarin. L'œuvre du premier Consul s'est même jusqu'ici mieux conservée, et le grand-duché de Bade, le Wurtemberg, la Bavière, les Hesses ont gardé les traits essentiels qu'il leur avait imprimés. C'est Bonaparte qui les a agrandis au point d'en faire des « états moyens », et ils pouvaient grandir encore ; ils étaient capables de jouer un jour, l'un ou l'autre, un rôle décisif dans l'histoire de l'Allemagne nouvelle, peut-être de lui assurer des destinées indépendantes, à côté de la Prusse et de l'Autriche. Il eût fallu les fortifier d'abord par l'usage et l'habitude de la liberté, et non pas entretenir leur faiblesse sous l'oppression étrangère. La France révolutionnaire, établie dans la frontière du Rhin, eût trouvé dans cette Allemagne vraiment émancipée sa meilleure garantie.

Mais l'Autriche et la Prusse n'avaient rien perdu au Recès de la députation d'Empire. La Prusse continuait de se fortifier dans

1. Seeley, *Life of Stein*, t. I, p. 161.

2. Seeley, *op. cit.*, t. I, p. 157.

l'Allemagne occidentale et marquait de nouvelles étapes à travers la plaine allemande. L'Autriche n'avait plus la Belgique ni la Lombardie; elle avait la Vénétie, presque tout le Tyrol, Salzbourg indirectement. C'était la suite d'une fatalité historique qui, par la disparition des petits états, entraînait l'Allemagne à l'unité et dont Bonaparte, à beaucoup d'égards, n'avait été que le serviteur inconscient.

Il avait été obligé de tenir compte des intérêts de l'Autriche et de la Prusse; l'Autriche en particulier lui avait opposé maintes fois une résistance tenace; il avait dû traiter séparément avec l'une et avec l'autre. Entre les intérêts de la France, de l'Autriche et de la Prusse, la large bande d'états ecclésiastiques qui s'allongeait sur les deux rives du Rhin avait disparu, comme avait disparu à l'est de l'Allemagne la large bande polonaise qui s'appuyait jadis sur la Vistule.

La France en tira un profit passager, et ce fut pour quelques années un des éléments de sa grandeur.

L'Autriche en eut un profit considérable aussi; elle se trouva plus concentrée; par Salzbourg et le Tyrol, elle couvrit Vienne et s'établit fortement sur l'Inn, dangereuse dès lors à l'indépendance de la Bavière. Il est évident aussi que la sécularisation générale porta une atteinte irréparable à son influence politique.

La Prusse fit vers l'ouest des progrès plus certains, « s'arrondit » très heureusement dans la région du Weser, prépara l'avenir et pensa profiter un jour de la suprématie des protestants dans les trois collèges de la diète. Ce n'est pourtant pas dans cette voie qu'elle gagna l'Empire.

Ainsi, le Recès germanique de 1803 préparait pour un temps l'hégémonie de la France dans l'Europe centrale; mais, selon la tradition ouverte au *xviii<sup>e</sup>* siècle, il était un épisode de la rivalité de l'Autriche et de la Prusse; il était surtout un succès pour la Prusse. Bonaparte, sans le vouloir, continuait pour elle l'œuvre de Frédéric II et fournissait une contribution capitale à l'évolution politique de l'Allemagne.

Édouard DRIAULT.

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### NOTE SUR LES TARIFS DE LA LOI SALIQUE<sup>1</sup>.

---

La pratique de la « composition » est régulièrement signalée comme le trait essentiel et le caractère propre des lois que nous ont laissées les anciens peuples germaniques. En vieux droit germanique, les délits et les crimes se rachètent à prix d'argent. Tacite le dit expressément, Grégoire de Tours le répète et tous les textes le confirment. Il semble vraiment que cette « composition », ce rachat du sang n'aient existé qu'en Germanie et dans les vieux royaumes barbares.

Or, — et Fustel de Coulanges, entre autres, n'a pas eu de peine à le montrer, — la composition n'a rien de spécialement germanique. « On la trouve, dit-il, chez tous les peuples anciens. Elle est non le caractère d'une race, mais le caractère d'un état social<sup>2</sup>. » Ce n'est même pas assez dire. On trouve aussi la composition chez les peuples modernes. La famille de la victime qui, devant une de nos cours d'assises, « se constitue partie civile » et réclame une indemnité au meurtrier n'exige-t-elle pas en somme le prix du sang?

Chez nous, il est vrai, l'indemnité versée à la partie lésée en cas d'attentat contre les personnes n'est qu'une sanction annexe. La peine proprement dite est celle que la société, représentée par ses juges, inflige au coupable pour avoir enfreint les lois.

Mais, dans les vieilles sociétés germaniques, ce que nous appelons la « vindicte publique » existait bien déjà. Dès l'époque de Tacite, nous savons qu'une partie de la somme versée par le coupable (*pars mulctae*) était attribuée au fisc. D'après Savigny et Pardessus, qui se basent essentiellement sur le titre L de la Loi salique, cette *pars*

1. Nous ne nous dissimulons pas les difficultés que soulève la thèse soutenue par M. Ricci, mais elle nous a paru très digne d'être soumise au jugement des savants compétents; car elle offre une solution toute nouvelle d'un problème obscur. Nous serons heureux si son article provoque des réponses ou des observations que nous accueillerions très volontiers.

LA RÉDACTION.

2. Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France; la monarchie franque*, p. 475.

*multae*, cette amende acquise au Trésor était égale au tiers de la somme totale.

Quelle que soit la proportion admise<sup>1</sup>, nous devons constater qu'il y avait, sur ce point essentiel, entre le vieux droit germanique, le droit romain et notre propre code, une différence de degré plutôt qu'une différence de nature.

Les crimes et délits sont donc passibles : 1° d'une amende infligée au nom du roi. C'est ce que la Loi salique appelle le *fretum*; 2° d'une composition ou indemnité attribuée à la partie lésée, la *faida*<sup>2</sup>.

Voici, pourtant, des différences plus sensibles :

1° En cas de non composition, la famille exerçait le droit de poursuite et de vengeance. C'est là ce qui est, pour reprendre le mot de Fustel de Coulanges, le caractère d'un état social, de celui où l'autorité publique n'est pas assez forte pour punir elle-même les crimes.

2° Les lois germaniques, en particulier la Loi salique, fixent le montant des compositions. De même que nos codes portent des tarifs de pénalités, tant d'amende, tant d'emprisonnement, de réclusion... pour les diverses fautes, la Loi salique contient des tarifs de compositions : tant pour une blessure, tant pour le meurtre d'un *homo Romanus*, d'un Franc, d'un antrustion, d'un comte, etc.

Le fait paraît si bien établi, si peu contestable qu'on ne l'examine même pas. Montesquieu et M<sup>lle</sup> de Lézardière, l'abbé Dubos et l'abbé de Gourcy, Pardessus et de Savigny, Fustel de Coulanges et M. Brunner, Fahlbeck et Thonissen l'énoncent sans le discuter, comme une sorte de vérité *a priori*, comme un dogme.

Tout récemment, la Loi salique et le wergeld ont été l'objet, surtout en Allemagne, d'études très approfondies. MM. Hilliger<sup>3</sup>, Heck<sup>4</sup>,

1. Nous ferons dès maintenant les réserves les plus expresses sur cette proportion du tiers qui est généralement admise. Le titre L de la Loi salique que l'on invoque spécialement est loin d'être démonstratif. Il s'applique au cas particulier d'un débiteur qui refuse d'acquitter sa dette. Le *grafio*, intervenant à la demande du créancier, fixe la somme que doit verser le débiteur recalçant et en retient le tiers pour le fisc. Le texte ne dit pas autre chose.

2. L'orthographe de la Loi salique et des autres textes législatifs du temps est fort capricieuse. C'est ainsi qu'on trouve *fretum*, *fredum*, *fritus*, *frela* et *faida*, *faidus*, *fædus*, etc. Pour le sens étymologique de ces mots, on paraît s'en tenir aux propositions de Pardessus qui fait dériver *faida* de l'allemand *fehde*, querelle, parce que la composition y mettait fin(?); *fredum* viendrait de *frede*, paix (sans doute parce que l'amende l'établissait)!

3. *Der Schilling der Volkrechte und das Wergeld*, dans la *Historische Vierteljahrschrift*, 1903, p. 175 et suiv. et 453 et suiv.; et *Der Denar der Lex Salica*, *Ibid.*, 1907, p. 1 et suiv. et 160 et suiv.

4. *Standeproblem, Wergeld und Münzrechnung der Karolingerzeit*, dans la *Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1904.

Vinogradoff<sup>1</sup>, notamment, leur ont consacré de substantiels articles, se sont même livrés à des polémiques intéressantes et parfois assez vives. Mais les questions qui les occupent sont autres. Ils étudient les variations des monnaies aux diverses époques du haut moyen âge, insistent en particulier sur la grande réforme monétaire des temps carolingiens. Ils recherchent les répercussions que ces variations dans la valeur des monnaies eurent avoir sur les tarifs de la Loi salique et s'appliquent à montrer que ces tarifs durent être abaissés. Ils étudient le sens du mot *solidus* et lui attribuent une valeur variable, distinguant, suivant les cas, un grand et petit *solidus*. C'est là une thèse admise, puis abandonnée par M. Heck, vigoureusement combattue par M. Vinogradoff.

Mais, tandis qu'ils déploient beaucoup d'ingéniosité et de science pour l'étude de ces divers problèmes, en somme secondaires, l'idée ne leur vient même pas d'examiner le problème fondamental, qui est le suivant : les tarifs contenus dans la Loi salique sont-ils bien des tarifs de compositions, exprimant le montant des sommes que le délinquant devait verser aux particuliers lésés par lui ? Ne sont-ils pas plutôt des tarifs d'amendes dues au fisc en punition des délits ou des crimes commis ? C'est ce problème que nous voudrions tenter de résoudre.

. .

Un premier fait, au sujet duquel la discussion n'est guère possible, est le suivant : les tarifs de la Loi salique, toutes les fois qu'il s'agit de punir des atteintes portées à la propriété d'autrui, sont des tarifs d'amendes et non de compositions. Les preuves abondent :

Retenons d'abord la formule constamment employée : *Si quis... suit l'énonciation du délit, ...n dinarios<sup>2</sup> qui faciunt n solidos, culpabilis judicetur*. Une telle formule indique bien déjà qu'il s'agit d'une peine et non d'une simple composition, d'une indemnité pouvant réparer le dommage subi.

La réserve introduite dans presque tous les articles, *excepto capitale et dilatura*, confirme cette manière de voir. Il n'y aurait évidemment pas lieu de prévoir en sus le remboursement du principal et des dommages si la somme mentionnée représentait une

1. *Wergeld und Stand*, dans la *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, t. XXII, 1902; et *Zur Wergeldfrage*, dans la *Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, 1905, p. 534 et suiv.

2. Nous nous dispenserons de mentionner les gloses malbergiques dans les citations que nous aurons lieu de faire.

composition, c'est-à-dire, par définition, une indemnité compensatrice.

Au titre II, *De furtis porcorum*, on lit<sup>1</sup>, § 5 : « Si quis porcum bimum furaverit, de dinarios qui faciunt solidos xv culpabilis iudicetur, excepto capitale et dilatura », et § 6 : « Quo numero usque ad duos porcos *simili conditione* convenit observare. » Une telle disposition est admissible si le chiffre de « xv solidi » s'applique à une amende; celui qui vole deux porcs n'est évidemment guère plus coupable que celui qui en vole un seul. Elle serait inique s'il s'agissait d'une indemnité, car le dommage subi par celui qui a perdu deux porcs est double.

Plus loin, au même titre, § 7 : « Si vero tres aut amplius imbulaverit, mcccc dinarios qui faciunt solidos xxxv culpabilis iudicetur, excepto capitale et dilatura. » Une somme plus forte, quarante-trois solidi, n'est prévue que si le voleur s'est emparé de cinquante porcs au moins. Peut-on penser que la même composition soit due à celui qui a perdu trois porcs et à celui qui en a perdu quarante-neuf? Certainement non. On admettra au contraire sans peine qu'une amende fixe puisse être prévue pour celui qui vole un troupeau de porcs sans tenir grand compte du nombre des animaux qui constituaient ce troupeau.

Voici encore un autre article à retenir. Un individu est entré dans un endroit clos et s'est retiré sans rien prendre<sup>2</sup>. Doit-il une compensation à l'homme qu'il a tenté de voler, bien que cet homme n'ait subi aucun dommage? Cela paraît bien peu vraisemblable. Peut-il être puni par la Loi pour effraction et tentative de vol? Nous concevons bien que les Francs l'aient pensé. Ainsi, la somme, d'ailleurs très élevée<sup>3</sup>, de trente sous d'or qu'on exigera, en vertu de la Loi, de ce voleur timide ou peu chanceux, nous ne pourrions la considérer que comme une amende.

Il semble vraiment inutile de multiplier les exemples<sup>4</sup>. Nous

1. Tous nos renvois se rapportent au texte 1 de l'édition Hessels et Kern.

2. « Si vero (fur) nihil tulerit aut fugiens evaserit, mcc dinarios qui faciunt solidos xxx culpabilis iudicetur » (XI, 6).

3. Nous nous en tiendrons aux évaluations de M. Babelon. Selon ce savant, le terme *solidus* de la Loi salique s'appliquait à une monnaie d'or de 84 à la livre, soit 3 g. 89. C'est le *solidus gallicus*; le terme *denarius* désignait une pièce d'argent pesant environ 1 g. 30. C'est la même pièce que la 1/2 silique romaine, appelée simplement *argenteus* par Grégoire de Tours (cf. Babelon, *la Silique romaine, le sou et le denier de la Loi salique*, dans le *Journal des savants*, 1901; et du même, *Traité des monnaies grecques et romaines*, t. I, p. 581 et suiv.).

4. Cf. titres VIII (*De apibus furatis*), IX (*De danmo in messe*), XXIII (*De eo qui caballum alienum caballicaverit*).



admettrons donc comme certain que les tarifs figurant aux divers articles de la Loi salique sont des tarifs d'amendes toutes les fois que ces articles visent des attentats contre la propriété d'autrui.

En sera-t-il de même lorsque la Loi prévoit des attentats contre les personnes ?

Observons d'abord que, dans tous les cas, la formule employée est exactement la même : *Si quis, etc., ... culpabilis judicetur*. La seule différence est que, dans les cas d'attentats contre les personnes, le texte législatif n'exprime pas la réserve signalée plus haut, *excepto capitale et dilatura*. Cette différence n'a pas besoin d'être expliquée. Comment admettre que cette formule invariable vise une amende dans certains cas et une composition dans d'autres ? Dira-t-on que la maladresse des rédacteurs de la Loi salique et la pauvreté de leur vocabulaire latin suffisent à expliquer l'emploi d'une même formule pour désigner deux sanctions aussi différentes ? La lecture de la Loi ne permet guère de l'admettre. S'ils avaient eu à exprimer deux idées distinctes, les rédacteurs eussent employé deux formes différentes, quitte à commettre un barbarisme de plus.

Certains articles de la Loi salique relatifs aux attentats contre les personnes portent d'ailleurs en toutes lettres le mot *fretus*, amende. Ainsi, titre XIII, § 6 : « Si vero puella quae trahitur in verbum regis fuerit, *fritus* exinde MMD denarios qui faciunt sol. LXIII est. » La rédaction même de cet article est expressive. On vient d'examiner, dans les paragraphes précédents, diverses espèces de rapt, par trois hommes, par des hommes armés, etc., en formulant les sanctions habituelles ; puis la Loi stipule que si la jeune fille ainsi enlevée est *in verbo regis*, le *fretus*, l'amende sera de tant. Ne doit-on pas en conclure que les chiffres précédemment inscrits, trois *solidi*, cinq *solidi*, etc., désignaient également des amendes ?

On fera une remarque analogue à propos du § 5 du titre XXIV : « Si vero puer infra XII annos aliqua culpa committat, *fretus* ei nullo tenus requiratur. » Il s'agissait dans les articles précédents de meurtres commis sur des enfants, sur des femmes, et le législateur indiquait, pour les divers cas, la somme à exiger du criminel ; puis, venant au cas où le coupable est un enfant, il établit que nulle amende ne sera exigée de cet enfant. N'est-il pas légitime d'en inférer que dans les articles précédents il s'agissait également d'amendes. Si inexpérimentés dans le maniement de la langue latine qu'on suppose ceux qui ont rédigé la Loi salique, l'emploi même de *vero* (*si vero puella, si vero puer*) suffirait presque à le démontrer.

Admettons cependant pour un instant le système traditionnel ; reconnaissons des tarifs de compositions dans les sanctions prévues

par la Loi salique toutes les fois qu'il s'agit de crimes ou de délits contre les personnes. Nous allons nous heurter, en comparant les divers articles, à de criantes invraisemblances : un homme libre s'est permis de prendre la main d'une femme libre<sup>1</sup>. La Loi l'oblige à payer une somme de quinze sous d'or. A-t-il serré le bras de cette femme? Trente *solidi*<sup>2</sup>. Sa main s'est-elle aventurée au-dessus du coude? Trente-cinq *solidi*<sup>3</sup>. Sont-ce là des compositions et la victime devra-t-elle en bénéficier? Ce serait bien peu moral et surtout ce serait vraiment bien payé.

Voici maintenant d'autres cas. Un homme a été frappé à la tête. Il a le crâne fracassé. Trois os (?) sont brisés et le cerveau est à nu<sup>4</sup>. Il n'en réchappera vraisemblablement pas. Qu'exigera la Loi de celui qui le mit en si mauvais point? Trente sous d'or. C'est vraiment peu comme indemnité<sup>5</sup>. Un autre a eu l'abdomen ouvert et les organes internes sont atteints<sup>6</sup>. Le coupable devra trente *solidi*, plus cinq de frais médicaux, en tout trente-cinq *solidi*, juste autant que le personnage entreprenant de tout à l'heure qui avait serré le bras d'une femme au-dessus du coude.

Quelque différentes que fussent des nôtres les idées des contemporains de Clovis, il semblera vraiment inadmissible que la Loi ait prévu une composition ou indemnité aussi copieuse pour un dommage en somme fort mince<sup>7</sup> et une autre aussi maigre pour un dommage infiniment plus sérieux.

Admettons, au contraire, qu'il s'agisse non de compositions, mais

1. XX, § 1 : « Si quis ingenuus homo ingenue muliere manum vel brachio aut digito extrinxerit, cui fuerit adprobatum, sol. xv culpabilis judicetur. »

2. XX, § 2 : « Si brachium presserit, sol. xxx componat. »

3. XX, § 3 : « Certe si super cubitum manum miserit, mcccc dinarios qui faciunt sol. xxxv, culpabilis judicetur. »

4. XVII, § 3 : « Si quis alterum in caput plagaverit ut cerebrum appareat, et exinde tria ossa quæ super cerebro jacent, exierint, mccc dinarios, qui fac. sol. xxx, culp. jud. »

5. On observera que la Loi prévoit pour le meurtre d'un homme libre 200 *solidi*. S'il s'agit de compositions, on trouvera bien excessive la différence de traitement, 200 *solidi* pour racheter un meurtre, 30 pour une blessure mortelle.

6. XVII, § 4 : « Si vero inter costas fuerit aut in ventrem ita ut vultus appareat et usque ad intrania perveniat, sol. xxx culp. jud. præter medicatura sol. v. »

7. Il ne semble pas que les Francs aient toujours été d'une susceptibilité excessive en ces matières si délicates. Si la loi est souvent sévère, les mœurs le sont moins. La lecture de Grégoire de Tours le montre assez. On retiendra par exemple l'histoire de ce malheureux Eulalius qui vint auprès de Contraan se plaindre de sa femme, « quæ eum spreverat, et ad Desiderium transierat. Sed in ridiculum et ad humilitatem redactus, siluit » (*Hist. Franc.*, l. VIII, ch. 27).

d'amendes. On comprend très bien que la Loi frappe sévèrement l'homme qui s'est comporté grossièrement à l'égard d'une femme mariée. La Loi doit, dans l'intérêt public, faire respecter la famille et les bonnes mœurs, et le coupable ne peut guère invoquer d'excuses. Par contre, son indulgence relative s'explique à l'égard de l'homme qui, au cours d'une rixe, a frappé son adversaire, même mortellement. Dieu sait si de telles rixes étaient fréquentes alors; aujourd'hui même, notre code pénal se montre en somme peu sévère pour les délits correspondants : coups et blessures simples; coups et blessures ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner.

Plusieurs articles de la Loi salique prévoient le versement de sommes plus ou moins fortes dans certains cas où le dommage éprouvé est nul. Un homme en a voulu frapper un autre et son intention de tuer était certaine; la Loi exige de lui soixante-trois *solidi*<sup>1</sup>. Celui-ci a lancé contre son adversaire une flèche empoisonnée. Il ne l'a pas atteint. Son intention de tuer était évidente, coût : soixante-trois *solidi*<sup>2</sup>. Un troisième a employé, pour se débarrasser d'un ennemi, des maléfices, d'ailleurs demeurés sans effet : soixante-trois *solidi*<sup>3</sup>. Peut-on dire que ces soixante-trois *solidi* seront alloués aux victimes (?) en réparation d'un dommage qui d'ailleurs n'existe pas? N'est-il pas évident que ce sont là des amendes, d'ailleurs très sévères, punissant le crime de tentative de meurtre?

La Loi salique prévoit encore au titre XXV, § 2, le cas où un homme libre et une jeune fille libre se sont unis de leur propre gré (évidemment en dehors du mariage). L'homme devra verser quarante-cinq *solidi*<sup>4</sup>. Amende? Je veux bien, pour la raison donnée plus haut, c'est-à-dire à cause de l'intérêt qu'a la société à faire respecter la famille et les bonnes mœurs. Composition? On voit mal cette *puella conveniens* recevant ses quarante-cinq *solidi* d'indemnité.

Il est classique d'observer que la Loi salique châtie avec une sévérité spéciale les attentats contre les personnes attachées au roi ou employées à son service : Romains « convives du roi », Francs faisant partie de la truste royale, grafions ou comtes royaux. Tous ont droit

1. XVII, § 1 : « Si quis alterum voluerit occidere, et colpus falierit, cui fuerit adprobatum, sol. LXIII culp. jud. »

2. XVII, § 2 : « Si quis alterum de sagitta toxigata percutere voluerit et præterscupaverit, et ei fuerit adprobatum, sol. LXIII culp. jud. »

3. XIX, § 2 : « Si quis alteri maleficium fecerit, et ille cui factum fuerit evaserit, auctor sceleris qui hoc admisisse probatur sol. LXIII culp. jud. » On observera la disproportion entre cette somme de soixante-trois *solidi* et celle qu'on exige de l'homme qui a fracassé le crâne d'un autre (trente *solidi*).

4. XXV, § 2 : « Si quis, cum ingenua puella, spontanea voluntate, ambis convenientibus, mechati fuerint, mcccc din. qui faciunt sol. XLV culp. jud. »

au triple tarif. S'agit-il de compositions? La triple sanction ne se conçoit guère, car enfin on ne voit pas pourquoi le fait que la victime appartenait au roi serait de nature à rendre plus sensible, *dans tous les cas*, le dommage éprouvé par sa famille. S'agit-il, au contraire, de sanctions exclusivement pénales, d'amendes? L'augmentation paraît toute naturelle. Un pouvoir organisé doit toujours faire respecter ses agents, et nous-mêmes nous punissons plus sévèrement les attentats contre les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Nous trouvons une confirmation intéressante de cette doctrine dans le § 6 du titre XIII, que nous avons déjà mentionné. Il s'agit du rapt de la *puella in verbo regis*. Le rapt simple est puni d'amendes assez faibles. Mais si la jeune fille enlevée est *in verbo regis*, la somme à verser est de soixante-trois *solidi*. Ce n'est pas que le dommage soit plus fort et il n'y a pas lieu d'exiger une réparation pécuniaire plus élevée. La *puella in verbo regis* n'occupe pas un rang social éminent. C'est simplement la jeune fille qui n'a pas de parents pouvant exercer sur elle le *mundium*. Mais, comme elle est placée sous la protection royale, celui qui lui a fait violence a porté directement atteinte à la dignité du roi. D'où l'élévation du tarif. Mais cette élévation, encore une fois, n'est compréhensible que s'il s'agit d'une amende.

Les sommes prévues sont généralement triplées, non seulement dans le cas où la victime est au service du roi, mais encore lorsque l'assassin a tenté de dissimuler le cadavre en le couvrant de branchages, en le jetant dans un puits<sup>1</sup>, ou encore lorsque l'assassinat est l'œuvre de plusieurs personnes<sup>2</sup>. Ce sont là des circonstances aggravantes qui justifient fort bien une augmentation de *peine*, mais il ne semble pas qu'elles puissent entraîner une composition plus forte, trois fois plus forte. Pourquoi la famille recevrait-elle, en sus du tarif normal, 400 *solidi* pour un simple homme libre, 4,200 pour un antrusion lorsque l'assassin a recouvert de branchages le corps de la victime? On se le demande vainement. De même, lorsqu'un homme a été assassiné par une bande armée, la famille n'a pas

1. XLI, § 2 : « Si vero eum in poteum aut sub aqua miserit, aut de ramis aut de quibuslibet rebus celaturus texerit, xxiv M din. qui fac. solidos dc culpabilis judecetur. »

2. XLII, § 1 : « Si quis, colecto contubernio, hominem ingenuo in domo sua adsalierit, et sibi eum occiderit, si in truste dominica fuerit ille qui occisus est, lxxii M din. qui faciunt sol. mcccc culp. jud. » XLII, § 2 : « Si vero in truste dominica non fuit ille qui occisus est, xxiv M din. qui fac. sol. dc culp. jud. »

éprouvé pour cela un dommage plus sérieux que si l'assassinat avait été l'œuvre d'un seul. Or, la Loi prévoit le versement d'une somme triple par chacun des complices (*singillatim*<sup>1</sup>, dit-elle expressément en un des articles relatifs au meurtre commis *in contubernio*). Amende? C'est parfait. Le crime n'est que plus odieux quand il est commis par une bande dont la réunion implique à peu près forcément le guet-apens<sup>2</sup>. D'ailleurs, l'existence même d'une bande armée étant toujours dangereuse pour l'ordre public, une répression sévère s'impose. Mais il ne peut s'agir ici de composition. Le résultat serait simplement de faire du meurtre *in contubernio* une opération très fructueuse pour la famille du mort.

Voici un autre cas où le tarif se trouve triplé. C'est lorsqu'un homme a été tué *in hoste*, à l'armée<sup>3</sup>. 600 *solidi* pour le simple guerrier; 4,800 pour l'antrustion. Pourquoi une telle augmentation s'il s'agit simplement de wergeld? Une atténuation aurait presque paru raisonnable, car enfin cet homme assassiné à l'armée avait des chances d'être tué par l'ennemi, auquel cas la famille eût tout perdu. Si la somme à payer est une amende, l'augmentation est au contraire toute naturelle. Le roi qui la prononce et doit en bénéficier a particulièrement intérêt, en présence de l'ennemi, à ne perdre aucun de ses soldats.

Le tarif s'élève également et atteint le chiffre de 600 *solidi* pour le meurtre d'un enfant, sans d'ailleurs que l'on prévoie de différences suivant le rang social occupé par la famille de cet enfant, ce qui eût paru raisonnable s'il s'agissait de compositions. Il me paraît impossible de justifier cette sévérité si remarquable de la sanction si l'on s'en tient à la théorie courante. Pourra-t-on croire que le dommage subi par la famille qui perd un enfant de moins de onze ans<sup>4</sup> soit supérieur au dommage éprouvé par une autre famille dont on a assassiné le père et le chef? Si, comme on le dit, les tarifs nous donnent le « prix de l'homme », n'est-il pas certain que la valeur d'un guerrier adulte dans une société toute militaire comme était la société franque devait être incomparablement plus élevée que celle d'un jeune enfant?

Il pourrait sembler légitime de présenter un raisonnement de tous points analogue à propos de la femme. Mais nous croyons, contrai-

1. XLIII, § 3.

2. « Si quis, *colecto* contubernio. »

3. LXII, § 1 : « Si quis hominem ingenuum in hoste occiderit et in truste dominica non fuit ille, qui occisus est, xxiv M din. q. f. sol. dc culp. jud. »

4. XXIV, § 1 : « Si quis puerum infra decem annos usque ad decimum plenum occiderit, cui fuerit adprobatum, xxiv M dinarios qui faciunt sol. dc culp. jud. »

rement à l'opinion habituelle, que le tarif appliqué au meurtre de la femme libre est seulement de 200 *solidi*, c'est-à-dire qu'il est égal au tarif de l'homme libre. Ceci déjà permet difficilement de considérer la pénalité prévue par la Loi comme une simple composition. Le « prix de la femme » dans une société telle que la société franque devait être certainement jugé inférieur au « prix de l'homme ».

On nous accusera sans doute de ne pas avoir lu le texte avec assez d'attention et de négliger ainsi un argument propre à renforcer notre thèse. Le § 6 du titre XXIV dit en effet expressément <sup>1</sup> que le meurtre de la femme sera passible d'une triple sanction, 600 *solidi*. Nous demanderons seulement de rapprocher cet article de celui qui vise le meurtre de la femme ayant passé l'âge d'avoir des enfants <sup>2</sup>. Ce cas figure au tarif pénal pour 200 *solidi* seulement. C'est donc là, pourrait-on dire, le tarif *net* punissant le meurtre de la femme. Le chiffre de 600 *solidi* ne s'applique que dans le cas où, — circonstance aggravante, — la femme est en âge d'être mère et peut par conséquent se trouver en état de gestation <sup>3</sup>.

Quelle que soit la solution admise sur ce point particulier, il ne semble pas qu'on puisse nier la valeur de l'argument tiré du triple tarif appliqué au meurtre de l'enfant et du tarif simple, triple ou quadruple, visant le meurtre de la femme. Ces dispositions de la Loi salique ne sont compréhensibles que s'il s'agit d'amendes.

Tels sont les arguments qui nous ont paru propres à justifier notre thèse. Le lecteur a déjà pu en former six groupes principaux :

a) Emploi de la formule uniforme *culpabilis iudicetur* et du mot *fretus* dans le texte même de la Loi.

b) Disproportion entre les sanctions qui punissent certains crimes ou délits si l'on considère ces sanctions comme des compositions. Cette disproportion cesse d'exister dès qu'on admet qu'il s'agit d'amendes.

c) Invraisemblance qu'il y ait eu composition lorsqu'il n'y a pas eu dommage.

1. « Si quis femina ingenua postquam coeperit habere infantes occiderit, xxiv M dinarios qui faciunt sol. dc culp. jud. »

2. XXIV, § 7 : « Post quod infantes non potuit habere, qui eam occiderit cc sol. culp. jud. »

3. Si l'état de grossesse était visible, l'assassin ayant commis un double crime, le tarif s'élève à 800 *solidi*, soit 200 pour la femme et 600 pour l'enfant : « Si quis femina ingenua et gravida trabaterit, si moritur, xxviii M din. qui fac. sol. dccc culp. jud. » (XXIV, § 3). Nous ne nous flattons pas de donner ici une explication certaine des différences un peu déconcertantes établies par la Loi salique entre le meurtre de la femme *gravida*, de la femme *quas coepit habere infantes* et de la femme âgée. Nous nous contentons d'en proposer une à peu près vraisemblable.



d) Aggravation des sanctions dans le cas où le respect dû à l'autorité royale est en jeu; cette aggravation n'étant guère admissible que s'il est question d'amendes.

e) Impossibilité de comprendre la triple composition dans le cas où la famille n'a pas éprouvé un dommage sensiblement plus fort (cadavre dissimulé, etc.); la triple amende s'expliquant au contraire naturellement.

f) Invraisemblance absolue de la triple composition pour le meurtre de l'enfant et de la composition simple ou triple pour le meurtre de la femme; cette invraisemblance disparaissant s'il s'agit d'amendes.

\* \* \*

Il faut nous attendre à de graves objections. L'une des plus sérieuses, parce que directe et en quelque sorte matérielle, est l'emploi fréquent, dans le corps même de la Loi salique et dans les textes contemporains, des mots *componere*, *compositio* toutes les fois qu'il s'agit de la sanction d'un crime ou d'un délit. Le sens de ces mots ne paraît pas douteux. Ils doivent signifier évidemment s'entendre, s'arranger, arrangement (entre le meurtrier et la famille de sa victime).

A vrai dire, leur signification est loin d'être aussi constante. Fustel de Coulanges observe avec raison que ces mots sont en somme assez vagues. Quelques exemples montreront qu'il est impossible d'en tirer argument contre notre doctrine et que dans certains cas leur emploi la fortifierait plutôt.

Nous lisons, dans la Loi, titre XX, § 2 : « Si brachium presserit, xii sol. *componat*. » La signification de *componere* paraît ici certaine. Il doit s'agir d'une indemnité que versera le délinquant. Mais reportons-nous au titre L : un homme ne veut pas tenir une promesse de paiement qu'il a faite : *si adhuc noluerit componere*, dit la Loi. Il ne saurait, dans ce cas, être question de composition. Dès lors, nous ne pouvons conserver la certitude que nous avait inspirée le mot *componat* qui figurait dans l'exemple précédent. Parcourons l'*Histoire des Francs* de Grégoire de Tours. Nous lisons au livre VII, § 3 : « Composuit tamen filius Saxo mortem ejus. » Le sens ne peut être douteux; il s'agit d'une composition, d'un arrangement entre l'assassin et la famille de sa victime. Mais, au paragraphe précédent du même livre, *componere* désignait un accord intervenu entre deux parties à la suite de dommages réciproques. Au livre IX, § 48, on voit les Bretons envahir le pays nantais, où ils commettent des dégâts. Le roi Gontran intervient et les Bretons promettent de *componere*

pour 2,000 *solidi*. Le sens de ce verbe devient donc de plus en plus flottant.

Un autre passage de Grégoire de Tours montrera mieux encore l'élasticité de *componere*. Nous le trouvons au livre VII, § 47 : des meurtres successifs ont été commis à Tours. On a tenté de rétablir la paix<sup>1</sup>. Puis d'autres meurtres troublent encore la ville, Grégoire s'entremet et donne de bons conseils : « Et qui malum gessit, *componat*. Etsi illi qui *noxae* subditur minor est facultas, argento ecclesiae redimetur. » Voici donc le verbe *componere* employé à propos d'une amende, *noxa*.

Un troisième passage du même Grégoire (VI, 23) est encore plus instructif. A l'occasion de la naissance d'un fils, le roi Chilpéric « jubet omnes custodias relaxari, vinctos absolvi, *compositionesque* negligentum *fisco debitas praecepit omnino non exigi* ». Que peuvent être ces *compositions dues au fisc*, sinon des amendes?

Nous mentionnerons enfin un texte officiel tout aussi démonstratif<sup>2</sup>. Le roi déclare vouloir imposer à tous le repos dominical, et il ajoute : « Si quis cum ingenuus... alia opera in die dominico facere praesumpserit, si Salicus fuerit, solidos quindecim *componat*... »

On ne saurait donc tirer un argument sérieux de l'emploi de *componere*. Dans le langage du temps, l'homme qui *componit* est simplement l'homme qui se met en règle avec la Loi ou avec les particuliers qu'il a lésés.

Une autre objection peut être tirée de ce que nous appellerions volontiers le consentement universel. Est-il possible qu'une erreur d'interprétation aussi forte ait pu être commise à propos d'un texte cité, invoqué depuis plus de dix siècles, commenté de nos jours par tant d'érudits, alors surtout que parmi les commentateurs figurent des hommes tels que de Savigny ou Fustel de Coulanges? Nous croyons pouvoir, dans une certaine mesure, l'expliquer.

Il faut distinguer ici entre le droit et le fait. Sous le régime de la Loi salique, l'État doit intervenir, par ses agents, chaque fois qu'un attentat a été commis et exiger des coupables des amendes plus ou moins élevées, suivant la gravité de la faute. Mais cette intervention n'a lieu, de toute évidence, que si l'État est organisé, armé, si sa justice fonctionne normalement. Ce fonctionnement régulier de la

1. « Dehinc, cum in iudicio civium convenissent, et praeceptum esset ut Austregesilus qui homicidia erat ... *censura legali condemnaretur*... » Ne doit-on pas noter en passant la forme même employée par Grégoire de Tours; ce jugement, cette condamnation n'éveillent-ils pas l'idée d'une peine véritable et non d'un simple accommodement?

2. *Decretio Childeberti*, § 14 (*Capitul. reg. Francorum*, éd. Boretius, t. I, p. 17).

justice a peut-être existé sous le règne de Clovis et de ses successeurs immédiats. Mais, dès la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle, la situation se modifie fâcheusement. Grégoire de Tours nous montre Sigebert, Chilpéric, Gontran, ses contemporains, tantôt forts et justiciers, tantôt, — plus souvent, — désarmés et impuissants. Or, le mal a toujours empiré par la suite. Le désordre est devenu général, les assassinats journaliers. L'État n'intervenant pas pour assurer la répression des crimes, les intéressés ont été contraints d'agir seuls, et, suivant les cas, de se venger ou d'accepter une composition pécuniaire et de faire la paix.

Les rois essaient bien d'empêcher la conclusion entre particuliers de tels arrangements<sup>1</sup> qui, — entre autres conséquences, — les privent d'une partie de leurs revenus. Childebert II, par exemple, interdit la composition : « Non de pretio se redimat aut componat (le meurtrier). » Mais l'anarchie générale et la faiblesse du pouvoir royal rendaient inefficaces de telles défenses. Il aurait fallu, pour que la Loi fût obéie, que la justice royale suivit son cours. Or, elle n'intervenait plus.

Dès lors, l'habitude s'établit de considérer la composition, c'est-à-dire le versement d'une somme d'argent à la partie lésée comme la sanction régulière, normale, des délits et des crimes. Les annalistes, témoins de meurtres innombrables dont la conséquence était toujours soit une *vendetta*, soit un arrangement par composition, sans que l'État, trop faible, s'en mêlât jamais, ont enregistré simplement les faits et nous ont transmis cette opinion que dans les royaumes barbares les attentats contre les personnes se réglaient à prix d'argent entre le meurtrier et la famille de la victime, en dehors de toute intervention de la vindicte publique; mais, légalement, sous le régime de la Loi salique, c'est l'État qui punit ces attentats, et la réparation pécuniaire due aux victimes ou à leurs familles n'est qu'une conséquence secondaire de la condamnation qu'il prononce.

Le montant de cette réparation pécuniaire n'était pas fixé par la Loi, et, raisonnablement, il ne pouvait l'être. La réparation était sans nul doute variable suivant les cas et devait faire l'objet de décisions d'espèce. Nous en trouvons la preuve dans Grégoire de Tours (VII, 47), si nous voulons bien lire le texte sans idées préconçues : « *Medietatem pretii quod ei fuerat iudicatum... quae iudicaverunt...*

1. Nous nous sommes intentionnellement abstenus, pour ne pas étendre encore les proportions de cette note, d'examiner les autres lois barbares. On observera cependant que dans la Loi burgonde de Gondebaud et dans l'Édit de Théodoric, la composition est interdite. L'État seul intervient pour assurer la punition des criminels.

composuit... » De telles expressions ne sauraient être expliquées s'il existait un tarif fixe, une sorte de taxation automatique ne laissant place à aucun jugement véritable.

Les historiens qui se sont appliqués à l'étude des temps mérovingiens et de la Loi salique en particulier ont presque tous senti que le terrain se dérobaient sous leurs pas. Ils ont eu vaguement la notion qu'une grave erreur était commise, mais, dominés par la conception traditionnelle, ils n'en ont pas voulu rechercher l'origine. C'est ainsi que Pardessus, dans sa *Dissertation XII*, établit que les différences dans le taux des compositions répondent à des différences dans l'état social, la valeur d'un homme haut placé étant évidemment supérieure à celle d'un simple particulier. Il constate cependant qu'il y a des inégalités ayant une autre origine (cas de l'enfant, de la femme, du cadavre dissimulé, etc.). Mais, après avoir mentionné le fait, qui le trouble évidemment, il tourne court et ne cherche pas à l'expliquer. S'il eût été moins timide ou moins dominé par une conception toute faite, il se fût rendu compte que ces élévations de tarifs ne sont explicables que si l'on prend pour critérium non l'étendue du dommage subi, mais la gravité de l'infraction, en d'autres termes, si les sommes inscrites représentent non des compositions, mais des amendes.

Guizot<sup>1</sup> se rend compte également que le système constamment admis conduit à des contradictions, à des invraisemblances, et que les élévations de tarifs ne sont pas justifiées par l'augmentation des dommages, mais il se borne à le constater.

Fustel de Coulanges ne dissimule pas ses perplexités : « Ces tarifs furent-ils établis à l'origine par l'autorité publique ? Nos textes sont en contradiction sur ce point. Les deux lois franques présentent des tarifs fixes ; *les formules de jugement montrent l'absence de tout tarif*. Dans ces formules, le chiffre de la composition est toujours laissé en blanc, parce qu'il n'y avait pas de chiffres déterminés d'avance. L'acte réel portait le chiffre sur lequel les deux parties étaient tombées d'accord<sup>2</sup>. Souvent, en effet, il est écrit dans l'acte que les deux parties sont *convenues du prix* ; ou bien la partie qui l'a reçu écrit que *ce prix lui a plu*. Cette contradiction embarrasse<sup>3</sup>. »

1. *Essai sur l'histoire de France*, p. 192 et suiv.

2. A quoi bon des tarifs de compositions, si l'accord des parties est nécessaire pour fixer le montant de ces compositions ? Nous persistons d'ailleurs à penser que la somme due par le coupable à la famille de sa victime était fixée par un jugement. Bien entendu, si les intéressés se sont mis d'accord par avance, le juge n'a qu'à ratifier leurs conventions.

3. Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 494-495.

Pour que cette contradiction cesse d'embarrasser en cessant d'exister, il faut et il suffit que l'on admette le système que nous avons essayé de justifier et que nous résumerons ainsi :

En droit, d'après la Loi salique, les crimes et délits (contre la propriété ou contre les personnes) étaient passibles d'une double sanction : 1<sup>re</sup> sanction pénale, consistant à peu près invariablement dans le paiement d'une *amende* plus ou moins élevée suivant la gravité de la faute (*fretum*) ; 2<sup>o</sup> sanction civile, c'est-à-dire versement à la partie lésée d'une indemnité ou *composition* plus ou moins élevée suivant l'importance du dommage subi (*faida*). Le texte de la Loi nous fait connaître les tarifs des amendes destinées à réprimer les diverses infractions. Ce texte ne fixe pas le montant des indemnités ou compositions qui variaient suivant les cas et devaient faire l'objet de jugements spéciaux.

François Ricci.

## DEUX BREFS INÉDITS DE LÉON X A FERDINAND

AU LENDEMAIN DE MARIGNAN.

Les années 1515-1516 marquent, on le sait, une date critique dans la politique de Léon X. C'est un fait qui a été suffisamment mis en lumière par Roscoe, par les divers historiens de François I<sup>er</sup>, par M. Madelin, M. P. Richard, et tout récemment par M. L. Pastor<sup>1</sup>.

Le pape avait d'abord voulu conserver la neutralité. Cependant, en juillet, il adhère à la ligue formée par le roi des Romains, le roi d'Aragon, Florence, les Suisses et Sforza pour la défense de l'état de Milan, ligue proclamée en août. Mais, avec beaucoup d'habileté, il évite tout conflit direct avec la France<sup>2</sup>. « S'il avait eu besoin, dit Roscoe<sup>3</sup>, d'une excuse auprès de ses alliés pour son apparente versatilité, il l'aurait trouvée dans les temporisations des Suisses et les hésitations de Cardona. Mais, ajoute judicieusement son biographe, il est probable qu'il était beaucoup plus préoccupé de s'excuser lui-même auprès du roi ». N'avait-il pas, durant toute l'année 1515,

1. L. Pastor, *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters*, t. IV, 1<sup>re</sup> partie (1906), *passim*.

2. Madelin, *De conventu Bononiensi*, p. 17.

3. Roscoe, *Life and pontificate of Leo the tenth*, t. III, p. 41.

adressé, en faveur de ses parents ou en faveur de Bibbiena, des lettres très amicales à François I<sup>er</sup> et à Louise? Évidemment, le pape n'était pas tout entier dans le camp de la Ligue.

Le coup de théâtre de Marignan va mettre un terme à ses hésitations. Le premier moment d'abattement passé, il se hâte d'envoyer Canossa auprès de François I<sup>er</sup><sup>1</sup>, et les négociations aboutissent au traité du 13 octobre<sup>2</sup>, c'est-à-dire à une alliance formelle dont l'un des objets est de conserver à la France l'état de Milan.

C'est donc la rupture inévitable avec la Ligue. Si Léon X n'est pas encore devenu, suivant la remarque de Roscoe, « l'adversaire » de ses anciens alliés, du moins a-t-il cessé d'être leur « associé »<sup>3</sup>.

Dès lors, il multiplie les prévenances à l'égard de la France. Déjà, le 28 septembre, après avoir lu le projet de traité apporté à Rome par Canossa, il félicitait François I<sup>er</sup> de ses sentiments envers l'Église<sup>4</sup>; il en exprimait sa joie, le même jour, dans des lettres au grand maître et au duc de Savoie. Plus tard, c'est l'entrevue de Bologne qu'il célèbre dans une lettre à Louise, où il vante l'attitude filiale de François I<sup>er</sup><sup>5</sup>.

Le thème de ses lettres est toujours le même. Il considère que la réconciliation de François I<sup>er</sup> avec le Saint-Siège est un événement heureux non seulement pour la papauté, mais pour « la république chrétienne » tout entière<sup>6</sup>. François I<sup>er</sup> lui apportera « profit et gloire ».

Le « profit » de la république chrétienne, c'est l'organisation de la croisade contre les Turcs; la « gloire » ce sera de reconquérir la Grèce et les lieux saints. — Je ne veux pas dire que Léon X ait sérieusement pensé à la croisade. Mais il a peut-être eu le sincère désir de secourir la Hongrie menacée par Sélim II, et surtout il a trouvé le prétexte qui lui était nécessaire pour expliquer à ses anciens alliés sa complète volte-face : s'il a ouvert les bras à Fran-

1. *Journal de Jean Barrillon*, t. I, p. 13 et 55.

2. Le projet de traité, corrigé par le pape, est ratifié par François I<sup>er</sup> le 9 oct., par Léon X le 13.

3. *Life and pontificate of Leo the tenth*, t. III, p. 76.

4. *Epistolarum P. Bembi... nomine Leonis X... scripturarum* (éd. Zetzner, 1611), livre XI, 5 kal. oct. — Voy. aussi Roscoe, *op. cit.*, t. III, app. CXXV, et Barrillon, p. 139 : « Multa enim plura et clariora nobis de optimo tuo erga Dei ecclesiam Sedemque hanc ipsam sanctam atque nos animo... narravit. »

5. Zetzner, p. 244.

6. Lettre du 28 septembre : « Itaque, ejusmodi tuæ et virtuti et pietati omnem nostram et Reipublicæ dignitatem tuendam... » Lettre à Louise (Zetzner, p. 244) : « Valde enim confido fore ut ea res universæ christianæ reipublicæ maximam utilitatem et gloriam pariat. » — Voy. Roscoe, *op. cit.*, t. III, p. CXXV-CXXVII, circulaire aux cardinaux.



çois I<sup>er</sup>, c'est que le jeune roi très chrétien est le futur chef de la croisade. François I<sup>er</sup>, au reste, ne ménageait pas les promesses et les assurances<sup>1</sup>.

Aussi, dans une lettre adressée le 44 décembre au roi de Portugal<sup>2</sup>, Léon X se félicite des résultats de l'entrevue de Bologne; il fait l'éloge de François I<sup>er</sup>, il vante son respectueux dévouement pour l'Eglise romaine; il exhorte son correspondant à entrer dans cette nouvelle et sainte alliance qui aura pour objet l'expulsion du Turc. Il s'exprime de même dans une lettre aux Grisons, puis dans des lettres aux Suisses des huit cantons et à Schinner. Les mêmes thèmes reviendront dans ses lettres de janvier<sup>3</sup> et de mai 1516 à François I<sup>er</sup> pour l'exciter à fournir des secours en argent au roi de Hongrie, et dans sa lettre du 13 mars à l'évêque de Veszprény<sup>4</sup>, comme dans sa lettre au cardinal d'York.

Une chose serait faite pour nous surprendre, c'est qu'au moment même où il s'employait si activement à colorer sa défection, le pape n'eût point songé à écrire au principal de ses alliés, à Ferdinand d'Aragon. Or, les recueils épistolaires de Sadolet<sup>5</sup> et de Bembo ne contiennent, pour les mois de septembre 1515 à janvier 1516, aucune lettre de Léon X à Ferdinand. On n'en trouve pas davantage mention dans les tables de concordance où M. Pastor a fait figurer les lettres de Bembo qui manquent aux diverses éditions et qui existent aux archives Vaticanes<sup>6</sup>. Une telle lacune est étrange.

En réalité, cette lacune peut être comblée. Dans ses recherches aux archives de Simancas, mon collègue M. Calmette a été assez heureux pour mettre la main sur deux brefs de Léon X à Ferdinand, et c'est sa copie<sup>7</sup>, qu'il a bien voulu me communiquer, qu'on lira plus loin. Le premier de ces brefs, rédigé par Sadolet, est daté de Rome, le 4<sup>er</sup> octobre 1515; c'est-à-dire qu'il est écrit au lendemain de Marignan<sup>8</sup>, au moment même où se poursuivaient les négociations confiées à Canossa. Le second, dû à Bembo, est de Bologne, 44 décembre 1515<sup>9</sup>; il enregistre les résultats de l'entrevue.

1. Voy. Charrière, *Négociations dans le Levant*, t. I, p. cxxx, et Barrillon, t. I, p. 172. — J. Ursu, *Politique orientale de François I<sup>er</sup>*, p. 7-9.

2. Zetzner, p. 248.

3. Charrière, t. I, p. 6, d'après l'original des Archives nationales.

4. J. Ursu, *op. cit.*, p. 9.

5. *Epistolæ Leonis X... nomine scriptæ*. Rome, 1759.

6. T. IV, 2<sup>e</sup> partie, app. : *Die Leoninischen Briefe des P. Bembo*. — Nous n'avons pu consulter le livre de M<sup>lle</sup> Corinna Miglioranza (voy. *Bull. italien*, t. VII, p. 356-360).

7. Copie que je n'ai pu collationner moi-même sur l'original.

8. La lettre au roi sur le projet de traité est de l'avant-veille, 28 septembre.

9. Le roi est arrivé à Bologne le 11 (voy. Barrillon, p. 166).

Ces deux brefs nous permettent de suivre le développement de la politique pontificale.

Dans le premier, le pape, visiblement, s'excuse. La victoire de François I<sup>er</sup> a été complète; il s'agissait donc de détourner un grand et imminent péril, non seulement du Saint-Siège, mais de tous les confédérés et de Ferdinand lui-même. Il est triste d'en avoir été réduit à cette douloureuse extrémité, mais il n'y avait pas moyen de faire autrement : « Aliud, quod ageremus, nihil erat. » Plus de Suisses, pas de troupes alliées : François I<sup>er</sup>, si on l'eût laissé faire, eût envahi toute l'Italie. Ne valait-il pas la peine, pour éviter ce malheur, de céder sur la question de Milan? Pas un mot, dans cette première lettre, sur les vertus de François I<sup>er</sup> : on se contente de l'appeler, clause de style, « notre très cher fils en Christ ». Mais il est encore « l'adversaire » et le « vainqueur ».

Léon X, on le voit, n'est pas complètement remis de l'ébranlement que lui a causé la nouvelle de Marignan, nouvelle de défaite, prise d'abord pour une nouvelle de victoire. Il a plié sous l'orage; il plaide, auprès de son allié, les circonstances atténuantes. — Tout autre est le ton du bref du 14 décembre. On commence par y chanter, sur le mode lyrique, les mérites du roi très chrétien, mérites qui ont frappé d'admiration tout le collège des cardinaux : sa sagesse, l'élévation de son esprit, sa ferveur religieuse, son dévouement ardent à l'œuvre sainte de la croisade. C'est le ciel qui l'envoie. Aussi les rois de l'Europe, et Ferdinand en particulier, n'ont-ils qu'une chose à faire : voler avec François I<sup>er</sup> au secours de la Croatie et de la Hongrie. Aux volontés concordantes du pape et du roi de France, que Ferdinand joigne sa volonté, sa sagesse, son autorité, ses forces, « et il n'y aura pas un seul roi ou prince, pourvu qu'il soit vraiment chrétien, lorsqu'il nous verra unis pour cette œuvre, qui ne se dispose à bien mériter du nom chrétien ». Loin de s'excuser de sa nouvelle politique, le pape s'en fait gloire, et c'est d'un ton assez haut qu'il offre à son ancien partenaire de s'y associer<sup>1</sup>.

Mais une chose nous frappe quand nous lisons ce bref du 14 décembre. Il semble que ces phrases éveillent en nous un écho, et comme le sentiment du déjà lu. — Ce sentiment n'est point une illusion. Le bref que nous donnerons plus loin n'est inédit qu'en tant qu'il est adressé à Ferdinand; mais il reproduit presque textuellement la lettre au roi de Portugal, datée du même jour.

Prenons cette lettre dans la collection des *Epistolae* de Bembo, et

1. Nous savons que l'ambassadeur de Ferdinand avait fait, à Rome et à Viterbe, tous ses efforts pour s'opposer à ce changement de front. Léon X fait une dédaigneuse allusion à ces entretiens.

comparons-en le texte avec celui que nous publions. La comparaison est instructive, et elle apporte une confirmation éclatante aux vues exprimées par Pastor dans son travail sur les lettres « léonines » de Pierre Bembo. Dans la lettre au roi de Portugal, qui nous est fournie par les recueils imprimés, nous avons le Bembo cicéronien, Bembo tel qu'il voulait se montrer au monde lettré. La lettre conservée à Simancas nous présente le Bembo diplomate, le secrétaire qui écrit avec précision sur des choses précises<sup>1</sup>. Le Bembo imprimé, le Bembo semi-païen date sa lettre du 49 des calendes de janvier, parle du roi des Gaulois, de la « république », du Dieu très bon, très grand ; le Bembo secrétaire pontifical date du 14 décembre, connaît les Français, le Saint-Siège, le Dieu tout-puissant.

Le Bembo imprimé parle à la première personne du singulier, et non du pluriel : Cicéron ne disait pas « nous ». — Il soigne ses phrases, les allonge, remplace un subjonctif par un gérondif, un « huc veniens » par un « cum venisset », « expeditio », qui sent son lansquenet, par « bellum », qui est dans le goût antique. Ces variantes peuvent intéresser l'histoire de la grammaire latine du xvi<sup>e</sup> siècle ; elles permettent de voir comment d'un « bref » on faisait une « epistola ».

D'autres variantes ont plus d'importance. Au roi de Portugal comme au roi d'Aragon, le pape, pour les exciter à la croisade, rappelle les services qu'ils ont déjà rendus à la cause chrétienne. Mais ces services ne sont pas les mêmes pour les deux rois. La Lusitanie est félicitée de n'avoir ménagé ni dépenses ni peines pour tenter des voies nouvelles, entreprendre des voyages « presque inouïs jusqu'alors » : allusions transparentes à ces navigations portugaises qui ont ouvert à la propagande chrétienne des contrées immenses.

De même, à la fin de la lettre, on dit au roi de Portugal : « Toi qui, par ton courage, sans alliés, sans appui, as su élargir jusqu'aux confins du monde et dans des terres inconnues le domaine du Christ, aide-nous à en faire autant au milieu même de l'Europe et dans cette Asie qu'il nous faut recouvrer. » — Pour Ferdinand, on se contente de vanter les guerres qu'il a glorieusement soutenues et menées à bien au service du Christ : comme si la prise de Grenade effaçait aux yeux du pontife la découverte du Nouveau-Monde. — Il faut reconnaître qu'à cette date de 1515 l'œuvre espagnole d'outre-mer ne pouvait encore soutenir la comparaison avec l'œuvre portugaise.

Reste une autre variante, plus curieuse encore. En l'excitant contre le Turc, Léon X donne à Ferdinand des raisons de fait, sérieuses et

1. Nous imprimons en italique les passages qui ont été supprimés ou modifiés dans l'imprimé et nous donnerons en note les variantes.

précises : il attire son attention sur les projets du sultan, il lui rappelle la récente invasion de la Croatie et de la Hongrie, la dévastation d'une partie de ces royaumes; si l'on n'arrête le Turc, c'est tout l'ensemble de la chrétienté qui va tomber sous sa domination. — Dans la lettre au roi Emmanuel, ce passage si riche de détails exacts est purement et simplement supprimé, ce qui donne à tout le morceau l'allure d'une vague exhortation.

Quelle est la raison de cette différence? Le pape a-t-il jugé inutile de mettre le roi de Portugal au courant des nouvelles qu'il recevait de l'évêque de Veszprény, tandis qu'il les transmettait à Ferdinand? Ou bien n'avons-nous pas affaire ici à un nouveau cas de ce cicéronianisme aigu auquel Bembo était sujet? *Croatia, Hungaria*, ces mots baroques et malsonnants ne sauraient trouver place dans une période savamment construite. Et il est sans doute inélégant de parler trop en détail de dévastations turquesques, de même qu'il est d'un barbare de donner au Turc le nom de « tyran » au lieu du nom de « roi ». Il n'est donc pas certain que la lettre authentique, celle qui fut réellement envoyée à Lisbonne, différât sur ce point de la lettre destinée à Ferdinand. D'une différence entre les deux textes, nous pouvons conclure à une différence entre les deux brefs, quand le texte imprimé de l'un ajoute au texte manuscrit de l'autre, comme c'était le cas tout à l'heure. Mais, quand c'est l'imprimé qui résume ce que le manuscrit développe, nous ne pouvons affirmer que le lettré n'a pas volontairement mis de côté les détails fournis par le secrétaire<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit de cette question, les deux brefs trouvés par M. Calmette éclairent, par leur rapprochement même, une des évolutions les plus singulières de la politique de Léon X.

Henri HAUSER.

## DOCUMENTS.

### I.

Leo PP. X<sup>mus</sup>. Carissime... Postquam hec successerunt quæ de rebus secundis carissimi in Christo filii nostri Francisci Francorum regis christianissimi, Mediolanensis status adeptione, discessu Helvetiorum, tue Majestati certo esse nota arbitremur, visum est ad fidem nostram pertinere pro nostra conjunctione facere te de omni consilio certiorum; quin accersito ad nos dilecto filio Hieronymo de Wich, oratore tuo,

1. Il faudrait, pour répondre à cette question, pouvoir comparer avec l'imprimé l'original ou la minute du bref adressé au roi de Portugal.

reque sepius inter nos disputata, illi etiam mandavimus ut ad te planius uberiusque perscriberet. Rebus jam profligatis et Francorum victoria nullam habente controversiam, dilectus filius nobilis vir Carolus Sabaudie dux<sup>1</sup>, pro ea affinitate et benivolentia que est illi nobiscum, et venerabilis frater Ludovicus, episcopus Tricariensis, apud regem Francorum nuntius noster, provisus periculis que imminebant, fide et benivolentia adducti, causam nostram cum ipso rege egerunt; multisque conditionibus et postulatis ultro citroque habitis, ea omnia sunt ad nos per eundem nuntium celerrime perlata; quæ primo tanquam citra auctoritatem nostram tentata atque tractata aspernantes, dolore potius quam ratione regi videbamur, et plane eramus talibus eventis rerum perturbatis. Deinde vero, perpensis diligentius periculis non solum nostris, sed etiam confederatorum nostrorum atque in primis tuis, cum presens rerum nostrarum excidium in sola voluntate victoris positum esset, huc consilium fuit omni prudentia conferenda ut minimis malorum eligendis maximorum malorum causas discuteremus. Itaque et adhibere animum cepimus et ad ea ipsa postulata cognoscenda, et quibusdam eorum vel demptis vel correctis<sup>2</sup>, sicut Majestas tua cuncta cognoscet, si illis stare vellet. Adversarii non repudiandam victoris amicitiam duximus, præsertim cum salva fide et dignitate nostra hoc incolumibus etiam fortunis confederatorum nostrorum fieret. Sane quidem dolemus rem in eum locum esse deductam, ut fuerit hoc consilium nobis necessarium, sed aliud quod ageremus, nihil erat. Robur et firmamentum communis cause quod fuerat, Helvetiorum exercitus, vel proelio deterritus vel quorundam ex ordinum ductoribus proditio et perfidia inductus, Italia excesserat; omnia a nobis fuge ac formidinis, ab adversariis spei ac serenitatis plena videbamur. Si ingruere vellet victor, nulla opposita præsidia habebamus, nec vero expectare aut sperare poteramus confederatorum subsidia; sine enim auxilio, rebus jam perditis, noster et sancte Ro. E. status in faucibus belli primus periculo expositus erat, a quo si cepisset hostis, non solum viribus auctior sed ab omni respectu solutior, tanquam prostratis semel justiciæ foribus et repagulis omnis reverentiæ dimotis, universam profecto Italiam armis occupavisset. Hec nos coegerunt ut consilium caperemus tante victorie impetum temperandi, non obstando, sed leviter cedendo, ratione in primis habita, ut ex priori fœdere minime excedamus, præterquam ea una in re quæ jam nulla nusquam est, Mediolanensis enim status defensio, ad quam communiter tenebamur, sicut nomen habet nunc nullum, ita ne rem quidem ullam habere jam potest, at reliquarum rerum defensio maxime nobis est cure, pro qua nos duarum opulentissimarum civitatum<sup>3</sup> possessione decedimus, ut ad detrimentum nostrum inviti, ut ad salutem confederatorum perli-

1. C'est en effet (Barrillon, t. I, p. 137) le duc de Savoie qui, de concert avec Canossa, engage les négociations.

2. Le projet lui fut en effet envoyé, et il y fit des corrections.

3. Parme et Plaisance.

benter, sed nostri Salvatoris Jesu Christi exemplo alienam incolumitatem damnis etiam nostris redimere pietati ac religioni consentaneum ducimus. Ergo fides nostra egregie constat : utinam ita constaret et dignitas<sup>41</sup>! Sed hujus aliqua jactura pro communi Italiæ salute bono pontifici videtur tolerabilis. Habes consilium nostrum, ut ita necessitate expressum, ita ab optimo animo profectum et constanti in nostrum fedus voluntate; quod si quæ ad nos capitula misit, iis ut a nobis correcta sunt acquiescere voluerit Franciscus rex; susceptum nobis est tuæ prudentiæ et virtutis meditari quo modo tantis periculis et calamitatibus communibus resistere valeamus. Nos eo casu nostre et S. Ro. E., cui divina voluntate presidemus, dignitatis auctoritatisque conservande, summam quidem ac primam in Deo spem, qui fecit potentiam in brachio suo, dispersit superbos mente cordis sui, deinde vero cum in aliis confederatis nostris, tum precipuam in tua Majestate repositam habemus, quæ quemadmodum et decet et solita est neque matri suæ S. E., neque suo honori ac status sui securitati defutura est, sicut et de hac re et de omnibus idem hic orator tuus ad tuam Majestatem copiose perscribet, cujus litteris fidem habebis. Datum Rome apud Sanctum Petrum sub annulo piscatoris, die primo octobris MDXV, pontificatus nostri anno tertio. Ja. Sadoletus.

(Arch. de Simancas, Bulas sueltas, n° 81.)

## II.

*Leo PP. X<sup>s</sup>. Carissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem<sup>a</sup>.*

Cum nobiscum per litteras et *inter<sup>b</sup>* nuntios diligenter egisset *carissimus in Christo filius noster<sup>c</sup>* Franciscus *Francorum<sup>d</sup>* rex *christianissimus<sup>e</sup>*, ut eum<sup>f</sup> ad nos accedere vellemus, intellexissemus que de illius recto in nos atque in *Sedem hanc sanctam<sup>g</sup>* universamque *christianam<sup>h</sup>* rempublicam, propenso animo multa, quæ spem nobis faciebant, si *is se<sup>i</sup>* contulisset, fore, ut ejusmodi congressus noster aliquid certe *boni<sup>j</sup>* ad<sup>k</sup> communem omnium Christi *fidelium<sup>l</sup>* utilitatem<sup>m</sup> pareret, libenti animo annuimus ut<sup>n</sup> Bononiam ad nos veniret<sup>o</sup>. Itaque ille ad tertium idus decembres *huc veniens<sup>p</sup>*, *palam quidem<sup>q</sup>* ita omnes<sup>r</sup> pii atque religiosi *sedemque hanc<sup>s</sup>* atque nos *reverentis et<sup>t</sup>* observantis principis<sup>u</sup> ac vere regis partes implevit, ut nihil neque a *nobis<sup>v</sup>* neque

1. Ce qui ne l'empêche pas d'écrire le 28 septembre à François I<sup>er</sup> : « Cum te videamus ejusdem sedis dignitatis et majestatis curam nolle negligere. »

Variantes des *P. Bembi Epistolæ*, l. XI (Zetzner, p. 248) : *a*. Regi Lusitanæ. — *b*. per. — *c*. *Ce mot manque.* — *d*. Gallorum. — *e*. *Ce mot manque.* — *f*. se. — *g*. *Manque.* — *h*. *Manque.* — *i*. se is ad nos. — *j*. *Manque.* — *k*. in. — *l*. *Manque.* — *m*. boni. — *n*. ei permisi ut ad me. — *o*. accederet. — *p*. Bononiam cum venisset. — *q*. *Manque.* — *r*. boni et. — *s*. Remque publicam. — *t*. *Manque.* — *u*. *Manque.* — *v*. me.



ab ullo ex venerabilibus fratribus nostris S. Ro. E. cardinalibus<sup>a</sup>, qui prope universi nobiscum<sup>y</sup> erant, desideraretur, secretioribus vero in sermonibus colloctionibusque nostris, cum illius animum atque mentem diligentius pertentaremus<sup>z</sup>, studia cogitationesque ipsius omnes ad rem christianam tuendam, juvandam, amplificandam, conversas atque directas cognovimus<sup>a</sup>, ipsum et<sup>b</sup> probum et mirifice prudentem et altius erectique animi, cum fidei et constantiæ admirabilis plenum, tum ut nihil deesse in illo quod ad rem faciat plane possit, et<sup>c</sup> facilem ad curas aliquas<sup>d</sup> suas omnes<sup>e</sup>, desideria, spes, conatus<sup>f</sup> remittendos perspeximus<sup>g</sup>, dum illa tam pia, tam justa, tam fructuosa, tam sane pernecessaria<sup>h</sup> in communem nostrum et Christi hostem Turcum expeditio<sup>i</sup> non verbis, ut sepe alias, sed re et<sup>k</sup> opera, ut nostro quidem tempore perque multos supra nos annos nunquam<sup>l</sup>, unanimi omnium<sup>m</sup> consensu conspirationeque suscipiatur : quæ cum vidissemus<sup>n</sup> regisque animum, quasi<sup>o</sup> manu tangatur, tenuissemus<sup>p</sup> (est enim plane bonus, hoc est aperto liberalique<sup>q</sup> ingenio preditus<sup>r</sup>), egimus<sup>s</sup> quidem primum omnipotenti Deo<sup>t</sup> genibus innixi<sup>u</sup> gratias qui nobis ejus Filii vicariam in terris indigno quidem gerentibus<sup>v</sup> dederit, ut tantum regem tanta virtute, tanta religione, tanto gerendarum rerum initio, ea etate, his opibus, ad eam perfectionem incipiendam<sup>x</sup> tam alacrem, tam nobis et cum sede hac sancta<sup>y</sup> conjunctum, tam nobiscum votis et studiis certantem<sup>z</sup>, quasi de celo missum haberemus<sup>a</sup>. Deinde has ad Majestatem tuam<sup>b</sup> litteras dandas duximus<sup>c</sup>, quibus<sup>d</sup> tibi ea omnia significavimus<sup>e</sup>, quæ quidem pro tua religione et fide<sup>f</sup> proque tuis ejusdem fidei<sup>g</sup> causa susceptis confectisque illustri cum tui nominis commendatione et gloria bellis<sup>h</sup> fore tibi gratissima non dubitavimus<sup>i</sup>, tum etiam ut ad Majestatem tuam per Redemptoris nostri crucem passionemque hortaremur<sup>j</sup> quando imminere nostris cervicibus Turcarum tyrannum<sup>k</sup> acerrimum ac bellicosum vides, qui, si alia argumenta nobis desint ut quid in nos moliat<sup>l</sup>ur scire præviderique possit, regna Croatiae atque Hungariae repentino impetu nuperrime aggressus partemque non parvam eorum regnorum depopulatus, multis mortalibus, quod sane miserimum est, ad abnegandam Christi fidem in nostrum obrobrium abduc-

x. meorum fratrum cardinalium. — y. pene omnes mecum. — z. pertentarem. — a. cognovi. — b. Manque. — c. autem cum et ut illa ætas fert, etiam prudentem et alto ac magno animo præditum, tum etiam. — d. Manque. — e. Manque. — f. conatusque omnes. — g. perspexi. — h. illud tam pium, tam justum, tam fructuosum, tam sane etiam necessarium. — i. in Turcas bellum. — j. et literis. — k. atque. — l. Manque. — m. Manque. — n. vidissem. — o. quos. — p. tenuissem. — q. Manque. — r. ac perliberali. — s. egi. — t. Deo o. M. plurimas. — u. innixus. — v. Manque. — x. suscipiendam. — y. nobiscum. — z. et consociatum. — a. aspicierem. — b. te. — c. dare volui. — d. tum ut. — e. significarem. — f. pietate. — g. Reipublicæ christianæ. — h. multa impensa, singulari perseverantia incredibili labore novis insinuat ac prope inauditis antea susceptis peregrinationibus et bellis. — i. dubitavi. — j. ut te hortarer abs teque etiam atque etiam peterem. — k. regem.

*tis, certe nos docet sese reliqua omnia christiani nominis loca ditionemque universam, nisi quamprimum ei obviam eatur, uno cursu atque tenore subversurum, ut te nobiscum ad tam pulcrum opus, tam tibi honorificum, tam Deo gratum<sup>l</sup> pares, atque ita pares ut, rejectis reliquis consiliis tuis omnibus, nihil cogites, nisi hoc<sup>m</sup> unum, quod quidem maxime omnium cogitandum, aggrediendum, conficiendumque<sup>n</sup> est. Speramus<sup>o</sup> enim in ipso cujus causam agimus Dominop, si ad nostram regisque Francorum conjunctamq voluntatem tuam etiam voluntatem<sup>r</sup>, tuam prudentiam, auctoritatem, tuas opes alacri magnoque animo adjunxeris, fore ut quæ alii omnes multorum seculorum reges vix optare ausi sunt<sup>t</sup>, nos adjuvante Altissimo<sup>u</sup>, summa cum christiani nominis<sup>v</sup> tuaque presertim laude, celeriter atque facillime consequamur. Nullus enim christianorum regum atque principum reliquorum<sup>x</sup> erit, modo vere christianus sit, qui, cum nos ad id conjunctos animatosque viderit, se non etiam comparet ad bene de christiano nomine pro virili parte communi in re atque causa promerendum, quemadmodum omnibus his de rebus latius cum oratore Majestatis tuæ<sup>y</sup> sumus loquuti. Accinge itaque te cum Dei benedictione<sup>z</sup>, Ali noster carissime et potentissime<sup>a</sup>, ad rem cogitationemque hanc<sup>a</sup> tam preclaram<sup>b</sup>, et Domino, qui tibi tantum regnorum dedit, eorundem regnorum opes prorue, quoc<sup>c</sup> recuperare amissa turpiter a majoribus nostris ea<sup>d</sup> quibus ipse nasci versarique inter mortales, demum etiam mortem pro nobis patie<sup>e</sup> voluit loca terramque plane sanctam possimus, ut ab illo gratus<sup>f</sup> tantorum in te promeritorum habere, possisque omnium justissima atque verissima gloria et letitia fruamur.*

Datum Bononiæ sub annulo Piscatoris, die XIII decembris M D XV, pontificatus nostri anno tertio<sup>h</sup>. — P. Bembus.

(Arch. de Simancas, Bulas sueltas, n° 82.)

*l.* te ut nobiscum hoc ad bellum. — *m.* quod dixi. — *n.* explicandumque. — *o.* spero. — *p.* Deo. — *q.* copulatam. — *r.* Manque. — *s.* ea. — *t.* Manque. — *u.* christianæ reipublicæ. — *v.* Manque. — *x.* legato tuo. — *y.* auspicio et nomine. — *z.* Manque. — *a.* Manque. — *b.* suscipiendam. — *c.* ut. — *d.* in. — *e.* pro salute nostre obire mortem. — *f.* qui te illi gratum. — *g.* christianæ ditionis fines ultimo in orbe terrisque ignotis tua tantum virtute, nullis sociis nulloque adjutore longe lateque promovendo præstitisti, idem de media in Europa atque Asia una nobiscum recuperanda gratum etiam præbeas, possisque ad tuam propriam pristinamque gloriam communis quoque gloriæ cumulum adjungere sisque omnium pariter et gratissimus et vera solidaque laude cumulatissimus. — *h.* Dat. XIX kal. Jan. M D XV. Anno tertio, Bononia.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### FRANCE.

#### ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE.

Les trois premiers tomes de la *Correspondance de Carnot*, qui doit embrasser toute son activité politique et militaire, de 1792 à 1815, ont été publiés de 1892 à 1897 par le regretté Étienne CHARAVAY. Le dernier s'arrêtait au 31 octobre 1793 et comprenait aussi la correspondance militaire du Comité de Salut public jusqu'à cette date. M. Paul MAUTOUCHET a été chargé de continuer le travail interrompu par la mort; mais le Comité des travaux historiques décidait en même temps que cette publication fût achevée en deux volumes. De là, nécessité de modifier le plan de Charavay; car il aurait fallu une longue série de volumes rien que pour mettre au jour les lettres signées par Carnot durant sa présence au dit Comité de Salut public, de la fin de 1793 à février 1795. M. Mautouchet a donc été forcé d'appliquer une méthode de publication plus restrictive à partir de la date à laquelle s'arrêtait le manuscrit laissé par Charavay, c'est-à-dire à partir de la fin de novembre 1793<sup>1</sup>. Il en est résulté un certain manque de proportions dans le présent volume, défaut qu'il ne faut point mettre sur le compte du nouvel éditeur, mais des circonstances. Ainsi, M. Mautouchet n'a plus donné que des analyses des pièces moins importantes et de celles que M. Aulard avait reproduites intégralement dans le *Recueil des actes du Comité de Salut public*; il fournit au contraire *in extenso* celles pour lesquelles M. Aulard renvoyait à la *Correspondance générale de Carnot*. Ceux qui ont pratiqué les volumes antérieurs regretteront aussi les innombrables et substantielles notices biographiques que M. Charavay accumulait dans ses annotations; peut-être qu'en supprimant encore certaines pièces, correspondances de service courant, pour

1. *Correspondance générale de Carnot*, publ. p. Étienne Charavay; t. IV. Paris, Impr. nationale, 1907, in-8°, ix-851 p. — Ce sont les pages 1-224 qui sont l'œuvre posthume de Charavay. Tout le reste a été édité par M. Mautouchet.

ainsi dire, et qui ne peuvent guère intéresser l'historien, l'on aurait pu ne pas supprimer complètement ces notices, si utiles dans une publication qui mentionne forcément une foule de personnages obscurs<sup>1</sup>.

Le travail de M. Eugène DÉPREZ, archiviste du Pas-de-Calais, sur les *Volontaires nationaux de 1791 à 1793*<sup>2</sup>, n'est pas, comme on pourrait le croire d'après le titre même de l'ouvrage, une histoire du grand mouvement patriotique, régularisé plus tard administrativement, qui entraîna une partie tout au moins de la jeunesse française aux frontières pour les défendre contre l'étranger. Cette histoire, on ne saurait l'écrire encore, puisque trop de matériaux indispensables sont encore enterrés dans nos dépôts d'archives, dont beaucoup sont à peine sommairement inventoriés, et la plupart n'ont jamais été explorés en détail pour cette période. Mais l'archiviste du Pas-de-Calais, s'il n'a point tenté ce travail impossible et qui absorbera les efforts de plus d'une génération, nous a fourni des indications qui pourront faciliter les recherches. Son premier chapitre (p. 9-46) traite de la formation et de l'organisation des bataillons départementaux, le second des sources de l'histoire des bataillons de volontaires (p. 47-96) dans les archives départementales, communales, hospitalières, particulières, où pourront se trouver des pièces nécessaires à cette histoire. L'auteur ne semble avoir exploré lui-même qu'un nombre assez restreint de dépôts publics ou privés, et, de prime abord, on peut supposer que bon nombre des registres, correspondances, rapports, etc., énumérés par M. Déprez, ont disparu depuis longtemps dans la majorité des communes. Mais son livre n'en fournit pas moins un cadre utile qui servira pour le classement de leurs extraits aux historiens futurs. Le gros du volume (p. 97-354) contient toutes les lois, les décrets et les proclamations des assemblées, les règlements, instructions et circulaires du ministère de la Guerre (14 juin 1791-14 avril 1795), classés dans l'ordre chronologique<sup>3</sup>. Un quatrième chapitre fournit les données sur la constitution du ministère de la Guerre et sur l'organisation des

1. Ce nouveau volume s'arrête au 12 ventôse an III (2 mars 1795). — P. 13, lire *Brumath* pour *Brumpt*; p. 22, *Stotzheim* pour *Slotzheim*; p. 321, le directeur de la fonderie de Strasbourg s'appelait Dartein.

2. Eugène Déprez, *les Volontaires nationaux (1791-1793). Étude sur la formation et l'organisation des bataillons, d'après les archives communales et départementales*. Paris, Chapelot, 1908, in-8°, 524 p.

3. Il aurait été bien désirable de posséder aussi un index *systématique*, à côté du répertoire purement *chronologique*; pour trouver tel renseignement spécial, il faut feuilleter 250 pages.

bureaux, de 1789 à 1795 (p. 353-383). Dans le cinquième chapitre, enfin, nous trouvons le tableau de l'emplacement des bataillons de volontaires de 1794 à 1793 (p. 385-516). C'était une tâche difficile de le constituer du premier coup d'une façon complète, et l'auteur concède lui-même qu'il est « rempli d'erreurs », dans la réponse, peu topique d'ailleurs, qu'il adresse à M. A. Chuquet, à propos de la critique si détaillée que l'historien des *Guerres de la Révolution* a faite du présent ouvrage<sup>1</sup>. La Bibliographie générale et départementale qui le termine est la bien venue, mais elle n'est pas absolument complète, tout au moins pour les départements de l'est, dont l'histoire révolutionnaire m'est mieux connue<sup>2</sup>.

Le livre de M. Marcel MARION sur la *Vente des biens nationaux pendant la Révolution*<sup>3</sup> est une contribution précieuse, parce que précise, à cette question si controversée dont s'occupait déjà notre dernier bulletin. D'abord, l'auteur a dépouillé patiemment les dossiers de deux nouveaux départements, la Gironde et le Cher, district par district; mais ce qui fait surtout le mérite de ce travail, c'est l'esprit de prudence et de critique, hostile à toute exagération, que le professeur de Bordeaux a porté dans ses enquêtes et le caractère purement scientifique de ses conclusions. Son livre, couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, pose bien les questions, fait les distinctions nécessaires entre les biens nationaux de première origine, provenant de l'Église, et ceux de deuxième origine, confisqués sur l'émigration, et indique avec raison la nécessité de procéder à un dépouillement bien plus complet des documents par tout le pays avant que de formuler des conclusions générales. M. Marion avoue même qu'il sera sans doute impossible de tirer jamais entièrement au clair certains éléments indispensables pour permettre un jugement définitif sur la question. Il a eu, en outre, le mérite spécial de poursuivre ses investigations au delà de

1. *Revue critique* du 12 novembre 1908. Quand M. Déprez lui répond : « Vous avez consacré plus de vingt pages à prouver que mes emplacements étaient erronés. Je le savais aussi bien que vous » (*Revue critique* du 17 décembre 1908), on doit regretter qu'ayant cette conviction l'auteur n'ait pas songé à corriger ses erreurs ou à patienter jusqu'à ce qu'il fût en mesure de le faire, au lieu de mettre en circulation des données inexactes.

2. Je citerai seulement l'*Histoire de l'Alsace* de Strobel, continuée par Engelhardt pour l'époque révolutionnaire, l'*Histoire de la Révolution dans le Haut-Rhin* de Véron-Réville, les *Vosges pendant la Révolution* de Félix Bouvier, etc.

3. Marcel Marion, *la Vente des biens nationaux pendant la Révolution, avec étude spéciale des ventes dans les départements de la Gironde et du Cher*. Paris, H. Champion, 1908, in-8°, xvii-448 p.

l'ère révolutionnaire proprement dite (à travers le Directoire, le Consulat, l'Empire et jusqu'à la Restauration) et essayé de contrôler le mouvement d'achat, de vente et de revente des biens nationaux jusqu'à cette dernière époque. On trouvera dans les différents chapitres du livre une foule de détails significatifs et curieux sur la nature et la vente des terres; sur la participation de la noblesse, de la bourgeoisie et même du clergé à l'achat des biens ecclésiastiques; sur les vols et les concussions administratives qui se produisirent dans la manipulation des biens d'émigrés de 1793 à 1799; sur la façon dont les fermiers nationaux exploitèrent les domaines et sur les profits qu'ils y firent en appauvrissant la terre; sur l'incurie des administrations, etc. On peut accepter, je crois, dans leur ensemble les conclusions d'un travail basé sur des documents si nombreux et conduit avec tant de critique. M. Marion admet, et il me paraît difficile de conclure autrement, qu'au point de vue financier l'échec de la vente des biens nationaux fut complet, mais que les conséquences de cette opération n'en ont pas moins été considérables et même avantageuses; « elle a beaucoup contribué à former ou à fortifier cette masse de propriétaires fonciers, grands, moyens, mais surtout petits, qui a dominé la France au XIX<sup>e</sup> siècle..., qui a fait de ce pays une démocratie, mais une démocratie conservatrice » (p. 449).

Tout le monde, à peu près, est d'accord aujourd'hui pour proclamer avec M. L. HAVET que la Constituante « a commis une faute énorme, capitale, désastreuse » en élaborant une constitution civile du clergé<sup>1</sup>. Fervents catholiques et dissidents, déistes à la Rousseau, agnostiques et athées n'hésitent pas à lui en faire le reproche. Mais il est permis de douter qu'en prenant l'attitude que la Convention prit à son déclin, c'est-à-dire en se refusant à « faire de la religion une chose sociale », et en lui donnant un caractère purement « individuel », l'Assemblée nationale aurait évité la guerre civile. Si l'on avait rompu dès 1790 tous les liens qui rattachaient l'Eglise à l'Etat, le catholicisme et la royauté ne se seraient pas moins alliés pour la même œuvre contre-révolutionnaire, car l'idée d'une pareille séparation était absolument étrangère à la mentalité française d'alors, ce qui n'a rien d'étonnant après l'éducation en sens contraire qu'on lui avait donnée depuis tant de siècles. Si Cambon a pu faire voter momentanément la séparation en 1795, c'est qu'on était las d'une lutte longue et sans issue; mais un avenir prochain montra bien

1. Émile Lafont, *la Politique religieuse de la Révolution française. Étude critique, suivie de pièces justificatives*; préface de M. Louis Havet. Paris, J. Roussel, 1909, in-18, x-301 p.



combien le spectre de l'union hantait encore les esprits. Si la masse de la nation acclama Bonaparte, c'est bien, en partie, parce qu'il restaurait l'alliance entre le trône et l'autel. Cette question est redevenue tout actuelle depuis que la troisième République a voulu, à son tour, séparer l'Église et l'État, et l'on ne peut que se féliciter de la voir traiter ici largement, dans une indépendance de pensée complète, comme le fait M. Émile LAFONT. On trouvera peut-être un peu trop de lyrisme dans ses développements, et l'on aurait voulu, par contre, rencontrer dans son livre un peu plus de faits historiques précis, au lieu que l'auteur s'en tient presque exclusivement à l'analyse des discussions législatives et prétend traiter tout le vaste problème de la question religieuse dans la Révolution en moins de cent cinquante pages in-18. Il a du moins indiqué ses sources, et l'on trouvera dans la seconde moitié du volume une série de documents qui permettront au lecteur attentif de contrôler par lui-même, en y réfléchissant, certaines théories, un peu sujettes à caution, de l'auteur.

Ce n'est pas tout l'ensemble de la question religieuse au cours de la Révolution que traite M. le chanoine PISANI, mais seulement l'histoire de l'Église à Paris durant la période révolutionnaire<sup>1</sup>. Le premier volume vient de paraître, avec le *nihil obstat* du censeur, M. Alfred Baudrillart, et l'imprimatur de M. H. Odelin. C'est un ouvrage agréablement rédigé, riche en détails nouveaux; même après le volumineux ouvrage de M. l'abbé Delarc (*L'Église de Paris pendant la Révolution française, 1794-1797*) et celui de M. l'abbé Grente (*Le Culte catholique à Paris, de la Terreur au Concordat, 1793*), on tirera profit de sa lecture, car il est bien documenté quant aux sources et d'une modération de ton tout au moins relative. Au fond, sans doute, M. Pisani n'est guère tendre aux réformateurs maladroits de la Constituante; dès le début, et à travers leur « naïve inclairvoyance », il prédit la « guerre à outrance » qu'ils vont faire à l'Église. Aussi leur œuvre est-elle « hideuse à voir », et le respect de la religion chez les membres de l'Assemblée nationale n'est qu'une « fable ». On ne peut donc s'étonner de ce que l'auteur en veuille beaucoup à ces curés inconscients qui « ont trahi la cause de leur ordre et abandonné leurs chefs naturels » pour pactiser avec le tiers. Il est plus dur encore pour ceux qui ont accepté la constitution civile du clergé; c'étaient ou « des ambitieux, heureux de pêcher en eau trouble, ou des dévoyés qui espéraient secouer un joug trop lourd pour leurs

<sup>1</sup> P. Pisani, *L'Église de Paris et la Révolution*; t. I (1789-1792). Paris, A. Picard, 1908, in-18, 350 p.

consciences, ou des égarés, gallicans, jansénistes, josphistes..., chez lesquels les préjugés antiromains avaient complètement oblitéré le sens chrétien ». Il veut bien reconnaître cependant que, sur plus d'un point, « la bonne foi des écrivains catholiques a été trompée pendant un siècle par les contre-vérités des pamphlétaires royalistes » (p. 194). En se bornant à nous parler exclusivement de l'Église de Paris, l'auteur a pu se permettre aussi de déclarer que les membres du clergé ne se sont point mêlés de politique, surtout qu'ils n'ont pas agi en opposition avec leurs devoirs de citoyens français, comme le prétend « la presse antireligieuse, qui vit de cette calomnie jusqu'à la fin de la Révolution et... même depuis ». S'il avait dû nous entretenir aussi du clergé réfractaire de Bretagne ou d'Alsace, il aurait hésité peut-être à parler de « calomnies »<sup>1</sup>.

M. A. PRUDHOMME nous raconte, dans un travail solidement documenté<sup>2</sup>, mais un peu terne de couleur, le mouvement de résistance qui se produisit en Dauphiné, comme en maint autre endroit de France, à la nouvelle que la représentation nationale avait été « outragée, avilie, forcée » par la commune de Paris au 31 mai et au 4<sup>er</sup> juin 1793. Ce fut comme un dernier soubresaut de la bourgeoisie libérale en face de la démagogie jacobine; tentative condamnée d'avance à échouer, tant à cause de l'ardeur des adversaires du dedans que de la peur instinctive qu'on avait de favoriser la réaction royaliste ou l'invasion de l'étranger; d'ailleurs, presque partout, l'incapacité d'agir des groupements modérés égalait leur résignation patriotique. M. Prudhomme nous raconte ce qui se passa dans l'Isère, où la « modération légendaire de la race » accepta tous les bouleversements successifs de la Révolution, sauf précisément durant cette courte heure de révolte de juin 1793, alors que « l'Assemblée des communes et leurs représentants » se déclarèrent en permanence « jusqu'à ce que l'outrage fait à la représentation nationale soit vengé ». Il nous montre aussi comment ce premier élan, contrecarré par les conventionnels en mission, les soldats de la garnison, la Société populaire, fut vite brisé, comment Français (de Nantes) sut amener l'Assemblée, avec une habileté quelque peu cynique, à prononcer son propre ajournement, le 27 juin, et comment, dès le lendemain, les chefs des modérés furent destitués « pour avoir tenté

1. Je voudrais bien savoir à quelle source *authentique* M. Pisani a puisé la soi-disant réponse de l'intègre Bailly au curé de Saint-Sulpice : « Quand la loi a parlé, la conscience doit se taire. » Elle me semble apocryphe.

2. A. Prudhomme, *Un nouveau chapitre de l'histoire de la Révolution en Dauphiné. La fédération dans l'Isère et Français de Nantes (juin-juillet 1793)*. Grenoble, Allier, 1907, in-8°, 241 p.

une coalition dont le but est d'établir le fédéralisme », persécutés et emprisonnés; aucun d'eux pourtant ne périt sur l'échafaud.

Cet échafaud de la Terreur, nous le voyons fonctionner souvent dans le nouveau volume de M. G. LENÔTRE sur le *Tribunal révolutionnaire*<sup>1</sup>. Au fond, ce que l'auteur nous offre, c'est plutôt une biographie de Fouquier-Tinville qu'un raccourci de la volumineuse *Histoire du tribunal révolutionnaire* de Wallon; il a de plus consulté les comptes des entrepreneurs et des architectes qui ont installé le terrible tribunal et a pu préciser de la sorte plusieurs points obscurs ou contestés relatifs à la topographie de l'aréopage, devant lequel la Convention terrorisée centralisait les victimes de la France entière. Le talent, propre à M. Lenôtre, de dramatiser les épisodes historiques qu'il nous met sous les yeux ne lui a pas fait défaut, on le pense bien, pour ces tableaux de genre tragique, où le premier rôle est tenu par l'ancien procureur, « la hache de la Convention », à côté duquel s'effacent les Herman et les Dumas. Nous suivons avec lui, d'août 1792 à mai 1795, le tribunal nouveau, d'abord hésitant, presque timide, aux séances duquel juges et condamnés mêlent leurs larmes; puis nous le voyons s'enhardir peu à peu jusqu'aux scandales des procès de la « veuve Capet » et des Girondins, augmentant chaque jour le nombre des accusés, tandis que celui des acquittés diminue toujours<sup>2</sup>, et travaillant au plus grand profit de Robespierre jusqu'au moment où Fouquier-Tinville, effaré, doit requérir contre le triumvirat lui-même. Il ne parvint pas à comprendre que « ce qui était vertu il y a six mois est aujourd'hui un crime irrémissible », et peut-être était-il sincère quand il déclarait « mourir pour la patrie, sans reproche », au moment où le dernier jugement du tribunal révolutionnaire le faisait monter lui-même à l'échafaud. Ajoutons que les témoins qu'appelle à déposer M. Lenôtre sont parfois un peu suspects, tels l'*Histoire secrète du tribunal révolutionnaire* de Proussinal, les *Mémoires d'un détenu* de Riouffe et l'*Histoire des procureurs et des avoués* de Bataillard.

M. Pierre BLIARD nous donne, sous le titre, assurément ironique, de *Fraternité révolutionnaire*<sup>3</sup>, une série d'études et de courts récits d'après des documents inédits. On savait déjà que le biographe de

1. G. Lenôtre, *le Tribunal révolutionnaire, 1793-1795*. Paris, Perrin, 1908, in-8°, III-370 p. et planches.

2. M. Lenôtre nous apprend (p. 209) que l'une des accusées, M<sup>me</sup> de Blamont, condamnée à mort, échappa au supplice en se disant enceinte, et vécut jusqu'en 1870! Cela nous fait presque contemporains de la Terreur!

3. Pierre Bliard, *Fraternité révolutionnaire. Études et récits, d'après des documents inédits*. Paris, Émile-Paul, 1908, in-8°, VIII-385 p.

Prieur (de la Marne) n'était pas tendre pour la Révolution; on s'en persuadera davantage encore en parcourant ces esquisses, de valeur très diverse, mais qui doivent concourir toutes à montrer que la phraséologie sentimentale, humanitaire de l'époque ne fut qu'un masque pour la convoitise des uns et la haine des autres contre tous ceux qui ne partageaient pas leur foi politique. Soit qu'on nous initie aux séances de la Société des amis de la Constitution à Vannes (ces clubistes si durement traités par l'auteur semblent avoir été bien inoffensifs!), soit qu'on nous étale le spectacle, peu récréatif en effet, de l'indiscipline des armées dans l'ouest ou qu'on nous raconte l'histoire des tribulations du fameux P. Lorient, revenu de l'exil, c'est toujours pour nous démontrer « ce qu'était la fraternité révolutionnaire »<sup>1</sup>. On regrettera surtout, — pour l'auteur, bien entendu, — le ton qu'il adopte en parlant de Lucile Desmoulins, au Journal de laquelle est consacrée la huitième et dernière de ses études. Il déclare que ce document « ternit singulièrement la lumineuse image de la jeune femme »; mais tout lecteur impartial sera d'accord pour trouver que notre auteur s'emploie lui-même de son mieux à cette triste besogne. Assurément, sur certains points de ses « Études », l'auteur a raison; il est indubitable que la Révolution a réveillé dans certains hommes « la bête féroce » (p. 470); mais quel mouvement plus intense, agissant sur l'humanité, ancienne ou moderne, n'a pas agi de même? Les croisades, la guerre des Albigeois, les guerres de religion n'auraient-elles point, par hasard, déchaîné cette bête féroce? Trop souvent, et par tout le volume, le ton est celui du pamphlétaire et non pas de l'historien<sup>2</sup>.

La littérature sur l'émigration nous a fourni plusieurs ouvrages, dont quelques-uns de valeur. Nous ne nous arrêterons pas longtemps à la biographie de la comtesse de Balbi, écrite par M. le vicomte DE REISET<sup>3</sup>, non pas qu'elle ne soit amusante et que l'auteur ne se soit

1. M. Bliard, en s'indignant contre la loi qui punissait la mutilation des arbres de liberté, ne daigne pas réfléchir un instant que ces arbres étaient des symboles de la foi patriotique, tout comme les crucifix et les hosties consacrées étaient des symboles de la foi religieuse. Quand le tailleur Henry « porte à son derrière » les inscriptions de « l'arbre chéri » à Rouen, cela lui paraît simplement drôle (p. 261). Mais il trouve naturel sans doute le supplice du chevalier de La Barre et aurait voté la fameuse « loi d'amour » dans les Chambres de la Restauration!

2. P. 201, lire comte *Lowenhielm* au lieu de *Lowenhiel*; p. 279, en juillet 1794, ce n'était plus Charles de Hesse, mais le général Aubugeois qui commandait la citadelle de Besançon.

3. V<sup>e</sup> de Reiset, *les Reines de l'émigration. Anne de Caumont La Force, comtesse de Balbi*. Paris, Émile-Paul, 1908, in-8°, xxxviii-542 p., portrait.

appliqué très consciencieusement à nous retracer dans toutes ses péripéties l'existence de cette Anne-Jacobée de Caumont La Force, dame d'atours de Madame, en attendant qu'elle accompagnât Monsieur. Mais, vraiment, les amours de cette femme insolente, spirituelle et dévergondée, épouse et mère détestable<sup>1</sup>, avec le gros comte de Provence, n'ont pas droit à occuper tant de place dans la littérature sérieuse, encore qu'elle eût « une taille de nymphe marchant sur les nuées » (p. 145); quoi qu'en dise l'auteur, les « négociations délicates » dont la favorite « avait été chargée maintes fois auprès des puissances étrangères » ne nous paraissent pas nécessiter une étude plus approfondie. D'ailleurs, son rôle « politique » fut terminé dès 1794, quand d'Aravay lui fit interdire de venir à Vérone<sup>2</sup>, et elle n'a fini de vivre et de jouer qu'en 1842. D'assez nombreuses fautes d'impression ou d'écriture déparent le volume<sup>3</sup>, et certaines erreurs historiques aussi<sup>4</sup>.

Un livre infiniment plus intéressant pour ceux qui cherchent leur instruction dans l'histoire plutôt que des distractions, c'est le second volume des *Souvenirs et fragments pour servir aux mémoires de ma vie et de mon temps*, par le marquis DE BOUILLÉ, que vient de publier pour la Société d'histoire contemporaine M. P.-L. DE KERMAINGANT<sup>5</sup>. Ce second volume nous donne les souvenirs de Louis-Joseph-Amour de Bouillé depuis mai 1792 jusqu'à mars 1806. C'est un personnage indépendant de caractère, un critique un peu morose, mais assez sagace, de ses contemporains, surtout de ceux qu'il connut de près dans le monde des émigrés; il y a profit pour l'historien à le suivre dans ses pérégrinations. Nous y voyons le jeune homme, après l'enfant et l'adolescent du tome premier; on fera bien néanmoins de toujours distinguer ce qu'il a vu et entendu lui-même des considérations générales que lui inspirent les événements. Bouillé est évidemment

1. Ce fils, John Balbi, mourut à New-York, après une existence des moins honorables, comme marchand de vins.

2. C'est à cette occasion qu'elle fit cette réponse, d'une insolence moqueuse, que Louis XVIII ne lui pardonna jamais : « Vous n'êtes pas César et je n'ai jamais été votre femme! »

3. Il faut lire, par exemple, *Kageneck*, *Jaucourt*, *Oberkirch*, *Shéridan*, *Audlau*, *Warren*, *Trophime*, *Thackeray*, *Robinson*, *Trivulzio*, *Leuchtenberg*, *Kensington*, etc., etc., pour *Kagenoeck*, *Jancourt*, *Oberkirsch*, *Scheridan*, *Audlau*, *Warrem*, *Théophime*, *Tacqueray*, *Robenson*, *Trévurce*, *Leutchtenberg*, *Kensingthon*, etc.

4. P. 285. Nous voyons le général de Précý à Toulon en septembre 1793.

5. *Souvenirs et fragments pour servir aux mémoires de ma vie et de mon temps*, par le marquis de Bouillé (Louis-Joseph-Amour), 1769-1812, publ. p. M. P.-L. de Kermaingant; t. II. Paris, A. Picard, 1908, in-8°, 598 p., portrait.

ulcéré par l'attitude des princes vis-à-vis de son père, le marquis de Bouillé, mais ce mépris latent pour toute la clique émigrée qui grouille à Coblenz<sup>1</sup> lui permet de juger avec une netteté singulière l'ineptie politique des uns et des autres et le gaspillage insensé des fonds mis, durant la première année de « l'exil », à la disposition des contre-révolutionnaires<sup>2</sup>. Nul d'entre les royalistes n'a flétri avec plus de vigueur « la fausseté habituelle » de Monsieur (p. 246), la lâcheté et l'incapacité du comte d'Artois (p. 456, 295, 396)<sup>3</sup>. Il se sent, croirait-on, plus à l'aise parmi les Suédois, les Prussiens et les Anglais qu'avec de pareils compatriotes et se bat plus volontiers à leurs côtés, tandis qu'il se dégoûte de la chouannerie dans sa seconde période, « véritable brigandage, propre seulement à déshonorer et à miner la cause royaliste » (p. 392). Aussi ne s'étonne-t-on pas trop de voir ce royaliste désabusé rentrer en France en 1802, écrire à Napoléon une lettre bien curieuse en novembre 1804 et rentrer au service comme chef d'escadron à l'armée de Naples. C'est là que s'arrête provisoirement son récit, en mars 1806.

La façon de voir de Bouillé sur les frères de Louis XVI n'est point celle de M. DAUDET, qui, dans ses *Récits des temps révolutionnaires*<sup>4</sup>, nous déclare, par la bouche d'un émigré, que les comtes de Provence et d'Artois ont toujours été des modèles de courage et d'honneur (p. 268). Des différents morceaux qu'il a réunis dans ce volume, et qui sont comme des appendices à son *Histoire de l'émigration*, le plus considérable est consacré aux complots royalistes tramés en 1798-1799 par le chevalier de Coigny et Hyde de Neuville; il en occupe à lui seul la moitié. Les notes sur la mort de Pichegru (concluant au suicide) et sur la constitution civile du clergé ne nous apprennent rien de bien neuf<sup>5</sup>. Celle sur le comte de Provence et M<sup>me</sup> de Balbi est dépassée par l'ampleur du récit de M. de Reiset dont nous parlions tout à l'heure. *Autour de Hoche* s'occupe surtout des sentiments jacobins manifestés par le général après le 18 fructidor. M. Daudet regrette qu'il ne soit pas mort plus tôt; « sa

1. La cour de l'archevêque de Mayence, où trônait sa maîtresse, M<sup>me</sup> de Coudenhoven, ne valait pas mieux que celle des princes.

2. L'auteur les évalue à plus de 46 millions pour un an (p. 28).

3. « Il serait temps que l'un de nous se risquât (à verser son sang) pour notre cause! » disait le duc d'Angoulême lui-même à Bouillé en 1795.

4. Ernest Daudet, *Récits des temps révolutionnaires, d'après des documents inédits*. Paris, Hachette, 1908, in-8°, vii-291 p.

5. Malgré ce qu'affirme M. Daudet (p. 163), il est faux que « la presque totalité du clergé » se soit prononcée contre la constitution civile. Mais il a raison de dire que dans certaines provinces les prêtres réfractaires furent « l'âme de la rébellion » (p. 171).



gloire serait restée pure ». L'article sur les *Émigrés et les généraux de Napoléon* nous fait assister à l'entrevue qui eut lieu à Berlin, en 1806, entre le général Clarke et le marquis de la Roche-Aymon, etc. L'auteur est resté fidèle également à ses habitudes; en dehors des trois lignes de sa préface, où elles sont citées en bloc, on ne trouve nulle part de renvois aux sources<sup>1</sup>.

On pourrait joindre encore aux précédents ouvrages les *Souvenirs de l'abbé Martinant de Préneuf*, publiés par M. G. VANEL<sup>2</sup>. On ne saurait affirmer que ces réminiscences des huit années d'émigration du bon curé de Vaugirard présentent rien de particulièrement intéressant, qu'il s'agisse des aventures ou des idées du narrateur. Il les a passées aux Pays-Bas d'abord, puis en Allemagne, fuyant devant les armées révolutionnaires, et lui-même qualifie à bon droit son existence de « tristement monotone », car elle est uniquement consacrée à donner des leçons, à dire la messe, à raccommorder ses habits et parfois à faire sa modeste cuisine. Peu de descriptions pittoresques des contrées où il séjourna; peu d'anecdotes et de traits caractéristiques; ce qui attache à l'auteur, c'est la bonhomie qu'il met dans le récit de ses tribulations, l'absence de rancune contre ceux qui l'on jeté dans l'exil, le jugement assez impartial qu'il porte sur la conduite de la noblesse émigrée, qu'il vit de près à Bruxelles et à Maestricht.

La thèse que M. G. CAUDRILLIER a présentée à la Faculté des lettres de Paris s'occupe de l'une des questions les plus controversées de la période directoriale, de la trahison, alléguée ou certaine, de Pichegru, alors qu'il était général en chef de l'armée du Rhin<sup>3</sup>. M. Caudrillier l'a traitée dans un esprit à la fois de prudence et d'équité, avec un sens critique très sûr. Aussi ses conclusions me semblent-elles devoir être acceptées par les lecteurs compétents et impartiaux. Une fois déjà, dans ce bulletin, — à l'occasion de la *Conspiration de Pichegru*, de M. Ernest Daudet, — j'ai exposé les motifs qui rendaient si délicat un jugement définitif sur ce point, tout en penchant à croire que Pichegru eut vraiment des rapports, difficiles à caracté-

1. M. Daudet devrait relire plus attentivement ses épreuves : p. 50, il nous dit que l'année 1808 fut le huitième anniversaire de la mort de Louis XVI; lire *Consul, Schœnbrunn, Pichegru, Flachslanden*, pour *Consul, Schoenbrunn, Pichegru, Flachslanden*, etc.

2. *Huit années d'émigration. Souvenirs de l'abbé G.-J. Martinant de Préneuf, curé de Vaugirard, de Sceaux et de Saint-Léu (1792-1801)*, avec introduction et notes, par M. G. Vanel. Paris, Perrin, 1908, in-8°, 310 p., portrait.

3. G. Caudrillier, *la Trahison de Pichegru et les intrigues royalistes dans l'est avant fructidor*. Paris, F. Alcan, 1908, in-8°, LXII-402 p.

riser d'ailleurs, en l'état de nos sources, avec les émissaires de Condé<sup>1</sup>. A l'heure actuelle, les documents recueillis par l'auteur soit dans les archives de Chantilly, soit dans celles de Londres et de Paris, permettent d'être beaucoup plus affirmatif. Il ne saurait plus y avoir de doute sur la culpabilité *morale* de Pichegru; il a consenti à pactiser avec les ennemis de son pays et à conspirer avec les adversaires irréconciliables de son gouvernement. Il a peut-être même négligé sciemment ses devoirs de général en chef vis-à-vis des Autrichiens<sup>2</sup>. S'il n'a pas *réalisé* la trahison *active* sur laquelle comptaient Wickham et Condé, ce n'est pas tant à quelque remords tardif, mais à son indécision habituelle en toutes choses qu'il faut attribuer la reculade finale. M. Caudrillier nous a fourni tant de preuves précises de ses louches agissements avec l'agent anglais, de ses relations secrètes avec Condé, de l'argent que Wickham, Fauche-Borel, Demougé<sup>3</sup> lui ont offert, qu'il a accepté, qu'il a fini même par demander, qu'il est bien difficile de mettre en doute désormais ce triste naufrage de la conscience d'un soldat heureux et même glorieux jusque-là. On voit bien qu'il en a coûté à l'auteur de prononcer ce dur verdict, mais on ne peut que s'y associer, à moins de fermer résolument les yeux à l'évidence<sup>4</sup>.

1. Cf. *Rev. hist.*, t. LXXIX (1902), p. 130-132.

2. Sur ce point, je tiens à accentuer, un peu plus que ne l'a fait l'auteur, que l'attitude si singulièrement passive de Pichegru dans ses quartiers le long du Rhin ne saurait constituer un argument sérieux contre lui. Même un général ardemment patriote n'aurait guère pu faire davantage à ce moment dans le sens de l'offensive. Grâce aux réquisitions incessantes et insensées, dont l'Alsace avait été accablée durant les trois années précédentes, les départements du Rhin étaient dans un état d'épuisement tel que les populations civiles y souffraient d'une véritable famine. J'ai étudié de près les actes et les délibérations des autorités départementales et locales d'alors, et je puis certifier que, grâce à l'impéritie des uns et aux dilapidations scandaleuses des autres, l'armée mourait réellement de faim, sans que Pichegru, laissé sans argent, pût y changer grand'chose.

3. Il existe à la bibliothèque de l'Université de Strasbourg un manuscrit autographe in-folio de Demougé : *Quelques pièces justificatives sur mes services rendus à la monarchie légitime, tirées de mes correspondances, surtout avec le prince de Condé, de 1790 à 1815*, qui renferme peut-être des documents relatifs à ce sujet spécial.

4. Quelques menues fautes d'orthographe géographique ne méritent pas qu'on s'y arrête (lire *Renchen* pour *Reuchen*, *Malsch* pour *Malsh*, la *Robertsau* pour la *Ruprechtsau*, etc.), mais il y a eu çà et là des distractions plus accentuées dans la correction des épreuves : p. 35, il est question d'un « margrave de *Bâle* », et, p. 276, d'un « duché de *Bâle* ». Ce qui est plus bizarre encore, c'est que Mack (p. 307) veut « battre en retraite *derrière les Vosges* » pour mieux s'appuyer sur Ulm ! Il est vraiment fâcheux que l'auteur n'ait pas fait disparaître de pareilles négligences dans un travail de si grand mérite.

Si parmi les nombreux généraux que la ville de Lyon fournit aux armées de la République, Duphot est un de ceux dont le nom surnage encore aujourd'hui de l'oubli, ce n'est pas tant à sa bravoure et à ses brillants faits d'armes qu'il le doit, mais surtout à sa fin tragique et prématurée. Engagé à seize ans, en 1785, il n'est encore que sergent en 1792; mais élu officier dans un bataillon de volontaires, il se distingue à l'armée des Pyrénées, passe colonel à vingt-cinq ans, et, après une courte disgrâce, comme trop ardent jacobin, reparait comme chef de brigade à l'armée d'Italie. Il passe général à la veille des préliminaires de Léoben, joue un rôle marquant dans l'agonie de la République génoise et bientôt après se fiance à Désirée Clary, la belle-sœur de Joseph Bonaparte, celle-là même qui avait dû épouser le futur empereur. C'est pour la rejoindre que Duphot se rend à Rome, en novembre 1797, au moment où Pie VI, frappé d'apoplexie, semblait devoir disparaître de la scène politique. Le Directoire désirait qu'il restât le dernier des successeurs de saint Pierre et qu'une révolution plus ou moins spontanée renversât le trône pontifical. Joseph Bonaparte, l'ambassadeur de la République, y travaillait avec le concours des éléments jacobins autochtones; pour empêcher le mouvement d'échouer, Duphot, oublieux du droit des gens et de ses devoirs officiels, se jeta dans l'émeute et tomba, le 28 décembre, sous les balles d'un sergent du pape. L'ambassadeur quitte Rome, et la mort du général amène la catastrophe désirée; le 15 février 1798, Berthier, maître de la Ville éternelle, y proclame la République romaine. C'est là le résumé du volume consacré par M. Georges Boulor au *Général Duphot*<sup>1</sup>. Il est naturel qu'un rejeton de sa famille nous en ait parlé avec un enthousiasme sincère, d'un style un peu trop lyrique peut-être, car nous savons aujourd'hui que les violences du Directoire et l'ambition de Bonaparte n'ont eu qu'une fort vague ressemblance avec un « apostolat de la Liberté » (p. 234)<sup>2</sup>.

C'est également en Italie que nous mène le premier volume d'une collection qui promet des révélations nombreuses aux amateurs de l'époque impériale, les *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat*<sup>3</sup>. Pour célébrer le centenaire de l'avènement de Murat au trône de Naples, M. le prince MURAT, aidé de M. Paul LE

1. *Le général Duphot (1769-1797)*, par un de ses arrière-neveux, Georges Boulor. Paris, Plon, 1908, in-18, vii-272 p., portrait.

2. P. 194, lire *Rastatt* pour *Radstadt*.

3. *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, 1767-1815*, publ. p. S. A. le prince Murat, avec introduction et notes par Paul Le Brethon. T. I : *Lettres de jeunesse. Campagnes d'Italie et d'Égypte. Armée d'occupation du midi*. Paris, Plon, 1908, in-8°, xxxix-505 p., portrait.

BRETHON, a décidé de mettre au jour les nombreux documents réunis dans ses archives de famille, tant les anciens que ceux récemment revenus entre ses mains, après avoir longtemps séjourné entre celles du comte de Mosbourg, le confident de l'ex-roi. Quel que soit le résultat de cette importante publication quant à l'appréciation du caractère et de la conduite du brillant cavalier, devenu beau-frère de Bonaparte et souverain, l'histoire générale de l'Empire ne pourra que profiter beaucoup de cette abondante moisson (on nous promet une douzaine de volumes) de documents inédits. Le premier volume renferme, outre la très curieuse introduction de M. Le Brethon sur le sort des dossiers sauvés en 1814 et qu'on a longtemps cru perdus, des lettres de jeunesse adressées par le jeune Joachim à son père, à son frère André; des rêves modestes d'avenir ne trahissent pas encore l'ambitieux<sup>1</sup>. Mais une fois en Italie, près de Bonaparte, et devenu général de brigade, il manifeste bientôt la haute opinion qu'il a de lui-même<sup>2</sup> et qu'il justifie du reste en obtenant en janvier 1800 la main de la sœur du premier Consul, « Maria-Annonciata-Napolione Bonaparte », qui ne s'appelait pas encore Caroline. Il s'exerce ensuite à la haute diplomatie, en sa qualité de « général en chef de l'armée d'observation du midi », à Florence, entretenant des relations avec le cardinal Consalvi, Alquier, le général de Damas, etc., absolument oubliés, cela va sans dire, de ses aspirations jacobines d'autrefois<sup>3</sup>. Le présent volume s'arrête au mois de juin 1804<sup>4</sup>.

Avec l'*Itinéraire général de Napoléon I<sup>er</sup>*, dressé par M. Albert SCHUERMANS<sup>5</sup>, nous entrons en plein dans l'histoire de l'Empire;

1. Le 15 février 1793, il écrit à son père : « Je viendrai auprès de mon jeune frère, prendre des leçons d'agriculture et travailler, pour vous nourrir dans votre vieillesse, aux pénibles travaux de la charrue. »

2. En septembre 1797, il raconte à son frère : « Tout le monde, les plus grands même, briguent mon amitié et mon appui. »

3. Après avoir invité Moncey à chasser de l'Italie centrale les fugitifs républicains de Rome et de Naples, qu'il livre de la sorte à leurs anciens tyrans, il s'écrie : « Je respire... depuis que je suis débarrassé de ces messieurs! » (p. 468).

4. Le futur roi n'est pas fort en orthographe, ce qu'on excuse volontiers chez un fils de paysan; il écrit « l'armée *holomane* », *Magdonal*, *des fettes*, *Egipste*, etc. Mais il y a aussi des fautes d'impression, dues uniquement à la négligence du correcteur; par exemple, p. 19, lire 1797 pour 1779; p. 205, *Rastatt* pour *Radstadt*; p. 452, 1767 pour 1787; p. 380, *Hompesch* pour *Hompuech*; p. 469, il faut lire sans doute 100,000 francs et non 10,000, puisque Murat assigne sur ce fonds une somme de 12,000 francs.

5. Albert Schuermans, *Itinéraire général de Napoléon I<sup>er</sup>*, préface par Henry Houssaye. Paris, A. Picard, [1908,] in-8°, ix-390 p. (t. VI de la *Bibliothèque de la Société des études historiques*).

c'est un travail qui sera le bien venu auprès de tous ceux qui s'occupent de cette période, car l'auteur y a pleinement réalisé une idée que d'autres avaient eue déjà, mais sans dépasser l'esquisse sommaire et sans y mettre la patience et l'esprit critique qui font de cet *Itinéraire* une œuvre vraiment utile. Désormais on peut suivre le conquérant pas à pas, du jour de sa naissance à celui de sa mort, et, grâce aux renvois placés au bas de chaque page, il est relativement facile de contrôler les données de M. Schuermans. Ça et là, sans doute, il y aurait quelques rectifications à faire, les noms des localités étant défigurés<sup>1</sup>, et même il me semble y avoir une erreur évidente dans le tracé du voyage de Napoléon, en décembre 1812, sur le parcours de Dresde à Paris<sup>2</sup>. Mais ce sont là de très menus détails, qui n'empêchent pas le volume de M. Schuermans d'être un instrument de travail précieux.

Préoccupé tout d'abord de l'idée de publier les dessins originaux d'Isabey, de Fontaine et Percier, qui forment le *Livre du Sacre*, M. Frédéric Masson a fini par écrire un gros volume où les questions d'art, de costume, de cérémonial restent au second plan, mais où la haute politique et la philosophie de l'histoire tiennent une large place<sup>3</sup>. Le savant académicien déclare que lorsqu'il avait parlé incidemment du sacre impérial, dans l'un ou l'autre de ses nombreux volumes consacrés à Napoléon et à sa famille, il n'avait encore « vu que les comparses » et « pas assez regardé l'acteur principal ». Il ne s'était pas demandé pourquoi il avait voulu être sacré, ni dans quelles conditions il avait obtenu de l'être, ni de quel prix il avait cru payer la cérémonie, ni de quelle conséquence elle avait été (p. II-III). Depuis il a mieux compris « l'âme des êtres et leurs mobiles » ; il s'est rendu compte que Bonaparte a voulu être sacré,

1. Ainsi la « forteresse d'Etersborg » (p. 238) et très probablement le simple pavillon de chasse d'Ettersburg ; la localité *Strassenhauser* (p. 335) est le hameau *Thonbergs Strassenhaeuser* (les maisons sur la route du Thonberg) ; *Hocht* (p. 336), c'est *Hoechst*. Il n'y a jamais eu de « duchesse de *Hildhausen* » (p. 238). C'est de la duchesse de *Saxe-Hildburghausen* que l'auteur veut parler.

2. Tout d'abord, il me paraît peu vraisemblable que l'Empereur, partant de la capitale saxonne le 14 à sept heures du soir et s'arrêtant, d'après M. Schuermans, à Erfurt, à Leipzig et à Verdun, ait pu être le 18 aux Tuileries. Mais surtout l'itinéraire de M. Schuermans me semble inadmissible, une carte d'Allemagne sous les yeux. Il le fait aller de Dresde par Meissen à Erfurt, puis retourner brusquement en arrière sur Leipzig et aller, de là, sur Eisenach. C'est comme si l'on allait de Paris à Rouen en passant par Reims ou par Châlons. Je suppose que M. Schuermans a mis, par distraction, le nom de Leipzig à la place de celui de Gotha, par exemple.

3. Frédéric Masson, *le Sacre et le couronnement de Napoléon*. Paris, Ollendorff, 1908, in-8°, XXI-342 p.

parce qu'il devenait ainsi l'oint du Seigneur, l'égal des rois. Mais, en raisonnant ainsi, il a « perdu la notion qu'il ne saurait être pour eux que l'ennemi », puisque, quoi qu'il fasse, il reste le principal artisan de l'œuvre révolutionnaire, « et la première des duperies, dont il s'est rendu lui-même victime, c'est le Sacre! » (p. xiii). Tout cela est un peu subtil; on est tenté d'adresser à l'auteur sa propre question : « N'est-ce pas que là où l'on cherche des raisons profondes et des dessins médités il faudrait... trouver l'exercice d'un tempérament impulsif? » (p. xxi). Inutile, ce me semble, de tant raffiner. Ce sous-lieutenant corse a voulu jouer aux Charlemagne; il a voulu se rendre légitime en se couvrant de la Religion, et il a pensé que Pie VII lui devait bien cela, en échange du Concordat. En même temps il s'est cru obligé de ruser avec lui, pour ne pas avoir trop l'air d'abjurer devant la France ses origines révolutionnaires. Cela suffit pour expliquer la genèse du sacre et les différents incidents qui le précédèrent et l'accompagnèrent et que M. F. Masson nous a racontés avec son talent habituel. Toute cette mise en scène, d'ailleurs, ces oripeaux et ce clinquant, ces ornements royaux truqués, ces costumes à l'espagnole, en velours pourpre brodé d'or ou en velours blanc, ne sont pas faits pour rehausser vraiment le prestige du personnage central de cette cérémonie théâtrale, sauf aux yeux des badauds. L'auteur a raison de dire qu'en appelant le pape à Paris, Napoléon le faisait apparaître aux yeux du peuple « comme le chef vivant et actif de l'Église » et se condamnait ainsi, pour un avenir prochain, à faire preuve d'une « monstrueuse ingratitude » à l'égard de son bienfaiteur. Seulement, il est permis de douter qu'en ne se faisant point sacrer par lui, en « restant dans l'admirable position du Concordat, non l'obligé de l'Église romaine, mais son bienfaiteur, n'ayant point fait acte de catholique, il n'eût pas été touché par une bulle d'excommunication » (p. 253). L'Église et lui, rivaux obligés pour les réalités du pouvoir suprême, étaient condamnés à entrer en lutte, et le sacre du 2 décembre 1804 pouvait bien retarder ce choc formidable, mais non pas l'écarter à jamais<sup>1</sup>.

Agathon-Jean-François Fain, après avoir débuté à dix-sept ans dans les bureaux de la Convention, passa dans ceux du Directoire, puis, après le 18 brumaire, à la secrétairerie d'État aux Tuileries. Attaché en 1806 au cabinet de l'Empereur, baron en 1809, maître

1. Je crois d'ailleurs que M. Masson interprète mal le refus de Napoléon de communier, en disant qu'il avait peur de commettre « un sacrilège ». Ce n'est pas cela qui l'en aurait empêché; mais le *révolutionnaire* arrivé sentait qu'il y avait une limite aux « mômeries » que supporteraient, même de sa part, ses soldats, ses conseillers et la grande majorité de l'opinion publique d'alors.



des requêtes en 1811, premier secrétaire en 1813, il fut rappelé par son maître aux Cent-Jours, et, pendant la Restauration, rédigea ses *Souvenirs*, avant de reparaitre aux Tuileries, après 1830, dans les mêmes fonctions, près de Louis-Philippe. Les *Manuscrits de 1812, 1813, 1814* publiés avant 1830 ont prouvé depuis longtemps que c'était un observateur intelligent, comme la faveur impériale témoigne qu'il était laborieux, car Napoléon ne tolérait pas les fainéants dans son entourage. Il est très regrettable pour lui que ses *Mémoires*, publiés récemment par ses arrière-petits-fils, avec une introduction de M. P. FAIN, chef d'escadron d'artillerie<sup>1</sup>, n'aient pas paru au lendemain de sa mort. Ils auraient alors révélé bien des choses curieuses, encore ignorées; depuis, nous avons eu tant de travaux spéciaux sur l'époque, comme par exemple la *Journée de l'Empereur aux Tuileries* de M. F. Masson, tant de mémoires posthumes de fonctionnaires impériaux, que la majeure partie des détails donnés par Fain nous est déjà connue. Pour la génération présente, il corrobore les données que nous possédons, bien plus qu'il ne nous en fournit de nouvelles. Mais comme c'est un témoin de poids, un observateur émérite, on le suit néanmoins avec intérêt dans son voyage autour des appariements impériaux, dans l'analyse des occupations quotidiennes du maître<sup>2</sup>. C'est d'ailleurs un secrétaire qui, — contraste frappant avec tant de secrétaires intimes contemporains, — est plein de réticences et de respect; ce n'est pas lui qui nous introduirait dans le cabinet de toilette et l'alcôve de Napoléon, et il emploie la mythologie classique pour en indiquer discrètement l'existence<sup>3</sup>. Quant à ses idées politiques, on ne sait si c'est naïveté sincère ou voulue, mais le baron Fain nous affirme que jamais les droits de liberté n'ont été mieux défendus que par l'Empereur lui-même (p. 45), qu'il aimait la liberté, tout en se pliant aux « nécessités du trône », et que, « comme César, il était peut-être le seul Romain qui eût gardé quelque chose de la République sous l'Empire » (p. 310). En fait de vices, Napoléon « n'en avait aucun ». « Qu'importe au surplus que les astronomes découvrent des taches dans le soleil? Les peuples n'en

1. *Mémoires du baron Fain, premier secrétaire du cabinet de l'Empereur*, publiés par ses arrière-petits-fils, avec une introduction et des notes par P. Fain. Paris, Plon, 1908, in-8°, xvi-372 p., portrait.

2. Un détail curieux, et qui ne cadre nullement avec la précision de pensée attribuée d'ordinaire à Napoléon nous est révélé par Fain; ce sont les erreurs géographiques qu'il commettait dans ses dictées et qu'il s'agissait de rectifier au vol; « tantôt c'était l'*Ebre* pour l'*Elbe*, tantôt *Smolensk* pour *Salamanque* », etc. (p. 59).

3. « Les femmes ne peuvent jamais échapper à l'éclat qu'un grand prince jette sur elles; comme Sémélé, elles se brûlent aux feux de Jupiter » (p. 306).

verront toujours que l'éclat » (p. 305). C'est par ce côté surtout que le bon baron retarde, ce dont on ne peut lui vouloir, puisqu'il est mort dès 1837. Mais les peuples ont aujourd'hui d'aussi bonnes lunettes d'approche que les astronomes, ils voient fort bien les taches de tous les soleils et savent même que ces vilaines taches amènent les tremblements de terre et les révolutions dont nous pâtissons tous.

Un de ceux que le secrétaire impérial dut voir entrer le plus souvent dans le cabinet intérieur fut l'*archichancelier Cambacérès*, dont M. Pierre VIALLES nous retrace la biographie<sup>1</sup>. Elle nous manquait encore cette biographie détaillée du magistrat de l'ancien régime, du conventionnel jacobin, du second Consul de la République, du grand dignitaire de l'Empire, et si elle n'est pas faite précisément pour inspirer le respect de l'homme qui servit et se servit successivement de régimes si contraires, elle se lit avec plaisir et non sans fruit, Cambacérès ayant été l'un des représentants les plus en vue d'une classe d'hommes politiques, très répandue en France et ailleurs, celle des adorateurs constants du droit du plus fort. Ce n'est point par enthousiasme idéaliste, mais en calculateur sagace que l'ancien conseiller à la Cour des aides de Montpellier se jeta dans la Révolution; ce modéré de la veille, ce personnage amène, aux mœurs policées et suspectes, demandera l'exécution de Louis XVI dans les vingt-quatre heures<sup>2</sup>, l'établissement d'un tribunal révolutionnaire jugeant sans jurés, condamnera sans hésiter les Girondins, puis, Robespierre une fois tombé, descendra prestement de la Montagne pour devenir un des chefs de la majorité nouvelle. Après le 18 brumaire, Bonaparte le rappelle au pouvoir, jugeant qu'il serait un collègue décoratif, un conseiller intelligent et utile, trop peureux d'ailleurs, trop assoiffé de luxe et de bien-être pour être jamais dangereux. Puis le second Consul devient archichancelier du nouvel Empire, duc de Parme; couvert de dorures et chamarré de cordons, comblé de titres et de titres de rente, il est le premier en rang dans cette domesticité titrée, dont le servilisme auprès de Napoléon nous paraît plus plat, au sortir de la Révolution, que celui des courtisans de Versailles auprès de Louis XIV. Instrument du règne, et l'un des plus serviles, Cambacérès est d'autant plus coupable qu'il était trop intelligent pour ne pas comprendre avec quelle rapidité néfaste les saignées périodiques qu'il faisait voter au Sénat épuisaient la France. Le jour de la débâcle venu, il envoyait, de Blois, où il avait accompagné l'impératrice

1. Pierre Vialles, *l'Archichancelier Cambacérès*, d'après des documents inédits. Paris, Perrin, 1908, in-8°, 437 p., portraits et planches.

2. Ce qui ne l'empêcha pas d'assister pieusement, vingt-trois ans plus tard, aux obsèques du monarque à Saint-Denis.

fugitive, son adhésion empressée à la déchéance du maître tant adulé par lui. Napoléon ne s'en vengea qu'en le forçant à prendre le ministère de la Justice durant les Cent-Jours, ce qui le fit exiler comme régicide après Waterloo. Revenu de Bruxelles dès 1818, ce prince des gourmands vécut encore six ans à Paris, veillant sur les millions amassés par son avarice croissante et faisant dévotement pénitence des laides passions que l'opinion publique lui attribuait jusque dans sa vieillesse. M. Vialles, en retraçant sa biographie<sup>1</sup>, ne nous cache sans doute ni ses faiblesses, ni ses ridicules, ni ses vices, mais il fait plutôt effort pour montrer l'homme politique sous un jour favorable et plaide les circonstances atténuantes pour l'homme privé. J'avoue qu'il me semble trop indulgent, en l'appelant « un honnête homme, à une époque où il y en avait relativement peu à la tête du gouvernement » (p. 389). Cambacérès, ce gros gourmand, voluptueux et poltron, n'avait rien d'un « honnête homme » au sens élevé du mot<sup>2</sup>, et le seul éloge qu'on puisse lui donner, c'est de dire qu'il fut un jurisconsulte de grand mérite et le promoteur véritable de la réforme juridique qui se poursuivit sous la Convention, le Directoire et le Consulat, et qui aboutit au Code civil<sup>3</sup>.

M. DE LANZAC DE LABORIE continue sa vaste enquête sur le *Paris* du premier Empire<sup>4</sup>. Son nouveau volume attirera peut-être moins l'attention des esprits superficiels, parce qu'il s'écarte du cadre convenu de la vie politique et sociale, où se meuvent d'ordinaire les chroniqueurs de l'ère napoléonienne; mais il intéressera davantage les lecteurs sérieux et surtout les historiens de profession, parce qu'il leur apprendra bien des choses inconnues ou fort mal étudiées jusqu'à ce jour. M. de Lanzac de Laborie s'y occupe du vaste domaine de l'assistance publique, de la bienfaisance privée, nous expose les mesures gouvernementales prises pour assurer l'approvisionnement de Paris

1. M. Vialles nous apprend que la *Correspondance* de Cambacérès, avec Napoléon, qui s'étendait sur une période de quinze ans, fut brûlée par lui, dans la nuit du 29-30 mars 1814, avant la fuite à Blois. Quant aux *Mémoires*, qui devaient paraître déjà en 1824, on ignore pourquoi les détenteurs actuels les gardent toujours sous séquestre; après toutes les publications analogues des trente dernières années, ils ne pourront guère nous apprendre du neuf, étant donné surtout la pusillanimité de l'auteur.

2. Ayant reçu successivement vingt millions de l'Empereur, d'une façon plus ou moins légale, on ne peut vraiment pas louer Cambacérès de n'avoir pas volé les caisses publiques. Encore acceptait-il des présents en nature d'une foule de solliciteurs.

3. P. 48, l'auteur confondant, on ne sait pourquoi, *Rastatt* et *Darmstadt*, fait assassiner Bonnier dans cette dernière ville.

4. L. de Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon*; t. V : *Assistance et bienfaisance; approvisionnement*. Paris, Plon, 1908, in-18, 360 p.

et nous raconte la part personnelle que prit l'Empereur à l'établissement de ces organisations diverses. Le jeune Bonaparte avait vu, de ses yeux, le Paris populaire se lever en masse, poussé par la faim, et il ne voulait pas que sa capitale se soulevât ainsi, quelque jour, contre sa domination, aiguillonnée par une misère pareille. Aussi consacra-t-il beaucoup de temps, au milieu de ses campagnes, à veiller à la nourriture de Paris. Des sept chapitres du présent volume, les plus neufs et les plus fournis sont précisément le sixième (*la Question du pain*) et le septième (*l'Approvisionnement en viande*, etc.), qui nous initient aux efforts constants, mais pas toujours couronnés de succès, des autorités civiles et des commissions municipales, pour maintenir les subsistances à bon marché, principalement lors de la grande disette de 1811.

L'histoire extérieure du règne impérial n'est représentée cette fois que par le second volume de la *Correspondance du comte de La Forest*, ambassadeur de France en Espagne, publiée par M. GEORFROY DE GRANDMAISON<sup>1</sup>. Nous avons déjà caractérisé l'homme et sa correspondance dans un de nos derniers bulletins. Ce nouveau volume renferme les dépêches de La Forest, de janvier à septembre 1809; elles racontent l'installation du roi Joseph à Madrid, le retour offensif des alliés, les dissensions et l'indiscipline des maréchaux, choses bien connues, et, — ce qui l'est moins, — l'indifférence des Espagnols ralliés et même des ministres de Joseph, O'Farril, Cabarrus, etc., pour toutes les idées de réforme. Le frère de Napoléon lui-même se refuse à afficher des sympathies trop françaises et essaie de gagner la faveur populaire, lors de la grande procession de la Passion, en se mettant à genoux sur son balcon, « devant chaque sainte représentation », mais en vain<sup>2</sup>. L'ambassadeur, observateur assez sagace, mais conseiller médiocrement influent, doit se contenter de prendre note de la disette d'argent qui règne partout<sup>3</sup>, de l'insécurité des grandes routes, des propositions saugrenues qui se produisent

1. *Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne (1808-1813)*, publ. p. Geoffroy de Grandmaison; t. II. Paris, A. Picard, 1908, in-8°, 470 p.

2. L'habile courtisan qu'est La Forest gage cet insuccès d'une façon charmante : « Si la lugubre solennité (procession de la Passion) avait permis que le peuple se livrât à l'émotion qu'il a éprouvée en voyant Sa Majesté témoigner plus de respect encore que ses prédécesseurs pour les groupes de la Passion, il aurait évidemment jeté des cris de : Vive le Roi! malgré l'indifférence où il était retombé depuis six semaines » (p. 163).

3. Cela n'empêchait pas Joseph de distribuer, en septembre, vingt-six millions de réaux aux maréchaux, généraux, colonels, etc. (p. 425).

pour amalgamer Bourbons et Bonapartes<sup>1</sup>, mais sans pouvoir, une fois l'Empereur engagé dans sa campagne d'Autriche, obtenir grande attention pour ses doléances et moins encore les secours matériels nécessaires pour remédier à cette situation fâcheuse.

C'est à cet endroit que l'on peut mentionner aussi l'attrayant volume des *Souvenirs de la duchesse de Dino*, publiés par sa petite-fille M<sup>me</sup> la comtesse Jean de CASTELLANE, avec une préface de M. Étienne LAMY<sup>2</sup>. M. Lamy semble avoir la spécialité, bien enviable du reste, de présenter au grand public français les confessions des belles dames de la Révolution et de l'Empire, et il s'acquitte avec une virtuosité remarquable de cette tâche délicate. Ses préfaces n'ont qu'un défaut, c'est qu'il croit peut-être un peu trop ses clientes de choix sur parole et qu'il y groupe avec tant de talent et de succès tout ce qui fait la « moëlle substantifique » de ces *Souvenirs*, qu'après l'avoir lu, on trouve un peu monotone le récit lui-même, dont il a déjà butiné toute la sève. Ce fut le cas jadis pour l'aimable et frivole Aimée de Coigny; c'est encore le cas pour l'aimable et sérieuse Dorothée de Courlande, qui rédigea le présent volume. Malheureusement ce nouveau texte se prêtait un peu moins à des réflexions piquantes, puisque les *Souvenirs de la duchesse de Dino* s'arrêtent au moment où la très jeune princesse devient comtesse de Périgord. Il n'y a donc point là cette longue théorie des amoureux qui se succèdent auprès de la duchesse de Fleury, les Lauzun, les Malmesbury, les Garat et les Boisgelin. Peut-être y aurait-il eu des pages bien curieuses aussi dans le passé plus récent de la future Egérie du Congrès de Vienne, qui fut, aux côtés de son oncle Talleyrand, un personnage de marque dans cette auguste réunion de monarques nantis et de princes quémandeurs et déchus. Mais nous devons nous contenter ici des années d'enfance et de première jeunesse, racontées par M<sup>me</sup> de Dino avec une fraîcheur d'impressions qui leur confère un charme véritable. C'est, comme le dit si bien M. Lamy, « le bal blanc de ses souvenirs ». Sont-ils toujours objectivement exacts les croquis tracés assez longtemps après, alors que l'auteur touchait à la tren-

1. En septembre 1809, le général Sebastiani communique à La Forest l'idée d'un Espagnol anonyme qui propose de rendre la paix au royaume en mariant la fille aînée de Joseph avec le prince Ferdinand des Asturies. Le roi hausse les épaules, le ministre O'Farill est embarrassé, mais l'ambassadeur croit la chose assez intéressante pour en aviser le ministère des Affaires étrangères (p. 411).

2. *Souvenirs de la duchesse de Dino*, publiés par sa petite-fille, la comtesse Jean de Castellane; préface par Étienne Lamy. Paris, Calmann-Lévy, [1908], in-8°, 363 p., portrait.

taine, et qui nous montrent sous un jour original la maison maternelle et son éducation bizarre, la cour de Prusse ou celle de Mitau? On est tenté d'en douter parfois<sup>1</sup>; mais on se laisse toucher néanmoins par je ne sais quel grain de mélancolie qui assombrit le tableau et nous laisse deviner sous la grande dame une femme lassée, peut-être même révoltée des réalités de l'existence. En tout cas, la petite Dorka fut bien le plus amusant, comme le plus précoce des bas bleus de son temps avant que la politique s'emparât d'elle, hélas! et que sa mère, sur un mot de l'empereur Alexandre, la fiançât, à seize ans, à ce jeune officier, dont elle esquisse le portrait d'une plume plutôt moqueuse et nullement attendrie.

Nous terminerons ce bulletin en mentionnant le volume d'*Épisodes et portraits* que vient de publier M. Arthur Chuquet<sup>2</sup>. Il avait l'habitude jusqu'ici de grouper en deux séries distinctes, — *Études d'histoire* et *Études de littérature allemande*, — les études plus courtes que, dans l'intervalle de ses grands ouvrages, il consacrait à des personnages, obscurs ou célèbres, qu'il rencontrait au cours de ses recherches comme professeur des littératures germaniques au Collège de France ou comme historien des guerres de la Révolution. Dans les *Épisodes et portraits*, nous trouvons pour la première fois ces deux séries mélangées, et, s'il devient plus difficile de les classer désormais, nous nous féliciterons cependant de cet amalgame, puisque le public aura plus vite, de cette manière, les nouveaux recueils des travaux de M. Chuquet, qu'on ne lit jamais sans grand plaisir et sans grand profit. La première et la plus longue de ces nouvelles études, — elle compte près de 80 pages, — nous fait connaître le journal si curieux que rédigea, vers la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, un fonctionnaire des fermes, Parisien de naissance, envoyé deux fois pour affaires en Alsace. Émanant d'un observateur sagace des mœurs étrangères, le récit de M. de l'Hermine est doublement curieux, parce qu'il met sous nos yeux le contraste entre l'Alsace ravagée par la guerre, en 1675, et le tableau de la province se reprenant à vivre, en 1684, sous la protection de Louis XIV. Les autres études ont été, presque toutes, écrites à propos d'ouvrages historiques récents : la Correspondance amoureuse et militaire du chevalier de Mopinot, publiée par M. Jean Lemoine; le *Marquis de Saint-Hurugue*, de M. Fur-

1. Il y a, en tout cas, une faute d'impression à la p. 11, où il est question d'une pension de « vingt-cinq ducats »; évidemment le *mille* fait défaut.

2. Arthur Chuquet, *Épisodes et portraits*, 1<sup>re</sup> série. Paris, H. Champion, 1909, in-18, 341 p.



geot; les cahiers du sergent Philippot, mis au jour par M. Peltier; les aventures calabraises et autres du sous-lieutenant Rémy Boussard d'Hauteroche, racontées dans sa *Vie militaire en Italie sous le premier Empire*; les *Mémoires sur les guerres de Napoléon*, du général Désiré Chlapowsky; la *Marquise de Lage de Volude*, de M<sup>me</sup> de Reinach-Foussemagne; la baronne de Montet et ses *Souvenirs*. M. Chuquet ne s'est pas contenté d'analyser ces textes, il les a éclairés parfois d'un jour nouveau, il y a joint des données inédites, tirées de ses riches cartons. La seconde moitié du volume nous transporte en Allemagne; les *Souvenirs de guerre* du D<sup>r</sup> Güssfeldt ne nous arrêteront pas longtemps; mais nous signalerons les deux études sur le grand poète dramatique et romancier Hermann Sudermann, assez connu chez nous depuis qu'on a traduit quelques-uns de ses romans et joué *l'Honneur* à l'Odéon, et sur l'ancien officier Detlev von Lilieneron. Certains critiques considérables le proclament le plus remarquable des poètes lyriques de l'Allemagne contemporaine; ses poèmes et ses drames renferment en effet de beaux vers, mais on y trouve trop souvent quelque chose d'outré, de violent; c'est l'ébullition d'un sang encore très chaud, malgré l'âge, plutôt que les épanchements d'une grande âme.

Rod. REUSS.

## ANGLETERRE.

ARCHIVES. — M. SCARGILL-BIRD a donné une troisième édition de son *Guide* des Archives nationales de Londres (P. Record Office)<sup>1</sup>. Tandis que la seconde édition ne différait de la première que par des améliorations de détail, celle-ci a été entièrement refondue. Le plan nouveau, adapté à l'histoire même de ces Archives, comprend quatre divisions se rapportant : 1° aux anciennes cours supérieures de justice (Chancellerie, Échiquier, etc.); 2° au « State paper office »; 3° aux départements ministériels; 4° enfin, aux administrations supprimées ou aux commissions d'enquête abolies. Dans chacune de ces quatre sections, les indications sont rangées, comme précédemment, selon un classement alphabétique dont il n'est pas toujours facile d'avoir la clef, même en se reportant à l'index. Quant au détail, l'auteur a naturellement ajouté de plus grandes précisions qui attestent les progrès accomplis dans le classement et l'inventaire des fonds depuis douze ans. Maintenant, l'ouvrage vise à être complet<sup>2</sup>. On ne peut qu'applaudir aux améliorations réalisées dans cette édition, qui ne rend pas cependant la précédente inutile, car plusieurs fonds sont en un état constant de remaniement (est-ce un bien ou un mal?) et des indications aujourd'hui surannées peuvent servir encore<sup>3</sup>.

Un des collègues de M. Scargill-Bird au P. Record Office, et non des moindres, M. Hubert HALL, nous rend un aussi grand service en publiant ses *Études* sur les documents historiques conservés officiellement dans les Archives centrales du royaume<sup>4</sup>. A vrai dire, le titre n'est pas très clair. Que faut-il entendre par les « documents historiques » de ces Archives? Ne le sont-ils pas tous? Sans doute, ils n'ont pas tous la même valeur, et, encore, comment mesurer cette valeur? Ce serait un danger redoutable dans un dépôt d'archives d'y prétendre. M. Hall le sait bien, puisqu'après avoir paru établir des degrés dans l'importance historique des documents, il proteste avec pleine raison (p. 54) contre les destructions qui ont été ordonnées de

1. *A Guide to the various classes of documents preserved in the P. R. O.* Londres, His Majesty's stationary office, 1908, xxxvii-460 p. Prix : 7 sh.

2. Le titre de la 2<sup>e</sup> édition portait : *A Guide to the principal classes of documents*; celui de la 3<sup>e</sup> : *A Guide to the various classes...*

3. Je n'ai pas réussi à retrouver ce que sont devenues les « Miscellaneous books (Unclassified) » analysées aux pages 242-248 de la 2<sup>e</sup> édition.

4. *Studies in english official historical documents.* Cambridge, at the University press, 1908, xv-404 p. Prix : 12 sh.

temps en temps pour faire de la place. Son but est d'expliquer comment se sont formées les Archives centrales, de fournir les moyens d'y guider les recherches des étudiants et des érudits, d'enseigner enfin la manière dont ont été écrits et rédigés les actes qu'on y vient étudier. En fait, ce sont trois ouvrages, de dimensions très inégales<sup>1</sup>, réunis en un seul : une histoire des Archives depuis les origines de la chancellerie et même auparavant<sup>2</sup>, un traité de diplomatique et l'esquisse d'un traité de paléographie. Je ne sais s'il n'eût pas mieux valu consacrer autant de volumes séparés à chacun de ces sujets. La section consacrée à la paléographie surtout aurait gagné à être traitée à part et avec des fac-similés. Mais, enfin, si l'unité du livre est factice, ce qu'il renferme est d'une incontestable utilité. La première partie rendra de grands services aux travailleurs. M. Scargill-Bird commence chacune des divisions de son Guide par de brèves notions historiques; M. Hall les répète avec plus de détail et en les remplaçant dans leur développement chronologique jusqu'au décret de 1838 qui ordonna la centralisation des archives dans un unique dépôt, celui qui bientôt s'éleva sur l'emplacement même de l'ancienne « Rolls chapel ». Mais le morceau capital du livre est la deuxième section, consacrée à la diplomatique. Ici, M. Hall est pleinement original. Il n'existait pas encore de traité de diplomatique anglaise. Le *Formulare anglicanum* de Madox (1702), qui donnait les différents types d'actes rédigés à la chancellerie d'après les originaux conservés à la « Court of augmentation », tribunal établi au xvi<sup>e</sup> siècle pour la liquidation des biens du clergé régulier, avait une base trop étroite, visait un but plus pratique que scientifique et, sans cesser d'être utile, avait considérablement vieilli. Depuis lors, on n'avait publié que des études de détail : par exemple, celles de Hardy sur certaines catégories de chartes du xiii<sup>e</sup> siècle, celles de MM. Stevenson et Round sur les chartes anglo-saxonnes et celles de la période anglo-normande. La nouvelle école de paléographes et de diplomatistes qu'honorent les noms de Poole, de Tout, de Davis, etc., s'est occupée surtout de former des élèves. M. Hall a publié le résultat de ses douze années d'enseignement à l'Université de Londres<sup>3</sup>. Il se défend d'ailleurs d'avoir voulu donner à son œuvre

1. Voici la division de l'ouvrage : I. The sources of official historical documents, p. 1-153. II. The diplomatic of official historical documents, p. 157-351. III. The palaeography of official documents, p. 355-397.

2. L'auteur expose en détail la question de savoir s'il y eut une chancellerie royale avant la conquête.

3. La « London school of Economics », où professe M. Hall, est en effet une des branches de cette Université.

un caractère dogmatique; c'est, dit-il, un simple « Essai descriptif », qu'il nous présente. Soit; j'aurais cependant aimé à trouver plus de divisions et de définitions. Il se peut que des termes tels que « Records », « grants », « charters », « writs », « originals », « estreats », « returns », etc., représentent des idées simples et claires à des étudiants anglais; un étranger, un Français par exemple, n'en saisit pas tout de suite le sens technique ou la valeur légale. Il lui faut se refaire un vocabulaire spécial pour suivre avec fruit l'exposition discursive de l'auteur. Au moins est-il payé de sa peine par la masse de notions qu'il acquiert sur le caractère des chartes et des brevets, des lettres et papiers d'état, des enquêtes et comptes royaux, des enquêtes et plaidoiries judiciaires. De nombreux tableaux, disposés dans les appendices, permettent d'ailleurs de préciser ce que la rédaction du texte laisse d'un peu flottant dans l'esprit. Enfin, un formulaire dressé sur le plan du traité lui-même<sup>1</sup> permet d'éclairer les points obscurs par l'étude directe des documents<sup>2</sup>. Ce formulaire rappelle un peu celui de Madox, mais combien la base en est plus large et comme il est plus compréhensif! Ce que les *Select charters* de Stubbs sont, depuis plus d'un quart de siècle, pour l'étude des institutions, le *Formula book* le sera désormais pour toute étude de diplomatique anglaise.

M. Hall n'a pas prétendu faire un ouvrage définitif. A plusieurs reprises, il exprime le regret que l'on ne possède pas encore de cartulaire des chartes anglo-normandes qui seul permettrait d'établir sur de solides bases les règles suivies par la chancellerie royale à ses débuts et dans ses premières transformations. On n'a même encore jamais tenté de faire le catalogue des actes des premiers rois normands. Au moins, pour l'époque de Henri II, aurons-nous bientôt le recueil, formé par M. Léopold DELISLE, des actes de ce roi quant à ses possessions normandes et angevines<sup>3</sup>; l'introduction, dont l'impression s'achève en ce moment, formera à elle seule tout un volume<sup>4</sup>,

1. *A formula book of english official documents*. Part I : Diplomatic documents, selected and transcribed by a seminar of the London school of Economics. Cambridge, at the University press, 1908, xvi-170 p. Prix : 6 sh.

2. Les textes ont été transcrits avec soin. Je ne trouve pas heureuse l'innovation qui consiste à remplacer par un *e* la diphtongue *æ* des désinences latines.

3. De propos délibéré, M. Delisle a laissé le domaine aquitain hors du cadre de son travail.

4. M. Delisle m'a fait l'honneur, dont je sens tout le prix, de me communiquer les premières épreuves en pages de son livre. Je puis donc dire très exactement ce qu'il contiendra. Il est divisé en dix sections, dont voici la substance : I. Importance des suscriptions des actes de Henri II pour en établir la

et l'on sait déjà l'intéressante découverte faite par M. Delisle<sup>1</sup> sur la modification du titre royal dans la suscription des chartes. A partir de Jean Sans-Terre, les difficultés sont moindres et les matériaux plus abondants; un ordre admirable préside à la conservation des documents, et les principales règles de la chancellerie sont fixées. Il n'y a plus qu'à puiser à des sources abondantes et qui ne tarissent pas.

C'est précisément ce que vient de faire M. Eugène DÉPREZ dans ses *Études de diplomatique anglaise*<sup>2</sup>, petit livre qui se présente comme le tome I d'une série à venir<sup>3</sup>. L'auteur, dont l'activité et l'intelligence ont été reconnues et récompensées par la plus haute juridic-

chronologie (chancellerie de ce roi; multiplicité des actes qui en sont sortis, rareté de ceux qui subsistent; absence de toute date chronologique dans la plupart de ces actes; changement du protocole de la chancellerie et introduction de la formule *Dei gratia* vers 1173). II. Documents auxiliaires servant à préciser la date des actes de Henri II (les *Pipe rolls*, les listes de témoins, l'Itinéraire, etc.). III. Les chanceliers de Henri II. IV. Diplomatique du duché de Normandie de 1136 à 1154 (actes du roi Étienne, de Henri Plantagenet, de son père Geoffroi d'Anjou, et de sa mère Mathilde, l'impératrice). V. Observations sur les actes de Henri II (caractères extrinsèques et intrinsèques; des diverses sortes de chartes rédigées à la chancellerie ou pendant les absences du roi; chartes rédigées en multiples exemplaires, chartes vidimées, renouvelées ou innovées). VI. Observations sur les parties protocolaires des actes (de la formule *Rex Anglorum*; emploi du *Teste me ipso*; comparaison des usages observés à la chancellerie de Henri II avec ceux des autres rois anglo-normands, ses prédécesseurs). VII. Actes du roi associé Henri dit Court-Mantel. VIII. Observations sur certaines anomalies de chartes authentiques. IX. Examen des chartes fausses, falsifiées ou fort suspectées (en particulier d'une charte normande attribuée au règne de Henri II et qui a été copiée sur la grande charte de 1215). X. Documents et notes sur les principaux témoins et sur certains personnages cités dans les chartes de Henri II (en tête, un petit groupe de documents inédits ou dont on donne un meilleur texte, tel qu'un fragment du grand rôle de l'Échiquier de Normandie pour l'année 1184). Le volume, qui prendra rang dans la série des *Chartes et diplômes* éditée par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, comprendra environ 600 pages. — Plus tard paraîtra le recueil des actes, surtout normands, de Henri II, qui dépassera le chiffre de 800.

1. Voir *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1907, t. LXVII, p. 361. Joindre deux autres articles qui complètent celui-là : 1907, t. LXVIII, p. 273, et 1908, t. LXIV, p. 541 et 738.

2. *Études de diplomatique anglaise, de l'avènement d'Édouard I<sup>er</sup> à celui de Henri VII, 1272-1485*, I : *le sceau privé, le sceau secret, le signet*. Paris, Champion, 1908. In-12, 128 p.

3. Ceci nous rassure, car M. Déprez dit, p. 6 : « Le présent travail est un résumé en quelques pages de la diplomatique anglaise pour la période comprise entre 1272 et 1485. » L'expression a dépassé sa pensée. Il sait mieux que personne combien est immense le champ de la diplomatique anglaise. On n'aurait, au besoin, qu'à consulter la table des matières du livre de M. Hall.

tion intellectuelle de notre pays, l'Institut, a mis en parfaite lumière un des procédés employés par les rois d'Angleterre pour assurer la prompte et correcte expédition des lettres patentes : c'est le bref sous le sceau privé, qui prend sa forme définitive à partir d'Édouard I<sup>er</sup>. Il y rattache l'étude des actes expédiés sous le sceau dit du griffon, particulier à Édouard III, qui devint ensuite le sceau secret, et enfin des actes expédiés sous le signet, ou cachet, à forme losangée, de l'anneau royal. C'est la série, relativement peu explorée, des « Privy seals »<sup>1</sup> de la chancellerie qui lui a fourni tous ses exemples. Ces derniers, qui s'élèvent à près d'une centaine, sont pour la plupart heureusement choisis, non seulement pour la forme protocolaire des actes, mais aussi pour le fond qui, çà et là, est vraiment savoureux.

DOCUMENTS. — Je ne recommencerai pas le tableau des publications exécutées par la direction des Archives (P. Record Office), que j'ai esquissé dans mon précédent bulletin<sup>2</sup>, d'autant moins que les volumes parus depuis lors dans chaque série d'inventaires ont été annoncés ici chacun en son temps. Il convient cependant de rappeler l'attention sur deux de ces séries. D'abord, celle des *Charter Rolls*, dont le troisième volume est maintenant en vente<sup>3</sup>; on y trouvera le texte, publié *in extenso*, de nombreuses chartes du XI<sup>e</sup> et du XII<sup>e</sup> siècle, que l'on ne connaît plus guère que par la transcription faite sur ces rôles<sup>4</sup>. Ainsi, dans les trois volumes, on compte environ 80 chartes de Henri I<sup>er</sup>, autant de Richard I<sup>er</sup>, 200 de Henri II. Vient ensuite l'Inventaire des livres du Trésor, qui se rapporte à l'époque moderne<sup>5</sup>. Les quatre tomes parus forment un

1. M. Déprez dit (p. 8) que cette série comprend 1,758 liasses enfilées (*files*) à 100 actes environ par *file*, ce qui donne un total d'environ 175,000 minutes originales. Dans le *Guide* de M. Bird, on la trouvera indiquée sous la rubrique : « Chancery warrants for the great seal ». Il y a d'ailleurs aux archives d'autres séries de sceaux privés que celle-là. Voir l'article de M. Tout dans *The english historical Review*, 1908, p. 556. Enfin, il eût été intéressant de rechercher au moins dans la série déjà publiée des *Calendars* les lettres patentes qui ont été passées sous le grand sceau en vertu de l'ordre royal contenu dans le « warrant » sous le petit sceau.

2. Voir *Rev. hist.*, t. XCHII, p. 379-383.

3. *Calendar of the charter rolls preserved in the P. R. O.* Vol. III, 1908. Ce volume se rapporte aux années 1300-1326.

4. En tête de chaque volume est une liste de ces chartes avec les dates certaines ou approximatives qu'on ne peut leur attribuer. Ce travail de chronologie est en grande partie l'œuvre de M. Davis.

5. *Calendar of Treasury books preserved in the P. R. O.* Prepared by William A. Shaw. T. I : 1660-1667 (1904); t. II : 1667-1668 (1905); t. III, en deux tomes : 1669-1672 (1908).



ensemble bien limité qui commence à la Restauration et se termine à la banqueroute du gouvernement anglais en janvier 1672. M. SHAW, qui les a préparés pour l'impression, a, dans trois préfaces, montré, chiffres en main, les causes de cette catastrophe financière; d'après lui, ce n'est pas Charles II, c'est le Parlement, ou mieux la Chambre des Communes, qui en fut responsable. On estimait, vers 1660, qu'il fallait au roi environ 4,200,000 livres pour faire face aux dépenses annuelles de l'administration royale; en fait, le Parlement vota cette somme, mais jamais les taxes qui devaient la fournir n'atteignirent à ce chiffre; le trésor royal se trouva donc en déficit chaque année d'environ un tiers des recettes promises et nécessaires. Le roi avait en outre à payer les dettes de son père Charles I<sup>er</sup>, dont une partie avait été contractée par le Parlement lui-même au début de la guerre civile, et les siennes propres, que le Parlement s'était engagé à éteindre. Cette situation, déjà très difficile, fut encore aggravée par l'incendie de Londres et par la guerre anglo-hollandaise, que Charles II n'avait pas désirée; les subsides extraordinaires votés pour cette guerre ne purent en couvrir les frais. Pour parer aux difficultés sans cesse grandissantes, le roi employa tous les moyens : il versa dans les caisses de l'Échiquier une partie de ses revenus personnels; il engagea ou vendit des terres appartenant à son domaine privé; il afferma le revenu de certains impôts; il emprunta aux taux les plus onéreux. Emportée par l'esprit de faction, la Chambre des Communes ferma les yeux sur une situation qu'elle avait créée elle-même; ou bien elle s'en prit, sans justice et sans succès, aux ministres du roi, mais elle ne fit rien pour venir en aide à ce dernier. Doit-on s'étonner qu'après dix années d'épreuves, Charles II se soit mis à la solde de Louis XIV? Est-il seul responsable du traité de Douvres? Les tableaux dressés par M. Shaw jettent la plus vive lumière sur une question que l'esprit de parti avait singulièrement embrouillée; ils sont le plus souvent un témoignage en faveur de Charles II et de ses ministres.

Nous avons déjà parlé de la *Canterbury and York Society*, qui se propose pour objet principal de publier les registres épiscopaux des deux provinces ecclésiastiques. Depuis 1904, cette société a distribué régulièrement à ses membres quatre fascicules par an : sept d'entre eux se rapportent à Hugues de Wells, évêque de Lincoln (1209-1235), trois à saint Thomas Cantilupe, évêque de Hereford (1275-1283); on a de plus commencé les registres de deux archevêques de Cantorbéry : John Peckham (1279-1294) et Mathieu Parker (1539-1579). Un seul est actuellement terminé : celui d'Adam d'Orleton,

évêque de Hereford (1317-1327)<sup>1</sup>; c'est aussi le seul qu'il m'ait été possible de consulter. J'y noterai deux intéressantes lettres en français de Charles IV le Bel concernant les origines de l'affaire de Saint-Serdos et par conséquent de la guerre anglo-française de 1324-1325. Une autre société, étroitement apparentée avec celle dont il est question ici, s'est formée pour publier les archives épiscopales de Hereford : la *Cantilupe Society*, ainsi nommée parce que le plus ancien registre est celui de saint Thomas Cantilupe. Ses publications paraîtront avec celles de la *Canterbury and York Society*. Enfin, l'on annonce une bibliographie de tous les registres épiscopaux qui ont été publiés jusqu'à présent; elle rendra certainement un grand service en faisant mieux connaître une des sources les plus précieuses pour l'histoire de l'Église en Angleterre.

Le tome IV des *Annales de jurisprudence* pour le règne d'Édouard II se rapporte aux années 1309-1314. Commencé par F. W. MAITLAND, il a été terminé par M. G. J. TURNER<sup>2</sup>. La préface, qui est en entier l'œuvre de ce dernier, donne d'utiles détails sur certains clercs employés à la cour du Banc du roi : les *narratores*, qui ont beaucoup de ressemblance avec les « serjents at law » et les *apprenticii*, ancêtres des « barristers »; M. Turner expose l'organisation nouvelle donnée à la cour du Banc du roi en septembre 1309 pour hâter l'expédition des affaires de plus en plus nombreuses, et montre les débuts de la juridiction dite de *nisi prius*, qui avait pour objet de faire juger certaines causes non plus à Westminster, mais dans les comtés même où elles étaient nées. Comme pour les précédents volumes, le texte, d'une intelligence souvent si difficile, des *Year books*, est commenté à l'aide du résumé officiel des plaidoiries transcrites sur les rôles de la cour (« de Banco rolls »). Le texte et la traduction ont été édités avec un soin digne des plus grands éloges<sup>3</sup>. M. Turner est un excellent continuateur de Maitland. Dans une préface de quelques pages, M. Lock, secrétaire de la Selden Society, a donné une esquisse précise de la vie de ce dernier<sup>4</sup> et indiqué tout ce que lui doit la Société.

Un second volume, distribué par la Société, se rapporte au droit

1. *Dioecesis Herefordensis Registrum Ade de Orleton*, fasc. 12 et 15. Londres, au siège de la Société, 124, Chancery lane.

2. *Year-books of Edward II*, vol. IV. Londres, Quaritch (Selden society), 1907. In-8°, XLIII-263 p. (les p. 1-201 doubles). Sur le t. III, voir *Rev. Hist.* t. XCIII, p. 385-386.

3. Article 2 : « Arondei contre Chauvent. » Ce dernier nom devrait être écrit Chanvent, représentant la forme plus ancienne Champvent.

4. Une belle photogravure, reproduisant un portrait de Maitland peint en août 1906, a été placée en tête du volume.

commercial<sup>1</sup>. La *Revue historique* a déjà signalé<sup>2</sup> l'intéressante brochure où M. Ch. Gross a traité du tribunal des « Pieds-poudreux », qui se tenait au temps des foires et des marchés et qui rendait une justice expéditive aux marchands étrangers<sup>3</sup>. A la différence du continent, où l'on n'a pas encore signalé de pièces d'archives provenant de ces tribunaux, il en existe dans les archives anglaises, soit à Londres (P. Record Office, Brit. Museum), soit dans certaines villes de comté. La série la plus considérable se rapporte aux célèbres foires de Saint-Ives, dont les archives remontent à l'année 1270. Ce sont des extraits de ces textes, uniques pour l'histoire du commerce et du droit commercial, que M. Gross publie pour la Selden Society. L'introduction nous renseigne d'une façon brève et substantielle sur le droit des marchés et des foires, sur l'organisation des tribunaux où il était mis en pratique, sur les tribunaux de l'Étapse de la laine, sur la foire de Saint-Ives, à laquelle la plus grosse part du volume a été réservée. Ce recueil sera au moins aussi précieux pour l'économiste que pour le juriconsulte, et son intérêt dépasse de beaucoup les limites de l'Angleterre.

La Société royale d'histoire a accordé trois volumes de la « Série Camden » au P. Francis A. GASQUET, « abbé-président » des Bénédictins anglais, pour un recueil de documents relatifs aux maisons de l'ordre de Prémontré en Angleterre<sup>4</sup>. Ces documents, inédits pour la plupart<sup>5</sup>, proviennent d'un registre concernant les visites des maisons de l'ordre par Richard Redman, abbé de Shap, qui fut plus tard évêque de Saint-Asaph (1468), d'Exeter (1496) et d'Ely (1504), mais qui n'en continua pas moins de faire ses tournées pastorales tous les trois ans, en tant qu'abbé. De ce registre, nous ne possédons plus que la seconde moitié<sup>6</sup>. La première nous est connue seulement par une copie prise vers 1733 par Peck, qui, s'étant proposé de donner une suite au *Monasticum anglicanum*, avait formé un recueil de cinq volumes de copies sur l'ordre de Prémontré<sup>7</sup>. Les annotations

1. *Select cases concerning the law merchant, 1270-1638*, vol. I. Local courts. Londres, Quaritch (Selden society), 1908, LV-181 p. (les p. 1-135 sont doubles).

2. T. XCI, p. 441.

3. Marchands étrangers à la ville, régnicoles ou autres.

4. *Collectanea anglo-premonstratensia*. Camden third series, vol. VI, X et XII, 1904 et 1906.

5. Il n'y a, pour ainsi dire, rien sur l'Angleterre dans la *Bibliotheca Praemonstratensis ordinis* de Le Paige (1633). Le P. Gasquet aurait dû au moins mentionner la bibliographie établie par Ch.-V. Langlois dans ses *Formulaires (Notices et extraits des mss., t. XXXIX, 1891, p. 307)*.

6. Aj. à la Bodl. d'Oxford, Ashmole, n° 1519.

7. Ces vol. sont au Brit. Mus., Add. mss. n° 4934-4938.

de Peck sont si précises qu'il serait très facile aujourd'hui de reconstituer l'ordre des pièces du manuscrit disparu. L'abbé Gasquet a jugé préférable d'adopter celui qu'a suivi par Peck et de grouper les documents en deux séries : l'une relative à l'histoire générale de l'ordre et aux rapports des trente-cinq abbayes anglaises<sup>1</sup> avec la maison-mère de Prémontré; l'autre composée de notes prises par Redman ou plutôt par son secrétaire, Richard Bedall, dans la visite de ces abbayes. Il y a joint, pour chacune d'elles, une liste des abbés plus complète que toutes celles qu'on avait pu établir jusqu'ici. Cette publication profitera beaucoup à l'histoire religieuse de l'Angleterre au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle et au <sup>xv</sup><sup>e</sup>. Elle permettra notamment de tracer un tableau assez exact de la situation morale d'une partie du clergé régulier un demi-siècle avant la Réforme. On voudra sans doute comparer les *Comperta* de Redman avec ceux des commissaires de Thomas Cromwell. Ceux-ci n'ont vu (et sans doute n'ont voulu voir) que le mal, et les procédés d'enquête employés par eux jettent les plus légitimes soupçons sur la sincérité de leurs rapports. Redman est entièrement désintéressé dans l'espèce. Son témoignage en somme est favorable; les fautes les plus fréquentes sont des infractions à la règle qui attestent une nonchalance générale et laissent deviner une certaine tiédeur religieuse. Les fautes contre la morale sont rares : à peine un cas pour cent chanoines examinés. Il est vrai que le visiteur passait bien vite; la rapidité de ses mouvements ne permettrait-elle pas de croire à un examen parfois superficiel? Dans la préface au premier volume, l'abbé Gasquet a retracé d'une façon très intéressante le long conflit entre les abbayes anglaises et l'abbé de Prémontré qui prétendait leur imposer des taxes arbitraires (1340-1346). Or, Édouard II, suivant en cela la politique de son père, refusait de laisser partir à l'étranger l'argent anglais. Menacés de forfaiture par le roi s'ils payaient et d'excommunication par l'abbé chef d'ordre s'ils ne payaient pas, les malheureux abbés anglais éprouvèrent de nombreuses tribulations avant d'obtenir sur ce point particulier une demi-indépendance. Pour tout le reste, ils demeurèrent soumis au chef d'ordre; Redman était précisément un visiteur nommé par l'abbé français de Prémontré.

Deux autres volumes de la « Série Camden » se rapportent à l'histoire moderne. Le premier est le *Journal de marche* d'un condottiere anglais en Allemagne pendant la guerre de Trente ans : Sydnam Poyntz<sup>2</sup>. Il suivit Mansfeld aux Pays-Bas en 1624, puis en Allemagne,

1. Voir l'arbre généalogique de ces maisons dans la préface du t. I, p. XI.

2. *The relation of Sydnam Poyntz, 1624-1636*; edited for the R. histor. Soc.

en Hongrie, tomba aux mains des Turcs; libre après six ans environ de captivité, il passe au service de l'empereur, se bat à Breitenfeld et à Nordlingue et quitte le service après la paix de Prague (1635). Son Journal fourmille d'inexactitudes, mais il est un des rares témoignages directs qui nous soient parvenus des acteurs de cette longue guerre et, à ce titre, elle méritait d'être publiée. — Le second est le Journal tenu par le Rév. Ralph Josselin, qui vécut de 1616 à 1683<sup>1</sup>. A partir de 1644, il tint un compte minutieux de sa vie. Vie d'ailleurs fort banale : il était d'une bonne famille du comté d'Essex; mais il se trouva presque sans ressources à la mort de son père (1636); après plusieurs années de misère, il devint « vicaire » d'Earls Colne en 1644 et n'en bougea plus, uniquement occupé de ses fonctions pastorales et de la conduite des ses affaires personnelles. Il réussit à traverser sans dommages les temps troublés de la guerre civile, puis la réaction qui suivit le retour du roi, et mourut avec une assez jolie fortune, obscur comme il avait vécu. Son journal est, comme sa vie, terne et sec. Pour l'histoire des mœurs, on ne le consultera pas sans fruit.

Il n'est pas un historien qui, ayant à faire des recherches sur des familles nobles ou des maisons religieuses de l'Angleterre, n'ait consulté l'Itinéraire de Leland. Ce célèbre archéologue, qu'Henri VIII appréciait, avait été chargé officiellement en 1533 de rechercher dans les bibliothèques des collèges et des monastères les œuvres des anciens auteurs. Pendant six ans, il parcourut le royaume dans tous les sens, notant tout ce qui frappait ses regards : l'état des routes et des cultures, les châteaux et les églises, les inscriptions tumulaires et les manuscrits des chroniqueurs. Ce sont ces notes qui constituent son Itinéraire, premier type de ces *Itinera* du xvii<sup>e</sup> et du xix<sup>e</sup> siècle qui ont rendu tant de services à la connaissance des antiquités médiévales. On pouvait les lire dans le texte donné par Hearne (1740-1742), reproduit plusieurs fois depuis; mais comme ces éditions étaient dépourvues d'index, c'était un travail long et parfois stérile de s'y aventurer. M<sup>lle</sup> L. To. SMITH nous libère de cette peine en nous donnant une nouvelle édition dont chaque volume a ses tables des noms de lieux et de personnes<sup>2</sup>. Grand avantage dont on lui saura un gré

by the Rev. A. T. S. Goodrik. Camden third series, vol. XIV (1908). Vu l'absence de chronologie, la biographie de Poyntz est fort difficile à suivre dans le texte comme dans la préface.

1. *The diary of the Rev. Ralph Josselin, 1616-1683*; edited for the R. hist. Soc. by E. Hockliffe. Camden third series, vol. XV.

2. *The Itinerary of John Leland, in or about the years 1535-1543*. Londres, Bell et fils. T. I, XLIII-352 p. (1907), et t. II, vi-192 p. (1908). Prix : 18 et 12 sh.



infini. En outre, elle a revu le texte avec le soin le plus scrupuleux, soit sur l'original, qui malheureusement nous est parvenu mutilé<sup>1</sup>, soit sur d'anciennes copies, dont la plus ancienne et la plus complète est celle de Stow (1576). Elle y a fait ajouter des cartes qui présentent un sérieux intérêt archéologique. A-t-elle eu raison de rééditer certains fragments de chroniques copiées par Leland et publiées par Hearne, qui forment un assez long appendice au livre V? La question peut être posée. Cependant il est commode d'avoir sous la main ces textes qui intéressent surtout les abbayes de Croyland et de Bury Saint-Edmonds. Il ne faut pas oublier que l'époque où Leland parcourut l'Angleterre est celle de la suppression des monastères, où furent dispersées de si riches bibliothèques. Dans ce grand naufrage, il réussit à sauver quelques belles épaves. Ne fût-ce qu'à ce point de vue, son œuvre méritait de nous être rendue avec une correction et une élégance qui lui fissent honneur<sup>2</sup>.

Voici encore un vénérable livre, souvent consulté, et dont il n'existait pas d'édition moderne vraiment satisfaisante : le tableau historique et descriptif de Londres par John Stow<sup>3</sup>. Le diligent annaliste (il mourut le 5 avril 1605 à l'âge de quatre-vingts ans) en avait donné lui-même deux éditions où les fautes d'impression n'étaient pas rares; les huit éditions qui suivirent, même la dernière, donnée par H. Morley en 1889, n'apportèrent pas de sérieuses améliorations. Pour la première fois, grâce à M. Kingsford et à son collaborateur M. DOBLE, nous aurons dans sa pureté l'édition de 1603, collationnée avec la première, celle de 1598. Dans des notes qui remplissent presque la moitié du tome II, M. Kingsford s'est efforcé de corriger les erreurs de fait où Stow était tombé et surtout de noter les sources où il a puisé. Cette dernière partie de la tâche qui incombait à l'éditeur n'était pas la moins délicate, car Stow avait beaucoup lu, pris des extraits dans une foule d'ouvrages, mais d'ordinaire ne donnait pas ses références; il fallait une connaissance approfondie des sources de l'histoire d'Angleterre et de Londres en particulier pour mener un tel travail à bien. Un glossaire et une triple table des noms de per-

1. Il est divisé en dix livres; trois ont disparu. Les livres 1-3 composent le t. I et les livres 4-5 (beaucoup moins développés) le t. II.

2. On a eu tout à fait raison de rééditer un écrit que Leland avait placé dans ses *Collectanea*, le « Cadeau de nouvel an au roi Henri VIII », épître dédicatoire écrite d'un style dithyrambique et avec des accents touchants; c'est la véritable préface de son *Itinerary*.

3. *A Survey of London, by John Stow, reprinted from the text of 1603 with introduction and notes*, by Ch. L. Kingsford. Oxford, Clarendon press, 1908. 2 vol. in-8°, 352 et 470 p. Prix : 30 sh. les deux volumes.



sonnes, de lieux et de matières, due à M. DOBLE, faciliteront les recherches dans ce tableau où Stow a entassé, sans grand ordre, des choses fort disparates. On y retrouvera le texte de la Description de Londres par Guillaume Fils Étienne, un des biographes de Thomas Becket; le morceau est célèbre, il a été bien publié dans les *Memorials for the history of Th. Becket*; mais on a plaisir à le retrouver ici, avec son cortège de variantes, à sa vraie place. Une biographie très détaillée et en partie neuve de Stow, suivie d'une bibliographie de ses œuvres, sert d'introduction au volume; une carte, jointe au tome II, fait revivre à nos yeux la cité de Londres avec ses quartiers (*wards*) et ses enclos privilégiés (*liberties*) vers l'an 1600. Rien n'a été négligé pour faire de ce livre un instrument de travail aussi commode qu'utile.

Après avoir réédité les recueils de voyages formés par Hakluyt et Purchas<sup>1</sup>, la librairie Mac Lehosé, de Glasgow, nous donne en quatre volumes l'Itinéraire de Fynes Moryson<sup>2</sup>. Celui-ci<sup>3</sup> fit deux grands voyages en Europe : le premier (1594-1595) le conduisit en Allemagne, en Pologne, en Italie; il revint par la Suisse, Strasbourg, Metz et Paris; il traversa la Lorraine et la Champagne, alors infestées par des bandes armées qui détroussaient les voyageurs (il fut lui-même une de leurs victimes) et ruinaient le pays. Il repartit presque aussitôt (novembre 1595) pour voir Jérusalem et Constantinople; il revint par Venise et l'Allemagne (juillet 1597). En 1598, il parcourut l'Écosse. Un de ses frères, qui servait en Irlande sous le comte d'Essex, l'attira dans l'île, alors désolée par une guerre sans merci; il fut secrétaire du gouverneur, le « Lord-deputy » Mountjoy, pendant les trois années que dura la lutte contre les Irlandais soulevés (la « Tyrone's rebellion »); il y resta jusqu'en 1606. Puis il se mit à écrire le récit de ses voyages. Il mourut en 1629, à l'âge de soixante-quatre ans. Il y a un peu de tout dans son Itinéraire : des conseils sur la manière de voyager, des indications sur le prix des choses, voitures et chevaux de louage, repas et logement, des dissertations sur les mœurs, les costumes, la géographie des pays traversés, l'énumération des monuments visités, etc. C'est un Murray ou un Joanne.

1. Voir *Rev. Hist.*, t. XCHII, p. 391.

2. *An Itinerary, containing his ten yeeres travell through the twelve dominions of Germany, Bohmerland, Sweitzerland, Netherland, Denmarke, Poland, Italy, Turkey, France, England, Scotland and Ireland.* 4 vol. in-8°, 1907-1908, xxiv-468, 466, 499 et 521 p. Prix : 2 l. 10 sh.

3. Moryson était né en 1566. Son prénom, Fynes, rappelle le nom de Lord Edward Fiennes de Clinton, qui était lieutenant du comté de Lincoln au moment où naquit Moryson.

C'est aussi un livre d'histoire, non seulement à cause des renseignements fournis sur les pays traversés, mais surtout parce qu'il s'étend longuement sur l'Irlande et sur la guerre faite au comte Tyrone qui avait soulevé le pays contre Élisabeth. La seconde partie tout entière (soit près d'un tiers de l'ouvrage) est consacrée à ce sujet<sup>1</sup>; c'est le récit d'un témoin oculaire, qui narre les choses telles qu'il les a vues, qui les juge avec le détachement du voyageur curieux, avant tout, de voir, de savoir et de raconter, mais aussi d'un fonctionnaire en situation d'être bien renseigné. C'est une source de premier ordre à placer à côté de la *Pacata Hibernia* de Sir George Carew<sup>2</sup>. L'Itinéraire de Moryson a été publié pour la première fois en 1617 et l'on n'en avait guère réédité depuis que des fragments<sup>3</sup>. L'édition actuelle reproduit le texte de 1617 en entier, même avec ses fautes d'impression et les *errata*. On y a mis un index qui manquait à l'édition *princeps*; malheureusement, cet index est fort incomplet. Il eût été nécessaire d'identifier les noms de lieu, souvent défigurés par l'orthographe fantaisiste de Moryson<sup>4</sup>; on n'a pas pris cette peine. Enfin, il reste de Moryson des fragments manuscrits<sup>5</sup>; ils n'ont pas été utilisés. Il reste donc à faire de l'œuvre une édition critique qu'un autre libraire ne risquera pas, il faut le craindre, de sitôt.

On ne saurait trop vivement attirer l'attention, chez nous en particulier, sur les publications de la Société Champlain. Après Lescarbot<sup>6</sup>, on nous donne la *Description géographique et historique des costes de l'Amérique septentrionale* par Denys<sup>7</sup>. Nicolas Denys, Tourangeau, né en 1598, se rendit en Acadie aussitôt après que cette presqu'île eut été rendue par l'Angleterre à la France (1632) et fonda un grand établissement pour la pêche et l'exploitation des forêts à

1. Il est intitulé : *The Rebellion of Hugh earle of Tyrone and the appeasing thereof, written in forme of a journall*. Dans la présente édition, ce Journal occupe les pages 165-466 du t. II et 1-347 du t. III.

2. Il y a de cet ouvrage une édition récente par S. O'Grady, 1896.

3. Par exemple dans le *Shakespeare's Europe* de Ch. Hughes, 1903.

4. De Metz à Paris, Moryson passe par Pontmolin, Pont, Toul, Saint-Aubin, Bar, Longeville, Amystoncour, Châlons, Stzan, Chastillon, Nangi. Saut Châlons et Bar, aucun de ces lieux ne figure à la table et aucun n'a été identifié. De même Roan (Rouen) où Moryson s'arrêta dans son chemin de Paris à Dieppe.

5. Conservées au collège de Corpus Christi, Oxford (t. I, p. xiv).

6. Dont nous n'avons encore que le premier volume; voir *Rev. hist.* t. XCVII, p. 219.

7. *The description and natural history of the coasts of North America (Acadia)*, by Nicolas Denys, translated and edited by W. F. Ganong. Toronto, The Champlain Society, 1908, xvi-625 p.

Saint-Pierre (île du Cap breton). Il reçut, vingt ans plus tard, de la compagnie de commerce de la Nouvelle-France, le privilège d'exploiter et de gouverner la région comprise sur le littoral atlantique de l'Acadie (1653). Mais les colons n'arrivèrent point; le gouverneur eut des luttes à soutenir avec les autres gouverneurs français ses voisins et ses rivaux; enfin un incendie vient dévorer ses établissements de Saint-Pierre (1668). Il revint alors en France avec un livre, la *Description* où, sans le dire précisément, il voulait expliquer son insuccès par les machinations de ses adversaires. Le livre parut en 1672. Après un long séjour en France, Denys retourna en Acadie, où son fils Richard avait géré de son mieux ses intérêts pendant son absence; il y mourut l'année suivante (1688) à l'âge de quatre-vingt-dix ans et fut promptement oublié; son livre aussi. On trouve cependant dans cet ouvrage une description fort intéressante du pays, des procédés employés pour la pêche et la conservation de la morue, le tout sans beaucoup d'ordre ni de style, mais d'une manière vivante et instructive. Il mérite d'être lu enfin parce qu'il nous apporte le plus ancien témoignage que nous ayons sur le pays (le « pays d'Évangeline »); mais c'est l'œuvre d'un vieillard (il avait alors soixante-treize ans), qui écrit de mémoire et dans un but d'apologie personnelle; il ne saurait donc être cru sur parole et sans examen; il a fallu, sur beaucoup de points, corriger en note les erreurs du texte. Le travail de l'éditeur et du traducteur (M. GANONG)<sup>1</sup> mérite les plus grands éloges. De bonnes illustrations, des cartes, des facsimilés, une impression soignée ajoutent au charme de l'ouvrage.

Le 3<sup>e</sup> volume des publications de la société complète un très bon livre sur le régime seigneurial au Canada, dont il a été parlé ici<sup>2</sup>. M. MUNRO y a réuni en effet ses pièces justificatives, utile recueil de documents de 1598 à 1854<sup>3</sup>, époque où disparut ce qui subsistait encore de l'ancien régime. Ces documents, dont bon nombre étaient auparavant inédits, ont été reproduits dans leur langue originale : d'abord en français, puis (à partir de 1760) en anglais. Dans son introduction, M. Munro ne pouvait rien ajouter d'essentiel à ce qu'il avait exposé tout au long dans son livre; il insiste sur la distribution des terres, l'établissement de la législation féodale (les édits de

1. M. Ganong a donné en outre, l'an dernier, une biographie de Richard Denys, le fils unique de Nicolas : *Richard Denys, sieur de Fronsac, and his attempt to settle northern New-Brunswick* (1907).

2. Tome XCV, p. 130.

3. W. B. Munro. *Documents relating to the seigniorial tenure in Canada, 1598-1854*. Toronto, The Champlain Society, 1908, cxxiii-380 p.

Marly) et trace le tableau général du système seigneurial au Canada vers l'année 1712 d'après le rapport très circonstancié d'un ingénieur béarnais, Gédéon de Catalogne<sup>1</sup>.

Après tant d'articles et d'extraits publiés depuis un an dans nos journaux et dans nos revues, il paraîtrait peut-être superflu de revenir sur la correspondance de la reine Victoria<sup>2</sup>. Cependant cette correspondance est une source historique d'une importance si particulière qu'il importe de dire, même de répéter, de quel fonds elle provient, par qui et dans quel but le choix en a été fait, comment les éditeurs et le traducteur se sont acquittés de leur tâche. La reine, nous dit-on dans la préface, « prit l'habitude, dès sa jeunesse, de conserver ses lettres personnelles; après son avènement au trône, il en fut de même pour tous les papiers officiels, qui furent reliés en volumes... Ceux qui se rapportent à la vie de la reine jusqu'en 1861... forment environ de cinq à six cents volumes. Ils consistent en grande partie de lettres (*sic*) de ministres exposant la situation parlementaire et de divers mémorandums politiques traitant de questions intérieures, étrangères et coloniales ». Si l'on se rappelle que, pendant son long règne, la reine a toujours imposé à ses ministres l'obligation de la tenir exactement au courant des affaires, on appréciera l'importance peut-être unique d'un pareil fonds d'archives. On n'en saurait, ni maintenant ni plus tard, entreprendre la publication intégrale ni même analytique. Un choix s'imposait donc. On décida de publier seulement ce qui « servirait à mettre en relief l'évolution et le caractère des idées de la reine et à donner des exemples typiques de sa manière de traiter les questions politiques et sociales<sup>3</sup>. Bref, il s'agissait de créer un livre pour les sujets anglais et les sujets britanniques, plutôt qu'un ouvrage destiné à ceux qui étudient l'histoire politique » (p. 44). On peut croire que les sujets britanniques s'intéressent surtout à la vie publique et privée de leur reine et de sa famille, à la gloire de l'empire, au fonctionnement de ses institutions; du moins, c'est évidemment dans ce sens que le travail a été dirigé,

1. Ce mémoire est publié p. 94-151.

2. *La reine Victoria, d'après sa correspondance inédite*, traduction française, avec une introduction et des notes, par Jacques Bardoux. Paris, Hachette, 3 vol. in-8°, 1907. T. I, 1837-1843, xxv-781 p.; t. II, 1844-1853, 718 p.; t. III, 1854-1861, 810 p., 31 grav. et portr.

3. Exemple : t. III, p. 56, pour justifier ce qu'on dit à la note 2 de la page 57, sur l'intérêt passionné que la reine porta toujours aux choses de l'armée, on publie une note où elle demande au duc de Newcastle l'état au vrai de la situation militaire (3 juillet 1854); mais on n'a point donné la réponse.

sous la haute surveillance du roi lui-même, ce qui achève de donner à l'ouvrage un caractère pour ainsi dire officiel. On ne s'étonnera donc ni des lacunes énormes que l'on devine, ni des points de suspension qui semblent parfois justement placés pour éveiller davantage la curiosité<sup>1</sup>.

Les éditeurs<sup>2</sup> ont procédé avec la plus grande circonspection à l'établissement du texte; d'autre part, ils ont laissé parler les documents eux-mêmes. Au début de chaque année, ils ont placé un résumé historique, bref, précis, juste ce qu'il faut pour permettre au lecteur de suivre les événements marqués dans les lettres. Des notes, réduites au strict nécessaire, ont été ajoutées çà et là au bas des pages. Le traducteur, M. Jacques BARDOUX, a suivi le texte avec une scrupuleuse fidélité, jusqu'au point de reproduire la ponctuation du livre original, laquelle diffère de nos usages<sup>3</sup>; assez souvent cependant, il a été obligé de suppléer des mots ou de changer des tournures dans les lettres de la reine, qui abondent en négligences et en obscurités<sup>4</sup>. Il a ajouté quelques notes discrètes à celles des

1. Deux exemples seulement : le 10 février 1840, le jour même de son mariage, la reine écrit à celui qui va devenir son époux (je copie textuellement) : « Chéri ... Comment allez-vous aujourd'hui et avez-vous bien dormi ? J'ai parfaitement reposé et me sens très bien aujourd'hui. Quel temps ! Je crois cependant que la pluie cessera. Envoyez-moi un mot, mon fiancé très chèrement aimé, quand vous serez prêt. Ta toujours fidèle, VICTORIA R. » (I, 325). — 24 mai 1854, lettre du roi de Prusse à la reine : « Très gracieuse reine, ... Ma politique, que l'on a si fort critiquée et raillée, traitée de vacillante... » (III, 44). En note : « Dans une partie précédente de cette lettre, qui a été supprimée, le roi expliquait en détail sa politique et sa situation ». C'est ce détail que l'historien eût aimé connaître.

2. En tête de chacun des trois volumes, on lit la mention suivante : « Ce choix de lettres, publié avec l'autorisation et sous le haut patronage de S. M. le roi Édouard VII, a été édité par Arthur C. Benson, M. A., et le v<sup>ic</sup> Escher, G. G. V. O. K. C. B. » Voir en outre la « Note des éditeurs », à la p. v.

3. Il met toujours une virgule devant un relatif.

4. Quelques mots allemands paraissent çà et là mal traduits. T. III, p. 493, dans une lettre où le roi des Belges blâme la politique révolutionnaire de Napoléon III en Italie (4 févr. 1859), il dit : « C'est très bien à vous d'avoir dit, dans votre discours, que les traités doivent être respectés, sinon nous revenons vraiment à l'ancien *Faustrecht* dont nous nous sommes efforcés de nous débarrasser ». En note, pour expliquer le mot *Faustrecht* : « Le règne des clubs (N. d. t.). » Le morcellement récent de la Turquie est une application, à sa manière, du *Faustrecht*, où les clubs, j'imagine, n'ont rien à voir. — Même tome, p. 685, la reine exprime au roi des Belges (30 mars 1861) le chagrin où vient de la plonger la mort de sa mère : « Tout est encore devant mes yeux et, en même temps, tout cela semble impossible. Le vide, la désolation, les terribles et redoutables *Sehnsucht und Wehmuth* reviennent avec un



éditeurs anglais, pour mieux faire ressortir certaines particularités dans les idées, les goûts, les habitudes de la reine. Dans une introduction de quelques pages, il trace d'elle un portrait qui paraît vrai, dans la limite où les documents eux-mêmes nous permettent d'en dégager les lignes. Portrait en quelque sorte officiel, semblable aux images qui ornent chacun des trois volumes. Portrait d'une femme née avec un tempérament sain et un esprit juste, peu cultivée, au fond, mais comprenant facilement les choses de la politique, réaliste et sentimentale, assez souple à l'égard des partis et opiniâtre pour la défense de ce qu'elle considérait comme les droits de la prérogative royale<sup>1</sup>, pacifique par goût, mais âpre à la guerre tant que celle-ci ne lui rapportait pas honneur et profit<sup>2</sup>, médiocre peut-être si on l'examine en détail, mais avec beaucoup de tenue, de vertus et de bonheur, ce qui lui donne l'éclat d'une grande reine.

Ch. BÉMONT.

(Sera continué.)

P.-S. — J'aurais dû signaler plus haut, et je le fais ici à défaut d'une meilleure place, la continuation de Florent de Worcester. L'auteur, le moine Jean, est un médiocre chroniqueur. Il est crédule; il raconte avec abondance certains phénomènes célestes, des visions, des miracles. Il est peu cultivé et cependant prétentieux; il émaille sa prose, à l'ordinaire sèche et gauche, de phrases versifiées et rimées; mais il a le mérite d'avoir noté avec précision beaucoup de faits relatifs aux règnes de Henri I<sup>er</sup> et d'Étienne. De ce dernier, il parle avec révérence et même avec éloge; sans dissimuler ses fautes, sa politique incohérente, faible et brutale, il loue sa libéralité, sa piété, son amour de la paix. Il est un témoin à décharge en faveur d'un prince dont les autres chroniqueurs sont généralement d'accord pour accabler la mémoire; et, par là, il mérite une place à part dans la littérature historique de son temps. On ne pouvait jusqu'ici l'estimer à sa juste valeur, parce que le texte de la continuation de Florent, publié

redoublement de force ». En note : « Attente et tristesse (N. d. t.) ». Mettez donc ces trois mots français à la place des trois mots allemands, et voyez l'effet de la phrase. — Quant aux mots soulignés, ils l'ont été par la reine elle-même, qui paraît avoir éprouvé le besoin constant d'appuyer sur l'expression de sa pensée, de traduire matériellement, pour ainsi dire, les mouvements de son âme; et c'est souvent sur le tout petit détail qu'elle appuie.

1. Elle subit avec peine l'heureuse réforme qui, à la nomination directe des fonctionnaires du « Civil service » par la couronne, substitua le concours.

2. Après la prise de Sébastopol, elle eût voulu continuer la guerre pour venger l'affront infligé à ses troupes par l'échec du Grand Redan.



par B. Thorpe, était très fautif; cet érudit avait eu l'imprudence de se borner à reproduire le texte de la première édition, donnée par Howard en 1592, et ce texte était défiguré par des interpolations et des additions nombreuses. Il faut donc savoir gré à M. Weaver de nous avoir rendu dans son intégrité le texte du meilleur manuscrit (celui d'Oxford, Collège de « Corpus Christi », n° 157)<sup>1</sup>. Ses recherches et celles de M. Davis, qui a été le premier à signaler à M. Weaver l'importance du manuscrit d'Oxford, permettent en outre de donner un peu plus de précision à la figure du chroniqueur : Jean de Worcester écrivit dans les premières années du règne d'Étienne (sa continuation s'arrête en 1140), sans doute à l'aide de notes prises au fur et à mesure des événements; il est donc tout à fait contemporain des troubles qui éclatèrent aussitôt après la mort de Henri I<sup>er</sup> et il apporte à l'histoire de l'anarchie spontanée<sup>2</sup> qui se produisit alors des précisions jusqu'ici à peine soupçonnées. Ch. B.

1. *The chronicle of John of Worcester, 1118-1140, being the Continuation of the Chronicon ex Chronicis of Florence of Worcester.* Edited by J. R. H. Weaver. Oxford, at the Clarendon press (Anecdota Oxoniensia), 1908. In-8, 72 p.

2. Si tant est qu'on puisse, ici comme ailleurs, croire qu'une situation sociale se transforme spontanément. Henri I<sup>er</sup> avait préparé les troubles qui éclatèrent après sa mort. Le fac-similé du ms. d'Oxford, reproduit en tête du volume, nous montre en trois images naïves le mécontentement des nobles, du clergé et des paysans, ainsi que la terreur du roi.

## ITALIE.

## MOYEN ÂGE.

SOURCES. PUBLICATIONS DE TEXTES. — La publication des nouveaux *Scriptores rerum italicarum* se poursuit avec régularité, et seize nouveaux fascicules ont paru depuis la publication de notre précédent Bulletin<sup>1</sup>. Quant à l'*Istituto storico*, sa collection vient de s'enrichir d'une édition de la chronique de Ferreto de' Ferreti, due à l'infatigable C. CIPOLLA<sup>2</sup>. Ferreto, qui écrivit vers 1330 à Vicence, a entendu composer, non pas, comme tant d'autres, une chronique de sa cité, mais une histoire générale d'Italie de 1250 à 1318. Son œuvre, qui d'ailleurs se recommande par la correction de la latinité, est visiblement conçue à l'imitation de celle des historiens de l'antiquité, et, comme ces derniers, l'auteur entremêle volontiers son récit de harangues placées dans la bouche de ses personnages. Au point de vue français, on trouvera dans l'ouvrage divers renseignements sur Charles d'Anjou et sur Boniface VIII, en particulier un récit de l'affaire d'Anagni assez peu favorable au pape. Le premier volume paru ne contient que le texte de la chronique; le second renfermera l'introduction de M. Cipolla et les poésies de Ferreto.

C'est dans la même collection que M. EGIDI<sup>3</sup> vient d'inaugurer une série de *Nécrologes*, avec un volume consacré à la ville de Rome. L'éditeur prévoit encore un volume de *Libri confraternitatum* pour Rome même, et un troisième pour les obituaires et livres d'associa-

1. Voici l'indication très sommaire du contenu de ces fascicules. Suites : *Cronaca di Marchionne di Coppo Stefani* (fasc. 48); *Diario di Jacopo Gherardi da Volterra* (fasc. 54); *Burckardi Liber notarum* (fasc. 58 et 63); *Corpus chronicorum Bononiensium* (fasc. 50, 61, 65); *Rolandini Patavini Chronica Marchie Trivixiane* (fasc. 52, 62); *Mathei Palmerii Liber de temporibus* (fasc. 64). — Ouvrages nouveaux : *Relatio translationis corporis sancti Giminiani* (fasc. 49); *Historia fratris Dulcini herestarche* (fasc. 51, 56); *Diario romano di Gaspare Pontini* (fasc. 53); *Ricordi di Firenze dell' anno 1459* (fasc. 55); *Chronicon monasterii Mantuani Sancti Andree di Antonio Nerli* (fasc. 60); *Chronicon Estense* (fasc. 57); *Sozomeni Pistoriensis Chronicon universale* (fasc. 59).

2. *Le opere di Ferreto de' Ferreti*, Vicentino, publ. p. Carlo Cipolla; t. I. Roma, 1908, in-8°, 365 p. (*Fonti per la storia d'Italia*, n° 42).

3. *Necrologi e libri affini della provincia Romana*, publ. p. Pietro Egidi; t. I : *Necrologi della città di Roma*. Roma, 1908, in-8°, xi-559 p. et pl. (*Fonti per la storia d'Italia*, n° 43).

tions de la province. Le système adopté pour cette publication est légèrement différent de celui des recueils similaires de France et d'Allemagne, en ce sens que les notices nécrologiques sont disposées sur plusieurs colonnes en regard des dates du jour, une colonne étant affectée à chaque siècle. Cette disposition a l'avantage de faire connaître au premier coup d'œil la date de transcription de chaque obit et d'éviter les difficultés matérielles qu'entraîne l'emploi de différentes sortes de caractères. Mais elle offre cet inconvénient d'exiger parfois de la part du lecteur un certain effort, car les notices de la dernière colonne de droite sont assez éloignées des indications du jour (première colonne de gauche) auxquelles elles se rapportent. J'ajoute cependant que le nombre des colonnes n'est pas très grand, puisque l'éditeur ne publie en principe que les notices transcrites antérieurement à l'an 1500. Les nécrologes, d'autre part, sont classés dans l'ordre chronologique, d'après la date à laquelle a été écrite ou copiée la partie primitive de chacun d'eux. Le premier est celui de l'église des saints Cyriaque et Nicolas, du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, mais avec des mentions de personnages du <sup>x</sup><sup>e</sup>, intéressantes pour l'histoire des anciennes familles nobles de Rome. Il a reçu des additions jusqu'au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Vient ensuite celui de Sainte-Marie-au-Trastevere, du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, également avec additions jusqu'au <sup>xiv</sup><sup>e</sup>. Le volume comprend en tout le texte de seize obituaires, mais plusieurs se réduisent à quelques notes. En revanche, il faut signaler comme particulièrement étendu le livre d'anniversaires de la confrérie du Saint-Sauveur au *Sancta Sanctorum*, compilé au début du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle par N. Signorili, et dont les notices offrent cette particularité d'être rangées approximativement dans l'ordre chronologique des décès, et non dans celui du calendrier. Les identifications sont rejetées à la table générale, qui paraîtra avec le troisième volume seulement.

M. L. SCHIAPARELLI, qui prépare pour la même collection le recueil des actes de Louis de Provence durant son éphémère royauté d'Italie, a publié une étude approfondie de diplomatique et de chronologie destinée à servir d'introduction à ce recueil<sup>1</sup>. D'autre part, en attendant le *corpus* général des chartes privées italiennes antérieures à l'an 1200, proposé en 1903 au congrès historique de Rome, l'*Istituto* a entrepris, d'accord avec l'Institut prussien de Rome, la publication de *Regesta chartarum Italiae*, séries d'analyses des pièces anciennes conservées dans les divers fonds d'archives. Trois fascicules de la nouvelle collection, publiée en dehors de la série des *Fonti*,

1. *I Diplomi del re d'Italia*; partie 3 : *I diplomi di Lodovico III* (Bull. dell'Istituto storico italiano, n° 29, p. 1-107).

mais à peu près dans le même format et avec le même aspect extérieur, ont vu le jour en 1907. Ce sont les inventaires des chartes de Volterra, par F. SCHNEIDER<sup>1</sup>, des Camaldules de Florence, par L. SCHIAPARELLI et F. BALDASSERONI<sup>2</sup>, et de Saint-Apollinaire le Neuf de Ravenne, par V. FEDERICI<sup>3</sup>. Les analyses, rédigées en latin, sont assez étendues pour donner aux historiens le plus possible d'indications utiles. Peut-être même a-t-on un peu trop multiplié les sigles abrégatifs pour gagner de la place. C'est là le début d'une publication qui, si elle se poursuit, fera le plus grand honneur à l'érudition allemande et italienne, et qui, jusqu'à présent, ne semble avoir son équivalent dans aucun autre pays.

On peut signaler encore, parmi les publications d'ordre diplomatique, l'apparition du premier fascicule du *Cartulaire de l'Université de Bologne*<sup>4</sup>. Les éditeurs n'ont pas suivi la méthode ordinaire, qui consiste à former un *corpus* des documents et à les publier ensuite dans un ordre méthodique ou chronologique. Ils donnent successivement les pièces, relatives à leur sujet, fournies par tel ou tel fonds d'archives, les actes intéressant l'Université elle-même étant publiés *in extenso*, ceux dans lesquels sont simplement mentionnés des étudiants ou des docteurs n'étant représentés que par des analyses ou des extraits. Ce premier fascicule correspond au dépouillement des deux plus anciens registres municipaux de Bologne et de quelques pièces d'ordre judiciaire. Une table chronologique générale remédiera, à la fin de l'ouvrage, aux inconvénients qui ont été signalés plus haut.

Enfin, en attendant la publication générale des statuts municipaux annoncée par M. P. Sella, les héritiers de L. FONTANA<sup>5</sup> ont apporté à une entreprise de ce genre une importante contribution en éditant l'énorme bibliographie des statuts de l'Italie septentrionale laissée en

1. *Regestum Volaterranum*, publ. p. F. Schneider. Roma, Loescher, 1907, in-8°, LVI-448 p. — Il comprend 100 actes de 778 à 1303.

2. *Regesto di Camaldoli*, publ. p. L. Schiaparelli et F. Baldasseroni. Roma, Loescher, 1907, in-8°, xv-273 p. — Il comprend 638 actes de 780 à la fin du XI<sup>e</sup> siècle.

3. *Regesto di S. Apollinare Nuovo*, publ. p. V. Federici. Roma, Loescher, 1907, in-8°, xvi-416 p. — Il comprend 542 actes de 959 à 1516.

4. *Chartularium Studii Bononiensis. Documenti per la storia dell'Università di Bologna, dalle origini fino al secolo XV*, pubblicati per opera della Commissione per la storia dell'Università di Bologna, vol. I. Imola, 1907, gr. in-8°, vi-112 p.

5. Leone Fontana, *Bibliografia degli statuti dei comuni dell'Italia superiore*. Torino, Bocca, 1907, 3 vol. in-8°, xv-510, 504 et 524 p.

manuscrit par le défunt<sup>1</sup>. Cette bibliographie, fruit de recherches poursuivies durant de longues années<sup>2</sup>, comprend, rangés par ordre alphabétique des localités, les textes manuscrits et imprimés des divers statuts. On y trouvera, pour chaque document, quelques brèves indications sur l'époque approximative de sa rédaction, le nombre de chapitres qu'il comporte, la langue dans laquelle il est écrit, le recueil dans lequel il est publié ou le dépôt dans lequel il est conservé, etc. Quelques articles, celui par exemple qui concerne Venise, et qui comprend une trentaine de pages, sont, naturellement, très développés. Mais il est à regretter, peut-être parce que l'auteur lui-même n'a pas mis la dernière main à son ouvrage, qu'aucune note préliminaire n'indique avec précision dans quelles limites de temps et de lieux M. Fontana a voulu étendre son travail.

En dehors des grandes collections dont il a été question plus haut, divers travaux intéressant les sources de l'histoire du moyen âge italien ont vu le jour durant les deux dernières années. M. FOULKE<sup>3</sup> a publié une traduction anglaise de l'histoire des Lombards, de Paul Diacre, qui est un bon spécimen de ce que peut être une œuvre de vulgarisation de ce genre, s'adressant au public lettré d'Amérique, dans un format commode, avec une annotation sobre, mais qui permettra au lecteur curieux de plus de détails de se reporter facilement au livre classique d'Hodgkin, *Italy and her invaders*. — M. LOEW<sup>4</sup> a publié, avec un abondant commentaire paléographique, le texte des trois plus anciens calendriers du Mont-Cassin, conservés à la Cava, à la Bibliothèque nationale de Paris et à la Casanatense de Rome. Ces documents présentent un certain intérêt pour l'histoire même de l'abbaye, par les mentions qu'ils fournissent de fêtes, de dédicaces de chapelles, etc., mentions que l'on peut commenter à l'aide des passages correspondants de Léon d'Ostie, ainsi que pour l'histoire de la liturgie, à une époque à laquelle les prescriptions des capitulaires francs relatives à ces matières commençaient à se répandre en Italie. — M. J. BECKER<sup>5</sup> a combattu l'hypothèse de Pertz, qui voyait dans

1. Sur L. Fontana et son œuvre, cf. *Rivista storica italiana*, t. XXII, p. 414.

2. Elle représente le développement d'un essai joint à un mémoire couronné en 1876.

3. *History of the Langobards, by Paul the Deacon*, translated by William Dudley Foulke, published by the department of History, University of Pennsylvania. Philadelphia, 1907, in-12, XLII-437 p.

4. E.-A. Loew, *Die ältesten Kalendarien aus Monte-Cassino*. München, Beck, 1908, in-8°, XIII-84 p. et pl. (*Quellen und Untersuchungen zur latein. Philologie des Mittelalters*, III, III).

5. Josef Becker, *Textgeschichte Liudprands von Cremona*. München, Beck,



le ms. lat. 6388 de la Bibliothèque de Munich un texte portant des corrections autographes de Liutprand, ou tout au moins révisé sous les yeux de celui-ci. En réalité, il y a déjà là des fautes qui ne peuvent s'expliquer que par des erreurs de copiste, et, tout en attribuant une valeur particulière au *Monacensis*, M. Becker propose un nouveau classement des manuscrits de Liutprand. Il les divise en trois groupes, dérivant sans doute chacun d'un manuscrit exécuté en Germanie, le premier à Metz, le second à Trèves, et le dernier dans la partie orientale de l'Empire. En dehors des considérations techniques, on pourra trouver dans ce travail quelques détails intéressants sur la manière dont se propageait, au x<sup>e</sup> siècle, la connaissance d'un texte. La conclusion naturelle d'une semblable étude, c'est qu'une nouvelle édition des œuvres de l'évêque de Crémone est indispensable. — Pour passer à des textes d'un caractère plus littéraire, M. BASSERMANN, dans sa traduction en vers allemands de l'*Enfer* de Dante<sup>1</sup>, s'est efforcé de reproduire la forme rythmique de son modèle, mais ce souci de la forme l'a parfois entraîné à ne pas respecter absolument certains détails d'expression de l'original. L'annotation historique semble trop développée sur certains points, trop sommaire sur d'autres. La traduction du *Purgatoire*<sup>2</sup> semble supérieure à ces deux points de vue, et dans le commentaire de certains passages, par exemple en ce qui concerne le fameux *vellro*, M. Bassermann apporte le résultat de recherches personnelles. — Le petit opuscule dans lequel Pétrarque répondit aux partisans d'Averroès et d'Aristote, dont les attaques l'avaient contraint à quitter Venise pour Padoue, a été publié avec une copieuse annotation par M. CAPELLI<sup>3</sup>, d'après le ms. Vat. lat. 3359, dont M. de Nolhac a démontré le caractère autographe. — Le P. Remi COULON<sup>4</sup> a donné une bonne édition de l'ouvrage que Jean Dominici, plus tard cardinal du titre de Saint-Sixte, composa vers 1405 sous le titre un peu bizarre de « ver-luisant » ou mieux de « luciole ». Les quarante-sept chapitres de ce traité, écrit d'ailleurs dans un ton fort modéré, sont consacrés à l'exposé et à la réfutation méthodique

1908, in-8°, 46 p. et pl. (*Quellen und Untersuchungen zur lat. Philologie des Mittelalters*, III, II).

1. *Dantes Hölle*, trad. p. Alfred Bassermann. München, Oldenbourg, s. d., in-8°, xvi-324 p.

2. *Dantes Føgeberg*, trad. p. Alfred Bassermann. Ibid., 1909, in-8°, x-354 p.

3. Pétrarque, le *Traité « De sui ipsius et multorum ignorantia »*, publ. p. L.-M. Capelli. Paris, Champion, 1906, in-12, 120 p. (*Bibliothèque littéraire de la Renaissance*, VI).

4. *Beati Johannis Dominici, cardinalis S. Sixti, Lucula noctis*, édité et annoté par Remi Coulon, O. P. Paris, Picard, 1908, in-8°, cx-461 p.



de la thèse soutenue par le célèbre chancelier de la république florentine, Coluccio Salutati. Ce dernier, au cours d'une polémique avec Fra Giovanni de San Miniato, avait défendu l'opinion nouvelle que l'étude de la littérature antique est permise et même profitable aux chrétiens. Dominici prend, au contraire, parti contre les humanistes. Il est inutile d'insister ici sur cet ouvrage, qui intéresse l'histoire des idées plus que l'histoire proprement dite, mais il convient d'attirer l'attention sur le soin avec lequel le P. Coulon a déterminé les emprunts directs ou indirects fait par Dominici aux écrivains de l'antiquité ou aux Pères de l'Église, tâche parfois difficile, car l'auteur de la *Lucula* citait de mémoire, et souvent fort inexactement. — Les « conseils » du juriconsulte Baldo degli Ubaldi ont été publiés à diverses reprises depuis la fin du xv<sup>e</sup> siècle. M. BONOLIS<sup>1</sup> a cependant retrouvé, dans le ms. 354 de la bibliothèque capitulaire de Lucques, le texte de « conseils » inédits de ce personnage, et il les publie avec un commentaire juridique et historique. Les cas examinés, — qui sont parfois ceux de personnes réelles, dont Baldo donne les noms, — sont relatifs à des questions de droit international, ou mieux inter-municipal, telles qu'il pouvait s'en poser au moyen âge entre les républiques italiennes. Il s'agit, en particulier, des effets de la concession du droit de cité, assimilée à un contrat parce qu'elle comporte un versement de deniers, de la valeur des actes rédigés par un notaire d'une cité étrangère, des conflits de juridiction en matière pénale, etc.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — On trouvera dans le troisième volume de l'*Histoire d'Italie* de M. L.-M. HARTMANN<sup>2</sup> les mêmes qualités que dans les deux premiers, la grande connaissance du sujet, fondée sur l'étude directe des sources, et la clarté de l'exposition. La première partie du volume, seule parue, embrasse l'histoire de l'Italie carolingienne depuis la conquête de Charlemagne jusqu'à la mort de Louis II. Si, pour l'époque de Louis le Pieux par exemple, cette histoire se confond souvent avec celle de l'Empire en général, on peut signaler, comme particulièrement intéressants au point de vue italien, le chapitre dans lequel M. Hartmann étudie la substitution ou l'adaptation des institutions franques aux institutions lombardes et l'organisation des marches, surtout de la marche du Frioul, dans le pays nouvellement conquis, ainsi que la partie du volume relative à Louis II.

1. G. Bonolis, *Questioni di diritto internazionale in alcuni consigli inediti di Baldo degli Ubaldi*. Testo e commento. Pisa, Spoerri, 1908, in-8°, 195 p.

2. Ludo Moritz Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*; t. III, 1<sup>re</sup> partie : *Italien und die fränkische Herrschaft*. Gotha, Fr.-A. Perthes, 1908, in-8°, IX-309 p. (*Gesch. der europäischen Staaten*).

Celui-ci a été le premier souverain véritablement italien, et s'il a parfois tenté de jouer le rôle d'empereur d'Occident, sa principale préoccupation a toujours été de défendre son propre royaume contre les Sarrasins. M. Hartmann a su grouper autour de cette question des Sarrasins, pour les exposer avec clarté, les événements souvent complexes dont l'Italie méridionale a été le théâtre au IX<sup>e</sup> siècle, les guerres des princes lombards entre eux, contre les Francs ou contre les Byzantins, les éphémères succès de Louis II et le lamentable échec de ses tentatives. Les volumes de la collection Heeren et Ueckert ne comportent ni grand appareil d'érudition, ni discussions critiques. On trouvera cependant, dans les notes qui suivent chaque chapitre, l'indication des principales sources à consulter et des vues personnelles de l'auteur sur certains points controversés, comme l'authenticité de la lettre de Louis II à Basile le Macédonien, en faveur de laquelle se prononce M. Hartmann.

M. PIVANO<sup>1</sup>, malgré le titre qui figure en tête de son livre, *l'Eglise et l'Etat*, a moins prétendu étudier les rapports des souverains italiens avec l'Eglise romaine que le développement, dans les cités, de l'autorité épiscopale, et le rôle joué par cet élément dans la formation des communes. Il a suivi, pour son exposé, l'ordre chronologique en intercalant, au milieu du récit des événements, l'analyse des principaux diplômes accordés aux évêques par les rois et les empereurs, en insistant, pour chacun de ces actes, sur les particularités qu'il présente au point de vue des droits ainsi concédés. Ce système serait bon s'il s'agissait d'une étude sur la politique de tel ou tel souverain à l'égard de l'Eglise. Mais c'est là une chose dont il peut être difficilement question pour le X<sup>e</sup> siècle. Cette méthode a l'inconvénient de morceler tout ce qui est étude de l'évolution des institutions, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus intéressant dans le livre de M. Pivano, dont les deux meilleurs chapitres, à ce point de vue, sont peut-être ceux qu'il consacre à la formation du domaine épiscopal, à l'époque de la conquête carolingienne, et à la question des avoués et des vidames, au sujet de laquelle il expose des idées assez différentes de celles qui ont été récemment soutenues en France par M. Senn.

M. GHETTI<sup>2</sup> a entrepris de donner au public une histoire résumée d'Italie. Tâche difficile, car, au moyen âge, il n'y a pas, à vrai dire, d'histoire d'Italie, mais des histoires de cités ou de principautés ita-

1. Silvio Pivano, *Stato e chiesa da Berengario I° ad Arduino (888-1015)*. Torino, Bocca, 1908, in-8°, xv-399 p.

2. Domenico Ghetti, *Storia politico-nazionale d'Italia*; vol. II : *Età dei comuni. Dall'anno 1073 al 1492*. Roma, Loescher, 1907, in-8°, 743 p.

liennes. Aussi l'auteur, pour ne pas trop négliger l'ordre chronologique, est-il obligé de passer de la Sicile normande au Milanaïs, pour revenir ensuite aux Normands. Ailleurs, un chapitre sur la Savoie interrompt le récit général des événements. Il n'y a quelque unité que pour les rares séries de faits considérables qui exercent leur influence sur la politique de toutes les cités italiennes à la fois, comme la lutte du sacerdoce et de l'Empire ou les guerres des Angevins de Naples. D'autre part, l'absence de subdivisions nettement indiquées au point de vue matériel (par des titres de paragraphes, des manchettes, etc.) rend un peu difficile la consultation de ce petit volume.

Un épisode particulier de l'histoire du XIII<sup>e</sup> siècle, la bataille de Bénévent (1266), a fourni à M. MAX MÜLLER<sup>1</sup> le sujet d'une dissertation bien conduite, dans laquelle il démontre que la victoire de Charles d'Anjou est due surtout aux fautes de tactique de Manfred. Ce dernier abandonna, sans essayer de la défendre, la forte place de Capoue, que les Angevins n'eussent pu prendre, faute de matériel de siège, et au lieu d'affamer ses adversaires, épuisés par leur course à travers l'Italie, accepta la bataille dans une position désavantageuse, avec une rivière à dos. Manfred étant en outre abandonné par les Italiens de son parti, les Français se trouvaient avoir une légère supériorité numérique sur le contingent allemand, qui prit seul part à l'action.

Les incessants déplacements des papes du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle expliquent que M. BAUMGARTEN<sup>2</sup> ait eu à consacrer un long chapitre aux *taxatores domorum*, spécialement chargés d'installer, dans les locaux qui devaient leur être affectés, les différents services de la curie pontificale, au cours des pérégrinations de celle-ci à travers les villes italiennes. Son livre se rattache à toute une série d'études entreprises par lui sur ces deux administrations étroitement unies à la cour de Rome, celle de la chancellerie et celle des finances. La majeure partie de l'ouvrage est relative à la bulle, plutôt au point de vue matériel de la fabrication (et aussi de la falsification) qu'au point de vue purement diplomatique, et surtout aux *bullatores*, aux fonctionnaires chargés d'apposer aux expéditions venant des bureaux le plomb qui leur donne leur caractère authentique. Ces agents sont en général choi-

1. Max Müller, *Die Schlacht bei Benevent, 26 februar 1266*. In-8°, 78 p. (Inaugural Dissertation de Berlin, 21 septembre 1907).

2. Paul Maria Baumgarten, *Aus Kanzlei und Kammer. Bullatores, Taxatores domorum, Cursores. Erörterungen zur kurialen Hof- und Verwaltungsgeschichte im XIII-XIV und XV Jahrhundert*. Freiburg-in-B., Herder, 1907, in-8°, xviii-412 p.

sis parmi les frères convers (*barbati*) de l'ordre de Cîteaux, et doivent en principe être illettrés, par mesure de précaution. Ce sont cependant des personnages d'un certain rang, qui prêtent serment entre les mains du pape et jouissent de divers privilèges honorifiques. En dehors des appointements qui leurs sont octroyés, le pape leur fournit la cordelette et le plomb qui leur sont nécessaires. A ce sujet, M. Baumgarten entre dans quelques détails curieux sur les achats de matériel faits par la chancellerie et le nombre surprenant de quintaux de métal employés pour le scellage des actes. Bien entendu, les *bullatores* cherchent toutes les occasions de toucher, en dehors de leurs émoluments réguliers, des gratifications illicites, et il est indispensable de prendre des mesures pour régulariser les perceptions de droits de bulle. De très nombreux documents sont incorporés au texte de l'ouvrage ou publiés en pièces justificatives. Une table chronologique et un index alphabétique permettent de les retrouver aisément.

Le volume de M. Ch. DEJOB<sup>1</sup> sur *la Foi religieuse en Italie au XIV<sup>e</sup> siècle* apporte une très intéressante contribution à l'histoire des idées et de la civilisation à la fin du moyen âge. On est trop souvent porté à croire et à dire que les Italiens du *Trecento* avaient « perdu la foi ». En réalité, une opinion de ce genre ne repose que sur deux hypothèses, d'une part que la corruption des mœurs est une preuve d'incrédulité, ce qui est loin d'être démontré, d'autre part qu'une société où circulent des récits tels que ceux des conteurs de cette époque n'a plus le respect du clergé et, par conséquent, plus une foi réelle. Tout ceci revient à juger la vie florentine, et la vie italienne en général, d'après les œuvres de Boccace, ou, à un point de vue plus élevé, à attribuer à la majeure partie de la population intelligente les idées philosophiques de quelques humanistes. Mais si quelques lettrés ont un peu perdu la foi naïve de leurs aïeux, il s'en faut de beaucoup que leurs écrits répondent à ce point de vue aux sentiments de leurs contemporains. D'autre part, M. Dejob a dépouillé les chroniqueurs et les historiens de cette période, et de son petit volume, d'une lecture très attachante, se dégage cette conclusion que, si l'on consulte les documents historiques plutôt que le *Decameron*, l'Église et ses représentants n'apparaissent pas comme beaucoup moins respectés qu'ils ne l'étaient en France au siècle de saint Louis. Sans doute il y a des clercs corrompus, mais tout le monde les considère comme des brebis galeuses, et l'Église continue à tenir dans

1. Charles Dejob, *la Foi religieuse en Italie au XIV<sup>e</sup> siècle*. Paris, Foulcroy, 1906, in-12, 443 p.

l'organisation sociale, dans les rapports entre les corporations et les villes divisées par d'incessantes discordes civiles, dans toutes les affaires publiques, une place prépondérante. Et ce ne sont point là des formes vaines; la foi religieuse est si peu morte que l'Italie du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle produit sainte Catherine de Sienne, « une sainte à la façon du moyen âge ».

**HISTOIRE PAR RÉGIONS.** — Le second volume de la monumentale *Histoire de Florence* de M. R. DAVIDSOHN<sup>1</sup> s'étend de l'avènement d'Otton IV (1209) à la chute de Giano della Bella (1303). Le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle est une époque capitale dans l'histoire de Florence, non seulement parce que c'est celle des luttes entre Guelfes et Gibelins, qui ont si profondément agité la Toscane, et qui ont eu, grâce aux vers de Dante, un si grand retentissement, mais aussi parce que c'est celle où s'est fondée la prospérité commerciale de la ville. D'ailleurs, ces noms de Guelfes et Gibelins, sans grand rapport avec la signification politique qui leur a été donnée, ont été pris à l'origine par deux groupements de familles, soutenant chacun des intérêts particuliers bien plus que suivant une politique déterminée à l'égard du sacerdoce et de l'Empire. Le scandale qui fit éclater la lutte ouverte entre les Buondelmonti, d'une part, les Lamberti et les Uberti, de l'autre est une affaire d'ordre essentiellement privé. Durant bien des années encore, les Florentins se préoccupent moins de la lutte entre le pape et l'empereur que de la guerre qu'eux-mêmes ont à soutenir contre les Siennois. C'est seulement vers la fin du règne de Frédéric II que les grands événements qui agitent alors l'Italie ont une répercussion directe sur l'histoire de Florence, en même temps que les discordes civiles prennent un caractère d'acuité plus grand, et que tous les citoyens se partagent en deux partis bien tranchés. La nomination par Frédéric II d'un podestat à sa dévotion, Frédéric d'Antioche, ne suffit pas à affermir dans la ville l'autorité impériale. Le nouveau podestat eut à soutenir des luttes incessantes contre les adversaires de l'Empire, soutenus par les Guelfes florentins. Le triomphe final de ceux-ci est marqué par l'expulsion de Toscane de Frédéric d'Antioche, que remplace Uberto de Mindello, et par l'établissement d'une constitution démocratique (1250). Le succès des Guelfes semble assuré à la fin de la même année par la mort de Frédéric. Ce n'est que six ans plus tard que la bataille de Montaperti fit

1. Robert Davidsohn, *Geschichte von Florenz*; t. II : *Guelfen und Ghibellini*. 1<sup>re</sup> partie : *Staufische Kämpfe*. Berlin, S. Mittler, 1908, in-8°, xii-621 p.; 2<sup>e</sup> partie : *Die Guelfenherrschaft und der Sieg des Volkes*. 1908, viii-634 p.

— Sur le premier volume de l'ouvrage, cf. *Rev. hist.*, t. LXVIII, p. 354.



rentrer dans la ville les Gibelins fugitifs. Les Guelfes recouvrèrent le pouvoir lorsqu'ils eurent fait alliance avec Charles d'Anjou, dont M. Davidsohn semble avoir apprécié avec justice le caractère actif et entreprenant. Au point de vue florentin, l'époque à laquelle ce prince exerça son autorité en Toscane, avec le titre de « vicair impérial », correspond à une période de paix relative, qui se prolonge lors de la légation en Toscane du cardinal Latino, pour aboutir à la rédaction des *Ordinamenti della pace* de G. della Bella. Tels sont les principaux aspects de la série de faits étudiée par M. Davidsohn. Les recherches auxquelles l'auteur se livre depuis tant d'années lui ont permis de tracer des événements politiques un récit minutieux et sûr. Mais il a su aussi ne pas négliger les faits d'un autre genre, ni le développement des ordres mendiants, ni la construction d'édifices comme le Baptistère ou Santa Croce, intimement liée d'ailleurs à l'histoire municipale de Florence. En outre, cette patiente enquête lui a fourni la matière d'un volume de *Recherches annexes*<sup>1</sup>. Il est impossible d'énumérer ici même les titres de ces trente-neuf dissertations, dans lesquelles M. Davidsohn précise et complète certains points de son *Histoire* ou examine diverses questions touchant l'organisation municipale et corporative ou l'histoire économique<sup>2</sup>. En ce qui concerne cette dernière, un important mémoire est consacré à des conclusions générales sur les causes qui ont contribué à favoriser le développement du capitalisme, au sens moderne du mot, dans la Florence du xiv<sup>e</sup> siècle. Ses banquiers ont presque seuls alors une organisation leur permettant le maniement facile des capitaux dont ils disposent. Or, d'une part, le commerce des laines en Angleterre et en Orient prend de jour en jour plus d'extension et augmente les ressources en numéraire. D'autre part, les biens immobiliers perdent de leur valeur, parce que beaucoup de possesseurs, et surtout de nobles, ruinés par des guerres continuelles, sont obligés de se défaire à vil prix de leurs terres, que rachètent ceux qui ont entre les mains de l'argent liquide, l'argent nécessaire pour payer les dettes, les contributions de guerre et les rançons. Par suite, l'argent augmente de valeur; il y a là une situation dont ont su profiter les banquiers et les marchands de la « Calimala ».

M. DOREN<sup>3</sup>, déjà connu par de nombreux travaux sur l'histoire de

1. Robert Davidsohn, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*; 4<sup>e</sup> partie : 13. und 14. Jahrhundert. Berlin, S. Mittler, 1908, vi-616 p.

2. On remarquera aussi un regeste de documents dans lesquels sont mentionnés des édifices de Florence ou qui contiennent des indications sur la topographie de la ville.

3. Alfred Doren, *Studien aus der Florentiner Wirtschaftsgeschichte*; t. II :



l'industrie à Florence, et en particulier de l'industrie de la laine et de ses deux associations professionnelles, la *Calimala* et l'*Arte della lana*, vient de consacrer aux corporations florentines du *xiv<sup>e</sup>* et du *xv<sup>e</sup>* siècle un volume considérable par l'étendue des recherches et l'abondance des renseignements recueillis, fruit de longs dépouillements entrepris depuis bien des années dans les registres des *Arti*. A vrai dire, ce volume a souvent moins l'aspect d'un livre d'histoire que d'un traité historique de droit administratif. Il a des ouvrages juridiques les multiples divisions et subdivisions, et ce qu'on y trouve, c'est, plutôt que des faits, un exposé précis de l'évolution des principes généraux qui règlent l'existence des vingt et un *Arti* florentins et leurs rapports entre eux. Et l'organisation corporative embrasse toute la vie sociale; il n'y a guère que les nobles qui y échappent, d'autant que les diverses associations, en dépit des précautions prises pour écarter des cadres ceux qui ne sont pas de véritables ouvriers ou marchands, cherchent à s'agréger tous ceux qui sont susceptibles de leur rendre des services, même sans exercer de profession déterminée. Le bourgeois florentin du *xiv<sup>e</sup>* siècle ne pouvait concevoir la république sans la corporation : il identifie celle-ci avec l'État, ou plutôt il se fait de l'État et de ses fonctions une idée différente de la nôtre, parce qu'une partie de ces fonctions sont remplies par les corporations. Du fait de son inscription sur la « matricule » du métier, le citoyen florentin devient avant tout le sujet d'une république plus petite, qui a parfois son territoire distinct, comme l'industrie de la soie à Por San Maria, et toujours ses chefs (les consuls), son assemblée délibérante (le chapitre), son trésorier et ses fonctionnaires divers. Les corporations ont des attributions diverses, que M. Doren étudie en détail, et dont les principales sont ou bien des attributions de police, police des rues et police du métier, assurée par une réglementation minutieuse, ou bien des attributions de finances, car elles perçoivent des redevances et en versent elles-mêmes à l'État. D'ailleurs, ces finances sont le plus souvent mal gérées, et le déficit y existe à l'état normal. Le rôle des *Arti* dans l'organisation militaire de la cité, à l'inverse de ce qui se passe en d'autres pays, est sans grande importance. En revanche, les corporations sont chargées de l'entretien de certains bâtiments, et Or San Michele est encore un témoignage matériel du rôle qu'elles ont joué dans la vie artistique de Florence.

Mgr FALOCI PULIGNANI<sup>1</sup> s'est joint aux défenseurs de la tradition

*Das Florentiner Zunftwesen vom vierzehnten bis zum sechzehnten Jahrhundert*. Stuttgart et Berlin, J.-C. Cotta, 1908, in-8°, xxii-802 p.

1. Faloci Pulignani, la *Sainte maison de Lorette*, d'après une fresque de

qui ont entrepris de repousser l'assaut donné au « roc lorélan » par de vigoureux adversaires, au premier rang desquels figure le chanoine U. Chevalier. Une fresque du couvent des Franciscains de Gubbio, dont la date devrait être placée aux environs de 1350, représenterait le transfert par les anges de la Santa Casa de Lorette. Dès lors tombe l'argument tiré de l'absence de tout témoignage relatif à la translation antérieure à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Malheureusement, en cette question de chronologie où, quoi qu'en pense l'auteur, « l'histoire se réduit aux froides proportions d'une étude, d'une confrontation matérielle de chiffres arabes et de noms propres », la date de la peinture est douteuse, et il n'est pas bien certain qu'elle représente la légende de la sainte maison, malgré l'autorité de la « tradition ». Celle-ci paraît du reste reposer surtout, pour M. Faloci Pulignani, sur le témoignage d'un vénérable moine du xix<sup>e</sup> siècle, et il s'agit d'une fresque du xiv<sup>e</sup> ou du xv<sup>e</sup>, longtemps cachée sous un enduit.

Pour l'Italie méridionale, le grand ouvrage de M. CHALANDON<sup>1</sup> sur l'histoire la domination normande a déjà été signalé ici. Le travail de M. LIZIER<sup>2</sup>, sur l'économie rurale en ces régions durant le haut moyen âge, est visiblement inspiré des études de K. Lamprecht. Les recueils de documents relatifs à cette partie de l'Italie ne sont pas très nombreux et semblent avoir été soigneusement dépouillés. L'auteur n'étudie les institutions politiques que dans la mesure dans laquelle elles ont pu exercer quelque influence sur l'état social et sur la situation juridique de la classe agricole. Il insiste avec raison, au contraire, sur les conditions matérielles dans lesquelles aurait pu se développer l'agriculture. Celle-ci constitue la principale ressource du pays, mais la population est très clairsemée et le demeure par suite des guerres continuelles. C'est ce qui explique que la civilisation y soit toujours restée si peu avancée et que les procédés agricoles n'aient guère varié depuis l'antiquité.

L'histoire de la Sardaigne au moyen âge est assez mal connue, faute surtout de sources particulières, car le *Liber iudicum Turritanorum* n'est qu'une compilation d'assez basse époque. C'est donc surtout à des documents étrangers à l'île que M. BESTA<sup>3</sup> a dû emprunter

Gubbio, traduit de l'italien par le P. M. Barret. Rome, Desclée, 1907, in-8°, 114 p. et pl.

1. Cf. *Rev. hist.*, t. XCVII, p. 410.

2. Augusto Lizier, *L'Economia rurale dell' età prenormanna nell' Italia meridionale*. Palermo, Reber, 1907, in-8°, xvi-189 p. — Le travail est accompagné de tableaux résumant les données fournies par les documents sur les mesures, poids, prix des denrées, etc.

3. Enrico Besta, *la Sardegna medioevale. Le vicende politiche dal 450 al 1326*. Palermo, Reber, 1908, in-8°, xii-287 p.

les matériaux de son livre. La domination byzantine s'est maintenue assez tard en Sardaigne. Puis, après une période très obscure, qui embrasse la majeure partie du *x<sup>i</sup>* siècle, le pays apparaît divisé en quatre « judicats », dont les chefs semblent issus d'une famille unique. L'histoire sarde est celle des luttes entre ces chefs et entre les Pisans et les Génois, depuis le jour où Urbain II attribua à Daimbert, évêque de Pise, le titre d'archevêque et de légat pontifical en Sardaigne. Les « juges » appuient tantôt l'un, tantôt l'autre. Un seul d'entre eux, au *xii<sup>e</sup>* siècle, Barison d'Arborée, plus capable ou plus heureux que les autres principicules de l'île, réussit à se faire reconnaître comme chef suprême, même par les Génois et par Frédéric I<sup>er</sup>. Les Pisans reprirent ensuite le dessus, mais la Sardaigne restait toujours sous la souveraineté théorique du pape. C'est ce qui explique qu'en 1296 Boniface VIII l'ait cédée à Jaime II d'Aragon, gonfalonier et amiral de l'Église. Mais ce n'est qu'en 1324 que la prise de Cagliari assura dans l'île la domination aragonaise, avec le début de laquelle s'arrête le travail de M. Besta. Il est fâcheux que l'auteur n'ait pas joint à son volume une carte, qui rendrait service aux lecteurs peu familiers avec la géographie de la Sardaigne.

René POUPARDIN.

---

## POLOGNE.

(Publications des années 1903-1907.)

Dans une note sur le développement de l'historiographie polonaise jusqu'en 1902, qui a été insérée au t. LXXXVII de la *Revue historique* (p. 369-374), nous avons eu naguère l'occasion de signaler le caractère fragmentaire et monographique de la plupart des travaux consacrés à l'histoire de la Pologne tant par les Polonais mêmes que par les étrangers (surtout Russes et Allemands). Ce caractère, — qu'explique en grande partie les conditions politiques lamentables au milieu desquelles vit la Pologne, — a continué à être un des plus apparents de toute la littérature historique relative à la Pologne pendant la période de cinq années qui fait l'objet du présent bulletin.

GÉNÉRALITÉS. — La plupart des historiens polonais se sont confinés dans des études très spéciales et d'ordinaire strictement limitées à la Pologne, de préférence pendant les siècles les plus rapprochés de nous. Certains d'entre eux, cependant, ont publié des travaux qui intéressent l'histoire générale; et, bien que ce bulletin ait pour objet de faire connaître les publications touchant l'histoire de la Pologne, il nous sera permis d'indiquer ici quelques-uns de ces travaux : ceux de M. SCHORR sur l'État et la société babylonienne au temps de Hamourabi<sup>1</sup> et sur la civilisation des Babyloniens et des Hébreux<sup>2</sup>; de M. SMOLEŃSKI sur les dernières fouilles faites en Égypte de 1904 à 1906<sup>3</sup>; de M. DUDYŃSKI sur les sources du droit romain et principalement sur les œuvres de Gaius<sup>4</sup>; de M. ZOLL sur l'histoire de la législation romaine<sup>5</sup>. M. KETRZYŃSKI, ancien élève de l'École française des chartes, nous offre dans *Quelques notes sur l'abbé Astryku Anastase*<sup>6</sup> une analyse très intéressante et tout à fait neuve

1. Mojżesz Schorr, *Panstwo i społeczeństwo babilonskie w okresie t. zw. dynastji Hamurabiego około 2500-2000 przed Chr.*, dans le *Kwartalnik Historyczny*, t. XX, 1906. Cf. Ludwik Gumpłowicz, *Socjologia a państwo Hamurabiego*, dans le *Przegląd Historyczny*, t. IV, 1907.

2. Mojżesz Schorr, *Kultura Babilonska a starohebrajska*, dans le *Kwartalnik Historyczny*, t. XVII, 1903.

3. Tadeusz Smoleński, *Wykopiska egipskie 1901-1906*, dans le *Kwartalnik Historyczny*, t. XXI, 1907.

4. Teodor Dudyński, *Historja źródeł prawa rzymskiego*. Warszawa, E. Wende. in-8°, 434 p., 1904.

5. Fryderyk Zoll, *Historja prawodawstwa rzymskiego*, Cz. II., Kraków, nakł. autora, 1906, in-8°, 161 p.

6. Stanisław Ketrzyński, *Kilka uwag o opacie Astryku-Anastazym; Polska a Dyjon*, dans le *Przegl. Histor.*, t. I, 1905.

des rapports entre la Bourgogne et la Pologne au XI<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à une époque où la Pologne, menacée par l'Allemagne, cherchait des alliances dans le clergé d'Occident. M. BUJAK a réuni de nombreux renseignements sur les cartes maritimes au moyen âge<sup>1</sup> et M. CHLEDOWSKI, auteur d'un livre sur Sienne, a écrit un ouvrage admirable et plein de détails des plus curieux sur la civilisation italienne à la fin du moyen âge et au début de l'époque moderne à la cour de Ferrare<sup>2</sup>. M. KRAUSHAR a édité le journal de voyage du prince royal, futur roi de Pologne Auguste III, en Allemagne, France et Italie en 1711<sup>3</sup>. On y trouve des notes intéressantes sur les pays qu'il a traversés. M. KORZON, l'historien polonais bien connu, a fait paraître le t. II de son Histoire moderne de 1649-1788<sup>4</sup>, qui est un témoignage nouveau de sa science étendue, de sa conscience et de son impartialité. M. Korzon, auteur d'une biographie importante de Thadé Kościuszko, a fourni, en outre, quelques détails nouveaux sur l'action politique de ce héros à l'étranger, principalement en Amérique<sup>5</sup>. Il en faut rapprocher plusieurs études de M. KOZŁOWSKI sur la mission de Kościuszko en France en 1793<sup>6</sup> et sur sa mission politique en Amérique en 1776-1777 et 1797-1798<sup>7</sup>.

A ces travaux<sup>8</sup>, il en faut ajouter quelques-uns qui sont consacrés à des problèmes d'une portée plus générale encore. On nous permettra, à cet égard, d'indiquer dès maintenant, bien qu'elle n'ait paru qu'en 1908, l'importante étude de M. E. MAJEWSKI sur *la Science de la civilisation, prolegomènes et bases pour la philosophie de l'histoire et la sociologie*<sup>9</sup>, parue simultanément en polonais et en fran-

1. Franciszek Bujak, *O średniowiecznych mapach żeglarskich*, dans *Rozprawy Akad. Um. wyd. Hist. fil.*, 1906.

2. Kazimierz Chledowski, *Dwór w Ferrarze*. Lwów, H. Altenberg, 1907, in-8°, 544 p.

3. Aleksander Kraushar, *Podróże Królewicza polskiego, Niemcy, Francja, Włochy 1711, z dyariusza rekop. wyd. Lwów, nakl. autora*, in-8°, 98-11 p., 1906.

4. Tadeusz Korzon, *Historia nowożytna*; t. II : 1649-1788. Warszawa, Gebether et Wolff, 1903, in-8°, 734 p.

5. Tadeusz Korzon, *Przyczynek do emigracyjnej działalności Kościuszki z r. 1793*. — Du mémo, *Kwestya wyjazdu Kościuszki z Ameryki 1798 r.* Lwów, dans le *Kwart. Hist.*, 1904-1907.

6. Wład. Miecz. Kozłowski, *Nowy przyczynek do wyjaśnienia misji Kościuszki i próby nawiązania stosunków z Francją w r. 1793*.

7. Id., *Pierwszy rok służby amerykańskiej Kościuszki (1776-1777); et Pobyty Kościuszki i Niemcewicza w Ameryce (1797-1798)*.

8. La science historique polonaise a perdu récemment un de ses représentants, qui faisait concevoir les plus belles espérances, en la personne de M. Waszyński, qui se consacrait à l'histoire de la Grèce antique.

9. Erazm Majewski, *Nauka o cywilizacji, Prolegomena i podstawy do filo-*



çais. L'auteur, s'inspirant des méthodes des sciences naturelles, cherche à y déterminer les conditions matérielles nécessaires à l'éclosion d'un état de civilisation dans un milieu donné. Il arrive à des résultats curieux et intéressants, quoiqu'il néglige par trop les données de la sociologie et s'expose ainsi à de graves objections<sup>1</sup>. Son livre ne mérite pas moins d'être accueilli avec plaisir comme un témoignage de la renaissance de la pensée philosophique en Pologne. — Les mêmes réflexions peuvent être faites à propos des *Problèmes historiques* de M. ZAKRZEWSKI<sup>2</sup>, qui cependant, à l'opposé de M. Majewski, loin de voir dans les conditions matérielles d'existence l'explication de l'évolution sociale, serait disposé à voir dans les seuls événements politiques les raisons de l'évolution de l'humanité. — Cette même tendance se retrouve dans les études que M. BUCZYŃSKI a consacrées au développement et à la décadence de l'État polonais<sup>3</sup>. — M. GARSKI a tenté de définir et de critiquer les diverses tendances philosophiques des histoires modernes dans un intéressant mémoire sur la « conception matérialiste de l'histoire en face de l'éthique »<sup>4</sup>. Enfin, il convient de signaler le livre de M. CZARNOWSKI sur la philosophie sociale en Pologne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au commencement du XIX<sup>e</sup><sup>5</sup>; les travaux de M. SOKOLNICKI sur « la pensée historique en Pologne depuis Adam Naruszewicz jusqu'à Lelewel »<sup>6</sup> et sur la décadence de la pensée historique polonaise depuis Lelewel jusqu'à la soi-disant « école de Cracovie »<sup>7</sup>; l'étude de M. LIMANOWSKI sur l'évolution des idées démocratiques en Pologne<sup>8</sup> et, pour finir, les nombreuses rééditions des œuvres socio-

*zofii dziejów i socjologii*. Warszawa, E. Wende, 1908; l'édition française a paru en 1908 à Paris, Félix Alcan, in-8°, 352 p.

1. Ludwik Gumpłowicz, *Cywilizacja, uwagi z powodu dzieła Erazma Majewskiego*, dans le *Przegląd Historyczny*, t. VII, 1908.

2. Stanisław Zakrzewski, *Zagadnienia Historyczne*. Lwów, H. Altenberg, 1908, in-8°, 294 p. (forme le t. I de la 4<sup>e</sup> série de *Wiedza i życie*).

3. Roman Buczyński, *Czem byliśmy, czem jesteśmy a czem być możemy*. Kraków, 1905, 159 p. — Du même, *Wzrost i upadek Polski*. Kraków, 1907. — Du même, *Europa i Polska do końca XVIII wieku*. Kraków, 1907.

4. Stanisław Garski, *Materyalistyczne pojmowanie dziejów a etyka*. Lwów, Pols. Tow. Nakł., 1906, in-8°, 78 p.

5. Czarnowski Stefan, *Filozofia społeczna w Polsce w końcu XVIII i pocz. XIX wieku*. Kraków, 1904.

6. Michał Sokolnicki, *Polska myśl historyczna od Naruszewicza do Lelewela*. 1905.

7. Id., *Upadek polskiej myśli historycznej (od Lelewela do szkody krakowskiej)*. 1906.

8. Bolesław Limanowski, *Rozwój przekonań demokratycznych w narodzie polskim*. Kraków, Książka, 1905, in-8°, 39 p.



logiques bien connues de M. GUMPLOWICZ, professeur à l'Université de Graz<sup>1</sup>.

Le besoin évident de synthèse historique qui commence ainsi à se manifester en Pologne a, en outre, provoqué la publication d'un certain nombre de grands travaux collectifs, au premier rang desquels nous citerons l'encyclopédie universelle illustrée, en cours de publication depuis une vingtaine d'années à Varsovie et qui compte aujourd'hui presque une centaine de volumes et qui, pour l'histoire de la Pologne, est d'un prix inestimable<sup>2</sup>. Plus précieuse encore sera sans doute, au point de vue polonais, l'Histoire générale de la Pologne (en une douzaine de volumes), à laquelle l'Académie des sciences de Cracovie travaille en ce moment.

En attendant, nous pouvons signaler quelques histoires de Pologne, très sommaires d'ordinaire, mais dont certaines ne sont pas sans valeur : celles de M. BALABAN<sup>3</sup>, de feu LEWICKI<sup>4</sup>, de M. TATOMIR<sup>5</sup> et surtout celles de MM. KONECZNY<sup>6</sup> et SMOLEŃSKI<sup>7</sup>. L'ouvrage de M. Koneczny est un ouvrage populaire qui embrasse, en deux gros volumes, l'histoire de la Pologne à l'époque des Piastes (963-1370) et des Jagellons (jusqu'en 1572), d'après les études les plus récentes; le livre de M. Smoleński expose l'histoire entière de la Pologne. Ces deux ouvrages se complètent l'un l'autre à certains égards, celui de M. Koneczny étant écrit d'un point de vue conservateur, tandis que celui M. Smoleński s'inspire des idées libérales; en outre, M. Koneczny est un spécialiste du moyen âge et M. Smoleński un spécialiste de l'époque moderne. — La période la plus

1. Signalons ici : *Il concetto sociologico dello stato*; trad. ital. par Fr. Savor-gnan (Torino, Bocca, 1904, in-8°, 270 p.); *Allgemeines Staatsrecht*; 3<sup>e</sup> éd. (Innsbruck, Wagner, 1907, in-8°, 540 p.); *Das österreichische Staatsrecht, Verfassungs- und Verwaltungsrecht, ein Lehr- und Handbuch*; 3<sup>e</sup> éd. (Wien, Manz, 1907, in-8°, 714 p.). — Pour ne pas laisser de lacune, on me permettra de citer ici la première partie d'une étude sociologique que j'ai composée sur *les Meneurs et la foule* (*Annales de l'Institut international de sociologie*, t. XI, 1907, p. 433-462).

2. *Wielka Encyklopedia powszechna ilustrowana*. Warszawa, 47, Nowy Swiat.

3. Józef Balaban, *Historja Polski*. Lwów, H. Altenberg, 1906, in-8°, 280 p.

4. Anatol Lewicki, *Zarys historyi Polski i Krajów ruskich z nią polaczonych*. Kraków, Nakł. autora, 1905. Wyd. 4. in-8°, 203 p.

5. Lucyan Tatomir, *Dzieje Narodu Polskiego*. Warszawa, M. Arct, 1906, in-8°, 372 p.

6. Feliks Koneczny, *Dzieje Polski za Piastów*. Kraków, 1902. — Du même, *Dzieje Polski za Jagiellonów*. Kraków, 1903, in-8°, 358 p.

7. Władysław Smoleński, *Dzieje narodu polskiego, wykład popularny*. Warszawa, Gebethner et Wolff, 1904, in-8°. Wyd. 2., 483 p.

récente de l'histoire polonaise vient d'être exposée avec une grande compétence par M. SOKOŁOWSKI dans son « Histoire de la Pologne après les partages »<sup>1</sup>. Le même auteur a publié, sous le titre d'« Histoire politique de la Pologne »<sup>2</sup>, une grande histoire illustrée qui repose sur une connaissance approfondie du sujet. — Enfin, nous devons signaler ici l'importante « Esquisse de la formation de la Pologne » de M. KUTZEBE<sup>3</sup>, œuvre remarquable et qui était attendue depuis longtemps.

GÉOGRAPHIE ET COLONISATION DE L'ANCIENNE POLOGNE. — Si nous en venons aux études de détails, nous constatons, au cours des années 1903-1907, une recrudescence de la production historique relative à la géographie historique et à l'histoire de la colonisation de la Pologne. C'est en 1904 que l'éminent professeur de l'Université de Léopol, M. BALZER, défenseur victorieux des droits polonais lors du procès international de Graz sur la délimitation des frontières de Galicie et de Hongrie, a publié un livre important intitulé : « Morskie Oko »<sup>4</sup>, exposé des droits polonais devant la cour arbitrale de Graz<sup>5</sup>, où il a mis au service de la légalité une science historique d'une rare valeur. — Plus contestables, quoique défendues avec une riche érudition, sont les théories dont M. BOGUSŁAWSKI<sup>6</sup> s'est fait le défenseur, sur le caractère autochtone des Slaves et sur l'étendue des territoires qu'ils avaient primitivement occupés. Pour lui, ces territoires comprenaient l'Europe centrale presque entière, ce qui ne va pas sans provoquer de très graves objections. De son livre, on peut rapprocher un article de M. ZABOROWSKI sur l'autochtonisme des Slaves en Europe<sup>7</sup>. — M. BUJAK a écrit de très intéressantes études sur la colonisation de la Petite-Pologne (province de Cracovie) au moyen âge<sup>8</sup>. Il y montre qu'on a beaucoup exagéré l'importance historique de la colonisation allemande en Pologne au moyen âge et

1. August Sokolowski, *Dzieje porozbiorowe narodu polskiego ilustrowane*; t. II. Warszawa, Wiek, 1903, in-fol., 532 p.

2. August Sokolowski, *Polityczna historia Polski*. Lwów, Macierz, 1906, in-4°, 550 p.

3. Stanisław Kutrzeba, *Historia ustroju Polski w zarysie*. Lwów, Bernard Poloniecki, 1905, in-8°, 261 p.

4. Lac dans les montagnes des Tatra, objet du procès.

5. Oswald Balzer, *O Morskie Oko, wywód praw polskich przed sądem polubowym w Graczu*. Lwów, Nakł. autora, 1906, in-8°, 254 p.

6. Edward Bogusławski, *Einführung in die Geschichte der Slaven*. Jena, 1904, in-8°, 135 p.

7. S. Zaborowski, *L'Autochtonisme des Slaves en Europe. Ses premiers défenseurs*, dans la *Revue de l'École d'anthropologie*, 1905.

8. Franciszek Bujak, *Studia nad osadnictwem Małopolski, cz. I*, dans *Rozpr. wydz. hist. śl. Akad. Um.*, 1905.

présente, chemin faisant, plus d'une observation neuve et curieuse sur l'histoire économique de la Pologne. — Dans le même ordre d'idées, citons le travail de feu POTKAŃSKI sur les origines des villages polonais<sup>1</sup>; la publication des textes géographico-statistiques concernant l'histoire de la Pologne aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles par M. JABLONOWSKI<sup>2</sup>, l'auteur bien connu de l'Atlas historique de la République polonaise<sup>3</sup>; l'étude de M. SMOLEŃSKI sur les origines de la colonisation énigmatique de Masovie (province de Varsovie) par des descendants des familles appartenant jadis à la haute noblesse<sup>4</sup>. Enfin, nous devons mentionner ici, comme intéressant l'histoire des origines slaves de la nation polonaise, les livres de MM. PEISKER<sup>5</sup>, WACHOWSKI<sup>6</sup>, l'œuvre remarquable en langue tchèque de M. NIEDERLE<sup>7</sup> sur les « Antiquités slaves », traduites en polonais par M. Xavier Jaxa-Chamiec. — A citer encore, parmi les travaux consacrés à la géographie historique et à la colonisation de la Pologne, ceux de M. BARUCH sur le territoire de la ville de Lodz<sup>8</sup> et les cartes géographiques de l'ancienne Pologne, publiées par MM. BALICKI<sup>9</sup>, HECK<sup>10</sup> et MAJERSKI<sup>11</sup>. La description géographique des « terres de l'ancienne Pologne et des pays slaves voisins » de M. REHMAN<sup>12</sup> présente quelque intérêt au point de vue de l'orographie, mais prête le flanc à de graves objections.

1. Karol Potkański, *O pochodzeniu wsi polskiej*. Lwów, 1905, in-8°, 48 p.

2. Aleksander Jabłonowski, *Źródła dziejowe*; t. XVII : *Podlasie*. Warszawa, 1908, 222 p.

3. Id., *Atlas historyczny Rzeczypospolitej polskiej, epoka przełomu XVI-XVII st. Dział II. Ziemia ruskie*. Wieden, 1904, in-fol.

4. Władysław Smoleński, *Szkice z dziejów szlachty mazowieckiej*. Kraków, Nakł. autora, 1908, in-8°, 160 p.

5. I. Peisker, *Die ältesten Beziehungen der Slaven zu Turkotataren und Germanen*. Stuttgart, 1906.

6. Kazimierz Wachowski, *Słowianszczyzna Zachodnia*; t. I. Warszawa, E. Wende, 1903, in-8°, 271 p.

7. Lubor Niederle, *Slovanske Starozitnosti*; fasc. I. Praha, 1906.

8. Maksymilian Baruch, *Pabianice, Rzgów i wieś okoliczne*. Warszawa, E. Wende, 1903, in-8°, 362 p. Un sujet analogue a été abordé aussi dans les *Esquisses historiques* de l'auteur de ce bulletin (2<sup>e</sup> série. Warszawa, E. Wende, 1908).

9. K. Balicki, *Historyczny atlas polski*. Stanisławów, Wł. Doboszyński, 1904, in-4°, 20 p.

10. Waleryan Heck, *Mapa Historyczna Polski*. Wyd. 4. Kraków, Nakł. autora, 1904.

11. Stanisław Majerski, *Ziemia dawnej Polski (1 : 850000)*. Lwów, Tow. Ped. 1907.

12. Antoni Rehman, *Ziemia dawnej Polski i sąsiednich Krajów słowiańskich* (cz. II : *Polska Nizowa*). Lwów, Gubrynowicz et Schmidt 1904, in-8°, VII-535 p.

PUBLICATIONS DE TEXTES. — Parmi les publications de textes intéressant l'histoire de la Pologne, il faut signaler avant tout le t. III du monumental *Corpus juris polonici* publié par M. BALZER<sup>1</sup>. C'est le commencement d'une nouvelle édition critique des *Volumina legum*, recueil important des statuts et des constitutions polonaises dont les éditions du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle sont déjà très vieilles. Ce nouveau volume contient 274 actes fidèlement reproduits et accompagnés de très nombreuses notes critiques. — M. WIERZBOWSKI a entamé le catalogue des registres de l'ancienne chancellerie royale qui remplissent un nombre énorme de volumes aux Archives de Varsovie. De ce recueil important, publié sous le titre de *Matricularum regni Poloniae summaria*<sup>2</sup>, trois volumes ont paru relatifs aux années 1447-1506. C'est désormais un instrument de travail essentiel pour tous ceux qui s'occupent de l'histoire de la Pologne à cette époque. — Feu PIEKOSIŃSKI, un des plus éminents médiévistes que la Pologne ait vu naître, avait publié en 1905 le t. IV de son *Codex diplomaticus Poloniae Minoris*<sup>3</sup> contenant des actes des années 1386-1450. — M. SOBIESKI a édité les « Archives de Jean Zamoyski (1553-1579) »<sup>4</sup>, grand chancelier et chef d'armée de la Pologne, publication très importante pour l'histoire du XVI<sup>e</sup> siècle. — Les publications allemandes de MM. O. VON HEINEMANN<sup>5</sup>, V. VON RÖHRICH et F. LIEDTKE<sup>6</sup>, HERZE<sup>7</sup> et SCHWARTZ<sup>8</sup> sont également de précieuses contributions à l'histoire de la Pologne au XIV<sup>e</sup> et surtout au XV<sup>e</sup> siècle; et il en est de même de la publication russe des « Archives de la Russie du Sud-Ouest »<sup>9</sup> (au XVII<sup>e</sup> siècle) et de la publication sué-

1. *Corpus juris polonici. Sectionis primae privilegia, statuta, constitutiones, edicta, decreta, mandata regum Poloniae spectantia comprehendentis* tomus III (ann. 1506-1522). Cracoviae, sumptibus Academiae Litterarum, 1906, petit in-fol., LXII-796 p.

2. Theodorus Wierzbowski, *Matricularum regni Poloniae summaria, excussis codicibus, qui in chartophylacio maximo Varsoviensi asservantur*; 1<sup>re</sup> partie : 1447-1492; 2<sup>e</sup> partie : 1492-1501; 3<sup>e</sup> partie : 1501-1506. Varsoviae, C. Kowalewski, 1905, 1907, 1908.

3. Franciszek Piekosiński, *Kodeks dyplomatyczny Małopolski*; t. IV : 1386-1450. Kraków, Akad. Um., 1905, in-8°, 634 p.

4. Wacław Sobieski, *Archiwum Jana Zamoyskiego* t. I. 1553-1579. Warszawa, nakł. Ord. M. hr. Zamoyskiego, 1904, in-8°, 530 p.

5. O. von Heinemann, *Pommersches Urkundenbuch*; 6<sup>e</sup> partie, t. I : 1321-1324. 1906.

6. Victor von Röhrich et Franz Liedtke, *Codex diplomaticus Varmiensis*; t. IV, fasc. 2 : 1424-1428. 1906.

7. Herman Herze, *Deutsche Reichstagsakten*; t. X : 1431-1433. Gotha, Bayer. Histor. Kommission, 1906.

8. Philipp Schwartz, *Liv- Est- und Kurländisches Urkundenbuch*; 1<sup>re</sup> partie, t. XI. 1905.

9. *Arkhiv toudo-sapadnoi Rossii*. Kiew, 1904.

doise de M. P. SONDEN, relative aux années 1606-1654<sup>1</sup>. — Enfin, parmi les éditions de textes, qui intéressent certains détails de l'histoire polonaise, il convient de signaler les documents juridiques très importants pour l'histoire de la Pologne au moyen âge publiés par MM. KRZYŻANOWSKI<sup>2</sup>, PROCHASKA<sup>3</sup> et PIEKOSIŃSKI<sup>4</sup>. — M. WIERZBOWSKI a publié « Deux fragments des registres de la chancellerie royale » concernant la première moitié du xv<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Pour l'histoire moderne, nous signalerons la publication d'un journal de la diète polonaise de 1597, publié par M. Barwiński<sup>6</sup>, et d'un journal des diètes de 1643-1651 par Stanislas Oświecim, publié par M. CZERMAK<sup>7</sup>. M. Pierre Boré a édité la *Correspondance inédite de Stanislas Leżyczyński, duc de Lorraine et de Bar, avec les rois de Prusse Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> et Frédéric II (1736-1766)*<sup>8</sup>, et M. DEMBIŃSKI a donné des textes importants, surtout pour l'histoire de l'année 1792, dans un livre intitulé : « Stanislas-Auguste et le prince Joseph Poniatowski d'après leur correspondance »<sup>9</sup>.

ORIGINES ET MOYEN AGE. — Venons-en maintenant aux monographies historiques proprement dites. Pour l'époque des origines, un nom s'impose, c'est celui de M. Alexandre BRÜCKNER, dont les études sur Cyrille et Méthode, apôtres des Slaves<sup>10</sup>, sur les légendes auxquelles est mêlée l'histoire polonaise aux premiers temps de la

1. P. Sonden, *Rikskansleren Axel Ozenstiernas Brevväxling och öfriga i riksrådet förvarade handlingar (1606-1654)*. Stockholm, 1907.

2. St. Krzyżanowski, *Acta scabinalia cracoviensia, 1365-1376, 1390-1397*. Kraków, Akad. Um., 1904.

3. *Akta Grodzkie i Ziemskie*; t. XVIII, Lwów, 1903; t. XIX, Lwów, 1906. (*Zapiski przemyskie, przeworskie, halickie, lwowskie, belskie, sanockie itd. z lat 1469-1506, 1439-1570.*)

4. Fr. Piekosiński, *Zapiski sądowe sandomierskie z lat 1395-1444*. Kraków, Arch. Kom. Praw. Ak. Um., 1907.

5. Teodor Wierzbowski, *Dwa fragmenty Ksiąg Kancelaryjnych Królewskich z I-ej połowy XV wieku*. Warszawa, 1907, 47 p. — L'auteur de ce bulletin a publié les *Libri terrestres kujavienses (Księgi sądowe brzesko-Kujawskie 1418-1424)*. Warszawa, 1905, xxii-631 p. (*Teki A. Pawińskiego*, t. VII), contenant l'analyse de 4,000 actes judiciaires.

6. Eugeniusz Barwiński, *Dyaryusz sejmowe 1597*. Kraków, Akad. Um., 1907.

7. Viktor Czermak, *Oświecimska Stanisława dyaryusz, 1643-1651*. Kraków, Akad. Um., 1907.

8. Paris, 1906.

9. Bronisław Dembiński, *Stanisław August i X. Józef Poniatowski o swietle własnej Korrespondencji*. Lwów, Arch. Naukowe, 1904, dz. I, t. II, zesz. I, in-8°, 259 p.

10. Aleksander Brückner, *Legends o Cyrilu i Metodym wobec prawdy dziejowej*, et divers articles dans le *Przegląd Hist.*, 1907-1908.



dynastie des Piasts<sup>1</sup>, sur les Normands<sup>2</sup>, sur saint Stanislas, évêque de Cracovie<sup>3</sup>, et sur l'histoire primitive de la Pologne et de la Lithuanie païenne en général, en même temps que sur l'histoire de la littérature et de la civilisation en Pologne peuvent être comptés parmi les meilleurs travaux dus aux historiens polonais. M. Brückner met au service d'une activité inlassable et qui s'applique à presque tous les domaines de l'histoire avec un égal succès une intelligence claire, originale, qui ne craint pas de s'attaquer aux théories qui semblaient les plus solidement établies. C'est ainsi, — pour nous en tenir ici à l'époque des origines, — qu'il a renversé les conceptions courantes sur les divinités de l'ancienne Lithuanie, sur le fabuleux Piast, et qu'il a fait justice<sup>4</sup> de plus d'une idée fausse soutenue par M. CZERMAK dans son Histoire illustrée de la Pologne des origines au x<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Ce dernier livre d'ailleurs, quoiqu'il prête flanc à de graves objections, comble du moins une lacune et constitue un recueil très utile de notes et renseignements divers dont les historiens peuvent tirer parti. — MM. BRUCHNALSKI<sup>6</sup>, SCHNEIDER<sup>7</sup> et GAJSLER<sup>8</sup> ont repris à leur tour l'étude de la légende de Piast, l'ancêtre fabuleux de l'ancienne dynastie royale de Pologne (x<sup>e</sup>-xiv<sup>e</sup> siècles). Les deux premiers ont déployé dans cette étude une érudition remarquable; mais M. Gajsler a renouvelé le sujet en instituant une comparaison entre la légende de Piast et celle de saint Germain d'Auxerre et en montrant que toutes deux semblent découler d'une même source ancienne et encore inconnue. — Un aperçu de M. SMÓLSKI sur les légendes historiques de Poméranie<sup>9</sup> et un travail de l'historien allemand H. LULLIES sur la Prusse païenne<sup>10</sup> nous mènent des origines de la Pologne à la période proprement historique de son développement.

Pour le moyen âge, nous pouvons citer une œuvre de tout pre-

1. Aleksander Brückner, *Piast*, dans le *Przegląd Hist.*, t. IV, 1907.

2. Id., *Dogmat normanski*, ibid., 1906.

3. Id., *Spor o św. Stanisława (Stowo Polskie*, ann. 1905); *Próbki najnowszej krytyki historycznej*, dans le *Przegl. Hist.* t. I, 1905.

4. Aleksander Brückner, *Historja a filologia*, dans le *Przegl. Hist.*, t. IV, 1907.

5. Wiktor Czermak, *Ilustrowane dzieje Polski od początków do X wieku*, t. I. Wieden, Bondy, 1906, vii-337 p.

6. Wilhelm Bruchnalski, *Piast*, dans le *Kwart. Hist.*, t. XX, 1906.

7. Stanisław Schneider, *W sprawie Piasta, Rzepichy i Ziemowłda*, ibid., 1907.

8. Justyn Feliks Gajsler, *Stosunek podania Gałusowego o Piastie do legendy o S. Germaine*, dans le *Przegl. Hist.*, t. VI, 1908.

9. Grzegorz Smólski, *O historycznych legendach pomorskich*, 1906.

10. H. Lullies, *Zum Götterglauben der alten Preussen*, Königsberg, 1904.



mier ordre : les « Esquisses historiques du XI<sup>e</sup> siècle »<sup>1</sup> de M. Worciszowski. Peu de livres témoignent d'une pareille maîtrise : l'auteur connaît à fond son sujet et il en parle avec une rare autorité. Il serait à désirer qu'une œuvre comme celle-ci, qui éclaire non seulement l'histoire intérieure de la Pologne, mais aussi l'histoire de ses relations avec les pays de l'ouest, pût être rendue plus accessible à tous les historiens qui s'occupent du moyen âge. — M. PARCZEWSKI, dans une étude sur Prohorius et Proculphus d'après les catalogues épiscopaux de Cracovie<sup>2</sup>, et M. KROTOSKI, dans un livre sur l'évêque saint Stanislas et sa lutte contre le roi Boleslas l'Audacieux<sup>3</sup>, ont abordé aussi des problèmes importants qui touchent à l'histoire de cette époque; mais la méthode de M. Krotoski manque d'objectivité et il se laisse trop souvent aller par préjugé religieux à diminuer sans raison scientifique la valeur des textes contemporains qui l'embarrassent, comme par exemple la Chronique de Gallus Anonymus. — Sur le XII<sup>e</sup> siècle, nous n'avons à signaler qu'un travail allemand, de M. BRAUNE<sup>4</sup>, solide et juste dans l'ensemble, en dépit de certaines erreurs de détail.

C'est également au moyen âge que se rapportent les travaux de feu Maximilien GUMPLOWICZ († 1897), qui viennent d'être publiés par son père, l'éminent professeur Louis Gumplowicz. Ces travaux témoignent de l'originalité profonde en même temps que de la critique et de l'érudition de ce jeune savant enlevé à la science à peine âgé de 32 ans. Les pages qu'il a écrites sur Borys, fils de Coloman, prince royal de Hongrie de 1105 à 1156<sup>5</sup>, et surtout sur les origines de l'évêché de Cracovie<sup>6</sup>, bien qu'écrites il y a déjà plus de dix ans et laissées inachevées par leur auteur, peuvent compter au nombre des meilleures productions historiques consacrées au moyen âge polonais. L'histoire du XIII<sup>e</sup> siècle, — qui est l'époque malheureuse des luttes des Polonais contre l'ordre teutonique de la Sainte-Vierge, — est loin encore d'avoir été entièrement élucidée. M. Ad. KRZYŻYŃSKI y a apporté une notable contribution dans ses études sur cet ordre et

1. Tadeusz Woyciechowski, *Szkice historyczne jedynastego wieku*. Kraków, Akad. Um., 1904, in-8°, 346 p.

2. Alfons Parczewski, *Prohor i Prokulf w Katalogach biskupów krakowskich*, dans le *Przegl. Hist.*, t. IV, 1907.

3. Kazimierz Szkaradek Krotoski, *'Św. Stanisław Biskup i jego zatarg z Królem Bolesławem Śmiałym*. Lwów, 1905.

4. Hans Braune, *Der Feldzug Friedrich Barbarossas gegen Polen (1157) in der Darstellung der deutschen, böhmischen und polnischen Quellen*, dans la *Zeitschrift d. Ver. für Gesch. d. Prov. Posen*, t. XX.

5. Maksymilian Gumplowicz, *Borys Kolomanowicz, Królewicz węgierski 1105-1156*, dans le *Przegl. Hist.*, t. II, 1906.

6. Id., *Początki biskupstwa krakowskiego*, *ibid.*, t. V, 1907.

sur la question de savoir dans quelle mesure sa venue fut provoquée par le duc Conrad de Masovie. L'auteur a examiné, avec une critique approfondie, — peut-être même excessive, — tous les textes relatifs à cette question, rédigés tant en Pologne qu'en Allemagne et en Hongrie et il conclut, notamment, à la fabrication frauduleuse par les chevaliers de l'Ordre teutonique de tous les documents qui servirent dans la suite de base à la constitution de la future Prusse des Hohenzollern<sup>1</sup>. Il eût pu trouver à cet égard plus d'un argument dans les curieuses recherches de M. l'abbé Kujor sur l'origine des paroisses du diocèse de Chelmino et sur les documents mêmes utilisés par M. Adalbert Ketrzyński<sup>2</sup>. — L'histoire de la Lithuanie patenne et de la Ruthénie, à cette même époque, a été étudiée par MM. PROCHASKA<sup>3</sup> et TOTORAITIS<sup>4</sup>. — Il faut signaler aussi l'étude très neuve et très suggestive de M. ZACHOROWSKI sur « Cracovie cité épiscopale »<sup>5</sup>, qui éclaire d'un jour nouveau l'histoire de cette ville jusqu'à l'année 1257. Enfin, M. ZAKRZEWSKI a donné, dans son livre intitulé « Piast ou Pchemyslide »<sup>6</sup>, une étude généalogique d'une portée historique sur le personnage d'Otton, curé de Magdebourg (1207-1225), prince tchèque qu'on considérerait jusqu'à présent comme un duc polonais.

Le XIV<sup>e</sup> siècle a été étudié principalement par de jeunes historiens polonais. M. DŁUGOPOLSKI est l'auteur d'un travail important sur « la révolte du prévôt Albert »<sup>7</sup>, où il est parvenu à fixer les dates de cette révolte, restée jusqu'alors énigmatique (17 mai 1314-14 juin 1312 environ), et à établir que ce ne fut pas une simple émeute des bourgeois de Cracovie, mais un véritable soulèvement politique qui gagna non seulement Cracovie, mais tout le duché et la ville de Sandomir, c'est-à-dire la Petite-Pologne presque entière. M. KŁODZIŃSKI a étudié<sup>8</sup> d'une manière critique, en trois études distinctes, les

1. Wojciech Ketrzyński, *Der Deutsche Orden und Konrad von Masowien 1225-1235*. Lemberg, Gubrynowicz et Schmidt, 1903.

2. Ks. Stanisław Kujor, *Kto założył parafie w diecezji Chełmińskiej*. — Id., *Najnowsze prace D<sup>ca</sup> W. Ketrzyńskiego o biskupie Chrystyanie i o Krzyżakach*, dans le *Przegl. Hist.*, t. I, 1905.

3. Antoni Prochaska, *Dwie Koronacje*, dans le *Przegl. Hist.*, t. I, 1904. — Id., *Dwa objaśnienia do dziejów Litwy*; I : *O apostazji Mendoga*; II : *O autentyczności darowizn Mendoga*, dans le *Kwart. Hist.*, t. XX, 1906.

4. Johann Totoraitis, *Die Litauer unter dem König Mindowe bis zum Jahre 1263*. Freiburg, 1905.

5. Stanisław Zachorowski, *Kraków biskupi*. Kraków, Roczn. Krak., 1906.

6. Stanisław Zakrzewski, *Piast czy Przemyslide*, dans le *Kwart. Hist.*, t. XX, 1906.

7. Edmund Długopolski, *Bunt wójta Alberta*. Kraków, Roczn. Krak., 1905.

8. Abdon Kłodzinski, *Ze studyów Krytycznych nad rokiem 1331*. Kraków, 1905. — Du même, *Rokowania polsko brandenburskie 1329 r.*, dans *Rozpr.*

rapports de la Pologne, du margraviat de Brandebourg et de l'Empire pendant les années 1329-1332. Enfin, M. GORSKI a consacré ses recherches à l'affaire de l'engagement de la terre de Dobrzyń à l'ordre teutonique par Vladislav, duc d'Opole<sup>1</sup>, et aux rapports de la Pologne et de la Lithuanie avec l'ordre teutonique de 1399 à 1404<sup>2</sup>. Ces deux mémoires, que dépare peut-être une prolixité excessive, jettent une lumière très vive sur un sujet des plus intéressants. A ces travaux de débutants, il faut joindre ceux de feu POTKAŃSKI sur l'occupation de la Grande-Pologne en 1313-1314<sup>3</sup>. On y trouve, tracée de main de maître, une histoire critique de la lutte soutenue par Vladislav Lokietek, père du roi Casimir le Grand, pour établir son autorité en Pologne et préparer son couronnement. — MM. KETRZYŃSKI<sup>4</sup> et PROCHASKA<sup>5</sup> nous donnent quelques renseignements sur l'histoire de la Lithuanie au XIV<sup>e</sup> siècle; M. Stanislas SMOLKA a publié à Paris, dans la *Revue des questions historiques* (1907), une belle esquisse sur *Hedvige d'Anjou, reine de Pologne*; enfin, M. JAKUBOWSKI a publié<sup>6</sup> une étude très documentée et très neuve sur la Lithuanie patenne à la veille de sa réunion à la Pologne, d'où il ressort que la Lithuanie était alors dans un état d'organisation politique bien supérieure à ce qu'on dit d'ordinaire.

L'histoire du XV<sup>e</sup> siècle vient d'être éclairée par deux ouvrages importants de M. ABRAHAM sur la participation de la Pologne au concile de Pise, en 1409<sup>7</sup>, et sur les origines de l'organisation de l'Eglise catholique en Ruthénie<sup>8</sup>. Le premier de ces ouvrages, dont les éléments ont été puisés aux archives du Vatican, concerne le rôle de la Pologne pendant le grand schisme; le second porte quelque lumière dans un domaine resté jusqu'ici inexploré et qui se lie étroitement à l'histoire générale de l'Eglise. — Non moins importantes sont les dernières publications de M. PAPÉE sur la Pologne et la Lithuanie à

wydz. hist. fil. Ak. Um., 1904. — Du même, *W obozie cesarskim 1331-1332*, dans le *Przegl. Hist.*, t. I, 1905.

1. Maryan Goyski, *Sprawa zastawu Ziemi Dobrzyńskiej przez Władysława Opolskiego i pierwsze lata sporu (1391-1399)*, dans le *Przegl. Hist.*, t. III, 1906.

2. Id., *Wzajemne stosunki Polski, Litwy i Zakonu 1399-1404*. Kraków, 1906.

3. Karol Potkański, *Zajęcie Wielkopolski 1313-1314*. Kraków, 1905. (Extr. de Rozpr. Wydz. Hist.-fil. Ak. Um.)

4. Wojciech Ketrzyński, *Najdawniejsza stolica litewska*, dans le *Kwart. Hist.* t. XXI, 1907.

5. Antoni Prochaska, *Czy istniał Krywe na Litwie?* 1904.

6. Jan Jakubowski, *Opis Księstwa Trockiego*, dans le *Przegl. Hist.*, t. V, 1907.

7. Władysław Abraham, *Udział Polski w Soborze Pizanskim 1409*, dans *Rozpr. wydz. hist. fil. Ak. Um.*, 1904.

8. Id., *Powstanie organizacyi Kościoła łacińskiego na Rusi*; t. I. Kraków, Tow. pop. nauki pols., 1904, in-8°, XVI-408 p.

la fin du moyen âge<sup>1</sup>, sur l'époque de Casimir Jagellon<sup>2</sup> et enfin sur les manœuvres de ce même roi Casimir pour obtenir la couronne tchèque (1466-1471)<sup>3</sup>. Ce sont des ouvrages qui reposent sur une masse énorme de documents inédits et qui témoignent d'une connaissance précise de l'histoire de la Pologne au xv<sup>e</sup> siècle. Le seul reproche que leur auteur puisse encourir, c'est d'avoir insuffisamment pris connaissance de la littérature tchèque du sujet. — Le livre que M. SZELAGOWSKI a consacré au développement de l'État polonais à la fin du moyen âge et au début de l'époque moderne<sup>4</sup> ne mérite guère, par contre, d'être signalé qu'à raison de l'effort de synthèse fait par l'auteur; car il est déparé, dans le détail, par un trop grand nombre d'erreurs ou de conclusions insuffisamment établies. — On ne peut également accepter que sous bénéfice d'inventaire les conclusions des études que M. PROCHASKA a consacrées au duc Jean Kropidło (ou « l'Aspersoir »), évêque vratislavien<sup>5</sup>, aux « Conseils de Callimakh<sup>6</sup> » et à maint autre sujet touchant au droit public et à la vie politique au moyen âge. M. Prochaska y fait montre d'une science indéniable, mais écrit d'un point de vue si étroitement clérical que ses affirmations ont besoin d'être toujours contrôlées. — Enfin, pour le xv<sup>e</sup> siècle, nous citerons encore le travail de M. CZERMAK sur la question d'égalité des droits des schismatiques et des catholiques en Lithuanie de 1434 à 1563<sup>7</sup>, qui semble aboutir à la négation de cette égalité, et les deux livres ruthéniens de M. BARWIŃSKI sur Sigismond, fils du Kiejstut, grand-duc lithuano-ruthénien (1432-1440)<sup>8</sup>, et de M. KOPYSTAŃSKI sur le duc Michel, fils de Sigismond<sup>9</sup>. Ces deux livres jettent une lumière très vive sur l'étendue, beaucoup plus grande qu'on ne la supposait jusqu'ici, du mouvement séparatiste antipolonais qui se manifesta en Lithuanie et en Ruthénie au xv<sup>e</sup> siècle.

J. K. KOCHANOWSKI.

(Sera continué.)

1. Fryderyk Papée, *Polska i Litwa na przełomie wieków 'średnich*. Kraków, Ak. Um., 1904, t. I, in-8°, 423 p.

2. Id., *Studia i szkice z czasów Kazimierza Jagiellończyka*. Warszawa Gebethner i Wolff, 1907, in-8°, 327 p.

3. Id., *Zabiegi o czeska koronę 1466-1471*. Kraków, 1906.

4. Adam Szelagowski, *Wzrost państwa polskiego na przełomie wieków 'średnich i Nowych*. Kraków, B. Polonicki, 1904, in-8°, 404 p.

5. Antoni Prochaska, *Ksąże Jan Kropidło, biskup wrocławski*, dans le *Kwart. Hist.*

6. Id., *Rady Callimacha*.

7. Wiktor Czermak, *Sprawa równouprawnienia schizmatyków i katolików na Litwie, 1434-1563*. Kraków, Ak. Um.

8. Bohdan Barwiński, *Zygmunt Kiejstutowicz, wielki książę litewsko-ruskij (1432-1440)*. Lwów, 1905.

9. A. Kopystański, *Ks. Michał Zygmuntowicz*. Lwów, 1906.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

R. HILDEBRAND. *Recht und Sitte auf den primitiveren wirtschaftlichen Kulturstufen*; 2<sup>e</sup> éd. Iéna, Fischer, 1907. In-8°, VIII-489 pages.

Dans cette édition remaniée, M. Hildebrand maintient les conclusions de la première édition qui avaient ému les germanistes et il les appuie sur une étude plus détaillée des textes. Il s'agit de deux problèmes fondamentaux de l'histoire de l'humanité : la succession des états de civilisation des peuples primitifs et l'apparition du droit de propriété foncière. Les questions sont traitées par la méthode comparative en rapprochant les observations d'auteurs actuels sur les peuples sauvages ou à demi civilisés des textes de César et de Tacite sur les Germains et des résultats des travaux de Keussler et d'Engelmann sur le mir russe.

Les deux premiers chapitres (peuples chasseurs et pêcheurs, peuples pasteurs) contiennent peu de nouveau. On y trouve une discussion très intelligente sur la portée de la parenté par la mère (qui ne prouve en rien l'existence du matriarcat) et une réfutation de la théorie de Hahn que le régime pastoral supposerait forcément un régime agricole antécédent parce que les pasteurs ont besoin d'une nourriture végétale.

Les thèses essentielles sont exposées dans les deux derniers chapitres : m. « Forme la plus primitive d'agriculture. Les Germains de César et Tacite. » — iv. « Propriété foncière. » Je n'exagère pas en disant qu'elles bouleversent toute la théorie classique en Allemagne de la propriété collective chez les Germains et de la marche germanique. D'après M. Hildebrand, il n'y a chez les Germains ni état, ni commune, ni droit sur les terres, ni possession collective, ni rotation, ni obligation de culture. Il y a de la terre en surabondance, aucun motif de se l'approprier; chacun occupe le terrain qu'il veut cultiver et l'abandonne après la récolte pour cultiver un terrain neuf. Il n'y a pas de communauté villageoise (pas même dans le titre *De migrantibus* qui se rapporte à un domaine appartenant à plusieurs co-propriétaires); il n'y a pas de propriété commune : la *mark* n'est qu'un terrain vague servant de limites, l'*almend* n'est qu'un droit de jouissance. Par une argumentation juridique<sup>1</sup> très serrée sur

1. La polémique contre les historiens est menée sur un ton de mépris qui paraît un peu rude à un lecteur français. Mais M. Hildebrand a raison sur le fond : quand on veut définir avec précision les usages juridiques d'un peuple, on est obligé d'employer les termes juridiques rigoureusement dans le sens que nous leur donnons aujourd'hui.



les textes, M. Hildebrand arrive aux mêmes conclusions négatives que Fustel de Coulanges.

Il y joint des conclusions positives qui me semblent plus importantes encore, car elles rendent compte d'un usage inexpliqué jusqu'ici et qui a laissé des traces profondes dans le système de culture et de propriété des pays germanisés (Allemagne, Angleterre, nord-est de la France). C'est la division du territoire de chaque village en unités d'égale valeur (*mansse, hufe, hîde*) composées chacune d'un grand nombre de parcelles disséminées sur tout le territoire, — usage, soit dit en passant, sur lequel on a fait d'excellentes monographies en Allemagne et en Angleterre et qui n'a encore été étudié pour aucun village français.

Le droit de propriété sur la terre est une création du souverain (*Herrscher*); c'est lui qui distribue les terres en grands domaines, y compris les cultivateurs qui deviennent ainsi des tenanciers. Le grand propriétaire oblige ensuite les tenanciers à s'organiser en une communauté solidaire pour le paiement des redevances (ou du tribut au souverain); la communauté, mise en possession collective de la terre, la répartit entre les tenanciers en lots à peu près égaux parce qu'ils sont tous chargés de la même redevance. C'est par ce procédé que s'est constituée en Russie la grande propriété foncière avec le régime du *mir*. M. Hildebrand admet que l'évolution a été la même en Allemagne. Il n'est pas possible de le prouver rigoureusement par les textes, puisqu'ils ne décrivent pas cette évolution. Mais c'est la seule explication qui rende compte de tous les faits connus, et elle déblaye le terrain d'un amas de constructions romantiques très encombrant.

Ch. SEIGNOBOS.

---

L. VAN DER ESSEN. *Étude critique et littéraire sur les « Vitas » des saints mérovingiens de l'ancienne Belgique*. Louvain, Peeters; Paris, Fontemoing, 1907. In-8°, xi-448 pages. (Université de Louvain. Recueil de travaux publiés par les membres des conférences d'histoire et de philologie, 47<sup>e</sup> fascicule.)

Voici un très utile répertoire<sup>1</sup>. Les érudits qui auront à se servir des Vies des saints mérovingiens de la Gaule du Nord devront à M. Van der Essen des informations précieuses sur les textes hagiographiques et de bonnes bibliographies d'ouvrages modernes.

1. Le livre est mal intitulé. La Belgique en question n'est pas une ancienne Belgique, mais la Belgique moderne. Il y a de menues négligences, telles que l'attribution à saint Jérôme (p. 335) de la *Vie de saint Antoine* et d'un *sermo venustatis* que l'auteur est seul à connaître. — On a, bien mal à propos, reproché à M. Van der Essen d'écrire un français régional. Il faut louer les érudits flamingants de mettre leurs travaux à portée d'un public étendu. Au reste, le livre est toujours clair.



L'auteur s'est limité strictement à l'époque mérovingienne (481-751). Il a classé ses saints par diocèses : 1° Liège (antérieurement, Tongres et Maastricht); 2° Cambrai (antérieurement, Arras); 3° Tournai (depuis 630 environ, Noyon-Tournai); 4° Téroüanne; 5° Utrecht. Ces saints sont au nombre de quatre-vingt-un, dont trente-deux pour Liège, vingt-neuf pour Cambrai, huit pour Tournai, onze pour Téroüanne, un seul, saint Willibrord, pour Utrecht. L'article consacré à chaque saint comprend : 1° une biographie critique; 2° une analyse et une étude rapide des diverses *Vies*, de la plus ancienne à la plus moderne. L'auteur se dispense d'ordinaire de citer les manuscrits de chaque *Vie* et, sur ce point, renvoie le lecteur à la *Bibliotheca hagiographica latina* des Bollandistes.

Les « biographies critiques » sont la partie faible du livre. L'auteur, qui exprime plusieurs fois un jugement général sévère sur la valeur documentaire des *Vies*, est trop porté, quand il les prend une à une, à se fier au témoignage des hagiographes. Sainte Gertrude de Nivelles se fait prédire par un saint homme le jour précis où elle doit mourir; saint Lambert est élu évêque de Tongres « par le clergé et par le peuple »; la physionomie véritable de saint Aubert est « attachante », etc. L'exemple par lequel on prouverait le mieux que les biographies de M. Van der Essen ne sont pas très critiques est celui de saint Amand de Tournai, sur lequel l'auteur a publié en flamand une monographie. Il ne remarque même pas que, d'après la première *Vie*, saint Amand est créé évêque par Dagobert (le *rex*, n'étant pas nommé dans la phrase même, doit être le même roi Dagobert qui a été nommé un peu plus haut). Comme saint Amand n'a gardé son évêché que trois ans et que Dagobert est mort en 639, comment l'évêque Amandus a-t-il pu, en 649, recevoir une lettre du pape Martin (lettre ignorée du premier biographe)? — On est bien heureux de savoir si sûrement (p. 623) que, « dans la seconde moitié du III<sup>e</sup> siècle, toute une pléiade de missionnaires franchit les Alpes et le Rhin, traversa les Gaules supérieures et descendit dans la Gaule Belgique... »; que « ... ceux qui s'engagèrent sur le territoire tournaisien s'appelaient Piat, Eubert et Chryseuil ».

L'auteur s'attache à relever entre ses *Vies* des traits de parenté et de dépendance littéraire, à reconstituer des *cycles* hagiographiques. Il se propose de reprendre de ce point de vue l'étude de son sujet dans un second volume qui sera une histoire systématique de l'hagiographie mérovingienne en Belgique. Mais était-il indiqué, dans cette recherche d'histoire littéraire, de s'arrêter à la fin des Mérovingiens? La plupart des *Vies* étudiées datent des IX<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles. Les cycles en question doivent comprendre des vies de saints carolingiens.

Il reste que ce livre sera un instrument de travail commode et précieux. Pour d'autres régions aussi, on voudrait avoir des guides de ce genre, permettant de se reconnaître vite dans la broussaille hagiographique.

E.-Ch. BABUT.

Hermann HUTH. *Soziale und individualistische Auffassung im 18. Jahrhundert, vornehmlich bei Adam Smith und Adam Ferguson* (collection des *Staats- und Sozialwissenschaftliche Forschungen* de Schmoller et Sering). Leipzig, Duncker et Humblot, 1907. In-8°, xv-460 pages.

La lecture des ouvrages d'Adam Smith et de Ferguson a suggéré à M. Huth d'intéressantes réflexions sur les idées des hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle en matière d'organisation sociale. Il semble bien, en effet, que les Anglais cherchèrent à cette époque à résoudre les mêmes problèmes qui amenèrent nos physiocrates à donner une première forme doctrinale aux théories du libéralisme. Mais, tandis que le tempérament latin, très accentué chez les physiocrates, porta leurs admirateurs à la spéculation, en même temps qu'il les éloigna de l'étude des réalités pour leur faire suivre leurs « idées », le tempérament anglo-saxon se borna à explorer le domaine des faits sensibles, subordonnant sans cesse l'idée aux contingences. On connaît l'antipathie de David Hume, sinon pour la thèse physiocratique elle-même, du moins pour la plupart des hommes qui s'en firent les défenseurs. Adam Smith nous apparaît comme préoccupé de deux systèmes de pensées différents et opposés : l'un part d'un code naturel imaginaire, destiné au bien de l'homme, et conduit à une vue optimiste basée sur la constitution économique de la société (laquelle s'expliquerait aisément par l'intérêt personnel éclairé); l'autre procède par induction; il cherche à expliquer les divers états où se trouvent les sociétés humaines par les circonstances, les faits ou les institutions ayant réellement existé. On rencontre dans les œuvres de Smith une combinaison de ces deux manières de procéder, tantôt des recherches inductives, tantôt des spéculations et des théories basées sur l'hypothèse de la « nature ». Mais cette dernière méthode fut exagérée par quelques-uns de ses disciples et l'esprit d'induction fut relégué au second plan. Si le bon sens et l'esprit pratique de Smith l'ont empêché de suivre quelques-uns de ses principes jusqu'à leurs dernières conséquences, les critiques dirigées par les Allemands contre le corps de doctrines qu'ils désignent sous le nom de smithianisme n'en sont pas moins fondées. Les principales de ces critiques sont les suivantes : la conception de l'économie sociale de Smith est trop individualiste, elle considère trop le sentiment altruiste comme le corollaire de « l'amour de soi », elle fait trop abstraction des principes bienveillants de la nature humaine, suppose trop que « l'homme économique » est mû par des motifs purement égoïstes, elle se place trop au point de vue de l'individu ne travaillant que dans le but de réaliser un gain personnel sans s'occuper de la communauté en général, elle se persuade trop volontiers que le bien de cette communauté est facilement atteint par le libre jeu des cupidités individuelles. Smith a été peut-être amené à ces conclusions par des idées

théologiques formulées *a priori* et par les conceptions métaphysiques d'un système de droit naturel et de liberté naturelle qui le conduisirent à s'occuper beaucoup plus du « profit individuel » que des destinées morales de l'humanité. M. Huth estime avec raison que le droit naturel est infiniment plus « social » qu'il ne l'a prétendu.

Georges BLONDEL.

Général VON CAEMMERER. **L'évolution de la stratégie au XIX<sup>e</sup> siècle**, traduit de l'allemand par le lieutenant Tirlet. Paris, Fischbacher, 1907. In-8°, 304 pages.

Lieutenant-colonel ROUSSER. **Le haut commandement des armées allemandes en 1870**. Paris, Plon, 1908. In-8°, 334 pages.

M. le lieutenant Tirlet nous présente une bonne traduction d'un ouvrage du général von Caemmerer sur l'évolution de la stratégie au XIX<sup>e</sup> siècle, très intéressant par les idées qui y sont exposées et discutées. Mais cet ouvrage s'occupe bien plus de la grande tactique, c'est-à-dire de la science des opérations, que de la stratégie proprement dite.

Le général von Caemmerer nous montre la stratégie comme une véritable science qui évolue. Il expose d'abord les idées de Jomini qui procèdent des doctrines napoléoniennes; un de ses principes essentiels est celui-ci : « Tout revient à jeter au bon moment la masse de nos troupes sur le point décisif du champ de bataille. » Le général von Caemmerer étudie ensuite la stratégie de l'archiduc Charles, puis donne, dans un exposé lumineux, les idées principales de Clausewitz. Il passe enfin successivement en revue les auteurs qui ont écrit sur la guerre, de 1840 jusqu'à nos jours, et montre les uns, tantôt en progrès sur le passé, tantôt s'inspirant encore des procédés d'autrefois.

Le dernier chapitre, où l'auteur compare les méthodes de guerre de Napoléon et de Moltke, est la partie la plus importante de l'ouvrage. Il commence par étudier le plan de campagne que prépare Moltke pour la guerre avec l'Autriche. Ce plan, qui était un plan d'offensive, exigeait la plus grande célérité et la concentration des troupes pendant la période des pourparlers diplomatiques. Mais Moltke se rendit bientôt compte que le roi Guillaume ne voulait faire la guerre à son ancien allié que si l'attitude de l'Autriche l'y contraignait. Moltke fut donc obligé d'abandonner ce plan. Dès lors, il fallait examiner comment l'Autriche pourrait mettre à profit l'initiative qu'on lui laisserait. Moltke a analysé avec le plus grand soin et jusque dans leurs dernières conséquences toutes les situations possibles. Mais tous ces projets, comme celui que Moltke a finalement mis à exécution et que l'auteur admire indistinctement, ont le grave inconvénient de disposer les armées sur un front démesuré et d'opérer leur concentration à portée de l'adversaire. Le dispositif et la marche en avant des armées prus-

siennes en 1866 furent tels que si elles avaient eu devant elles un adversaire manœuvrier et actif elles eussent pu être battues en détail et successivement.

L'auteur examine ensuite les projets préparatoires faits par Moltke en vue d'une guerre contre la France jusqu'à celui qu'il mit en œuvre en 1870. La concentration allemande fut très prudente par suite de la crainte de voir, avant qu'elle fût terminée, une irruption des forces françaises non encore mobilisées. Il serait trop long de suivre le général von Caemmerer dans la discussion des procédés de Moltke opposés à ceux de Napoléon, mais on ne saurait souscrire au jugement qu'il porte sur eux. Je ne vois dans Moltke qu'un calculateur patient et un travailleur acharné, excellent éducateur, appliquant avec méthode et avec talent les procédés qu'il a étudiés dans les guerres napoléoniennes. Tous ces procédés, en 1866 comme en 1870, consistent en l'attaque partielle sur tous les points, en la lutte opiniâtre pour se maintenir sur les positions choisies et l'offensive à outrance. Mais Moltke ne « manœuvre » pas, ce qui était à un haut degré la faculté napoléonienne. Les méthodes de l'armée allemande sont éminemment simplistes, mais il faut reconnaître que celle-ci rachète la pauvreté de ses combinaisons par une grande énergie et une parfaite communauté de pensée entre tous les éléments qui la composent pour concourir à la victoire par l'offensive.

La Relation officielle du grand état-major allemand sur la guerre de 1870 est une œuvre qui donne les faits dans leur vérité, mais qui a laissé dans l'ombre les fautes commises. Nulle part elle ne donne le sentiment qu'elle décrit des actes des hommes. Pendant longtemps, cette Relation a été crue sur parole. Mais voici que, dans ces dernières années, quelques écrivains de l'autre côté des Vosges, le colonel Verdy du Vernois, le colonel cardinal de Widdern, le capitaine F. Hœnig, ont entrepris de décrire les réalités de la guerre, dont la Relation officielle ne donne qu'une idée affaiblie. Ce sont ces travaux que le lieutenant-colonel Roussel a utilisés pour nous donner une étude remarquable intitulée : *le Haut commandement des armées allemandes en 1870*. En réalité, l'ouvrage n'a trait qu'aux batailles livrées autour de Metz, parce que, dit le colonel Roussel, « elles ont décidé du sort de la guerre et de la France ».

L'auteur commence par examiner les méthodes de commandement. Dans l'armée prussienne, en 1870, l'autorité était dans une seule main, celle du général de Moltke, qui parle au nom du roi de Prusse. Celui-ci gardera toujours, comme l'a écrit Moltke, « le mérite supérieur d'avoir pris les responsabilités de l'exécution ». Les conseils de guerre, qui ne servent qu'à produire du flottement et de l'indécision et à couvrir la faiblesse du commandement supérieur, seul responsable, ne sont pas en usage dans l'armée prussienne. Comme le montre le lieutenant-colonel Roussel, le système de commandement se résumait dans l'armée prussienne en ceci : un directeur des opérations, ordonnant au nom du

roi, par le moyen d'instructions assez générales appelées directives, adressées aux commandants d'armées; ces directives indiquaient la situation générale, la manœuvre à exécuter, son but et son concept d'ensemble; à leur tour, les commandants d'armée donnaient à leurs corps d'armée les ordres d'exécution.

Cette méthode est supérieure à celle qu'employait Napoléon qui faisait tout par lui-même. Si, dans le choix des combinaisons, comme nous l'avons déjà fait ressortir à propos de l'ouvrage du général von Caemmerer, Moltke a été bien inférieur à Napoléon, par contre, il a été un organisateur de premier ordre.

En résumé, on peut dire qu'en principe le système de commandement dans l'armée allemande, en 1870, était irréprochable. Il ne présentait qu'un défaut provenant du grand âge des généraux en chef, qui les a fait se tenir loin de leurs troupes au moment de la concentration, incapables souvent, sur le champ de bataille, d'aller juger par eux-mêmes de la situation générale, et un autre défaut non moins grave provenant du caractère de certains d'eux qui les a fait transgresser les ordres qu'ils avaient.

L'auteur examine ensuite les difficultés qui surgirent au début des opérations de 1870, par suite de la désobéissance de Steinmetz. Il montre que, si les projets de Moltke ont été bouleversés par l'ardeur d'un Steinmetz et d'un Kameke, le premier responsable ne fut cependant que lui-même, parce qu'il ne mit pas le commandant de la première armée au courant de ses projets d'ensemble et surtout parce qu'il se tint trop loin du théâtre des opérations, ce qui lui interdit toute influence opportune sur la marche des événements.

Après la bataille de Spicheren, toute l'armée française de Lorraine se retira sur Metz. Elle fut suivie par les première et deuxième armées allemandes. L'auteur étudie d'abord le rôle du commandement dans la bataille de Borny. Il montre qu'ici encore cette bataille fut entamée sur l'initiative du général von der Goltz, commandant l'avant-garde du 7<sup>e</sup> corps, dans le but d'accrocher l'ennemi qui battait en retraite. L'action, toujours l'action, tel est le mot d'ordre des généraux prussiens. Von der Goltz, qui connaît l'esprit de solidarité qui règne chez ses collègues, fait appel au concours des troupes les plus avancées et celles-ci y répondent. La bataille de Borny, commencée très tard, fut en définitive un carnage inutile. Ce qui frappe, ici encore, c'est l'effacement du haut commandement. On ne peut que répéter ce que nous avons déjà dit : l'initiative ne doit s'exercer que dans le sens des intentions du commandement supérieur.

La bataille de Rezonville, de même, fut absolument le résultat du hasard. Mais, comme le fait remarquer l'auteur, les Allemands surent se tirer de ce mauvais pas par une énergie peu commune. La décision fut prise par le général d'Alversleben, commandant le 3<sup>e</sup> corps, d'après une vue très nette de la situation, mais il se heurta à toute l'armée française, forte de 100,000 hommes, qui, commandée par un



chef autre que Bazaine, eût pu infliger un sérieux échec à son audacieux adversaire. La bataille ne pouvait être décisive; elle n'en a pas moins eu, au point de vue stratégique, une immense importance parce qu'on réussit à maintenir sur place l'armée française dont l'intérêt pressant était de se dérober.

La marche de Rezonville sur Saint-Privat montre l'insuffisance des renseignements procurés par la cavalerie allemande. La manœuvre réussit cependant par suite d'une incurie incroyable de la part de Bazaine. La bataille de Saint-Privat s'engagea sans que les Allemands connussent l'étendue du front qu'ils avaient devant eux; un engagement général seul pouvait lever les voiles; rien ne fut fait.

Les préliminaires de la bataille du 18 août, comme le dit très justement le lieutenant-colonel Rousset, n'ont rien qui rappelle, même de loin, les méthodes napoléoniennes.

La journée du 18 août comporte deux engagements presque distincts. Le premier est celui que la première armée allemande a livré sans succès contre toute l'aile gauche française, le second est celui que la deuxième armée a gagné contre notre centre et notre droite à Saint-Privat. L'auteur montre la folie de Steinmetz jetant ses troupes dans le ravin de la Mance contre des forces non entamées; encore une fois, la passivité du commandement français les sauve d'un désastre. Pendant ce temps, la deuxième armée allemande poursuivait son déploiement et gagnait, hors de la présence et même de la connaissance de Moltke, la bataille qui se perdait à l'aile droite allemande. L'auteur fait ressortir ici encore l'initiative prise par les commandants de la garde et du 12<sup>e</sup> corps de la deuxième armée qui, à la vue de la situation, prirent sur eux de diriger leurs corps vers le nord pour exécuter la manœuvre enveloppante qui avait été prévue, mais sans que l'on sût où était l'aile droite française.

Le lieutenant-colonel Rousset fait observer très judicieusement, à propos de l'attaque de Saint-Privat, que si l'esprit d'offensive constitue une qualité inappréciable, il doit cependant s'allier, chez les chefs d'un ordre élevé, à de la prudence qui n'est à vrai dire qu'une appréciation exacte de la situation et des événements. L'auteur montre en outre admirablement l'absence presque complète d'une direction générale, ce qui constitue la différence essentielle entre cette bataille et n'importe quelle bataille napoléonienne. Les vainqueurs véritables de la bataille du 18 août furent les généraux ardents et pleins d'audace qui marchaient de l'avant hardiment en s'inspirant des circonstances.

Cette étude du lieutenant-colonel Rousset sur le haut commandement des armées allemandes en 1870, dont nous n'avons pu donner qu'un aperçu sommaire, est extrêmement instructive et d'un grand intérêt pour apprécier les actes des hommes qui furent nos vainqueurs.

Alfred DREYFUS.



Paul MATTER. *Bismarck et son temps*. T. III. Paris, Alcan, 1908. In-8°, 658 pages.

M. Paul Matter a publié l'an dernier le t. III de son grand ouvrage sur *Bismarck et son temps*. Ce troisième volume comprend les années 1870 à 1898 et M. Matter l'a intitulé *Triomphe, splendeur et déclin*.

C'est d'abord la guerre franco-allemande et ses résultats (ch. I à VIII). M. Matter montre pourquoi Bismarck crut la guerre avec la France inévitable, nécessaire, et comment, dès lors, il la désira et la prépara. Il en indique, comme causes principales, d'une part les difficultés inattendues que Bismarck rencontra dans son œuvre d'unification; de l'autre, les menaces d'une triple alliance entre la France, l'Autriche et l'Italie. Mais il n'essaie pas de préciser le moment où Bismarck a commencé de vouloir la guerre et peut-être ne donne-t-il pas assez d'importance à la chute du ministère bavarois Hohenlohe en mars 1870. — Puis M. Matter nous raconte, de façon rapide et précise, l'histoire compliquée de la candidature Hohenzollern, en utilisant surtout les travaux de M. Léonardon et les lettres du prince Antoine à son fils, Charles de Roumanie; il met en lumière le rôle personnel de Bismarck; il indique le rôle probable de ses agents, Bernhardi en 1869, Lothar Bucher en 1870; mais il insiste aussi sur l'imprudence et la présomption de Gramont. — Le récit du voyage de Benedetti à Ems présente les mêmes caractères : rapidité et précision. La responsabilité vraisemblable de l'impératrice dans la fameuse demande de garantie est nettement indiquée, quoique de façon discrète, et l'absence de preuve positive rend ici, en effet, la discrétion indispensable. M. Matter ne qualifie pas de faux la dépêche d'Ems, mais de « truquage », et prend soin d'ailleurs de donner en note, face à face, le texte télégraphié d'Ems par Abeken et celui que Bismarck communiqua aux ambassades et aux journaux<sup>1</sup>. — Il va sans dire que M. Matter ne nous raconte pas la guerre franco-allemande, mais seulement les négociations qui l'accompagnèrent, ou plutôt celles-là seules où Bismarck intervint : entrevue de Bismarck et de Jules Favre en septembre 1870; intrigue de Régnier et double voyage du général Boyer; premiers pourparlers avec Thiers au commencement de novembre; négociation de l'armistice, puis des préliminaires de paix. Entre-temps, il nous dit les efforts de Bismarck pour achever l'unité allemande et créer l'Empire allemand. Enfin il étudie, au cours de l'année 1871, la consolidation de l'Empire par les travaux du premier

1. La traduction que donne M. Matter de la dépêche d'Abeken me paraît plus précise que celle de M. Andler. Dans la phrase capitale, M. Matter traduit *mit Rücksicht auf die obige Zumutung* (il s'agit de la demande de garantie réclamée par Benedetti) par : *à cause de sa prétention*; M. Andler traduisait : *Sa Majesté a décidé de ne plus recevoir le comte Benedetti touchant la question de l'engagement précité*. Bien que l'expression *mit Rücksicht auf* puisse avoir les deux sens, la place du membre de phrase dans le paragraphe me semble imposer l'interprétation de M. Matter.

Reichstag, qui accepte la constitution nouvelle; par la signature du traité de Francfort; par le double rapprochement de la Prusse avec la Russie et avec l'Autriche.

L'histoire de l'Empire allemand de 1871 à 1879 occupe les chapitres ix à xii. Les deux questions capitales sont ici celles du Kulturkampf et du Congrès de Berlin. L'histoire du Kulturkampf, quelque rôle que Bismarck y ait joué, déborde à tel point l'histoire du ministre que M. Matter y laisse apercevoir quelque gêne; bien qu'il indique assez nettement les causes et les caractères du conflit, la façon dont Bismarck a compris et conduit la longue lutte, son récit donne à certains moments une impression de déblayage : sans doute était-il difficile qu'il en fût autrement. — A propos du Congrès de Berlin, M. Matter met en pleine lumière l'habileté de Bismarck, les conséquences immédiates et lointaines du protocole du 13 juillet 1878; mais il ne peut guère apporter de précisions nouvelles sur les négociations qui le précédèrent. Il insiste ensuite sur l'opposition que fit Guillaume à Bismarck quand celui-ci voulut conclure l'alliance secrète avec l'Autriche au risque de compromettre la bonne entente avec la Russie, et M. Matter qualifie de faute grave cette alliance austro-prussienne du 7 octobre 1879, qui, dit-il, rendait presque inévitable l'alliance franco-russe. — Dans le chapitre x, qui coupe en deux l'histoire du Kulturkampf, M. Matter expose assez rapidement les relations de la France avec l'Allemagne de 1871 à 1875. Il utilise, bien entendu, l'ouvrage du duc de Broglie, *la Mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, et surtout les deux publications de M. Dreux, les *Mémoires de Gontaut-Biron*, parus sous le titre : *Mon ambassade en Allemagne* et les *Dernières années de l'ambassade en Allemagne de M. de Gontaut-Biron*. Il m'a semblé qu'à propos des événements de 1873-74, M. Matter, à la suite du duc de Broglie et de M. Dreux, n'insiste pas assez sur les conséquences des manifestations ultramontaines du clergé et du parti royaliste en France. A propos des événements de 1875, M. Matter (contrairement à l'avis que M. Andler ne pourrait plus guère soutenir aujourd'hui) affirme, sans l'exagérer, la gravité réelle de la crise.

M. Matter consacre les chapitres xiii à xvi, — à peine cent cinquante pages, — à la période qui s'étend de 1879 à 1890. L'Empire allemand est prépondérant en Europe : pour nous présenter un tableau complet de la politique de Bismarck, c'est-à-dire de la politique allemande, il eût fallu refaire l'histoire de l'Europe presque entière. Et M. Matter devait nous exposer, en outre, la politique économique, la politique sociale, la politique coloniale du fondateur de l'empire allemand. Ici, M. Matter ne pouvait, en quelque sorte, traiter son sujet complètement qu'à la condition d'en sortir sans cesse. Il a préféré abréger. Mais il est incontestable que l'on éprouve, en lisant ces derniers chapitres, la même impression de déblayage qu'en lisant le récit du Kulturkampf. Seule, l'histoire de la chute est racontée à loisir. M. Matter y était invité par la publication récente des *Mémoires du prince de Hohenlohe*.

Dans ce troisième volume, — tout au moins dans la seconde partie de ce troisième volume, — M. Matter n'a donc pas tout à fait résolu la difficulté, probablement insoluble, d'un sujet trop vaste, et qu'il était cependant impossible de restreindre. A mon avis, il ne pouvait ni justifier complètement son titre, *Bismarck et son temps*, ni séparer Bismarck de son temps : c'eût été refaire, sans profit, ce qu'ont déjà fait MM. Ch. Benoist et Andler. Concluons donc qu'une biographie, quelle qu'elle soit, fournit toujours à l'historien un cadre défectueux. Mais gardons-nous de conclure aussi que M. Matter eût mieux fait de traiter un autre sujet. Remercions-le, tout au contraire, d'avoir fait, délibérément, œuvre imparfaite, mais intéressante et utile. On pourrait sans doute relever, au long de ces 600 pages, une ou deux inexactitudes<sup>1</sup>, quelques fautes d'impression<sup>2</sup>, des négligences, quelques incorrections même. J'aime mieux (car je suis convaincu que c'est justice), insister sur l'importance de l'œuvre, et louer, cette fois encore, comme à propos des deux premiers volumes, la sûreté d'information, l'esprit critique, l'impartialité parfaite de M. Matter.

G. PAGES.

1. Au chap. x, p. 381, M. Matter parle de l'affaire des mandements épiscopaux et de la satisfaction réclamée par Bismarck dans un développement qui se rapporte à l'hiver de 1874-1875. L'affaire se termina en janvier 1874.

2. Parmi les fautes d'impression, je signalerai, parce que le contexte ne les corrige pas, deux dates inexactes : p. 443, l. 27, 1871 pour 1878, et p. 454, l. 22, 1878 pour 1879.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

---

1. — **Revue de synthèse historique.** 1908, août. Ce numéro est consacré à l'Angleterre. — P. MANTOUX. Les transformations récentes de la constitution anglaise (l'ascension graduelle de la démocratie est destinée à modifier la Chambre des lords, sans qu'on puisse encore prévoir comment se fera la transformation. La royauté garde son action directrice dans la politique étrangère). — Ch. BASTIDE. La crise coloniale (les colonies tendent de plus en plus à se séparer de l'Angleterre). — A. KOSZUL. La propriété foncière en Angleterre (fait ressortir par une analyse précise le caractère élastique, mobile et social de la propriété en Angleterre). — P. BENOZ. La poésie anglaise sous Victoria. — P. MANTOUX. La psychologie de l'Angleterre contemporaine (brève analyse, très favorable, des deux importants volumes de M. J. Bardoux sur les crises belliqueuses et les crises politiques de l'Angleterre). — RÉAU. La peinture anglaise. — D. PASQUET. L'évolution de l'Église anglicane (bonne analyse où manque un peu la synthèse. M. Pasquet pense que la haute Église et le catholicisme ont seuls conservé de l'action sur le peuple. Il oublie l'énorme influence des dissidents). — Ch. BASTIDE. Les questions d'enseignement en Angleterre. — H. BERR. La philosophie en Angleterre (d'après l'article de J. L. Mackenzie dans la *Revue de métaphysique et morale*). — H. BERNÈS. Les sonnetistes anglais de la Renaissance. — L. PINEAU. La Gypsy-love Society. — La musique anglaise moderne. — Octobre. W. M. KOZŁOWSKI. L'idée d'une philosophie sociale comme synthèse des sciences historiques et sociales (cet article très obscur, qui a pour objet de déterminer le caractère de l'historiosophie considérée comme la science du développement psychique de l'humanité en opposition à la sociologie qui en étudie au point de vue positiviste les éléments stables, paraît conclure que l'historiosophie doit trouver les principes socio-sophiques d'où dépend l'évolution des faits de succession dont est composée l'histoire, en opposition aux faits de répétition qu'étudient les sciences physiques, chimiques, physiologiques, etc. « Le cours de l'histoire n'est point cyclique, mais asymptotique ». On retrouve chez M. Kozłowski, sous une forme abstraite, les idées très claires de M. Xénopol). — RÉAU. L'organisation des musées. — HUVELIN. Individualisme et socialisme (analyse et critique vigoureuse du livre remarquable de M. Schatz, *l'Individualisme économique et social*, qui représente l'individualisme comme le seul élément vrai du progrès, la seule doctrine saine d'action sociale). — FÉVRE. La pré-réforme catholique (analyse du bel article de M. Renaudet sur *Jean Standonk*, si important pour l'histoire de la

Réforme). — P. MILHAUD. La classe ouvrière en France au XIX<sup>e</sup> s. (d'après l'ouvrage de Levasseur). — F. SIMIAND et A. REY. Le congrès historique de Berlin et le congrès philosophique de Heidelberg. — RAU. Le *Manuel économique* d'Ad. Landry. — G. PICAVET. Deux écrits récents sur le matérialisme historique (une brochure de P. Lafargue et un article de B. Jacob).

2. — *Revue des questions historiques*. 1909, janv. — P. RICHARD. Origines de la nonciature de France (Léon X avait entretenu constamment des nonces auprès de François I<sup>er</sup>; sous Adrien VI, Gabriele Merino, archevêque de Bari, y résida quinze mois. C'est sous Clément VII, avec la mission de Cesare Trivulzio, évêque de Côme, que commence la série des nonciatures permanentes). — L. LALLEMAND. Les maladies épidémiques en Europe du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> s. (second article : les mesures de précaution, lazarets, prières publiques, hygiène; les services médicaux contre la peste). — A. DE BOISLIE. La désertion du cardinal de Bouillon en 1710 (condamnation du cardinal et arrêt du conseil portant confiscation de son temporel; mais le pape se plaint de n'avoir pas été consulté, on surseoit à l'exécution et on frappe Baluze, qui est exilé de Paris, dépouillé de ses places et son livre supprimé; on détruit les monuments des Bouillon à Cluny et à Saint-Denis). — P. FÉRET. Une négociation secrète entre Louis XIV et Clément XI en 1715 (négociation très épineuse d'Amelot, envoyé extraordinaire à Rome, avec le pape et le cardinal Fabrini pour obtenir du pape soit la réunion d'un concile national chargé d'accepter la bulle *Unigenitus*, soit des déclarations favorables aux libertés de l'église gallicane, pour désarmer l'opposition du cardinal de Noailles et de quelques évêques. La mort du roi mit fin à cette négociation). — Comte de SÉRIGNAN. La vie aux armées sous la Révolution et le premier Empire (fin. Actes de rébellion et d'indiscipline. Les fricoteurs). — DURONCQ. A propos de l'hagiographie romaine (réponse aux critiques adressées par le P. Delehaye aux t. II et III de son *Étude sur les martyrologes romains*). — FL. JURARU. La sainte Agnès des actes grecs (maintient contre M. Allard que la sainte Agnès des actes grecs n'est pas celle qui fut inhumée un 21 janvier sur la voie Nomentane). — H. LAMMENS. Le congrès historique de Berlin. — A. ROUSSEL. Lamennais, d'après ses correspondants inconnus (lettres de M. des Saudrais de 1807-1809). — R. DE BOYSSON. La ville de Sarlat annoblie par Louis XIV (le 15 février 1652 pour sa fidélité pendant la Fronde bordelaise, mais elle fut prise le 1<sup>er</sup> janvier 1653 par le comte de Marcin, envoyé par le prince de Conti, puis délivrée le 25 mars). — G.-rendus : L. Fonck, S. J. Wissenschaftliche Arbeiten. Beitrag zur Methodik des akademischen Studium (ces conseils, données pour le séminaire biblique et patristique d'Innsbruck, ont une portée générale; détail sur l'évolution des séminaires dans les universités; rôle des Jésuites). — Herders Jahrbuch der Zeit u. Kulturgeschichte; 1<sup>er</sup> vol., 1907 (précieux annuaire). — L. Marion. Histoire de l'Église; 3 vol. (bon). — Bommann. Zur Gesch. des Reichstags



im xv Jahrh. (bon). — G.-L. Berr. British colonial policy 1754-1765 (excellent). — R. de Brébisson. L'affaire des 84, épisode de la Révolution à Caen, 1791-92 (très neuf sur le parti royaliste en Normandie). — Ledos. Le P. de Ravignan. — J. Guibert. Le réveil du catholicisme en Angleterre au xix<sup>e</sup> s. — Biblioteca di storia italiana recente, 1800-1810 (t. I; comprend un recueil de documents sur la censure piémontaise, dressé par le baron Manno, et la correspondance du général Carlo Emmanuel Ferrero Della Marmora du 27 mars au 8 octobre 1840 réunie par M. Degli Alberti.)

3. — *Revue des études historiques*. T. LXXIV, 1908, nov. — J. DESPOIN. Études préparatoires à l'histoire des familles palatines; III : Thibaud le Tricheur fut-il bâtard et mourut-il presque centenaire? (rejette les hypothèses récemment émises à ce sujet dans le *Moyen âge* par M. Ferdinand Lot et, pour des raisons d'homonymie, suppose que Thibaud, comte de Chartres et de Tours au milieu du x<sup>e</sup> s., fut le petit-fils de Thibaud le Tricheur, le fils d'Eude, comte de Chartres à la fin du ix<sup>e</sup> s., et le mari d'une Richilde, fille de Hugue de Bourges). — Lettres familières de Jérôme Aléandre (1510-1540), publ. p. J. PAQUIER (suite; fin en janv.). — A. MALIBRAN. La bataille de Tourcoing et le combat de Pont-à-Chin, mai 1794 (publie un récit dû à un officier de l'armée de Pichegru). — T. LXXV, 1909, janv. L. DE BAGLIONI. Le siège de Famagouste (Chypre) au xvi<sup>e</sup> s. Astorre Baglioni (Astorre, de la famille des Baglioni de Pérouse, fut envoyé en 1569 à Chypre par les Vénitiens comme général des troupes régulières; il fut assiégé dans Famagouste par l'armée turque en 1571 et forcé de rendre la place). — R. TABOURNEL. Les loisirs du diplomate Bignon (pièces de vers composées en l'an 8 et en l'an 10). — E. FORGUES. Le second mariage de Decazes (publie une lettre du comte de Sainte-Aulaire au baron de Vitrolles et la réponse de ce dernier, écrites en 1818 à propos du mariage de Decazes avec M<sup>lle</sup> de Sainte-Aulaire).

4. — *Bibliothèque de l'École des chartes*. T. LXIX, 1908, n<sup>os</sup> 5-6. — L. DELISLE. Recueil de 109 chartes originales de Henri II, roi d'Angleterre et duc de Normandie, rassemblées et photographiées par le Rév. H. Salter (catalogue d'un précieux recueil de photographies qui seront prochainement déposées à la Bibl. nationale; en appendice, quelques chartes de Guillaume le Conquérant, de Henri I<sup>er</sup>, d'Étienne I<sup>er</sup>, etc. Plus loin, p. 737-740, M. Delisle publie 8 pièces de Henri II complétant le recueil formé par M. Salter). — F. AUBERT. Les Requêtes du Palais (xiii<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> s.). Style des Requêtes du Palais au xv<sup>e</sup> s. (décrit l'organisation, détermine la compétence des Requêtes du palais du xiii<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> s. et publie un style de ces Requêtes rédigé entre 1458 et 1478). — R. POUPARDIN. Fragments du recueil perdu de formules franques dites « *Formulae Pitthoei* » (ce recueil n'était jusqu'ici connu que par des extraits disséminés dans le *Glossaire* de Ducange; M. Poupardin en a retrouvé dans les papiers de Baluze une copie qu'il publie et qui est bien plus complète, quoiqu'encore fragmentaire).

5. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. XI, 1908-1909, n° 2. — J. LETACONNOUX. Les transports en France au XVIII<sup>e</sup> s. (1<sup>re</sup> partie : l'organisation du service des messageries pour voyageurs et du roulage). — P. CARON. Deux documents sur la journée du 20 juin (récit de la journée du 20 juin 1792 par deux députés à la Législative, Mosneron et le comte Bigot de Prémaneuv, qui s'employèrent tous deux à protéger la famille royale contre les violences de la populace). — C.-rendus : E. Lavisse. Histoire de France; t. VII, 1 et 2 : Louis XIV (critique détaillée de ces deux volumes). — V. Durand. Le jansénisme au XVIII<sup>e</sup> s. et Joachim Colbert, évêque de Montpellier, 1696-1738 (M. Durand n'a pas suffisamment précisé le caractère des doctrines et des œuvres de J. Colbert et a étrangement passé sous silence une biographie anonyme de Colbert dont il a cependant, et avec raison, fait grand usage). — N° 3. A. GIRARD. La réorganisation de la Compagnie des Indes, 1719-1723 (fin : après le départ de Law, le 21 déc. 1720, Pâris-Duverney est nommé liquidateur; son œuvre de réorganisation de la Compagnie, à la tête de laquelle est placée un « Conseil des Indes » recruté parmi les fonctionnaires du royaume, 24 mars 1723; cette mesure, qui asservissait la Compagnie à l'État, souleva les protestations des actionnaires, auxquels il fallut faire des concessions). — P. MURET. La question romaine en 1849 et le problème des alliances en 1869 et 1870, d'après un ouvrage récent (résumé critique du livre de E. Bourgeois et E. Clermont, *Rome et Napoléon III*; plusieurs questions restent encore sans réponses). — C.-rendus : J. Ursu. La politique orientale de François I<sup>er</sup> (des omissions et de menues erreurs). — M<sup>re</sup> de Naselle. Dupleix et la défense de Pondichéry (intéressant; quelques erreurs et de l'inexpérience). — P. Gaffarel. La politique coloniale en France de 1789 à 1830 (synthèse prématurée et trop hâtivement rédigée).

6. — **La Révolution française.** 1908, déc. — F. BRAESCH. Chaumette et l'hébertisme en frimaire an II (on admettait jusqu'alors que Chaumette avait changé d'attitude sur la question religieuse en frimaire an II; M. Mathiez prétend que cette palinodie est absolument légendaire; mais il a mal lu les textes : la palinodie est réelle et peut d'ailleurs s'expliquer. Au fasc. suiv., réponse de A. Mathiez et réplique de F. Braesch). — G. SAUMADE. Les biens du seigneur à Fabrègues (extrait d'une monographie, parue récemment, de la commune rurale de Fabrègues en Languedoc, 1750-1792). — LÉVY-SCHNEIDER. Napoléon et la garde nationale, à propos de l'ouvrage de M. Bucquoy : *les Gardes d'honneur du premier Empire* (suite en janv. On manque jusqu'à présent de données précises sur la garde nationale au temps de Napoléon; de la correspondance de l'Empereur, des actes législatifs et du livre de M. Bucquoy, on peut néanmoins dégager quelques hypothèses sur l'histoire de cette institution; c'est ce que l'auteur de cet article cherche à faire). — A. Lods. Une lettre de Bonaparte aux capitaines-régents de la république de Saint-Marin (28 févr.

1797). = 1909, janv. E. CHAMPION. J.-J. Rousseau et la propriété (ni Rousseau ni ses disciples, pendant la Révolution, n'ont cessé de considérer la propriété comme inviolable). — J. ADHER. Hugues Destrem, négociant patriote (publie une lettre inédite de 1794). — N. KARÉW. L'œuvre de la Commission de l'histoire économique [de la Révolution] (traduction d'un article appréciant les volumes parus).

7. — **Revue napoléonienne.** Nouv. série, t. I, nos 1 à 7. — La capitulation de Baylen (extrait des mémoires inédits du général baron Dufour, par Olivier de Watteville). — CALENDINI. L'emblème bonapartiste, la violette. — HOLLAND ROSE. Canning et l'accord secret de Tilsit (16-23 juillet 1807; article en anglais). — PITOLLET. Le soulèvement de la Prusse au printemps de 1813 (d'après l'ouvrage de M. von Holleben). — H. HOUSSEY. L'épopée du sacre. — A. LUMBROSO. L'héroïne dinanaise Angélique Duchemin, veuve Brulon, sergent, sous-lieutenant invalide. — FR.-B. PICCOLOMINI. Entrée des troupes françaises à Sienne, 1799. Journal inédit (en italien). — I.-H. VIVIAN. Minute d'une conversation avec Napoléon à l'île d'Elbe, janvier 1815 (éd. par Holland Rose; en anglais). — SADI CARNOT et le vicomte A. D'AVOUT. Protestations contre les erreurs et les fausses appréciations contenues dans l'article de M. Olivier de Watteville. — OSCAR DE WATTEVILLE. Souvenirs d'un douanier du premier Empire (Boucher de Perthes). — BRONGNIART et LECHEVALLIER-CHEVIGNARD. La destruction des effigies de Napoléon en 1815 et Alex. Brongniart. — ÉLIE PEYRON. Bazaine et l'impératrice. — A. VANDAL. Murat. — F. GINISTY. Le siège de Saragosse. — Quarante lettres de Joachim Murat à sa fille Lœtitia, publ. p. A. BIAGI. — I. LA BOLINA. A propos de Bazaine. — A. LUMBROSO. La vérité sur la noyade d'Austerlitz (rappelle et cite les documents qui ont réduit à néant cette légende).

8. — **Bulletin hispanique.** T. IX, 1907, n° 4. — G. CIROT. Recherches sur les Juifs espagnols et portugais à Bordeaux; la « Sedaca » et la « Nation portugaise » (suite ici et aux nos suiv.; situation religieuse aux xviii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> s.; statistique de la population judéo-portugaise au xviii<sup>e</sup> s.; quartier habité par elle). — H. LORIN. Note sur la formation de la nationalité argentine. = T. X, 1908, n° 1. A. MOREL-FATIO. Les lectures de sainte Thérèse. — Id. Les deux premières éditions des œuvres de sainte Thérèse (1588 et 1589). — G. CIROT. A propos du *De rege*, des *Septem tractatus* de Mariana et de son ou de ses procès (réponse au P. Isturiz). = N° 2. A. SCHULTEN. Les camps de Scipion à Numance; 1<sup>er</sup> rapport : fouilles de 1906. = N° 4. P. PARIS. Fouilles et découvertes archéologiques en Espagne et en Portugal, 1906-1908. — M. MARION. Le maréchal Suchet (rappelle brièvement son rôle dans la guerre d'Espagne). — R. MENÉNDEZ PIDAL. A propos de la *Bibliothèque du marquis de Santillane*, par Mario Schiff. = C.-rendu : Vida de Santa Teresa de Jesús por el P. Fr. de Ribera, éd. J. Pons (inexpérimenté et négligé).

9. — **Journal des savants.** 1908, déc. — R. CAGNAT. Pouzzoles et les commerçants étrangers dans les ports du monde romain (d'après le livre de Ch. Dubois sur *Pouzzoles antique*). — A. LE BRETON. Le goût de la musique dans la société française du xviii<sup>e</sup> s. (à propos du livre de H. Quitard sur *Henry Du Mont*, montre combien vif était à la cour de Louis XIV le goût de la musique). — A. GRENIER. L'histoire des origines de Rome d'après les derniers travaux italiens (fin. Les données de l'archéologie recueillies par M. Pinza dans ses *Monumenti primitivi di Roma e del Lazio antico* permettent de reconstruire par voie d'hypothèses la véritable histoire de la Rome primitive. M. Grenier indique quelle dut être, dans ses grandes lignes, cette histoire que les historiens anciens ont si étrangement défigurée). — B. AUERBACH. La formation de l'État anglo-égyptien (analyse critique de l'ouvrage de Lord Cromer, *Modern Egypt*). — J. GUIFFREY. L'Académie de France à Rome de 1793 à 1803 (d'après la correspondance, encore inédite, des directeurs de l'Académie).

10. — **Le Correspondant.** 1908, 25 déc. — E. LAMY. La renaissance de l'État bulgare et le prince Alexandre de Battenberg (apologie très fondée du rôle d'Alexandre, qui, après avoir assuré l'indépendance de la Bulgarie par sa victoire sur les Serbes, luttait courageusement contre l'ingérence despotique de la Russie, dont l'intervention lui avait permis de dominer les éléments anarchiques qui menaçaient l'existence de la Bulgarie, et enfin se sacrifia quand il vit que les rancunes de la Russie allaient ruiner son œuvre). — E. QUEILLÉ. Mes entretiens avec le prince de Battenberg (fin le 10 janv. Ces entretiens familiers du prince avec son conseiller financier sont du plus piquant et du plus poignant intérêt. Ils mettent en pleine lumière le noble caractère d'Alexandre et la duplicité de la politique russe). — 1909, 10 janv. V. DU BLED. Les dîners parisiens depuis trois siècles (amusante étude de mœurs. Le premier article va jusqu'au règne de Louis XIV). — LACAZE-BASTARD. L'Amérique inconnue (esquisse de ce que les ruines des cités tolèques du Mexique et les livres du P. Clavijero, de Sahagun et de Fr. Ximenes, qui a recueilli le Popol Vuhs, livre sacré des Toltèques, permettent de supposer sur la civilisation des Mayas, race supérieure dont l'origine asiatique ou la parenté avec les peuples d'Asie semble évidente. Les hiéroglyphes mexicains, les Katunes sont jusqu'ici indéchiffrables). — 25 janv. H. JOLY. La Suisse politique. — CL.-N. DESJOYEUX. La question du drapeau en 1873. Récits de deux témoins (ces récits sont ceux de M. de Sugny et de M. de Rochetaillée. Celui-ci partit le premier et fut suivi par M. de Sugny et M. Merveilleux du Vignaux. Curieux détails sur les efforts du pape, du tzar, de François-Joseph et du roi de Naples pour vaincre l'obstination de Chambord, qui n'était au fond qu'une manière honorable de renoncer à une aventure plus que périlleuse). — F. PASCAL. Splendeurs et misères des gens de lettres (Châteaubriand, Balzac, Lamartine; misères au fond honorables). — Au secours de Messine après le tremblement de



terre de 1783. Journal d'un chevalier de Malte (le chevalier d'Estournel; récit simple et précis, contenant une relation des tremblements de terre du 5 février au 11 mars par M. Galli, chargé par la cour de Naples d'observer le phénomène).

11. — **Études. Revue fondée par des Pères de la C<sup>ie</sup> de Jésus.** 1908, 5 déc. — P. DUBON. Le centenaire de la fondation de l'Université, 1808-1908 (rappelle ce que fut l'Université fondée par Napoléon I<sup>er</sup> en 1808 et comment elle devait être dans la pensée de l'empereur un moyen d'assurer en France l'avenir de sa dynastie). — F. BOUVIER. L'histoire comparée des religions; comment elle se fait et se défait (fin du compte-rendu du congrès de l'histoire des religions tenu à Oxford en septembre dernier. L'auteur, reprenant à son compte les arguments de M. Toutain, raille la méthode comparative appliquée à l'histoire des religions en s'attaquant surtout à M. Salomon Reinach). — Correspondance : lettre de M. TURMEL (répond aux critiques adressées à son *Histoire du dogme de la papauté* par M. Portalié; à la suite, réplique de M. PORTALIÉ). — J. CALÈS. Bulletin biblique (revue des dernières publications relatives au Nouveau Testament). = 20 déc. P. BLIARD. La justice révolutionnaire (fin le 5 janv. : le système de délation; les perquisitions arbitraires; l'instruction et le jugement sommaires; illégalités de la procédure; l'exécution). — J. BRUCKER. Publications sur l'histoire de la C<sup>ie</sup> de Jésus (la *Geschichte der Jesuiten* de B. Duhr; l'*History of the Society of Jesus in North America* de Th. Hughes; la correspondance de Canisius publ. p. O. Braunsberger). = 1909, 5 janv. A. CONDAMIN. La mission surnaturelle des prophètes d'Israël. = 20 janv. J. DE LA SERVIERRE. Bulletin d'histoire moderne.

12. — **Revue de Bretagne.** T. XLI, 1909, janv. — E. HERPIN. André Desilles (1767 + 1790; blessé mortellement à Nancy lors d'une insurrection du « Roi-Infanterie », où il était lieutenant). — F. UZUREAU. La paroisse de la Renaudière en 1683 (publie le procès-verbal de la visite canonique du grand archidiacre de Nantes).

13. — **Revue des Pyrénées.** T. XX, 1908, n<sup>o</sup> 2. — J. ADHER. Un noviciat chez les Bernardins. Candeil, Bonneval, Grandselve, Clairvaux au XVIII<sup>e</sup> s. (publie des lettres d'un novice, 1776-81). — DESAZARS. La famille Crozat (fin : XVIII<sup>e</sup> s.). — E. LAMOUELE. Une querelle de préséance à l'Université de Toulouse en 1716 (à propos de la création de deux chaires de théologie). = N<sup>o</sup> 3. J. DE L'HÈS. Un centenaire. La visite de Napoléon I<sup>er</sup> à Toulouse (1808). = N<sup>o</sup> 4. M. DE LACROIX. Pierre-Firmin de Lacroix, avocat au Parlement de Toulouse, 1732-86 (biographie de cet avocat, très connu comme défenseur de Sirven devant le Parlement de Toulouse, confondu fréquemment avec des homonymes). — R. RUMEAU. Couvent des Capucins à Grenade (historique de ce couvent, fondé à Grenade, près Toulouse, en 1604, et supprimé en 1790).

14. — **Revue historique et archéologique du Maine.** 1908,



n° 4. — G. FLEURY. Quatre portraits de la famille Denisot (xvi<sup>e</sup>-xvii<sup>e</sup> s.). — L. CELIER. Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du xiii<sup>e</sup> s. (suite ici et aux n° 5 et 6 : actes de 1165-1210). — A. MOURIER. Pierre de Ségusson, seigneur de Longlée-Renault, en Asnières, ambassadeur de France en Espagne, 1583-90 (fin : l'affaire de l'Armada et l'ambassade de Fresne-Forget; fin de l'ambassade de Longlée; indication de ce qui subsiste de sa correspondance). — N° 5. M. PASSE. Maucourt de Bourjoly, seigneur de la Coudrière (1645-1721), et la duchesse de Roquelaure, châtelaine du Rocher-Mézangers. — CANDÉ. A propos de la motte du Lude et de son emplacement. — BESNARD. Un monastère de Clarisses à Beaumont-le-Vicomte, 1632-1757 (suite ici et au n° 6 : fondations et rentes; difficultés financières au début du xviii<sup>e</sup> s.; suppression du couvent). — N° 6. G. FLEURY. Nouveaux portraits de la famille Denisot (xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> s.). — F. UZUREAU. L'Assemblée provinciale du Maine et l'Élection de La Flèche (publie un mémoire de 1787 sur le ressort de l'Élection de La Flèche).

15. — **La Révolution dans l'Aube.** T. I, 1908, n° 4. — A. BOUTILLIER DU RETAIL. Un annaliste villageois. Notes sur la vie dans une commune de l'Aube, 1781-1840 (extraits d'un journal tenu par un épicier de Pâlis, sur les confins de l'Aube et de l'Yonne. Ce journal contient des notes curieuses sur la situation économique et politique, sur les levées, etc. En appendice, tableau des variations du prix des grains et du vin à Pâlis de 1800 à 1840, avec indication des phénomènes météorologiques année par année, d'après ce même journal). — G. CHANDELLIER. La question des subsistances; le commerce des céréales en l'an IV. Le marché de Troyes et le canton de St-Jean-de-Bonneval (expose comment on s'ingénia en l'an IV à assurer l'approvisionnement du marché de Troyes et spécialement le système des réquisitions dans le canton de St-Jean-de-Bonneval). — A. MICHELOT. A la veille de Valmy (fin). — E. ANTOINE. La conspiration du général Malet (publie une lettre inédite de Roederer à Beugnot, 28 oct. 1812).

16. — **Historische Zeitschrift.** T. CII, 1908, n° 1. — K. MÜLLER. Les débuts de l'organisation consistoriale dans l'Allemagne luthérienne (c'est à tort qu'on se représente les consistoires comme ayant été partout à la fois et dès l'origine des sortes de conseils souverains de l'Église luthérienne; en fait, leur autorité s'est constituée graduellement et plus ou moins vite suivant les régions; ce sont, au début, tantôt de simples conseils, tantôt de simples tribunaux ecclésiastiques; c'est dans le cours du xvi<sup>e</sup> s. que toutes ces attributions se sont confondues). — O. KRAUSKE. Macaulay et Carlyle (parallèle entre les deux historiens). — K. VOLLERS. Lord Cromer et son Égypte (examen de l'ouvrage de Lord Cromer, *Modern Egypt*). — A. STERN. Deux mémoires autrichiens sur la question constitutionnelle prussienne, 1844. — C.-rendus : H. Simonsfeld. *Jahrbücher des deutschen Reiches unter*

Friedrich I; t. I : 1152-58 (K. Hampe s'élève contre la manière dont M. Simonsfeld a compris sa tâche ; les *Jahrbücher* ne devraient pas être d'informes compilations, où les faits essentiels sont noyés dans une masse de détails oiseux, mais des œuvres historiques composées avec critique et avec art).

17. — *Historisches Jahrbuch*. T. XXIX, 1908, n° 4. — J.-B. SÄGMÜLLER. La prétrise de l'archiprêtre ou doyen et de son représentant dans les chapitres cathédraux et dans les collégiales (réponse à M. Huyskens, qui soutenait qu'à Saint-Pierre de Rome, au XIII<sup>e</sup> s., l'archiprêtre ou son représentant furent souvent dépourvus de la prétrise). — J.-A. ENDRES. Contributions à la biographie de saint Thomas d'Aquin (suite : discute les témoignages relatifs à l'emprisonnement de saint Thomas et à la chronologie des 25 premières années de sa vie). — J. SCHMIDLIN. Jean Pistorius, prévôt capitulaire en Alsace (on le trouve dès 1600 prévôt d'Oelenberg, puis de Surburg, près d'Hagenau). — J. HEFNER. Pour l'histoire du trésor et de la bibliothèque des papes au XIV<sup>e</sup> s. (deux documents de 1317). — Lettres de la duchesse Elisabeth-Charlotte d'Orléans à la reine Sophie-Dorothée de Prusse, en 1716-22, publ. p. H.-F. HELMOLT (fin).

18. — *Beitrag zur bairischen Kirchengeschichte*. T. XIV, 1908, n° 1. — SCHORNBAUM. L'intérim dans le margraviat de Brandebourg-Ansbach (long exposé de l'organisation ecclésiastique après la diète de 1548). — In. Appointements de curés au XVI<sup>e</sup> s. (compte des revenus de quatre cures franconiennes). = N° 2. F. HARTUNG. Les publications relatives à l'histoire de la Réforme dans le margraviat d'Ansbach-Kulmbach (bibliographie sommaire, mais critique).

19. — *Bericht des historischen Vereins zu Bamberg*. T. LXIII, 1904. — A. SENGER. Léopold de Bebenburg (étudie en détail la vie du célèbre canoniste, ses œuvres et son rôle dans la lutte entre Louis de Bavière et la papauté. Son *Tractatus de juribus regni et imperii Romanorum* consacre déjà le droit électoral des princes-électeurs et il est probable que Léopold ne fut pas étranger à la rédaction de la « Bulle d'Or »). = T. LXIV, 1905. W. HESS. Histoire du lycée de Bamberg (au XIX<sup>e</sup> s.; suite).

20. — *Bonner Jahrbücher*. T. CXVI, 1907. — G. MESTWERDT. Trouvailles archéologiques dans la région du bas Rhin. — E. FUNCK. Fouilles romaines et franques à Remagen. — H. LEHNER. Fouilles de Vetera en 1906-1907 (sur le Fürstenberg, près Xanten; Tacite en mentionne la destruction en 70 apr. J.-C. pendant la guerre des Bataves; un nouveau camp fut reconstruit à l'époque de Tibère). — ARNOLDT. L'établissement romain d'Ober-Winningen « auf dem Bingstel » (on y a trouvé une riche villa romaine qui fut habitée depuis la fin du I<sup>er</sup> s. jusqu'au III<sup>e</sup>).

21. — *Zeitschrift für Brüdergeschichte*. T. II, 1908, n° 1. —

W. BICKERICH. Lissa et Herrnhut (les rapports des deux églises au milieu du XVIII<sup>e</sup> s., d'après des lettres, notamment de Jablonski et de Zinzendorf). — J.-Th. MÜLLER. Sur une enquête contre les Vaudois dans les environs d'Altenburg et de Zwickau (avec le texte de l'enquête, 1462 env.). = N° 2. G.-A. SKALSKÝ. Frère Lucas de Prague et les « Instructions pour les prêtres » de l'an 1527 (dans quelle mesure il a cherché en publiant cet opuscule à raffermir l'Unité). — W. JANNASCH. Christian-René, comte de Zinzendorf (début d'une biographie complète du deuxième fils du fondateur de Herrnhut, né en 1727). — Journal de Zinzendorf, 1716-1749, publ. p. G. REICHEL et J.-T. MÜLLER (suite). = (Pour l'analyse du t. I, voir *Rev. hist.*, t. XCVII, p. 215.)

22. — *Zeitschrift für katholische Theologie*. T. XXXII, 1908, n° 4. — N. PAULUS. Absolutions du moyen âge prétendues indulgences (suite : absolutions accordées par des évêques et autres clercs n'ayant nullement le caractère d'indulgences). — J.-B. HAFKEMEYER. Pour l'histoire de la guerre des Jésuites au Paraguay (étude critique des sources relatives au soulèvement des habitants du Paraguay à la suite du traité de 1750 cédant sept districts au Portugal. On sait que les Jésuites furent accusés par Pombal d'avoir fomenté cette révolte). — A. KRÖSS. L'extorsion de la « lettre de Majesté » à l'empereur Rodolphe II par les États de Bohême en 1609 (fin). = T. XXXIII, 1909, n° 1. N. PAULUS. Les plus anciennes indulgences accordées pour aumônes ou visites d'églises (depuis le début du X<sup>e</sup> s. jusqu'au concile de Latran, 1215). — E. MICHAEL. Sainte Élisabeth a-t-elle été chassée de Marburg? (c'est à tort que M. Huyskens a soutenu que c'était de Marburg et non de la Wartburg qu'elle avait été chassée). — E. BAUMGARTNER. « Cibus capere promiscuum tamen et innoxium », Plin., ep. 96 (faut-il voir dans cette phrase une allusion à l'eucharistie?). — H. KOCH. L'évolution du contrat de travail sous l'influence du christianisme.

23. — *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte u. Altertumskunde*. T. XIX, 1907. — H. HELMOLT. Lettres de la duchesse Élisabeth-Charlotte d'Orléans à la cour lorraine (publie 120 lettres, des années 1698-1722, adressées au duc Léopold de Lorraine et à son entourage). — MÜSEBECK. Évolution historique des droits de propriété et d'usage de la rivière de Seille dans Metz (depuis le I<sup>er</sup> siècle jusqu'à nos jours). — R. FORRER. Les poids et mesures égyptiens, crétois, phéniciens, etc., aux âges européens de cuivre, de bronze et de fer (suite). — L.-G. WALBOCK. Monographie d'une usine lorraine. Mouterhouse depuis 1614 jusqu'à 1900 (il s'agit d'une usine métallurgique). — R. FORRER. La trouvaille de statères d'or de Tayac-Libourne, témoignage de l'immigration des Cimbres et des Tigurins en 413-405 av. J.-C. (la trouvaille, faite dans le départ. de la Gironde, date de 1893).

24. — *Revue d'Alsace*. 1908, juill.-août. — A. GASSER. Encore un

prétendu faux de Grandidier (l'auteur de l'*Histoire d'Alsace* n'a pas forgé les *Annales breves Argentinenses*, 673-1207, ainsi que le prétend M. H. Bloch). — J. BOURGEOIS. Voyage de Louis XIV en Alsace. Son séjour à Sainte-Marie-aux-Mines, 1673 (d'après les mémoires du temps). — Ed. GASSER. L'abbaye de Masevaux (notes et documents divers, 743-1790). — Sept.-oct. G. GAUTHEROT. Gobel, député de Haute-Alsace, aux États-Généraux, évêque de Lydda, futur évêque métropolitain constitutionnel de Paris. — Ch. HOFFMANN. La suppression de l'administration provinciale et le nouveau régime, 1790 (en Alsace : 1<sup>o</sup> la mise en vacances du Conseil souverain; 2<sup>o</sup> suite en nov. et en janv. : les élections municipales dans la haute Alsace; la division en départements). — A. HERTZOG. Cahier des doléances des bourgeois et habitants du village de Gueborschwihr (publie ce cahier, d'intérêt surtout économique). — G. SIFFERLEN. Un village de la vallée de Saint-Amarin : Hüsseren (depuis le début du XVIII<sup>e</sup> s.). — Nov.-déc. J. BOURGEOIS. Le Val de Lièpvre en 1674 (tableau du pays pendant la campagne de Turenne sur le Rhin). — 1909, janv.-févr. A. ROUSSEL et INGOLD. Un Alsacien, correspondant, disciple et ami de Lamennais : David Richard, directeur de l'asile de Stefansfeld (publient des lettres écrites par Richard à Lamennais en 1834-35; à suivre). — Com' ODOUL. Une page de l'histoire de la guerre de 1870-71 (journal du com' Odoul, à l'armée de la Loire, oct.-nov. 1870). — G. SIFFERLEN. Un village de la vallée de Saint-Amarin : Wesserling (depuis l'époque préhistorique jusqu'à nos jours).

---

25. — *Mitteilungen des Instituts für Österreich. Geschichtsforschung*. T. XXIX, 1908, n<sup>o</sup> 3. — H. GRUMBLAT. Sur quelques actes de Frédéric II pour l'Ordre teutonique (1<sup>o</sup> les actes d'investiture; 2<sup>o</sup> l'époque de la rédaction de la *Narratio de primordiis ordinis Theutonici* et les actes d'avril 1221 : la *Narratio* est vraisemblablement postérieure à sept. 1232). — A.-F. PRIDRAM. Un projet de mariage Habsbourg-Stuart (publie et commente un projet de mariage d'octobre 1672 entre l'archiduchesse Claude-Félicité, future épouse de l'empereur Léopold I<sup>er</sup>, et Jacques I<sup>er</sup>, duc d'York). — Cl. von SCHWERIN. Sur l'organisation judiciaire frisonne (réponse à l'article de Heck paru dans le même recueil). — C.-rendus : A. *Chroust*. *Monumenta palaeographica*; fasc. 10-24. — A. *Meister*. *Die Geheimschrift im Dienste der päpstlichen Kurie* (d'assez nombreuses fautes de lecture). — A. *Molinier*. Les sources de l'hist. de France (corrections et additions par O. Cartellieri). — Das habsburgische Urbar, éd. R. *Maag* (nombreuses corrections par R. Thommen). — H. *Ueberberger*. *Österreich u. Russland seit dem Ende des 15. Jahrh.* (ouvrage approfondi, mais où l'on peut relever quelque insuffisance d'information et un point de vue parfois un peu étroit). — E. v. OTTENTHAL. Theodor von Sickingen (1826-1908). — Supplément : Revue des publications relatives à l'histoire de l'art. — N<sup>o</sup> 4. P. WENTZKE. Actes inédits pour l'histoire des évêques de Stras-



bourg au XII<sup>e</sup> s. (publié avec commentaire 12 actes des années 1102-1204). — A. DORSCH. Pour l'histoire des dominations patrimoniales en Basse-Autriche (discussion de l'ouvrage du P. Osswald, *Die Gerichtshofgnisse der patrimonialen Gewalten in Niederösterreich*. M. Osswald a repris à son compte, en les exagérant, les théories soutenues par M. Seeliger sur la formation des domaines seigneuriaux au moyen âge). — F.-M. HABERDITZL. Sur les sceaux des souverains allemands depuis l'Interregne jusqu'à l'empereur Sigismond (avec des reproductions de ces sceaux). — FR. BLIEMETZRIEDER. Le duc Léopold III d'Autriche et le Grand schisme d'Occident (publie une supplique de Léopold et d'évêques allemands partisans de Clément VII adressée aux adversaires de ce dernier, pour mettre fin au schisme, 1379-80). — J. LOSERTH. Sur le ministère pastoral de Huss (dans ses prêches, Huss s'est beaucoup inspiré de Wiclif).

26. — **Revue d'histoire ecclésiastique.** T. IX, 1908, n° 3. — J. FLAMION. Les actes apocryphes de Pierre (suite). — J. LEBON. Notes sur Christian de Stavelot; contribution à l'histoire des travaux scripturaires et des controverses eucharistiques au moyen âge (IX<sup>e</sup> s.). — L. SALEMBIER. A propos du grand schisme d'Occident (indique un certain nombre de recherches à faire). — E. PALANDRI. Le rôle diplomatique de la Toscane à la veille de la Saint-Barthélemy, 1571-72 (extr. d'un mémoire à paraître sur les négociations politiques et religieuses entre la Toscane et la France, 1544-80). = C.-rendus : P. ALBERS. *Handboek der algemeene Kerkgeschiedenis*; t. II (bien des lacunes pour la période contemporaine). — ANSELMI EPISCOPI LUCENSIS collectio canonum, ed. F. THANER; fasc. 1 (art. de P. Fournier). — C. de ROCHEMONTEIS. Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVIII<sup>e</sup> s. (la critique et l'information sont souvent insuffisantes). = N° 4. G. ARCHAMBAULT. Les mss. du Dialogue avec Tryphon (extrait d'une édition qui paraîtra sous peu). — J. LEBON. La christologie de Timothée Aelure, archevêque monophysite d'Alexandrie, d'après les sources syriaques inédites (on sait que Timothée fut pendant longtemps un des chefs de l'opposition aux décrets du concile de Chalcédoine). — A. FIERENS. La question franciscaine. Le manuscrit II 2326 de la Bibl. roy. de Belgique (poursuit l'analyse de ce ms.). — A. BAYOT. Un traité inconnu sur le Grand Schisme dans la bibliothèque des ducs de Bourgogne (ms. 9815 de la Bibl. roy. de Belgique, offert probablement à Jean Sans-Peur). — L. WILLAERT. Négociations politico-religieuses entre l'Angleterre et les Pays-Bas catholiques, 1598-1625 (fin : poursuites intentées, aux Pays-Bas, contre les émigrés catholiques anglais à la demande du gouvernement anglais).

27. — **Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique.** 1907, n° 6. — J. CUVELIER. Le foudage brabançon (examine l'interprétation donnée par A. Wauters d'un document de 1375-76, pour déterminer la population du Brabant). — G. ROLAND. Un faux diplôme de



Conrad II (pour le duc Thierry, 1034). — H. NELIS. La chronique d'Edmond de Dwynter et la continuation des *Brabantische Yesten* (cherche à établir qu'E. de Dwynter, pour les années 1400 à 1430, traduit le continuateur des *Brabantische Yesten* de Jean Boendale, auquel il avait d'ailleurs fourni des documents). — A. VAN HOVE. Statuts de l'Université de Louvain antérieurs à l'année 1459 (texte inédit. L'organisation de l'Université n'a pas changé dans ses grandes lignes jusqu'en 1565, mais beaucoup de points de détail ont été modifiés). — 1908, n° 1. H. VAN DER LINDEN. L'Université de Louvain en 1568 (rapport du recteur au duc d'Albe concernant l'orthodoxie du corps professoral et la marche des études).

28. — **Le Musée belge.** 1908, n° 1. — P. GRAINDOR. Études épigraphiques (inscriptions inédites de Tenos, Keos, Paros, Ios, Mycènes). — J.-P. WALTZING. Petrus Jacobi Arlunensis (documents pour servir à la biographie du jurisconsulte, diplomate et humaniste P. Jacobi, 1459 + 1509). — A. ROERSCH. François Modius (détails biographiques concernant le célèbre humaniste belge du xvi<sup>e</sup> s., d'après le récent ouvrage de P. Lehmann). — C.-rendus : A. Stern. Geschichte Europas von 1830 bis 1848; I (beaucoup d'érudition, de méthode et de clarté). — E. Marx. Studien zur Geschichte des niederländischen Aufstandes (sources bien choisies, mises en œuvre à des points de vue nouveaux; beaucoup de détails inédits sur la question religieuse). — N° 2. N. HORNWEIN. Liturgies dans l'Égypte romaine (ces charges incombant aux citoyens aisés). — P. GRAINDOR. Inscriptions des Cyclades. — A. SAUVREUR. Étude sur la Legio VI Victrix (origine, nom, recrutement, insignes, campagnes en Espagne, en Germanie inférieure et en Bretagne). — N° 3. P. GRAINDOR. Dédicaces d'archontes et listes de magistrats à Tenos. — T. SIMAR. Lettres inédites d'humanistes belges du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> s. (esquisse l'histoire de l'humanisme aux Pays-Bas de 1560 à 1630 : Carrion, G. et Th. Canter, C. Valerius, P. Colvius, P. Castellanus, J. Woverius, G. Wendelin). — C.-rendus : P. Graindor. Histoire de l'île de Skyros jusqu'en 1538 (étude ethnographique et chronologique bien présentée). — P. Fredericq. Les pamphlets néerlandais du xvi<sup>e</sup> s. (ces écrits, trop ignorés, ont une double valeur : historique et littéraire). — V. Chapot. La frontière de l'Euphrate de Pompée à la conquête arabe (grande érudition, mais abus du détail).

29. — **Boletín de la Real Academia de la Historia.** T. L-LI, 1907. — N. FELICIANI. Les sources de la II<sup>e</sup> guerre punique en Espagne (218-206 av. J.-C.). — Id. Puissance militaire de Rome et de Carthage au début de la II<sup>e</sup> guerre punique. — Id. La bataille de Cissis (218 av. J.-C.). — Id. La révolte du Sucre (ces quatre articles en italien). — A. FERNÁNDEZ CASANOVA. La cathédrale de Tarragone (historique, description, avec pl.). — A. C. DE GOVANTES. Contrebia Leucada. Détermination géographique (assimilation à Contreras, prov. de Burgos). — F. FRYA. Ancien Fuero de Canales de la Sierra. — N. HERGUNTA. Le Fuero de

Logroño (1095). — F. FITA. Les huit villes de la vallée de Canales. Leurs *Fueros* et privilèges antérieurs au xiv<sup>e</sup> s. — Id. Documents relatifs à Canales de la Sierra. — Id. Un véritable martyr, sept martyrs apocryphes et dix hommes notables de Canales de la Sierra. — Id. Canales de la Sierra : ses femmes et hommes illustres aux xi<sup>e</sup>-xiii<sup>e</sup> s. — D. DE CORTÁZAR SERANTES. Le monastère de Valvanera : tables de son cartulaire et de ses archives au milieu du xviii<sup>e</sup> s. — J. COROLEU. Législation de la Catalogne : glossaire des mots juridiques tombés en désuétude (définitions en latin). — MANUEL, évêque d'Iviza. Brève notice de l'état naturel, civil, militaire et politique où sont aujourd'hui les îles d'Iviza et de Formentera et îles adjacentes, 1786. — C. GONZÁLEZ DE POSADA. Notes sur les Espagnols amateurs de monnaies antiques (du xv<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> s. Publication d'une notice manuscrite de 1805, avec introduction biographique du P. F. Fita sur González de Posada). — Le t. LI contient les tables des tomes I à L. = T. LII-LIII, 1908.

C<sup>te</sup> DE CEDILLO. *Carta puebla* de la ville d'Illescas (1154). — F. FITA. Le concile national de Palencia en 1321. — J. REYMONDEZ DEL CAMPO. Correspondance du P. André Marcos Burriel, conservée à la Bibl. royale de Bruxelles (160 analyses de lettres de ce religieux érudit, de 1744 à 1758). — F. FITA. Indication de fragments de la correspondance du P. Burriel conservés au British Museum. — B. OLIVER. Ordonnances de la ville de Jaca en 1238 (rédigées en une variété du dialecte gascon). — Mémoires inédits de l'enseigne de frégate D. Manuel Esquivel y Castañeda, publ. p. E. CROQUER Y CABEZAS (sur le 2 mai 1808 à Madrid et les événements qui le précédèrent). — F. FITA. Notice sur la Californie, œuvre anonyme du P. Andres Marcos Buriel, imprimée en 1757. Documents relatifs à sa composition, son approbation et sa publication. — J. SUÁREZ INCLAN. Projet de frontière franco-espagnole (empiétant sur le territoire espagnol, 1812). — A. RODRÍGUEZ VILLA. Le lieutenant général D. Pablo Morillo, premier comte de Carthagène et marquis de la Puerta (notice biographique détaillée). — H. P. CAZAC. Le philosophe Francisco Sánchez le Sceptique (1550-1623) et les maisons galiciennes de Castro (en français). — Gabriel MARCEL. Le géographe Tomás López et son œuvre (notice très détaillée avec bibliographie de son œuvre. En français). — M. DE J. GUIBADO, comte DE TÓXAR. D. Joaquín María de Tóxar. Documents justificatifs de sa conduite patriotique durant la guerre de l'Indépendance. — M<sup>re</sup> DE LAURENCIN. Quelques relations historiques rares et curieuses (description, reproduction de quelques-unes; xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> s.; épisodes des règnes de François I<sup>er</sup> et Charles-Quint, etc.). — F. FITA. Éloge de la reine de Castille, épouse d'Alphonse VIII, Eléonore d'Angleterre (essai historique). — M<sup>re</sup> DE LAURENCIN. Une ambassade au Maroc au xvi<sup>e</sup> siècle (texte de la relation imprimée de l'ambassade de Vanegas de Córdoba). — Cr. PÉREZ PASTOR. Table par titres des manuscrits provenant des monastères de San Millán de la Cogolla et de San Pedro de Cardeña, conservés à la Bibliothèque de la R. Academia de la historia.

30. — *The american historical Review*. 1909, janv. — Geo. B. ADAMS. L'histoire et la philosophie de l'histoire. — G. SEELIGER. L'État et le pouvoir seigneurial dans les premiers temps de l'histoire d'Allemagne (analyse la constitution du pouvoir seigneurial, formé de deux éléments : l'un qui repose sur la propriété du sol et l'exploitation économique du sol, l'autre qui tire son pouvoir d'un démembrement de la souveraineté; indique rapidement la part qui revient à chacun de ces éléments dans l'organisation des villes et des territoires). — Al. BUSE. Les sagas islandaises; leur origine, valeur de leur témoignage (les sagas ont été pendant longtemps transmises oralement; c'est seulement dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> s. que l'on commença de les écrire. Influence exercée par l'Irlande sur la littérature poétique de l'Islande, puis des sagas concernant les Vikings sur la littérature médiévale de l'Angleterre, en particulier sur Geofroi de Monmouth). — J. H. ROSE. La Grande-Bretagne et la question hollandaise en 1787-1788 (utilise bon nombre de documents inédits du Foreign office. La défection de la France dans cette affaire, où tout le monde s'attendait à la voir tirer l'épée, a été une des causes de la Révolution française). — Ch. O. PAULLIN. Le président Lincoln et la marine. = Documents. Lettres du général Thomas Williams, 1862, communiquées par G. Mott Williams, évêque de Marquette (relatives à la guerre civile). = C.-rendus : *Hazeltine*. Die Geschichte des englischen Pfandrechts (bon). — R. PUTNAM. Charles the Bold, last duke of Burgundy, 1433-1477 (bon résumé). — BENN. Modern England; a record of opinion and action from the time of the French Revolution to the present day (bon). — *Earl of Cromer*. Modern Egypt (important c.-r. par James Bryce). — Letters of Cortes, translated and edited by F. A. MAEC NUTT (utile). — E. CHANNING. A history of the United States; II : 1660-1760 (excellent). — The writings of Samuel Adams, collected and edited by A. CUSHING; vol. IV : 1778-1802. — *Coolidge*. The United states as a world power (intéressant recueil de conférences faites à la Sorbonne dans l'hiver 1906-07). — Calendar of the papers of Benjamin Franklin in the library of the american philosophical Society; vol. I-V. — The works of George Buchanan, collected and edited by J. B. MOORE; vol. IV : 1838-1841. — A. B. WHITE. The making of the english constitution, 1449-1485 (bon manuel). — W. MACDONALD. Documentary source book of american history, 1606-1898 (utile).

31. — *The english historical Review*. 1909, janv. — E. PEARCE. La lutte contre le paganisme en 324 (campagne de Constantin contre Licinius). — J. N. FROGIS. La contre-réforme en Allemagne : Pierre Canisius. — Miss Th. KETH. Les causes économiques de l'Union de l'Écosse avec l'Angleterre (depuis 1688, les Écossais avaient décidé de prendre leur part du commerce mondial; ils ne le pouvaient faire sans l'aide des Anglais et sans pouvoir trafiquer librement avec eux. D'autre part, l'Angleterre, rivale maritime de la Hollande, ennemie de la

France, aurait couru de grands risques si les Écossais s'étaient portés vers la France et la Hollande. L'intérêt des deux peuples les poussait à l'Union). — **CONRAD GILL**. Les intérêts entre l'Angleterre et la France en 1802 (les négociations de 1802 embrouillèrent si bien les choses que la guerre était fatale; on y poussait également des deux côtés). — **F. M. STENTON**. Les dernières années d'Alfred le Grand d'après le récit d'Aethelwerd. — **J. H. WYLIE**. La *Vita Henrici V* de Tito Livio et sa traduction italienne par P. Candido Decembri (cette traduction est dans un ms. de Vienne, n° 2610; elle a été faite sur la rédaction originale de Tito, non sur le remaniement embelli qu'on attribue à Elmham). — **CORA L. SCOFIELD**. Elisabeth Wydeville réfugiée dans le sanctuaire de Westminster, 1470 (elle pouvait craindre d'y être mise à mort par les gens du Kent soulevés; mais Warwick, qui venait de rétablir Henri VI, prit les précautions nécessaires pour qu'elle fût respectée dans sa retraite). — **J. GAIRDNER**. L'archevêque Morton et Saint-Alban (corrige une erreur dans la nouvelle édition du *Monasticon anglie.*, erreur qui intéresse la biographie à la fois de l'archevêque de Canterbury et de Whethamstede, abbé de Saint-Alban). — **MARSDEN**. Le *Barbara* de Londres et son voyage au Brésil en 1540. — **F. E. BRIGHTMAN**. La litanie sous Henri VIII. — **M. W. JERNEGAN**. Les débats à la Chambre irlandaise des communes, 1776-1789 (décrit un recueil ms. qui paraît contenir beaucoup de détails intéressants). = C.-rendus : **Parker**. Ancient China simplified (intéressant). — **Olmstead**. Western Asia in the days of Sargon of Assyria, 722-705 n. c. (bon). — The imperial gazetteer of India; t. II (ce tome II est consacré à l'histoire de l'Inde, qui est traitée par divers auteurs très autorisés. Excellent). — **Wroth**. Catalogue of the imperial Byzantine coins in the Brit. Mus. (bon catalogue admirablement illustré). — **A. Gray**. The dual origine of the town of Cambridge (l'auteur n'a pas prouvé sa thèse que Cambridge fut à l'origine une ville double). — **Br. Albers**. Consuetudines monasticæ (important). — **Lindsay, Dowden et Thomson**. Charters, bulls and other documents relating to the abbey of Inchaffray (l'ancienne Insula Mis-sarum). — **Green**. The making of Ireland and its undoing, 1200-1900 (œuvre de parti pris où l'auteur n'a voulu voir que les fautes ou les crimes commis par les Anglais conquérants de l'île). — **W. Miller**. The Latins in the Levant; a history of frankish Greece, 1204-1566 (bon). — **Reaven**. The aldermen of the City of London (liste des aldermen de la Cité depuis Henri III jusqu'en 1908, avec un excursus sur les aldermen avant 1220). — **Baumgarten**. Aus Kanzlei und Kammer (excellente étude sur la manière dont étaient scellées les bulles pontificales). — **Shanning**. The history of the United States (deux volumes qui vont jusqu'en 1760. Remarquable). — **A. Feuillerat**. Documents relating to the office of the revels in the time of queen Elizabeth. — **Pollen**. Unpublished documents relating to the english martyrs; vol. I : 1584-1603 (excellent). — **A. Shield et A. Lang**. The king over the water (ouvrage gâté par un parti pris d'apologie pour le Vieux Prétendant; c'est plus



du roman que de l'histoire). — The second Afghan war, 1878-80; abridged official account. — Miss A. L. Jenches. The origin, the organisation and the location of the staple of England (honorale essai, qui est très loin d'être définitif).

32. — *The nineteenth Century and after*. 1908, juillet. — V. R. MARKHAM. Les prédécesseurs de Champlain au Canada (de Cabot à Cartier; parle surtout de ce dernier). = Août. S. M. MITRA. La presse dans l'Inde, de 1780 à 1908. — A. HAWKES. Le Canada français et le troisième centenaire de Québec; appréciation par un Anglo-Canadien. — F. HARRISON. La Bastille (les lettres de cachet n'ont guère été employées que pour régler sans bruit des affaires d'ordre privé, qui ne pouvaient, sans danger, être rendues publiques; mais la base de cette justice était le pur arbitraire, et la Bastille renferma assez de malheureuses victimes pour que sa chute ait été saluée par les applaudissements enthousiastes des Parisiens et de tous les libéraux en général). — Mrs STIRLING. Coke considéré comme le père de l'agriculture en Norfolk (relève un grand nombre d'erreurs dans l'article publié par le Dr Jessopp dans la livraison de juin). = Sept. B. WILLSON. Quelques lettres inédites du général Wolfe (intéressant recueil de lettres écrites par le jeune officier à ses parents). = Oct. G. ELLIOT. Un tableau rétrospectif : la Turquie en 1876. = Nov. J. NISBET. L'Inde sous le gouvernement de la Couronne, 1858-1908 (résumé très général). — Mrs STIRLING. Une dupe de la destinée (Élisabeth Patterson, que Joseph Bonaparte épousa à Baltimore. Elle survécut plus d'un demi-siècle au divorce qui brisa sa vie et qui détruisit ses rêves ambitieux. Elle passa en Europe les années 1815-1834, fêtée et admirée; puis elle dut retourner à Baltimore, et ce fut la seconde grande déception de sa vie; sa troisième fut quand elle vit définitivement repousser la prétention qu'elle avait émise de faire reconnaître les droits éventuels de son fils à la couronne impériale de France. On croit qu'Élisabeth Patterson était la petite-fille du Patterson que Sir Walter Scott a immortalisé sous le sobriquet d'*Old Mortality*). = Déc. M<sup>me</sup> BELLEW. Charlotte-Jeanne; un épisode oublié de la Révolution française (une lettre envoyée par Charlotte-Jeanne de Rutaud à Trèves et interceptée à Metz la fit arrêter comme coupable de correspondance avec des émigrés. Déférée au tribunal révolutionnaire à Paris, elle fut décapitée le 5 octobre 1793. Cet épisode est raconté d'après des papiers de famille et d'après des documents copiés aux Archives nationales par feu le cardinal Mathieu). — G. KINGSTON. La censure théâtrale (de la législation appliquée au théâtre et en particulier aux artistes en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> s.). = 1909, janv. Lady PLOET. La cour et la société à Berlin vers 1855-1858; souvenirs.

33. — *Quarterly Review*. T. CCVIII, janv.-avril 1908. — L'Espagne au XIX<sup>e</sup> s. (surtout d'après l'ouvrage posthume de Butler Clarke auquel s'ajoutent les Histoires d'Altamira, de Hubbard, de Pirala,



ainsi que les rééditions toutes nouvelles des Lettres de Richard Ford et des pérégrinations de George Borrow). — H. W. C. DAVIS. Le « Borough » anglais (instructif résumé des recherches de M<sup>lle</sup> Bateson et de Maitland. « La liberté d'un bourg, au moyen âge, comportait des privilèges qu'un non résident pouvait s'estimer heureux d'acquérir en se soumettant aux taxes locales. » Cela ne supposait pas que l'on dût abandonner tout intérêt dans les choses agricoles du dehors; car « l'antithèse absolue du commerce et de l'agriculture paraît un raffinement de notre âge commercial »; mais le bourgeois, vers la fin du moyen âge, était plus commerçant que cultivateur. Et Maitland a forcé la note en soutenant que la *summa rusticitas* semblait le trait dominant de la vie bourgeoise en Angleterre à cette époque). — CHURTON COLLINS. Les *Vies des poètes*, de Johnson (rééditions nombreuses en ces dernières années, par George Birbeck, Peter Cunningham, Matthew Arnold, Mrs Alexandre Napier, Arthur Waugh, W. Henley. Valeur historique et critique de l'ouvrage. Se rappeler que, pour la biographie de certains poètes, Johnson a obtenu des renseignements personnels de leurs amis). — R. BOSANQUET. Les temples grecs et la religion primitive (en mainte occasion, à Mycènes, Tyrinthe, Troie, Athènes, on retrouve, sous les fondations des temples, des restes de palais royaux; ce qui confirme l'opinion que la fonction royale s'est peu à peu réduite à son caractère religieux). — KENYON. Les papyrus grecs et les découvertes récentes (entre autres, les fragments nouveaux de Ménandre, Pindare, Hypéride, et d'un historien grec que l'on n'a pas encore identifié). — Mahomet et l'Islam. — Les publications récentes sur Napoléon (offrent l'inconvénient de se spécialiser trop sur telle ou telle partie du règne, de sorte que la figure même de l'Empereur ne s'aperçoit plus bien dans ses vraies proportions. En outre, nos historiens finissent par s'embrouiller dans les noms des comparses, noms qui sont souvent les mêmes pour différents personnages). — Les livres et pamphlets sur la guerre civile (la révolution d'Angleterre. Analyse des collections du British Museum). — T. CCIX, juill.-oct. 1908. La renaissance de l'Égypte (le livre de lord Cromer). — VERRALL. L'Homère primitif (les ouvrages d'Andrew Lang et de Gilbert Murray. « Diffèrent l'un de l'autre autant que les deux pôles », mais traduisent la tendance caractéristique de l'époque; car ils prétendent retracer un état de choses préhistorique en s'appuyant uniquement sur les données intrinsèques de l'œuvre et sans se soucier même de relever ce que la tradition rapporte de l'auteur). — Rev. GRESWELL. Le comté de Somerset (l'histoire des comtés anglais est aujourd'hui l'œuvre de savants travaillant en collaboration et qui lui donnent un caractère absolument scientifique). — Th. ASHEV. La redécouverte de Rome (on n'a pas toujours un respect suffisant pour les antiquités mises au jour. Des fautes ont été commises et des plans relatifs à des monuments détruits ou recouverts de nouveau ont été malheureusement égarés). — Edw. ARMSTRONG. Un grand tour (le voyage du cardinal d'Aragon raconté par son chapelain

Antonio de Beatis et publié par M. Pastor; autres voyages de la même époque au début du XVI<sup>e</sup> s.). — GRANT ROBERTSON. Le premier comte de Chatham. — BAILLIE-GROHMAN. Le sport au moyen âge (principalement la chasse du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> s.). — BEDWELL. Les *Inns* de cour (d'après les documents imprimés ou analysés depuis dix ans par Inderwick, Reginald Fletcher, Trice Martin, la société de Lincoln's Inn). — J. COOKE. Vagabonds, mendiants et chemineaux (intéressante étude historique).

34. — *The scottish historical Review*. 1909, janv. — Ballades servant à éclairer les relations de la France et de l'Écosse pendant le XVII<sup>e</sup> s. (montre la manière dont les sentiments des Anglais à l'égard des Écossais se sont reflétés dans les ballades et dans la poésie politique de 1603 à 1688). — E. M. BARRON. Une manière nouvelle de considérer la guerre de l'Indépendance (le succès final de Bruce doit être attribué à l'appui qu'il trouva non dans les Lowlands, mais dans le nord et dans les autres parties de l'Écosse celtique). — BAIRD. Un livre de comptes d'Édimbourg il y a deux cents ans (intéressant pour les mentions de livres achetées). — A. LANG. Lettres du cardinal Beaton, 1537-1541. — MORISON. Sir Thomas More et ses œuvres en anglais (l'*Utopie* est un des manifestes les plus éclatants de l'esprit nouveau; le reste des écrits de More montre qu'à côté et au-dessus de l'homme d'imagination, de l'ironiste, il y avait en lui un esprit très pratique, un légiste consommé, un fonctionnaire nettement traditionaliste; dans l'évolution de sa vie morale, l'*Utopie* n'a été qu'un accident). — Sir Herbert MAXWELL. La chronique de Lanercost (suite de la traduction). = C.-rendus : A. SHIELD. Henry Stuart, cardinal of York, and his times (intéressant). — A. L. LOWELL. The government of England (excellent). — GREEN. The making of Ireland and its undoing, 1200-1600 (ouvrage abondamment documenté; mais il existe encore bien des sources auxquelles l'auteur aurait dû puiser. M<sup>me</sup> Green écrit dans un sens nettement anti-anglais, et cet état d'esprit l'amène à interpréter les faits d'une façon assez arbitraire. Ouvrage plein de talent qu'il faut lire avec précaution). — STODDART. The girlhood of Mary, queen of Scots, 1548-1561 (histoire des intrigues politiques nouées autour de la jeune reine; bon chapitre d'histoire politique). — COUPER. The Edinburgh periodical press (bibliographie des journaux et revues publiés à Édimbourg avant 1800). — W. FOSTER. The english factories in India, 1622-1623 (inventaire des documents conservés à l'India Office et au Brit. Mus.). — Sir Spencer WALPOLE. The history of twenty-five years; vol. III et IV : 1870-1880.

35. — *Edinburgh Review*. T. CCVIII, juill.-oct. 1908. — Port-Royal (à propos des ouvrages de Mrs Romanes et de M<sup>me</sup> Monlaure). — Liverpool (l'histoire de la ville par M. Ramsay Muir et celle de la municipalité par M<sup>lle</sup> E. Platt). — Fénelon à Cambrai (l'auteur de cet article paraît ignorer le livre du prince Emm. de Broglie sur l'épis-

copat de Fénelon). — La politique coloniale sous Lord Elgin (1905-1908). — Le duc de Choiseul (« Choiseul est le type accompli du gentilhomme tel que nous le pouvons imaginer à la veille de la Révolution »; dépensier pour son compte personnel, mais économe et strict dans la vie publique. « Sa politique était saine, mais les circonstances ont empêché qu'on ne la mit à l'épreuve. Elle était calculée pour durer; or, la Révolution a changé les affaires de l'Europe avant qu'on en pût voir l'effet »). — L'expédition française de 1798 en Égypte (d'après les t. III-V de l'ouvrage de M. de La Jonquière). — *Les Paston Letters* (leur réimpression par M. James Gairdner. Il est regrettable que le savant éditeur se soit contenté de collationner quelques-unes de ces lettres, sur l'original, avec le premier texte imprimé; puis que, se croyant assuré d'une exactitude suffisante, il ait réimprimé le reste sans autre vérification. Son érudition exceptionnelle aurait dû l'encourager aussi à modifier les anciennes notes et à en ajouter de nouvelles. Enfin, il est étrange qu'on ait laissé à un Allemand, le Dr Nemann, de Marbourg, le soin d'étudier l'orthographe de ces précieux documents, orthographe qui n'est souvent fautive que par l'effet d'une mauvaise lecture). — Deux livres de Mémoires français (les *Mémoires* de la comtesse de Boigne et les *Souvenirs* du baron de Frénilly; deux auteurs qui se complètent curieusement, tous deux intelligents, bons observateurs et sachant nous présenter habilement les portraits de l'époque à des points de vue tout opposés). — Le vieux Londres (des origines au xix<sup>e</sup> s.).

36. — Νέος Ἑλληνομύθων (publ. p. Spyridon P. Lambros). T. IV, 1907, n° 3. — La chronique de Trébizonde du protosévaste et protonotaire Michel Paraneos (réédition d'après le ms. unique, Marcian. 608, de la principale chronique de l'histoire des empereurs de Trébizonde). — Décret de l'empereur Jean Paléologue en faveur de Pancrace Fédini de Florence (6 août 1439). — Copistes et possesseurs de manuscrits à Lacédémone pendant le moyen âge et la domination turque. — Un document inédit de 1412 (diplôme privé dont la lecture est rendue difficile par les abréviations. Bibl. de Bâle, F VIII, 13). — N° 4. Portraits de Jean VIII Paléologue et de Joseph II, patriarche de Constantinople (comparaison des miniatures byzantines avec les bas-reliefs de Philarrète et les médailles italiennes frappées à l'occasion du concile de Florence). — Le buste de Jean Paléologue et la communication de M. Muñoz (ne voit aucune raison d'attribuer à Philarrète le buste du Museo Borgiano; la coiffure si étrange de l'empereur n'est pas la couronne impériale, mais est d'origine florentine). — Les mariages de Constantin [XII] Paléologue dans l'histoire et la légende (Constantin XII n'a eu aucun enfant des deux femmes qu'il a épousées et qu'il a perdues pendant qu'il était despote de Morée; ses projets ultérieurs d'alliance matrimoniale échouèrent). — Diplôme de Jacques Crispo II, duc de l'Archipel. — Notice sur deux décrets de Jean Paléologue.

**37. — Budapesti Szemle.** 1908, juin. — A. KIRÁLYFI. Le rôle de la Bosnie dans l'émigration hongroise. = C.-rendus : E. Baloghy. La civilisation hongroise et les nationalités (trop chauviniste). — E. Farkas. Le soulèvement de Rákóczi; t. I (travail consciencieux). = Juillet. M. KÁRMÁN. La philosophie de l'histoire (esquisse les grands courants de l'histoire universelle et ceux de l'histoire de la Hongrie). — G. FEKETE. Le luxe et les mœurs (fin en août). = Août. J. NÉMETH. Le congrès de Washington (d'après Bryce, *The American Commonwealth*). = Sept. H. MARCZALI. La révolution et l'époque de Bach (contre le récent ouvrage de Friedjung, *Österreich von 1848 bis 1860*, dont les tendances antimagyares ont faussé le récit). — L. RÁCZ. Pierre Bayle. = C.-rendu : E. Galonya. Hungary (éloge de cette revue anglaise rédigée à Budapest et dont le but est de faire connaître la Hongrie en Angleterre). = Nov. A. KIRÁLYFI. La population des provinces annexées. = C.-rendu : G. Gábor. La formation et la fonction du comitat (utile).

**38. — Revue de Hongrie.** 1908, mars. — H. MARCZALI. La Hongrie et la Révolution française (H. Marczali résume ici ses propres recherches sur la *Diète de 1790-91*; il ne mentionne pas les travaux français de Gérando, Sayous, etc., sur ce sujet). = Avril. D. ANGYAL. Histoire politique de l'exil du prince François Rákóczi II (fin en mai; résumé d'une brochure parue en magyar et en allemand). — F. KOSUTH. Le développement de l'industrie hongroise (suite en mai-juill.). = Mai. FR. PASSY. H. Taine. = Juill. A. V. Prisonniers français en Hongrie (en 1793, après le siège de Condé et la chute de Quesnoy, arrivèrent les premiers captifs français en Hongrie, au nombre de 7,507. Complète, d'après les archives municipales de Pest, le livre de Chassin sur les *Volontaires nationaux*). = Août. A. BERZEVICZY. Art et artistes italiens en Hongrie à l'époque de Mathias Corvin (complète les travaux de Müntz). — J. VARGHA. Aperçu de l'histoire politique de Hongrie. = Nov. A. V. Une victime hongroise de la Révolution française (d'après les documents des Archives nationales. C'était le hussard Jean Tóth, prisonnier de guerre en traitement à l'hôpital de la Ferté-Milon; dénoncé au comité de vigilance de cette ville, il fut décapité à Paris). = Déc. H. MARCZALI. Pièces relatives à l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> de Russie et à la sainte alliance (publie huit lettres inédites d'Alexandre I<sup>er</sup> adressées à la comtesse Molly Zichy-Ferraris dont le salon était renommé au moment du congrès de Vienne. Ces lettres, qui se trouvent dans les archives de la famille Zichy, nous montrent le mysticisme du czar sous son vrai jour).

**39. — Századok (les Siècles).** 1908, juin. — I. MADZSAR. La doctrine de Karl Lamprecht sur l'histoire (résumé et critique des travaux de l'historien allemand; 60 pages). — P. SÖNÖS. Benoît Meszleny (biographie détaillée d'un avocat du XVII<sup>e</sup> s. qui a laissé une fortune immense.) = C.-rendus : L. Horánszky. Jean Bacsányi et son temps (la biographie



la plus complète de Bacsányi, 1763-1845, qu'on a accusé longtemps, et à tort, d'avoir traduit en hongrois la proclamation de Napoléon I<sup>er</sup> aux Magyars. Son innocence est démontrée par des documents authentiques. Le livre est surtout remarquable par les détails relatifs au séjour de Bacsányi à Vienne et à Paris). — J. Joubert. Un héros hongrois, François Rákóczi II (quelques erreurs, mais la brochure est intéressante.) = Sept. L. SZÁDECZKY. La première charte sur la colonisation roumaine (publie une charte inédite du roi André III, du 16 juin 1292, qui prouve que les Roumains n'ont pas habité la Transylvanie avant l'arrivée des Magyars, mais qu'ils y sont venus au cours du XIII<sup>e</sup> s. Les documents hongrois les mentionnent pour la première fois en 1222). — R. HAVASS. L'ouvrage de Silvio Mitis, historien dalmate, sur Louis le Grand (extrait de cet ouvrage important fait d'après des sources dalmates et croates, paru en 1887 sous le titre : *La Dalmazia ai tempi di Lodovico il Grande Re d'Ungheria*, 1342-82). — J. KARÁCSONTYI. Le pays de Borodnok (le mot *Brodnik* qu'on trouve dans les sources du XIII<sup>e</sup> s. comme pays frontière de la Hongrie n'est autre que la Moldavie. Ce pays existait entre 1227 et 1254 ; il fut occupé ensuite par les Tartares, et ce n'est qu'à la fin du XIV<sup>e</sup> s. qu'il fut colonisé par les Valaques). = C.-rendus : H. F. Helmolt. *Weltgeschichte* (t. I-IX ; la partie concernant la Hongrie n'est qu'une compilation sans valeur, souvent un plagiat de Schwicker, *Die Deutschen in Ungarn und in Siebenbürgen*, 1881). — F. Wettel. *Biographische Skizzen*. Beiträge zur Geschichte des Temeser Banates (contient quinze biographies inspirées par les tendances pangermanistes). — L. Schmall. Les rues et les places de Budapest (important pour l'histoire de la capitale). — I. Vad. La noblesse (faible). = Varia : I. KARÁCSON. Manuscrits concernant la Hongrie dans les mosquées de Stamboul. — Répertoire historique slave, 1905. = Oct. V. FRANKÓI. Le tombeau de la nourrice du roi Mathias Corvin à Rome (le P. Édouard d'Alençon a découvert une plaque de marbre provenant du tombeau d'Élisabeth, nourrice de Mathias Corvin, tombeau élevé par son fils André, sculpteur. La mère et le fils étaient inconnus jusqu'ici). — I. LUKNICH. Le baron François Bethlen de Keresd (fin en nov. et déc. Généalogie de la célèbre famille des Bethlen et biographie détaillée, d'après des sources inédites, de François Bethlen, 1601-1653, qui commença sa carrière à la cour de Georges Rákóczi I<sup>er</sup> comme maître des cérémonies, puis fut chargé de plusieurs missions diplomatiques, notamment en Pologne, où il s'efforça de faire élire roi de Pologne son souverain. Sous le règne de Georges Rákóczi II, il fut chargé des négociations avec Ferdinand III). — D. SZABÓ. Diètes hongroises (retrace l'histoire de la diète de 1505 à 1508 où, pour la première fois, éclata l'antagonisme entre les seigneurs et la petite noblesse. Celle-ci prit comme chef Zápolyai). = C.-rendu : B. HÖMAN. Les villes hongroises à l'époque arpadienne (bon). = Nov. L. KARL. La Hongrie dans la poésie et la tradition lorraines (les invasions des Hongrois en Lorraine ont laissé des traces dans la chanson de geste *Garin le Lorrain* et dans la toponymie, — la Hingrie, Terra



Ungeri, — et dans le nom de famille Hunger). — J. ZOVÁNYI. La Réforme à Sárospatak (rectifie quelques erreurs dans la monographie du comitat de Zemplén). — I. MADZSAR. Henri Mügelin et les chroniques hongroises (complète les études de Domanovszky sur ce sujet). = C.-rendus : M. Hoernes. Wissenschaftliche Mittheilungen aus Boanien und der Herzegovina; t. X (analyse). — A. Laban. Les légendes de sainte Élisabeth dans la littérature hongroise (bon). — S. Weber. Supplementum III Analectorum terrae Scepusiensis (documents de 1300 à 1811). = Déc. B. HÓMAN. Les sources orientales de l'histoire des Hongrois (les renseignements donnés par les historiens arabes Gardézi et Ibn Rosteh se rapportent au séjour des Magyars en Libédie et non à celui de Etelköz). — A. PÓR. Contribution à la biographie de Guillaume della Pusterla, prieur de Pozsony (il fut chargé par le pape Clément VI de négocier la paix entre les Hongrois, les Tchèques et les Polonais en 1345). — I. KARÁCSON. Les ordonnances de la Sublime Porte concernant Thököly (documents tirés des archives du Divani Humajun à Constantinople, datant de 1690). = C.-rendus : K. Auner. Esquisse d'une histoire de la colonisation magyare en Roumanie (s'occupe surtout des églises catholiques). — Annuaire de la Société historique d'Alsó-Fehér (une des sociétés de province où l'on travaille le plus). — Chaque livraison de la Revue contient un répertoire bibliographique par L. Mangold.

40. — *Archivio storico italiano*. 5<sup>e</sup> série, t. XLII, 1908, n° 3. — F.-P. LUISSO. Sur les traces d'un usurier florentin du xiii<sup>e</sup> s. (Castello Gianfigliazzo est cet usurier dont parle Dante, *Inferno*, XVII, 50 et suiv.). — G. DEGLI AZZI. Le séjour de Charles, fils du roi Robert, à Florence, 1326-27 (Charles, duc de Calabre, fils de Robert, roi de Jérusalem et de Sicile, fut élu seigneur de Florence le 23 déc. 1325; il accepta le 13 janv. 1326, mais ne vint personnellement prendre possession de sa charge que le 30 juillet suivant; les Florentins se plièrent à ses exigences, sans cesse croissantes, sans obtenir de lui le secours qu'ils pouvaient espérer). — G. MONDAINI. La théorie coloniale de M. Fanno (examen des principales publications de M. Fanno sur l'histoire de l'expansion coloniale). — A. DELLA TORRE. Un nouveau document sur un bénéfice toscan de Pétrarque : le prieuré de Migliarino. — A. FAVARO. Une proposition de fondation à Pise d'un Collège de Lincei, 1613. — A. MANGINI. F. D. Guerazzi et son éloignement de l'Université de Pise (rectification à l'article publié précédemment par G. Scamarella). = C.-rendus : T. Montanari. Il valico d'Annibale (peu solide). — H. Simonsfeld. Jahrbücher des deutschen Reichs unter Friedrich I; t. I (remarquable; long article par C. Cipolla). — A. Palmieri. Sul riscatto dei servi della gleba nel contado bolognese (la thèse de l'auteur est insoutenable). = Nécrologie : C. CIPOLLA. Th. von Sickel.

41. — *Archivio storico lombardo*. T. XXXV, 1908, sept. — A. LUZZO. Isabelle d'Este et le sac de Rome (dédaignée à la cour de son

filz, le duc de Mantoue, Isabelle se rendit à Rome en mars 1525; elle y assista aux événements qui précédèrent l'arrivée du duc de Bourbon, ainsi qu'au sac de la ville. Ses lettres et celles de ses correspondants permettent de suivre en détail les péripéties de son existence et éclairent ce curieux épisode de l'histoire de Rome). — A. MAZZI. Les « milites justitie » de la commune de Bergame (ce sont des auxiliaires du podestat au <sup>xiii</sup> s. et les successeurs des *bannitores*). — E. FILIPPI. Giuseppe Piermarini à Pavie (travaux d'architecture qu'il y exécuta, 1770-87). — F. NOVATI. Notes relatives à l'histoire des Visconti. I : Uberto Decembrio et Coluccio Salutati (publie et commente deux lettres de la fin du <sup>xiv</sup> s., mal interprétées par A. Hortis); II : Le voyage de Decembrio en Bohême et la vraie date de l'ambassade envoyée par Visconti à Venceslas (1394, et non 1399, comme le dit A. Hortis). — C. SALVIONI. L'épisode de la « Prinéide » et le poète milanais Carlo Alfonso Pellizzoni (il fut accusé d'être l'auteur de ce poème politico-satirique mis en circulation à Milan en 1815-1816 au lendemain de l'assassinat de Prina). — C.-rendus : G. Bonelli. Codice paleografico lombardo (23 fac-similés de documents lombards du <sup>viii</sup> s.; utiles corrections au texte par A. Ratti). — *Fè d'Ostiani*. Brescia nel 1796 (les conclusions de l'auteur sur l'état de Brescia en 1796 et l'établissement de la domination française sont très contestables). — Général Desaix. Journal de voyage; Suisse et Italie, éd. A. Chuquet (article de G. Galavresi, qui publie une lettre inédite de J. Murat, 1802). — C. BONETTI. La diète de Crémone, 26-28 févr. 1483 (documents inédits).

42. — *Archivio storico per la Sicilia orientale*. T. V, 1908, n° 2. — C.-A. GARUFI. Les chartes de S. Maria de Valle Josaphat (à Jérusalem) à l'époque normanno-souabienne (1091-1266) et la date de leurs falsifications (24 de ces chartes sont fausses; elles ont été inspirées et peut-être fabriquées par le Calabrais fra Stefano, prieur de l'ordre en Sicile de 1248 à 1259). — V. GIUFFRIDA. Sur la formation des coutumes juridiques des cités de Sicile (depuis l'époque normande jusqu'à l'époque aragonaise; mémoire rédigé en 1900). — G.-G. PER RANDO. G.-F. Ingrassia et les origines de la médecine légale en Sicile (au <sup>xvi</sup> s.). — L. LA ROCCA. Les Juifs de Catane et l'observation des fêtes du rite romain (documents de 1420 sur l'obligation pour les Juifs d'observer les fêtes catholiques). — R. ZENO. Niccolò Tudisco; nouvelle contribution à l'histoire du concile de Bâle (détails biographiques sur le canoniste Tudisco, plus connu sous le nom de *Panormitanus*).

43. — *Archivum franciscanum historicum*. T. I, 1908, n° 2-3. — T. DOMENICHELLI. La « Légende versifiée » ou le plus ancien poème sur saint François (il est l'œuvre d'un contemporain du saint et probablement du franciscain anglais Henri de Burford, qui donne sur la vie de saint François des détails qu'on ne trouve pas ailleurs). — B. KLEIN-SCHMIDT. La basilique de Saint-François à Assise, berceau de la peinture italienne (étude des plus anciennes peintures des églises supérieure

et inférieure). — H. REPIÉ. Saint Monaldus de Justinopolis [Capodistria] (franciscain, mort avant 1260). — L. PÉREZ. Les Franciscains en Extrême-Orient; notes bio-bibliographiques (suite au n° 4 : notices sur Oyanguren, 1688 + 1747; Rivadeneira, † 1606). — L. LEMMENS. « Testimonia minora » du XIII<sup>e</sup> s. sur saint François (suite : relève dans les documents du XIII<sup>e</sup> s. les passages relatifs à saint François). — F. M<sup>e</sup> AB ARAULES. Brève Vie de saint Gilles d'Assise (texte et commentaire). — G. PARSUTTI. Une Vie inédite de saint Louis d'Anjou (1274 + 1297; fin au n° 4). — A. [BÉGUET], de Sérent. Documents sur la fondation du monastère de Sainte-Colette d'Amiens, 1442-1444. — B. KRUITWAGEN. Description de quelques manuscrits renfermant le *Speculum perfectioris* et les *Actus B. Francisci* (mémoire important de 112 p.). — P. ROBINSON. Inventaire de tous les documents conservés dans les archives du monastère de Sainte-Claire d'Assise. — A. LÓPEZ. Description des manuscrits franciscains de la Bibliothèque Riccardi de Florence (suite). — N° 4. B. RODE. De l'antiquité de la province franciscaine de *Sclavonia*, aujourd'hui Dalmatie (elle remonte aux origines de l'Ordre). — A. BÉGUET. Un plan d'histoire pour nos anciennes provinces françaises (sur la méthode à suivre pour écrire l'histoire des provinces de l'ordre franciscain en France). — F. GHILARDI. [Documents sur saint] Vivaldo l'ermite, du tiers ordre de saint François (vers 1250, † 1320). — P. GUERRINI. Les statuts d'une ancienne congrégation franciscaine de Brescia (ces statuts, des XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> s., concernent le tiers ordre). — Fr. BLIEMETZRIEDER. Traité du prieur de la province franciscaine d'Angleterre Nicolas de Fakenham sur le Grand schisme (1395; ce traité a été composé à la demande de Richard II d'Angleterre; il est édité ici pour la première fois). — C. EUBEL. Liste des lettres pontificales conservées dans les archives du monastère franciscain d'Assise (depuis 1220). — L. OLIGER. Notice d'un ms. de Capistrano renfermant quelques opuscules de fr. Pierre-Jean-Olive. — S. GADDONI. Notice de deux mss. de la bibliothèque de S. Cataldo de Modène. — C.-rendu : *Le P. Othon de Pavie. L'Aquitaine séraphique* (beaucoup de travail dans les 4 vol. de cette histoire de la province franciscaine d'Aquitaine, mais la méthode est peu sûre et les erreurs sont nombreuses). — (N. B. Pour le n° 1 de l'*Archivum*, voir *Rev. hist.*, t. XCVII, p. 462.)

44. — *Bulletino dell' Istituto storico italiano*. N° 29, 1908. — « *Annales Veronenses antiqui* », publ. d'après un manuscrit de Sarzana du XIII<sup>e</sup> s. par C. CIPOLLA (ce manuscrit contient une grande chronique des papes et des empereurs avec des notes concernant spécialement Vérone; ce sont ces notes que publie M. Cipolla). — P. EARDI. Les archives de la cathédrale de Viterbe; appendice (actes des XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> s. à ajouter aux actes publiés au n° 27). — L. SCHIAPARELLI. Les diplômes des rois d'Italie; recherches historico-diplomatiques. 3<sup>e</sup> partie : Les diplômes de Louis III (étude diplomatique accompagnée de rectifications à la chronologie des expéditions de Louis III l'Aveugle en Italie en 900-905).

45. — *Nuovo archivio veneto*. 2<sup>e</sup> série, 1908, t. XV, fasc. 2. — V. LAZZARINI. Documents sur la peinture padouane du xv<sup>e</sup> s. (suite; fin au fasc. suiv.). — A. SEONÈ. Poèmes latins inédits du xv<sup>e</sup> s. relatifs à la guerre de Ferrare en 1309. — U. CASTELLANI. Les inscriptions du palais communal de Venzone (xiv<sup>e</sup>-xvii<sup>e</sup> s.). — D. SANT'AMBROGIO. Donation de S. Stefano de Vérone au monastère de Cluny et à S. Gabriele de Crémone (actes de 1076, 1100, 1133, d'après le *Recueil des chartes de Cluny* de A. Bruel). — C.-rendus : G. SCAFFINI. Notizie intorno ai primi cento anno della dominazione veneta in Creta (insuffisant et plein d'erreurs). — O. ZENATTI. Il poemetto di Pietro de' Natali sulla pace di Venezia tra Alessandro III e Federico Barbarossa (article important de L. Suttina, qui signale un ms. différent de celui qu'a utilisé M. Zenatti et propose plusieurs corrections au texte et aux observations de ce dernier). — M. ROBERTI. Le magistrature giudiziarie veneziane e i loro capitolari fino al 1300; t. I (important). — C. CIPOLLA. Publications sur l'histoire médiévale italienne en 1903 (suite ici et au fasc. suiv.). — T. XVI, fasc. 1. M. ROBERTI. Études et documents d'histoire vénitienne (1<sup>re</sup> publie avec commentaire un tarif de la première moitié du xiii<sup>e</sup> s., fixant les droits payables par les étrangers, lombards ou français, pour le commerce des draps; 2<sup>e</sup> publie et étudie les traités conclus entre Venise et Padoue en 1209, 1227, 1232). — W. LENEL. Un traité de commerce entre Venise et Imola en 1099. — G. GIOMO. Le luxe. Lois somptuaires. Pierres et perles fausses. Documents d'archives (des années 1469-1502). — B. CANAL. Le collège, l'office et les archives des « Dieci savi alle decime » au Rialto (I : les archives du collège des Dix; leur intérêt pour l'histoire de la propriété à Venise. Ces archives remontent au début du xvi<sup>e</sup> s.).

46. — *Rendiconti della r. Accademia dei Lincei. Scienze morali, stor. e filol.*, 5<sup>e</sup> série, t. XVII, 1908, n<sup>os</sup> 1-3. — F. TOCCO. Les deux premières tribulations de l'ordre des Mineurs (donne une édition critique du début de la chronique latine des « tribulations ou persécutions de l'ordre de saint François »). — E. PAIS. A propos de la valeur des Fastes de l'ancienne république romaine (on ne peut en accepter les données sans discussion : la valeur en est faible pour l'époque antérieure au décemvirat parce qu'ils ont été compilés sans critique; elle est plus grande, mais non indiscutable, pour les époques suivantes). — G. BORTOLUCCI. Variantes du ms. de la Vallicellane F. 47 aux Nouvelles 137, 3, 77, 132, 133 de Justinien. — G. CARDINALI. Notes de terminologie épigraphique (les ἀγκύριοι, ou esclaves publics; les ἱεραὶ, ou esclaves des temples; les étrangers établis dans la cité, ou κατοικοῦντες, ξένοι, παροικοῦντες, μέτοικοι, πάριοι. Établit d'après les inscriptions le sens de ces mots et les situations juridiques qu'ils recouvrent). — D. VAGLIERI. A propos des fouilles du Palatin (réponse à L. Pigorini). — L. CESANO. Le *denarius* et l'*usura* à l'époque constantinienne (édition avec commentaire d'une inscription trouvée à Feltre relative à un legs de 500,000 deniers « computata usura anni unius centesima

una denarium quinquaginta milia »). — G. CULTRERA. Sur le campement carthaginois au siège de Gela en 405 av. J.-C. et le cours du fleuve de ce nom (d'après les fouilles, avec un plan). = Nos 4-6. F. TOCCO. Sur la valeur de la « Chronique des tribulations » (publiée partiellement au n° précédent. Analyse critique de l'ensemble). — E. PAIS. Le papyrus d'Oxyrhyncos n° 665 relatif à l'histoire antique de la Sicile (ce texte prouve combien peu sûre est l'autorité de Diodore et nous fait connaître un épisode important de l'histoire sicilienne au v<sup>e</sup> s.). — A. DELLA SETA. La coquille de Phaistos et la religion mycénienne (détermine les caractères de cette religion; montre qu'elle est, dans sa conception générale, en opposition avec la religion égyptienne; la compare enfin à la religion chaldéenne et aux autres religions grecques. La coquille de Phaistos est probablement un produit d'importation chaldéenne).

47. — *Rivista storica benedettina*. T. III, 1908, oct. — G. SCHIAPACASSE et A. FERETTO. L'abbaye de S. Stefano à Gênes (notes sur son histoire depuis 1529 et édition d'un inventaire de l'an 1327). — Ph. KIEFFER. Saint Just de Suse (fin : tenant pour digne de foi le témoignage du chroniqueur de Novalèse, maintient contre le P. Savio la thèse de l'existence de saint Just et de l'authenticité de ses reliques). — F. SAVIO. Saint Just de Beauvais et non saint Just d'Oulx (réponse au P. Kieffer : maintient que c'est saint Just, martyr de Beauvais, et non un prétendu saint Just d'Oulx qui a donné son nom au monastère de Suse, à la dédicace duquel Raoul le Glabre assista en 1027. Le témoignage de ce dernier ne peut être écarté). — P. LUGANO. L'entrée [des religieux d'autres ordres] dans l'ordre des ermites calmaildules de Montecorona vers l'an 1600. — C. CIPOLLA. Sur les anciennes bibliothèques de Bobbio (au xiii<sup>e</sup> et surtout au xviii<sup>e</sup> s., et notes rectificatives à l'édition des *Codici Bobbiesi*). — A. CAVAGNA SANGIULIANI. L'abbaye de Morimondo (abbaye cistercienne entre Milan et Pavie, fondée en 1134; son histoire jusqu'au xvi<sup>e</sup> s.).

48. — *Kwartalniki Historyczny*. T. XXI, 1907, n° 1. — O. BALZER. De quelques questions litigieuses dans l'histoire de l'organisation politique et sociale de la Pologne (suite des critiques faites en 1906 à l'ouvrage de M. Kutrzeba; fin au n° 2; étudie, notamment, la formation des classes de la société polonaise et dégage les traits caractéristiques du gouvernement polonais entre 1295 et 1370). — Wl. KONOPCZYNSKI. La diète de Grodno de 1752 (on a beaucoup exagéré l'importance de cette diète; en réalité, seuls les travaux qui en préparèrent la réunion présentent un intérêt assez vif; fin au n° 2). — B. LOZINSKI. Contribution à l'histoire du noviciat administratif de la Galicie (montre comment s'est formée à la pratique administrative, sous la domination autrichienne, cette partie de la Pologne qui, après le démembrement de 1772, avait été baptisée par l'Autriche du nom de Galicie; fin au n° 2). = Nos 2-3. A. PROHASKA. La confédération de la noblesse rurale contre le clergé en 1407 (épisode local se rattachant à



la propagande de Huss et de Wicliff et à la lutte contre les privilèges du clergé). — F. SMOLENSKI. Les découvertes archéologiques en Égypte, 1901-1906. — C.-rendus : M. Handelsman. Die Strafe im polnisch-schlesischen Rechte im XII et XIII Jahrhundert (travail méritoire, bien que l'auteur n'ait utilisé que des textes silésiens). — Stelmachenko. L'œuvre politique de Pierre Skarga (en russe; cet ouvrage veut avoir les allures d'une dissertation scientifique et n'est au fond que l'œuvre d'une partialité et d'une ignorance vraiment étonnante). — W. Nowodworzski. La lutte pour la domination de la Livonie entre la Moscovie et la République de Pologne (en russe; très consciencieux, complète les travaux du savant finlandais Forsten sur la question baltique aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> s.). — N° 4. St. SCHNEIDER. Quelques mots sur la question de Piast, de Rzepicha et de Ziemowit (contribution d'un caractère philologique à la solution d'une controverse ancienne entre les savants polonais concernant les origines de la première dynastie royale de Pologne). — W. KENTRZYŃSKI. La plus ancienne capitale du roi Mendog (se fonde sur les documents plus ou moins authentiques, datant du milieu du XIII<sup>e</sup> s., et attire l'attention des archéologues et des historiens de la Lithuanie sur deux localités lithuaniennes, Utry et Lakow qui, d'après lui, doivent conserver les traces de la résidence royale). — L. KUBALA. Un pays irrémédiablement perdu (histoire de la campagne d'Oukraine, en 1654, après la soumission de Bohdan Chmelnicki au tsar de Moscovie). — A. PROHASKA. De la libération du « manstwo » en Ruthénie (démontre qu'au XV<sup>e</sup> s. le régime féodal existait encore dans cette partie de la République, car ce qu'on appelle « manstwo » était une institution d'un caractère purement féodal). — T. XXII, 1908, n° 1. Al. BRÜCKNER. La « Vie des saints Cyrille et Méthode » (à propos d'un ouvrage de M. Franko, se rattachant à cette question). — M. LODYŃSKI. La conspiration de 1177 et le rôle qu'y ont joué les ducs de Silésie (la conspiration a été dirigée contre le chef des Piastes, Mieszko dit le Vieux, qui manifestait des tendances centralisatrices et aspirait à l'unification des pays polonais). — LOZINSKI. L'opinion d'un bureaucrate allemand sur l'année 1846 (mémoire anonyme, ou plutôt signé illisiblement, trouvé par l'auteur au musée « Ossolineum » à Léopol; l'auteur du mémoire trace, d'une manière tout à fait impartiale, le véritable état des choses pendant la fameuse contre-révolution paysanne en févr. 1846). — C.-rendu : Kurt Schottmüller. Der Polenaufstand 1806-1807. Urkunden und Aktenstücke aus der Zeit zwischen Iena und Tilsitt (travail tendancieux, plutôt d'un publiciste que d'un historien, mais qui renferme beaucoup de pièces inédites tirées des Archives secrètes de Berlin). — Nos 2-3. W. SEMKOWICZ, KUTRZERA et M. GUMOWSKI. L'œuvre scientifique de François Piekosinski (célèbre érudit polonais, historien du moyen âge, mort en nov. 1906). — Ad. SZELAGOWSKI. Méthodes et objets des études géographiques en histoire (nécessité pour l'historien d'une culture géographique approfondie; importance historique de certains faits d'ordre géographique comme la colonisation

ou les mouvements d'échanges). — L. KOLANKOWSKI. Les affaires de Pologne en cour de Rome à l'époque de la révolution religieuse en Allemagne (à propos du t. IV de la *Gesch. der Päpste* de L. Pastor). — A. KŁODZINSKI. Les relations de la Pologne et de la Lithuanie avec la Livonie, avant le litige de 1556-1557 (début d'un travail étendu sur le différend entre Sigismond-Auguste, roi de Pologne, et l'Ordre teuto-nique). — A. PROHASKA. L'insurrection de Hrycko Konstantynowycz (une page de l'histoire de la Lithuanie vers la fin du xiv<sup>e</sup> s.). — E. KIPA. Une lettre inédite de Napoléon à Davout (lettre du 16 mars 1808, non comprise dans l'édition de la correspondance de Napoléon, concernant le projet formé par l'empereur d'engager 8,000 Polonais au service de la France). — M. BALABAN. Bibliographie concernant l'histoire des Juifs en Pologne (analyse des travaux parus en Pologne et à l'étranger de 1899 à 1907). — C.-rendus : L. BORATYNSKI. Étude sur l'histoire de la nonciature de Bolognetti de 1581 à 1585 (introduction à un recueil de documents à paraître prochainement). — Chr. Meyer. Die Deutschen der Provinz Posen gegenüber dem polnischen Aufstande im J. 1848 (publication tendancieuse, superficielle et polonophobe).

49. — *Przegląd Historyczny*. 1907, t. IV, n° 1. — L. GUMPO-wicz. La conception de la société et de l'État à l'époque de Hamourabi (à propos d'un ouvrage de M. Shorr sur l'État et la société à Baby-lone, d'après le code de Hamourabi et les archives babyloniennes). — Al. BRÜCKNER. Piast (critique les assertions de M. Bruchnalski qui, dans le *Kwartalnik Historyczny*, a essayé d'expliquer les origines de l'ancêtre fabuleux de la première dynastie royale de Pologne au moyen d'une coutume orientale). — M. HANDELSMAN. Le privilège de Piotrkow de 1388 (contrairement à l'opinion admise jusqu'alors, démontre que l'acte de 1388, tout en n'étant en grande partie qu'une reproduction du privilège octroyé en 1386, présente une grande importance pour l'his-toire du parlementarisme polonais; fin aux n° 2 et 3). — RUMBOLD. Raphaël Korsak, métropolitain de Ruthénie, 1601-1642 (très intéres-sante page de l'histoire ecclésiastique en Pologne au xvii<sup>e</sup> s.). — J. F. BARANOWSKI. Contribution à l'histoire du régime féodal en Podla-hie (la seigneurie de Raigrod-Goniondz des princes de Radziwill, pen-dant la première moitié du xvi<sup>e</sup> s.; fin au n° 2). — Al. KRAUSHAR. Quelques manuscrits intéressants de la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg (1<sup>er</sup> mémoires du roi Stanislas-Auguste se rattachant à la dernière année de sa vie; 2<sup>e</sup> mémoire militaire du général Dombrowski sur les légions polonaises en Italie). — J. ZAKRZEWSKI. Le journalisme polo-nais de l'Émigration (analyse les publications politiques et sociales de l'Émigration polonaise après l'insurrection de 1830-1831, particuliè-rement les éditions d'Avignon; fin aux n° 2 et 3). — MICHAŁEWICZ. La loi autorisant les membres d'une famille à consentir à la vente des immeubles dans la Grande-Pologne jusqu'à la législation de Casimir le Grand (fin). — J. J. Les origines de la nation russe (notice histo-rique et ethnographique). — N° 2. A. PARCZEWSKI. Prohorius et Pro-

culphus dans les catalogues des évêques de Cracovie (cherche à fournir les preuves de l'existence de ces deux premiers évêques de Cracovie qu'il croit originaires de Gascogne). — G. MANTUFFEL. Les habitants primitifs des provinces baltiques (combat les assertions des savants russes et démontre, avec une grande abondance de preuves, que, parmi les aborigènes des provinces baltiques, il y a eu un certain nombre de Slaves). — Abbé TUCINSKI. Les miniatures de l'antiphonaire de la cathédrale de Gniezno (étude d'art religieux; fin au n° 3). — AL. JABŁONOWSKI. La colonisation de l'Oukraine (à propos d'une publication de la Commission archéologique de Kiev sur le même sujet). — FR. GIMROYÉ. L'adduction des eaux et les canaux dans l'ancienne Pologne (suite dans tous les fasc. suiv.). = N° 3. AL. BAÜCKNER. Histoire et philologie (à propos du premier volume de « l'Histoire de Pologne » du prof. Czermak qui, pour expliquer les origines de la Pologne, s'appuie presque exclusivement sur l'archéologie, alors que M. Brückner, partisan de la méthode philologique et sociologique, ne veut assigner à l'archéologie qu'une place secondaire). — A. PROHASKA. Le privilège de Tcherwinsk de l'an 1422 (soutient l'authenticité du privilège du roi Ladislas Jagellon octroyant de nouvelles franchises à la noblesse). — M. KOZŁOWSKI. La première année de service de Thaddé Kosciuszko en Amérique (oct. 1776-oct. 1777; documents inédits). — A. JABŁONOWSKI. Quelques mots au sujet d'un atlas historique de la république de Pologne. = T. V, n° 1. MAX GUMFLOWICZ. La formation de l'évêché de Cracovie (œuvre posthume sur les origines du christianisme en Pologne; le culte et son caractère antiromain au moment de son introduction en Pologne; l'organisation de l'église chrétienne pendant les premiers siècles; la victoire définitive de l'église romaine; fin aux nos 2 et 3.) — L. JAKUBOWSKI. Description du duché de Troki en l'an 1387 (contribution à l'étude des institutions sociales et politiques de la Lithuanie païenne). — W. KAMIENIECKI. Le séjour du roi Jean Zapolya en Pologne en 1548 (après ses défaites de Szina et Tokay; fin aux nos 2 et 3). — W. KONOPCZYNSKI. La rupture des alliances en Europe en 1755-1757 (fin aux nos 2 et 3). — W. MECZKOWSKI. Les provideurs des hôpitaux dans l'ancienne Pologne (contribution à l'histoire de l'administration en Pologne; les origines de l'assistance médicale, l'institution des provideurs-administrateurs; fin au n° 2 et 3). — K. MARCINKOWSKI. Inventaire du château royal de Varsovie en 1769 (fin aux nos 2 et 3). = N° 2. E. LUNINSKI. L'alliance entre la Prusse et la Pologne en 1790 et la Constitution du 3 mai 1791 au regard de la diplomatie française (suite; fin au n° 3). — G. SMOLSKI. Fragments des Mémoires du capitaine autrichien Peck (Journal d'un officier autrichien se rattachant à l'histoire de l'insurrection de 1830-1831). = N° 3. A. KRAUSHAR. Une conspiration contre la dictature du général Chlopicki (la conspiration de Lelewel, Ostrowski et Bronikowski, en janvier 1831, d'après les archives du Suprême Conseil national). — P. DABKOWSKI. Le Litkoup (« Leitkauf ») dans le droit polonais du moyen âge. = 1908, t. VI, n° 1.

L. GUMFLOWICZ. L'essence du développement historique de l'humanité. — R. PLENKIEWICZ. L'abbaye cistercienne de Vonhotzk (esquisse historique). — A. PROHASKA. Contribution à l'histoire de l'autonomie locale du pays de Khelm (ce pays est intéressant comme trait d'union entre les territoires occidentaux et orientaux de la République de Pologne; M. Prohaska fait l'histoire des diétines de ce pays qui furent l'expression la plus vivante de l'autonomie locale; fin aux n<sup>os</sup> 2 et 3). — M. SOKOLNICKI. Joseph et Thaddé Mostowski et l'action politique de la Pologne de 1792 à 1797. — L. BORATYNSKI. Étienne Batory, roi de Pologne, l'Union hanséatique et l'insurrection des Pays-Bas (on a prétendu que la Pologne, absorbée vers la fin du xvi<sup>e</sup> s. par la guerre contre la Moscovie, s'était désintéressée des affaires de l'Occident; c'est inexact : le roi Étienne, même aux moments où il sembla ne pas se préoccuper que de la guerre orientale, ne perdit pas de vue les affaires générales de l'Europe; fin aux n<sup>os</sup> 2 et 3). — Abbé GODLEWSKI. Le dernier désir de St. Siestrzencewicz Bohusz, archevêque de Mohilew (sorte de testament religieux du premier archevêque de Mohilew, qui fut en même temps le métropolitain de toutes les églises catholiques en Russie et se fit remarquer par son opposition à la curie romaine et ses tendances réformatrices visant la suppression du collège des cultes à Saint-Pétersbourg. Il mourut en 1826). — Ed. BOGUSŁAWSKI. Les antiquités slaves de Lutor Niéderlé et la théorie sur le caractère autochtone des populations slaves (à propos d'un ouvrage tchèque intitulé *Slovanské Starožitnosti*; fin au n<sup>o</sup> 2). — N<sup>o</sup> 2. J. F. GAJSLER. Deux légendes : celle de Piast et celle de Saint-Germain (relève une analogie entre les deux légendes). — W. SMOLENSKI. La noblesse de Wolhynie et la Constitution du 3 mai (à propos d'un ouvrage récent). — A. KRAUSHAR. Trois épisodes de l'activité publique du marquis Alexandre de Wielopolski en 1831. — M. GOYSKI. Les travaux concernant l'histoire polonaise aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> s. (parus durant ces sept dernières années; fin au n<sup>o</sup> 3). — N<sup>o</sup> 3. Al. BRÜCKNER. Cyrille et Méthode (examen des derniers travaux parus sur la question). — L. MÉYER. Sur la date de la naissance de Jules Slowacki.

---

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

---

**France.** — C'est avec un grand chagrin que nous avons appris le décès de F. BOURNON. Depuis plusieurs mois, on voyait décliner sa santé longtemps florissante et qu'il ne ménageait guère; mais il n'avait cessé de travailler; il se faisait peut-être illusion sur l'état de son mal, et sa bonne humeur, persistant au milieu de sa souffrance, finissait par faire aussi illusion à ses amis. Il est mort subitement le 2 janvier dernier. — Fernand-Auguste-Marie Bournon était né à Paris le 1<sup>er</sup> octobre 1857. Il sortit de l'École des chartes avec une thèse sur l'*Hôtel royal de Saint-Pol* qui parut dans le tome VI des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*. Archiviste du Loir-et-Cher, il composa plusieurs volumes d'inventaire et divers mémoires sur Blois et le Blésois. Plus tard, archiviste de Saint-Denis, il écrivit une *Petite histoire* de cette ville et publia un récit du capitaine Dezobry sur la *Défense de Saint-Denis en 1814*. Mais, par-dessus tout, Paris l'attirait. Il lui consacra de nombreuses publications, soit des œuvres de bonne vulgarisation, comme *Paris. Histoire, monument, administration* (1888), *Paris atlas* (1900), soixante-dix-sept monographies consacrées aux *Communes du département de la Seine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*; soit des œuvres d'une solide érudition comme le volume de *Rectifications et additions* à l'histoire de l'abbé Lebeuf (1890) et *La Bastille* (Histoire générale de Paris, 1893). Cette même année, il fonda la *Correspondance historique et archéologique*, où il inséra deux mémoires sur l'Assemblée provinciale de l'Ile-de-France en 1787-1790 et sur la création du département de Paris, ainsi que des documents, auxquels il attachait un grand prix, sur l'histoire de la Bibliothèque du roi au XVIII<sup>e</sup> siècle. Bibliophile passionné (il avait été l'élève préféré d'Anatole de Montaiglon et il composa la *Bibliographie* de ses œuvres, 1891, 1900), il a attaché son nom à celui de plusieurs grands écrivains de l'époque romantique : Sainte-Beuve, Mérimée, Victor Hugo. Journaliste aux *Débats*, il avait entrepris la table méthodique de ce journal depuis 1906 et il accomplit ponctuellement sa tâche quotidienne qui lui était une joie. Quand la mort vint le prendre, il préparait pour la collection des volumes verts de la ville de Paris un livre sur le Quartier des Écoles, affirmant ainsi l'unité de sa vie, en apparence si dispersée.

Ch. BÉMONT.

— On annonce la fondation d'une nouvelle revue historique, intitulée *Feuilles d'histoire du XVII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, et qui paraîtra tous les deux mois sous la direction de M. Arthur CHOUET. L'abonnement est de 20 fr. par an pour la France et 22 fr. pour l'étranger. Administration, 38, rue de Fleurus, Paris. Le premier fascicule vient de paraître.



— Le *Journal des savants* vient de subir une nouvelle transformation. Il sera désormais « publié spécialement sous les auspices de l'Académie des inscriptions et belles-lettres et réservé aux études qui constituent le domaine de cette Académie ». Il a été décidé, en outre, qu'il renfermerait : « 1° des nouvelles et des correspondances ; 2° des revues générales, spéciales à chaque science ». Abonnement annuel, 24 fr.

— Camille VALLAUX. *Géographie sociale. La mer* (Paris, O. Doin, 1908, in-18, 400 p.). — Eugène d'EICHTHAL. *Guerre et paix internationales* (Ibid., 1908, in-18, 300 p.). — La librairie O. Doin vient d'inaugurer une vaste encyclopédie scientifique, divisée en quarante sections et comprenant environ 1,000 volumes, sous la direction du Dr Toulouse. L'histoire n'y figurera que dans la « Bibliothèque de sociologie » et dans celle « d'économie politique ». Nous avons un très bon exemple du parti que l'on peut tirer de ce point de vue dans le volume de M. Vallaux. On y trouvera exposées avec talent des vues inspirées par les théories de Ratzel dans son *Anthropogeographie* et sa *Politische Geographie*, mais élaborées d'une manière très personnelle. M. Vallaux y étudie le rôle joué par la mer dans la répartition des populations, dans leur vie sociale et leurs industries, dans leurs relations ; les migrations maritimes, les mélanges de peuples qui en résultent, le peuplement par les côtes, enfin la circulation des mers, le mouvement et les résultats du commerce maritime, le caractère de la puissance maritime et de la domination sur les mers. C'est, on le voit, toute une partie de l'histoire de l'humanité envisagée à un point de vue géographique et pratique, et qui se trouve, par les vues générales qui en résultent, avoir un caractère philosophique. — L'ouvrage de M. Eugène d'Eichthal, qui fait partie de la « Bibliothèque d'économie politique », n'intéressera pas moins les historiens. Avec une grande précision et en évitant tout optimisme utopique, en montrant au contraire la complexité de chacun des phénomènes dont se compose la vie internationale, M. d'Eichthal examine les motifs qu'on peut avoir d'espérer voir les rapports des nations soumis à des règles juridiques pacifiquement acceptées, de même que les parties d'une même nation acceptent un régime commun réglé par des lois, et les motifs qui rendent difficile, sinon impossible, la réalisation de cet idéal. Les trois premiers chapitres sur la guerre, la paix armée et les conséquences économiques des guerres et le dernier chapitre sur les internationalismes, c'est-à-dire sur les accords, ententes, arbitrages qui préparent un état d'harmonie pacifique entre les nations, sont remarquables surtout par la clarté et la rigueur pénétrante avec laquelle les faits sont exposés et classés ; mais les chapitres iv, « Vues d'avenir tirées du passé », et v, « Les faits et les tendances », ont une véritable originalité, car c'est là que M. d'Eichthal étudie d'une part l'échec des essais d'unification des peuples et les difficultés d'un régime fédératif appliqué à des peuples nombreux et très différents les uns des autres ; d'autre part la coexistence dans la société moderne de tendances sinon belliqueuses, du moins

conquérantes, et de tendances pacifiques, et les éléments nouveaux de luttes qui se trouvent contenus dans des faits actuels en apparence favorables à la paix, comme le régime démocratique et les tendances socialistes. Néanmoins, il ressort visiblement de l'étude si complète de M. d'Eichthal qu'en dépit de tous les obstacles, le rôle de la guerre tend graduellement à diminuer et le désir d'un régime de paix internationale fondé en droit va grandissant; les bases de ce régime commencent même à être jetées.

G. M.

— *École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1909 pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe* (Mâcon, impr. Protat, 1909, in-8°, 130 p.). — Voici la liste des thèses analysées dans ce volume : J. BÉREUX. Compiègne depuis la fondation de Saint-Corneille jusqu'à l'abolition de la commune, 877-1319. — A. DE BOÜARD. Études de diplomatique sur les notaires du Châtelet de Paris avec un aperçu historique sur les origines du notariat français. — P. BOUVIER. Étude sur l'Hôtel-Dieu d'Orléans au moyen âge et au xvi<sup>e</sup> s. — F. GÉBELIN. Le gouvernement du maréchal de Matignon en Guyenne pendant l'inter règne, 1589-94. — P. GRAZIANI. Maillebois et l'insurrection corse, 1739-42. — E. GUITARD. L'école gothique religieuse du midi de la France. — J. LAFOND. Essai sur le Béarn sous l'administration de l'intendant d'Étigny, 1751-67. — P. LANCO. Charles Le Masle, évêque constitutionnel du département du Morbihan. — G. LE BARROIS D'ORGEVAL. Le tribunal des maréchaux de France. — L. LÉCUREUX. Étude sur la *Bouquechardière* de Jean de Courcy. — J. LONGNON. Essai sur la Chronique de Morée; édition de la version française précédée d'une introduction historique et philologique sur les diverses versions de cette chronique. — L. ROMIER. Études sur le rôle politique, administratif et militaire de Jacques d'Albon de Saint-André, 1512-1562. — M. ROUSSET. Étude biographique sur Eudes de Sully, évêque de Paris, 1197-1208. — J. SALVINI. L'application de la Pragmatique Sanction sous Charles VII et Louis XI au chapitre cathédral de Paris. — E. SAULNIER. Le rôle politique du cardinal de Bourbon (Charles X).

— Antoine VACHER. *Le Berry* (Paris, A. Colin, 1908, in-8°, 548 p.). — La remarquable thèse de M. Vacher sur le Berry, qui est avant tout une étude de géographie physique très approfondie, personnelle et originale, est précédée de deux chapitres d'une grande importance historique sur les confins du Berry et sur la géographie politique du Berry. M. Vacher y montre comment la géographie de cette région, une des unités territoriales les plus anciennes de la France, a influé sur ses destinées politiques et comment les transformations opérées par l'industrie de l'homme ont modifié et limité l'action de la nature. — G. M.

— L. GALLOIS. *Régions naturelles et noms de pays. Étude sur la région parisienne* (Paris, Armand Colin, 1908, in-8°, 356 p. et 8 pl.). — Dans cette étude, M. Gallois s'est proposé de préciser l'idée qu'on doit se faire de

ce que les géographes appellent des « régions naturelles » et d'établir dans quelle mesure il y a concordance entre ces régions et les anciens « pays » de formation historique. Il a été ainsi amené à écrire sur cette portion de notre territoire qui est comprise entre Laon et la Loire, la Normandie et la Champagne, un livre de géographie qui intéresse au plus haut point les historiens. Il passe successivement en revue la Beauce, le Hurepoix, le Gâtinais et la Puisaye, la Brie, la Gallevesse et le Montois, le Tardenois, l'Orceois, le Multien, le Valois, le Soissonnais, la Goële, le Servais et l'Aulnay, la « France » et le Parisis, le Vexin français et le pays de Thelle et se demande, à propos de chacun de ces pays, s'il correspond à une région naturelle. Pour cela, il interroge à la fois le sol et les documents. Il montre comment plusieurs de ces pays ont pris peu à peu, au cours des siècles, une individualité qu'ils n'avaient pas tout d'abord ; comment d'autres, au contraire, ont perdu celle qu'ils avaient ; comment, par exemple, le nom de Hurepoix a recouvert des territoires d'étendus très variable et, après avoir désigné toute l'antique Neustrie, entre Seine et Loire, en est arrivé à ne plus désigner qu'un coin de terre à peine localisable, et qu'en fait, dès une époque ancienne, on n'a plus su au juste comment localiser. Le livre se termine par six appendices consacrés à l'étude de quelques autres régions (le Bassigny, la Woëvre et la Haye, le Vivarais) et à une revue critique des cartes de la région parisienne antérieures à celle de Cassini.

L. H.

— Jules COULET. *Études sur l'ancien poème français du Voyage de Charlemagne en Orient* (Montpellier, 1907, in-8°, 466 p.). — Id., *Étude sur l'office de Gironne en l'honneur de saint Charlemagne* (Ibid., 1907, in-8°, 167 p.). — Ces deux ouvrages, qui forment les t. XIX et XX des *Publications de la Société pour l'étude des langues romanes*, ne touchent à l'histoire qu'indirectement, mais ils méritent à tous égards d'être connus des historiens. Le premier est une étude très fouillée d'un des poèmes les plus remarquables de notre ancienne littérature. Cette curieuse légende du pèlerinage de Charlemagne en Terre-Sainte n'est pas absolument dénuée de fondement historique. En 799, une ambassade du patriarche de Jérusalem apporta à Charlemagne, avec son hommage, différentes reliques du Saint-Sépulcre. En 800, une nouvelle ambassade lui remit les clefs du Saint-Sépulcre, du Calvaire, de Jérusalem, du « mont Sion » et l'étendard (*verillum*) symbolisant le pays tout entier que le patriarche lui offrait, et la diplomatie carolingienne s'employa dès lors activement auprès du calife Haroun-al-Raschid afin d'obtenir la consécration d'un état de choses désiré par le patriarche et en partie instauré par lui. Enfin, en 807, le calife concéda à Charlemagne la souveraineté sur les Lieux saints. C'est l'extraordinaire développement de ces faits historiques dans l'épopée qui constitue l'intérêt de cette pénétrante analyse, où la question des reliques de Saint-Denis est étudiée avec grand soin, comme, du reste, tout ce qui, dans le poème, se rattache aux croyances, aux légendes ou à l'histoire

littéraire du moyen âge. La conclusion de M. Coulet est aussi à remarquer, car elle n'est pas d'accord avec la théorie de M. Bédier sur l'origine des chansons épiques de la « matière de France ». — Dans le second volume, M. Coulet étudie l'office liturgique consacré à saint Charlemagne par l'église de Girone. Cet office n'intéresse pas seulement la curieuse histoire de la canonisation du grand empereur; il est étroitement apparenté à notre ancienne poésie héroïque. Il met en œuvre une tradition que l'on retrouve dans le *Tractatus de captione Gerunde* et les chansons de geste et nous renseigne sur la façon dont s'est constituée l'histoire poétique de Girone. On avait cru pouvoir établir que l'office supposait comme source un groupe d'épopées provençales concernant la prise de Carcassonne par Charlemagne, celle de Narbonne et celle de Girone. M. Coulet établit que l'unique source de l'office, en dehors de la tradition locale, est le *Pseudo-Philomena*. C'est à l'étude de ce texte qu'il convient de demander s'il suppose réellement l'existence d'un groupe de poèmes provençaux. Ph. LAUER.

— Adrien FORTIN. *Les croisades* (Paris, Bloud, 1909, in-16, 63 p.; coll. des *Questions historiques*). — Petit résumé bien fait. L'auteur ne paraît pas avoir lu les travaux d'érudition consacrés aux croisades; mais il a puisé intelligemment dans de bons ouvrages de seconde main. En outre, pour le début du xiii<sup>e</sup> siècle, il a pu tirer parti de l'*Innocent III* de M. Luchaire. L. H.

— C. CHABRUN. *Les bourgeois du roi* (Paris, A. Rousseau, 1908, in-8°, 198 p.). — Dans ce mémoire, M. Chabrun soutient les thèses suivantes : 1<sup>o</sup> au moyen âge, en France, pas de bourgeois du roi qui ne soit rattaché à une ville royale, autrement dit, « pas de bourgeoisie personnelle, sauf en Champagne, où elle est un reste des anciennes institutions locales ». 2<sup>o</sup> « Les bourgeois forains des villes que l'on rencontre dans les textes du xiii<sup>e</sup> siècle n'ont plus subsisté qu'à l'état d'exception après l'ordonnance de 1287 ». 3<sup>o</sup> « Ces bourgeois ont parfois commis des abus, mais la royauté ne semble pas les avoir favorisés; on ne peut donc pas dire que la bourgeoisie foraine ait été entre les mains des rois un instrument de lutte contre les justices féodales ». — Cette dissertation est bien conduite; mais on aurait tort d'en conclure que l'opinion commune au sujet des nouvelles avoueries et des bourgeoisies foraines est sans fondement : il n'est pas douteux que, en fait, sinon par l'effet d'une politique raisonnée des rois ou de leurs agents, ces pratiques ont été très gênantes au xiii<sup>e</sup> siècle pour les justices féodales. — L'auteur publie en appendice un texte critique de l'ordonnance de 1287-1303 sur les bourgeoisies; le dossier de Bernard Manant, bourgeois de Nonette (Arch. nat., J 1046); et quelques autres documents. Il fait preuve à ce propos d'une certaine inexpérience paléographique et philologique. Ch.-V. L.

— Archives nationales. *Inventaire analytique des ordonnances enregistrées au Parlement de Paris jusqu'à la mort de Louis XII*, par Henri

STEIN (Paris, Impr. nationale, 1908, in-4°, xi-132 p.). — On trouvera dans ce volume l'inventaire détaillé des divers actes du pouvoir souverain enregistrés par ordre du roi au Parlement de Paris et compris dans les registres X<sup>1a</sup> 8602-8610 ainsi que dans le registre U 446, distrait à tort de la série X<sup>1a</sup>, en tête de laquelle il aurait dû être placé. Les premiers actes enregistrés remontent à l'époque de Philippe VI de Valois, mais certains ne sont que des vidimus d'actes plus anciens (depuis 1254). L'analyse de chaque pièce est suivie d'indications bibliographiques et le volume se clôt par une table alphabétique des matières, des noms de personnes et de lieux, très soigneusement dressée. L'inventaire s'arrête provisoirement à la mort de Louis XII; mais il sera continué. Il a été cependant décidé que, pour éviter un double emploi avec la publication des *Ordonnances* de François I<sup>er</sup> entreprise par l'Académie des sciences morales, le deuxième fascicule ne reprendrait qu'à la mort de François I<sup>er</sup>, en 1547.

L. H.

— *Le prisonnier déconforté du château de Loches, poème inédit du XV<sup>e</sup> siècle*, publ. p. Pierre CHAMPION (Paris, H. Champion, 1909, in-8°, xxii-88 p. et 2 pl.; t. VII de la *Bibliothèque du XV<sup>e</sup> siècle*). — Le poème que publie M. Champion intéresse avant tout l'histoire littéraire; mais les historiens proprement dits feront bien de le parcourir; ils y trouveront quelques détails curieux sur la mentalité des prisonniers d'Etat au xv<sup>e</sup> siècle. M. Champion en a pris texte pour nous donner des renseignements nouveaux sur d'autres prisonniers poètes au temps de Louis XI et de Charles VIII, pour dresser une liste des prisonniers d'Etat enfermés à Loches au xv<sup>e</sup> siècle et enfin pour décrire la prison de Loches d'après ce qu'il en reste aujourd'hui et d'après les textes de l'époque.

L. H.

— F. DUINE. *Avant Bossuet. Cohon, évêque de Nîmes et de Dol, précepteur des neveux de Mazarin, prédicateur du roi. Étude historique et littéraire* (Paris, H. Champion, 1908, in-8°, 136 p.; extr. du *Bull. de la comm. hist. et arch. de la Mayenne*). — L'auteur, qui a déjà donné une étude biographique sur Cohon, précise quelques traits de ce prélat « mazarin », ambitieux et avisé, dont la vie est un assez bon type de carrière épiscopale; tous les évêques ne pouvaient pas être des saints, des héros ni des génies. On comprend mieux, après avoir lu M. Duine, ce qui fait la véritable originalité de Bossuet.

H. HR.

— Jean TABOUREAU. *Un moraliste militaire du XVI<sup>e</sup> siècle, François de la Noue, 1531-1591* (Paris, H. Charles-Lavauzelle, [1908,] in-8°, 55 p.). — C'est, on le sait, une figure bien curieuse que celle de ce huguenot du xvi<sup>e</sup> siècle, brave soldat s'il en fut, bien que dépourvu de tout instinct sanguinaire, conciliant les vertus guerrières avec l'humanité, aussi préoccupé du bien-être et de la moralité du troupière que s'il avait lu les dernières instructions sur « le rôle social de l'officier ». On comprend que ce sujet ait tenté un officier. M. le lieutenant Taboureau en a tiré un petit livret alerte et sain, où il a seulement le



tort de présenter comme des découvertes des choses qui avaient déjà été dites : « La Noue n'était pour moi qu'un nom...; un hasard me fit découvrir un des rares exemplaires de son livre; la belle âme antique, naïve et profonde de ce vieil auteur me plut, je me pris à l'aimer et j'ai voulu le dire. »  
H. HR.

— I. BOURLON. *Les assemblées du clergé et le protestantisme* (Paris, Bloud, 1909, in-16, 125 p.; coll. des *Questions historiques*). — Dans cette brochure de vulgarisation, M. Bourlon cherche à dégager l'attitude des assemblées du clergé à l'égard de la R. P. R. Il s'appuie sur les procès-verbaux des assemblées, sur les travaux de M. Serbat, sur les siens propres. Malgré ces précautions, je ne crois pas qu'on puisse le louer d'avoir atteint à la véritable impartialité. P. 57 : demander (en 1656) l'égal accès aux charges publiques, garanti cependant par l'Édit, répondre aux attaques du clergé par des libelles, réclamer un synode national, ce sont là, pour M. Bourlon, de la part des réformés, des « excès » difficilement tolérables. P. 88 : la loi sur les relaps est « suffisamment justifiée ». L'affirmation de la p. 8, que le *Cujus regio* « était comme un axiome reçu partout », se concilie difficilement avec ce fait (p. 9) qu'à Blois, en 1576, « on discuta longtemps pour savoir s'il était opportun de déclarer qu'il n'y avait qu'une religion en France », c'est-à-dire précisément si l'on mettrait ou non en question cet axiome. Au même endroit, relever cette affirmation, peut-être exagérée d'ailleurs, que le concile national et libre « eût amené très probablement l'établissement officiel de la R. R. en France ». P. 20 : il est très contestable que l'Édit de 1598 fût aussi favorable aux réformés que celui de 1577. P. 90 : si l'assemblée ne fut pas consultée en 1693, les évêques le furent. — Le dernier chapitre est une intéressante étude sur « la caisse des ministres convertis ».  
H. HR.

— André LECOCQ. *La question sociale au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, Bloud, 1909, in-16, 126 p.; coll. des *Questions de sociologie*). — Résumé fait surtout à l'aide des livres de MM. A. Lichtenberger et A. Espinas. L'auteur écrit un peu trop vite (p. 7) : « La grande industrie n'existait pas. On ignorait ces grandes usines où s'entassaient des centaines d'ouvriers... » Il cite (p. 9) Karéïev d'après le compte-rendu consacré par M. Maury à l'édition russe de 1879, au lieu de renvoyer à la traduction française. L'exposé des théories du XVIII<sup>e</sup> siècle est fait avec clarté, verve et sympathie.  
H. HR.

— O. GRANAT. *Le livre d'or de la vigne en Agenais et en Lot-et-Garonne depuis l'hiver de 1709 jusqu'en 1908* (Rec. des trav. de la Soc. d'agr., sc. et arts d'Agen, 2<sup>e</sup> série, t. XV, p. 335-549). — Les historiens goûteront particulièrement les détails sur la culture de la vigne et le commerce des vins dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
H. HR.

— Pierre CARON. *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de France depuis 1789*; fasc. 3 (Paris, Cornély, 1908, in-8°, p. 321-480). — Ce troisième fascicule, rédigé d'après les mêmes prin-

cipes que les deux premiers (cf. *Rev. hist.*, t. XCVIII, p. 214), comprend la suite des travaux relatifs à l'histoire militaire dans l'ordre suivant : 1° histoire des campagnes (fin : époques de la Révolution, de l'Empire, de 1815 à 1870, guerre de 1870-71); 2° histoire de la marine de guerre; 3° biographies des militaires des armées de terre et de mer, classées par ordre alphabétique des noms de personnes (de A à G). Pour la guerre de 1870-71, M. Caron ne relève que « les publications qui ont été jugées les plus importantes », se contentant, pour le surplus, de renvoyer aux bibliographies spéciales, notamment à celle du général Palat, parue en 1896. On peut le regretter; car un tel choix est nécessairement arbitraire et une bibliographie comme celle-ci, limitée aux publications de trente années, devrait avoir pour principal mérite d'être complète. Il est vrai que c'est là un idéal difficile à atteindre et qu'on pourrait relever des lacunes dans d'autres sections de ce répertoire, par exemple dans celle qui est consacrée aux « biographies des militaires ». L'essentiel, en somme, c'est que le choix soit fait d'une manière raisonnable; et il semble qu'à cet égard M. Caron ait agi pour le mieux.

L. H.

— V<sup>te</sup> DE BONALD. *François Chabot, membre de la Convention, 1756-1794* (Paris, Émile-Paul, 1908, in-8°, xn-356 p.). — Chabot n'est certes pas un personnage sympathique. Ce capucin qui professait sur la morale des idées aussi larges que les manches d'un cordelier du temps de Rabelais, ce détroqué devenu terroriste sans cesser d'être un coureur d'aventures galantes et aussi un coureur de dote, n'est pas un personnage très-recommandable. Il semble bien cependant que M. de Bonald, qui n'est pas exempt de passions politiques, ait cédé à la tentation de le noircir. Des documents qu'il a recueillis aux Archives nationales, aux archives du Tarn et du Loir-et-Cher, il ne ressort pas avec certitude que Chabot soit entré dans une conspiration royaliste, ni que les Frey, ses beaux-frères, aient été des agents de l'Autriche. Quant aux affirmations du baron de Batz, elles ne peuvent être crues sans réserve.

H. HR.

— Alfred LEROUX. *Les sources du département de la Haute-Vienne pendant la Révolution* (Limoges, Ducourtieux et Gout, 1908, in-8°, 170 p.). — Cet excellent travail, rédigé sur le vœu du Conseil général, présente, dans sa première partie, un inventaire sommaire des archives départementales, communales, hospitalières, notariales, des papiers des greffes, des chartiers particuliers, des manuscrits des bibliothèques publiques de la Haute-Vienne, des archives et bibliothèques de Paris et de celles des autres départements où l'on a pu retrouver des sources pour l'histoire révolutionnaire de cette région. Dans la seconde partie de son mémoire, M. Leroux nous parle des recueils de documents déjà publiés, nous en donne le catalogue sommaire et signale aussi les récits des chroniqueurs contemporains. Un double appendice (*Travaux publiés et Analyse de l'histoire du département entre 1789 et 1800*) renferme des indications précises dont les érudits locaux feront leur profit. Le jour

où chaque département posséderait un guide aussi utile pour les travailleurs, l'histoire de la Révolution en province aurait fait un grand pas en avant.

R.

— Joseph COMBET. *Une commune rurale de Provence pendant la Révolution, 1789-1799* (Draguignan, impr. Latil, 1908, in-8°, 56 p.; extr. du *Bulletin de la Soc. d'études scient. et arch. de Draguignan*). — Cette monographie sur le bourg du Castellet permet de constater, une fois de plus (ce que contestent encore tant de gens du métier), que le plus chétif hameau a son histoire, et qu'il peut être très intéressant d'y retrouver comme un microcosme de l'histoire nationale. C'est bien le cas ici, soit que l'enthousiasme naïf des Castellins s'épanche en hymnes de joie à la liberté, soit que leur antipathie pour le clergé constitutionnel leur fasse traiter les assermentés de *camelets* (chameaux) et de *marrias*, ou que leur haine pour les « monuments du despotisme » les pousse à sommer M<sup>me</sup> de Bausset de démolir les créneaux de son château et son pigeonnier. Arrestations d'émigrés, levée de quatre volontaires (dont un maçon de soixante et onze ans), séances de la Société populaire, autels à la patrie, le Castellet a eu tout cela comme mille autres cités, grandes et petites, mais il n'y en a pas eu beaucoup qui envoyèrent, comme lui, des députations officielles au couronnement de la sainte Vierge, à Foulon, en juillet 1793.

R.

— Joseph COMBET. *Les fêtes révolutionnaires à Nice* (Nice, impr. Maliano, 1907, in-8°, 42 p.; extr. des *Annales de la Soc. des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes*). — Cette étude a été rédigée surtout d'après les registres du Conseil municipal de Nice, de 1792 à 1799, déposés à la Bibliothèque municipale, les procès-verbaux de la Société populaire de Nice (1792-an III) et les mémoires manuscrits (italiens) de Bonifaci sur l'histoire niçoise. On y suit les engouements et les brusques retours des masses populaires, fusillant tour à tour les mannequins de Pitt et de Robespierre, acclamant « la mort du dernier tyran », puis entonnant le *Réveil du peuple* et criant : « Merda pour la République ! » L'auteur marque surtout les raisons pour lesquelles les tendances anti-religieuses de la Révolution devaient, « plus encore que partout ailleurs », échouer dans les Alpes-Maritimes, dont les habitants, gais, amoureux de bruit, prédisposés à célébrer toutes les fêtes possibles, restaient profondément attachés à l'Eglise.

R.

— *Papiers de Chaumette*, publ. p. F. BRAESCH, pour la Société de l'histoire de la Révolution française (Paris, Cornély, 1908, in-8°, 232 p.). — C'est un bagage littéraire et politique assez pauvre, et ce qu'il y a de plus intéressant dans le volume c'est la longue et très consciencieuse introduction de l'éditeur sur la vie et les idées du procureur de la commune de Paris, Pierre (dit Anaxagore) Chaumette. M. Braesch n'est pas précisément tendre pour le fils du cordonnier de Nevers auquel sa naïve confiance en son propre mérite et son bagout révolutionnaire, bien plus que ses talents, ont permis de jouer un cer-

tain rôle, parmi les démagogues de second ordre, de 1791 à 1794. Je ne pense pas qu'on puisse différer d'opinion avec M. Braesch quand il nous le montre « homme du peuple, sachant se servir du peuple, enthousiaste et bas, un grand fonds de lâcheté avec des élans d'audace » (p. 17) et, ce qui pis est, cachant une dépravation profonde sous la sévérité affectée de son langage (p. 23). Des écrits de Chaumette réunis ici, les plus intéressants sont les *Notes autobiographiques* (p. 129), qui vont de septembre 1790 à décembre 1792, et les *Mémoires sur la révolution du 31 mai* (p. 178), mais il ne faudrait les utiliser qu'avec prudence et ils me semblent curieux surtout comme un témoignage authentique de l'incommensurable vanité du personnage. On aurait désiré dans l'introduction, si soignée d'ailleurs, de M. Braesch, plus de détails sur l'activité antireligieuse du procureur de la commune de Paris, qui provoqua l'arrêt du 3 frimaire sur la fermeture des églises, arrêté si piteusement révoqué quelques jours plus tard, ce qui n'empêcha pas le renvoi de Chaumette devant le tribunal révolutionnaire et son exécution, le 13 avril 1794.

R.

— HECTOR FLEISCHMANN. *La guillotine en 1793* (Paris, Libr. des publications illustrées, 1908, in-18, 316 p.). — Dans ce volume, « d'après des documents inédits des Archives nationales », M. Fleischmann a peint l'activité de la guillotine dans une série de chapitres, aux titres truculents (*L'aurore du couteau. — L'épopée de la fille à Guillotin*, etc.), et parfois avec un lyrisme qui s'associe bizarrement au réalisme horrible de son sujet. A côté de quelques données nouvelles ou du moins peu connues, on y rencontre bien des anecdotes douteuses (p. 161, 196, etc.). L'auteur, qui nous annonce une *Apologie de Robespierre* et une *Réhabilitation de Fouquier-Tinville*, et pour qui Saint-Just est « un archange jacobin », est assez dur pour les modérés; mais cela ne lui donne pas le droit d'appeler M<sup>me</sup> Roland « la maîtresse de Buzot ». On pourrait relever d'assez nombreuses erreurs et inexactitudes au cours du récit. M. Fleischmann appelle le représentant Dentzel, *Deutzel*; il raconte le vote des articles proposés par le docteur Guillotin, au 21 janvier 1790, et il ajoute : « Date qui sera quatre ans plus tard un tragique anniversaire » (p. 29). Il fait mourir l'abbé Edgeworth à Mitau, en 1807, de la fièvre putride communiquée par les blessés d'*Iéna* (p. 203). Il confond l'agent de Robespierre à Bordeaux, le jeune Marc-Antoine Jullien, avec son père, du même nom, député de la Drôme (p. 255). Il appelle la femme du député montagnard « M<sup>me</sup> de Cavaignac », etc. Quant aux lignes sybillines de la fin, d'autres encore que moi, sans doute, renonceront à comprendre comment « la tragédie de 1793 pacifia les esprits de 1805 » (p. 312).

R.

— G. CAUDRILLIER. *L'Association royaliste de l'Institut philanthropique à Bordeaux et la conspiration anglaise en France pendant la deuxième coalition* (Paris, Soc. franç. d'impr. et de libr., 1908, in-8°, xxviii-90 p.). — Contribution très curieuse à l'histoire des menées royalistes en France sous le Consulat, M. Caudrillier a, sur des documents presque



tous inédits, reconstitué ces intrigues des agents de Monsieur dans le sud-ouest et raconté la création des Instituts philanthropiques, commencée en 1796, et leur activité très grande durant la crise qui s'étend de la bataille de Zurich à celle de Marengo; c'est la première partie du travail; la seconde s'occupe du complot bordelais de l'an VIII, découvert par le commissaire Pierre et le préfet Thibaudeau, mais si habilement agencé, qu'on doit finalement libérer les coupables, qui récidivèrent néanmoins en 1804. En 1814, c'est grâce aux affiliés de l'Institut que Bordeaux ouvrit, dès le mois de mars, ses portes aux Bourbons et aux Anglais. En dehors des archives locales, M. Caudrillier a dépouillé pour son étude les dossiers des Archives nationales et a consulté ceux du Record Office à Londres.

R.

— Adolphe LAIR. *L'Institut de France et le second Empire. Souvenirs anecdotiques* (Paris, Plon, 1908, in-12, vi-227 p.). — Ce livre est notamment issu des souvenirs inédits de M. Dubois, de la Loire-Inférieure, l'ancien directeur du *Globe* et de l'École normale, d'après des conversations de Damiron et de Saint-Marc-Girardin. Il y est question de l'élection d'Odilon Barrot à l'Académie des sciences morales, en 1855, malgré l'opposition du ministre Fortoul, de l'échec de la candidature Magne en 1859, de la première candidature de Jules Simon battu par l'opposition de Cousin. Il y est question surtout du décret impérial du 14 avril 1855 qui fut comme un coup d'état académique : le 1<sup>er</sup> mars avaient été élus deux adversaires du gouvernement, Legouvé et le duc de Broglie; le décret du 14 avril créa à l'Académie des sciences morales une nouvelle section de Politique, administration, finances, en nomma les dix premiers membres, chargea le ministre de l'Instruction publique de l'organisation des séances, institua l'intervention du gouvernement dans le jugement des concours, la nomination des fonctionnaires de l'Institut par le gouvernement. L'émotion fut grande dans les Académies; puis la conciliation se fit, l'Institut reprit ses privilèges, et Duruy supprima la nouvelle section. Dans l'intervalle, et pour faire passer son décret, le gouvernement avait institué un prix triennal de 30,000 francs; il y eut de longues discussions sur le mode d'attribution; il fut difficile d'y mettre d'accord les diverses sections. Fizeau l'emporta d'abord sur Botta, Laprade et Beulé. Puis le prix fut transformé en 1860 en un prix biennal de 20,000 francs, à décerner par chacune des cinq Académies à tour de rôle; il fut d'abord attribué à l'Académie française; Jules Simon fut candidat contre George Sand et Henri Martin; ce fut Thiers qui eut le prix.

E. D.

— Baron Albert VERLY. *Souvenirs du second Empire : les étapes douloureuses (l'Empereur de Metz à Sedan)*. Préface par Étienne CHARLES (Paris, Daragon, 1908, in-8°, 274 p. et 6 pl.). — Le livre est dédié au fils de l'auteur qui ne se laissera pas « émouvoir par les doctrines des intellectuels et des sans-patrie ». Avec quelques lettres du père de l'auteur et de quelques autres Cent-Gardes, d'un ton très sévère pour l'impératrice, « oublieuse de ses devoirs de veuve et de mère » (p. 187), on



suit la retraite du prince impérial de Châlons à Maubeuge, et surtout l'Empereur, ses allées et venues sur le champ de bataille de Sedan, les preuves qu'un obus éclata sous le nez de son cheval, les étapes douloureuses de Donchery et du château de Bellevue : image falote qui passe parmi le désastre, malade et sans volonté. C'est pourquoi l'auteur de la préface adresse un appel chaleureux aux « tyrans futurs » ; on ne saisit pas aisément la logique de ce raisonnement. E. D.

— A. DE SALINIS. *Le protectorat français sur la côte des Esclaves; la campagne du « Sané », 1889-1890*, d'après des documents inédits. Préface du vice-amiral DE CUVERVILLE (Paris, Perrin, 1908, in-8°, vii-575 p.). — M. le vice-amiral de Cuverville présente ce livre comme « un fragment d'histoire contemporaine qui éclaire la politique extérieure néfaste d'un gouvernement athée », d'un « gouvernement maçonnique » qui fait mieux les affaires de l'étranger que celles de la France. Cette présentation ne peut que faire du tort à l'ouvrage, qui vaut mieux que sa préface. L'auteur s'attarde pendant plus de cent pages aux discussions du Parlement sur l'affaire du Dahomey et à la politique coloniale de M. Étienne ; il y a plus d'intérêt ensuite dans les circonstances de la campagne que le *Sané* ne fit pas sur les côtes de Porto-Novo et de Cotonou ; car il s'agit du malentendu entre les Colonies et la Marine, de la dualité ou même de la contradiction des instructions adressées au docteur Bayol ou au commandant Léopold Fournier, pour le grand profit du roi Behanzin, qui fit enlever des otages à Ouidah, et parmi eux le Père Dorgère. Cet épisode regrettable de notre politique coloniale s'acheva par la chute du ministère Cavaignac. Le prestige de la France fut rétabli par le glorieux combat d'Atchoupa, le 25 avril 1890, qui sauva les otages. Dès lors, on put traiter avec le roi Behanzin, et ce fut la mission confiée au contre-amiral de Cuverville ; il en eût préféré une autre, mais, disait-il : « Nous avons tous le devoir d'obéir aux ordres du gouvernement, et cela quelles que puissent être nos idées personnelles. » Il paraît que la morale de cette histoire, c'est que la condition de la grandeur de la France est dans l'union du soldat et du missionnaire : *Gesta Dei per Francos*. E. D.

— Lieut.-col. PÉROZ. *Hors des chemins battus. Vie et aventures d'un soldat de fortune* (Paris, Calmann-Lévy, [1908,] in-12, ii-441 p.). — Ce sont des scènes de la vie d'un officier au Tonkin sous le gouvernement de M. Doumer. Chargé par le gouverneur général et le général Bichot de pacifier le massif du Yen-Thé, encore occupé par le chef Dé-Tham, le commandant Péroz se mit en rapport avec les missionnaires du pays ; il employa des colonnes légères aussi mobiles et mieux armées que les pirates : d'où quelques scènes dramatiques de surprises et d'embuscades, racontées avec quelque agrément. Le Dé-Tham se soumit, fut pardonné et laissé dans un important domaine du pays ; M. Doumer vint constater la pacification du Yen-Thé. Les résultats obtenus furent encore un moment compromis par Ky-Dong, l'enfant du miracle ; de

naissance merveilleuse, le gouvernement français fonda sur lui de grandes espérances, le fit élever à Alger, à Paris, en fit un bachelier des sciences; renvoyé là-bas, il entreprit la colonisation du Yen-Thé, avec tous les concours de l'administration française; en réalité, il réunissait des armes et pensait soulever à son profit tout le Tonkin; il fut arrêté à temps et rendu inoffensif par le commandant Péroz, qui fut promu à cette occasion. E. D.

— Général DONOP. *Lettres sur l'Algérie, 1907-1908* (Paris, Plon, 1908, in-12, 340 p.). — Ces lettres ont été publiées d'abord par la *Gazette de France*. Une rapide excursion par Alger, Oran, Tlemcen, Sétif, Constantine, la Kabylie, donne occasion à quelques souvenirs militaires, parfois personnels, à quelques notations économiques d'un caractère très superficiel, à des observations sur la décomposition de l'armée d'Afrique, qui ne vaut pas celle du passé, à quelques manifestations plus ou moins éloquentes... contre Michelet, le « faux historien », contre la loi de séparation, contre les « officines de propagande protestante », contre le gouvernement de la République, contre les « blocards », notamment Clémenceau et Picquart, contre les instituteurs de France, des « Aliborons » (le mot n'a même pas le mérite de la nouveauté); tout cela n'ajoute rien à la valeur du livre, l'auteur étant d'ailleurs obligé de constater lui-même la grande prospérité matérielle de l'Algérie après trente-huit ans de république. E. D.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — INVENTAIRES. — Inventaire sommaire des arch. des Affaires étrangères. Correspondance politique; t. II, 1<sup>re</sup> partie : Bade-Dantzig. Impr. nationale, 299 p. — D. Jordell. Catalogue général de la librairie franç.; t. XVIII (1900-1905), 3<sup>e</sup> fasc. : Devez-Hyvert. Per-Lamm, p. 481-804. — E. Laurain. Catalogue de la bibl. municipale de Mayenne. Mayenne, Bridoux, vi-338 p.

DOCUMENTS. — *Buhot de Kersers*. Correspondance de La Tour d'Auvergne (Corret). Bourges, impr. Tardy-Pigelet, viii-390 p. — E. Espérandieu. Recueil général des bas-reliefs de la Gaule romaine; t. II : Aquitaine. Impr. nationale, in-4<sup>e</sup>, viii-478 p. — L. Froger. Inventaire des titres de l'abbaye de Beaulieu, avec table, par E. Vallée. Le Mans, Archives histor. du Maine, vi-313 p. — J. de Lamollière. Extrait de mon livre de famille, 1150-1908. Blois, impr. E. Rivière, 111 p.

HISTOIRE LOCALE. — A. Baraud. L'ancienne Roche-sur-Yon et la vieille Vendée. Niort, Clouzet, iv-304 p. — P. Bert. Hist. de la révocation de l'édit de Nantes à Bordeaux et dans le Bordelais. Bordeaux, Mounastre-Picamilh, ix-106 p. (extr. de la Rev. hist. de Bordeaux). — Casabianca. Hist. de la paroisse de N.-D. de Bonne-Nouvelle. Poussielgue, xxxiv-527 p. — M. Charoy. Étude hist. sur le château de Meung-sur-Loire. Orléans, impr. Gout, v-222 p. (extr. des Mém. de la Soc. d'agric. d'Orléans). — L. Debidour. Essai sur l'hist. de l'abbaye bénédictine de Saint-Taurin d'Évreux jusqu'au xiv<sup>e</sup> s. Évreux, impr. Hérissay, 161 p. — Gatlin. Versailles pendant la Révolution franç. Versailles, impr. Aubert, 340 p. — L.-A. Gauthier. Guerre de 1870-71. Récits inédits sur le combat de Ladon (Loiret), 24 nov. 1870. Verneuil, impr. Aubert, 104 p. — E. Goudal. Hist. du collège de Villefranche-de-Rouergue. Villefranche, Salingardas,

120 p. — *Abbé P. Grégoire*. Les martyrs nautals de sept. 1792 : Lizean de la Mulonnière et J. Bécavin. Nantes, l'auteur, 140 p. — *Malauissène*. L'évolution d'un village-frontière de Provence. Saint-Jeannet (Alpes-Maritimes). A. Picard, xii-429 p. — *Abbé C. Métais*. Église de N.-D. de Josaphat, d'après les documents hist. et les fouilles récentes. Chartres, l'auteur, 204 p. et pl. — *E. Moitron*. Saint Pourçain et son temps (v<sup>e</sup> siècle). Saint-Pourçain-sur-Sioule, A. Raymond, 416 p. — *P.-A. Pidoux*. Vie des saints de Franche-Comté; t. II. Lons-le-Saunier, Gey et Guy, in-16, xiv-346 p. — *A. Prévost*. Hist. du diocèse de Troyes pendant la Révolution; t. I. Troyes, impr. Frémont, LXVI-687 p. — *P. Schanher*. Hist. du séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 1612-1908; t. I (1612-1792). Desclée, x-578 p.

N. B. — Sauf indications contraires, ces volumes sont in-8° et édités à Paris.

**Allemagne.** — *Byzantinische Zeitschrift. Generalregister zu Bd. I-XII, 1892-1903*, par Paul MARC (Leipzig, Teubner, 1909, in-8°, viii-592 p.). — Cette table des douze premières années de la *Byzantinische Zeitschrift*, que M. P. Marc a pu entreprendre grâce aux subventions de l'Académie royale des sciences de Bavière, rendra les plus grands services aux travailleurs et constituera la bibliographie la plus complète qu'on puisse souhaiter des études byzantines au cours de ces douze années. Elle comprend quatre divisions : « I. Personen und Sachen (table méthodique très complète). II. A. Griechische Wörter. B. Lateinisch-romanische und germanische Wörter. III. Handschriften. IV. Mitarbeiter und Rezensenten besprochene Autoren und Zeitschriften und Nekrologe von Band I-XVI ».

L. B.

— Ludwig TRAUBE. *Vorlesungen und Abhandlungen*, publ. p. Franz BOLL; t. I : *Zur Paläographie und Handschriftenkunde*, publ. p. Paul LEHMANN (München, O. Beck, 1909, in-8°, LXXV-263 p.). — Ludwig Traube est mort au mois de mai 1907 sans avoir pu achever la plupart des travaux qu'il préparait sur la paléographie et la littérature latine du moyen âge. Ses amis et ses disciples n'ont pas voulu que tout fût perdu de cet immense labeur et ils ont décidé de publier ce qui, dans les papiers du défunt, leur paraissait présenter un réel intérêt. Ce premier volume d'un recueil qui en doit comprendre cinq est tout entier consacré à la paléographie et à l'histoire des manuscrits. Le morceau essentiel est une histoire de la paléographie depuis Papebroch jusqu'à nos jours. Généralement fort bien informé (il y a cependant quelques menues erreurs, par exemple en ce qui concerne l'enseignement de la paléographie à l'École des chartes), Traube juge l'œuvre des paléographes anciens et modernes avec une grande indépendance d'esprit et donne sur le travail accompli en chaque pays des renseignements précis et pleins d'intérêt. Le volume contient encore une histoire sommaire des manuscrits et des bibliothèques et quelques pages sur l'histoire des abréviations. En appendice, M. Paul Lehmann, qui s'est chargé de revoir pour l'impression les mémoires précédents, donne, d'après les papiers de Traube et d'après ses propres recherches, un catalogue très développé des manuscrits latins écrits en ancienne capi-

tales et en onciales. M. Franz Boll a placé en tête de ce premier volume une intéressante notice biographique, que M. Lehmann a complétée en dressant la liste des ouvrages publiés par Traube. Les volumes suivants contiendront une histoire de la demi-onciale, à laquelle Traube travaillait depuis de longues années et que M. Lehmann se propose d'achever; des études sur la philologie et la littérature latines du moyen âge; enfin un recueil des petites dissertations que Traube avait fait paraître dans diverses revues.

L. H.

— *Die Gedichte des Paulus Diaconus*, publ. p. Karl NEFF (München, O. Beck, 1908, in-8°, xx-231 p. et 1 pl.; *Quellen und Untersuchungen sur lateinische Philologie des Mittelalters*, fondées par L. Traube, t. III, fasc. 4). — Les difficultés particulières que présente l'établissement du texte et surtout l'interprétation et l'attribution même des poésies mises sous le nom de Paul Diacre expliquent que M. Neff ait cru devoir nous en donner une nouvelle édition. Il a pu utiliser pour la préparer plusieurs manuscrits dont M. Ernst Dümmler n'avait pas eu connaissance lorsqu'il publia dans les *Monumenta Germaniae* le tome I des *Poetae latini aevi carolini*. En outre, M. Neff a poussé bien plus loin que ne l'avait fait M. Dümmler l'étude de la langue de Paul Diacre, ce qui lui a permis de corriger plus d'une leçon fautive. Pour l'intelligence même des poèmes, son commentaire sera des plus précieux : chaque pièce est accompagnée de notes très développées et précédée d'une analyse et d'un exposé des circonstances qui justifient la composition de l'œuvre et en indiquent la date approximative. Par cette étude très serrée, enfin, M. Neff s'est trouvé amené à dénier à Paul Diacre la paternité de certaines poésies qui lui avaient été indûment attribuées. Le volume se termine par un triple index : index des « initia », index des noms propres, « index grammaticus ».

L. H.

— E. TONNELAT. *L'expansion allemande hors d'Europe : États-Unis, Brésil, Chan-Toung, Afrique du Sud* (Paris, Colin, 1908, in-12, xi-279 p.). — Ces études ont paru dans la *Revue de Paris*. Le sous-titre limite le sujet, et ainsi le livre apparaît comme formé de morceaux détachés et ne peut pas être une étude complète et méthodique de l'expansion allemande hors d'Europe. Combien de choses importantes restent à dire sur l'Afrique orientale, le Togo, le Cameroun, l'expansion allemande dans la République argentine, dans le Pacifique et surtout l'Asie Mineure! Les quatre études qui sont ici publiées sont d'ailleurs d'un grand intérêt, étant pour la plupart le résultat d'observations faites sur place. On se rappelle que les conclusions sont assez pessimistes pour l'impérialisme allemand; qu'aux États-Unis, même au Wisconsin, la population allemande demeure noyée dans une masse de population non allemande et est obligée plus ou moins vite de « s'américaniser »; que, du moins, elle représente un élément original et un apport précieux dans l'ensemble de la population anglo-saxonne; qu'au Brésil, en comprenant même l'État de Santa-Catarina, il n'y a



pas plus de 350,000 Allemands; que l'immigration allemande y a cessé et est aujourd'hui inférieure à l'immigration italienne et qu'il est désormais impossible de parler d'une germanisation du Brésil méridional; que le Chantoung et son port modèle de Tsing-Tau ne représentent déjà plus qu'un beau rêve à peu près évanoui; que la situation est fort difficile dans l'Afrique du Sud; que la manière forte n'y réussit pas beaucoup mieux que la manière douce et qu'il y aura fort à faire pour en tirer quelque chose. E. D.

— *Meyers Kleines Konversations-Lexikon*; 7<sup>e</sup> éd., t. V (Leipzig et Wien, Bibliographisches Institut, 1908, in-8°, 992 p.). — Ce nouveau volume, qui va de *Nordkap* à *Schönbein*, a été rédigé avec le même soin que les quatre précédents. Le prochain volume terminera l'ouvrage.

**Autriche.** — Josef SCHWERDFEGGER. *Die historische Vereine Wiens 1848-1908. Eine Darstellung ihres wissenschaftlichen Wirkens* (Wien, Braumüller, 1908, in-4°, x-182 p.). — Ce volume, publié à l'occasion du jubilé de l'empereur François-Joseph, présente le bilan de l'œuvre historique accomplie par les sociétés savantes de Vienne depuis plus d'un demi-siècle. Il est divisé en six chapitres où sont passés successivement en revue les travaux relatifs : 1<sup>o</sup> à l'histoire de la ville de Vienne; 2<sup>o</sup> à l'histoire de la Basse-Autriche; 3<sup>o</sup> à l'histoire de l'antique *Carnuntum*; 4<sup>o</sup> à l'histoire de l'Empire; 5<sup>o</sup> à la numismatique et à l'héraldique; 6<sup>o</sup> à l'anthropologie et à l'ethnologie. En appendice, M. Schwerdfeger donne une liste sommaire des publications de chacune des sociétés dont il a traité dans le cours de son volume. L. H.

— *An Austrian diplomatist in the fifties*. The Rede lecture delivered in the Cambridge senate-house on June 13, 1908, by the R. H. Sir Ernest SATOW (Cambridge at the University press, 1908, in-8°, 59 p.). — Conférence sans grand intérêt sur les mémoires du baron Hübner et les affaires européennes depuis l'avènement du second empire jusqu'à la guerre d'Italie.

**Chili.** — L'Université de Santiago du Chili publie depuis de longues années, soixante-six ans maintenant, des *Annales*, dont le t. CXXI correspond à l'année 1907. Les sujets traités dans ce recueil universitaire sont de tout ordre, historiques, philologiques, scientifiques, etc. Dans ce t. CXXI, les articles qui peuvent intéresser nos lecteurs sont une étude de M. TOMAS THAYER OJEDA sur les conquérants du Mexique; une transcription par M. G. EYZAGUIRRE ROUSE du manuscrit de l'Escorial de la Chronique générale d'Espagne de Fray García Eugui, évêque de Bayonne, et un travail bibliographique de M. J. T. MEDINA sur l'imprimerie à la Puebla de los Angeles, avec catalogue des livres imprimés et quelques fac-similés.

**Espagne.** — F. DE LAIGLESIA. *Estudios históricos, 1515-1555* (Madrid, 1908, in-8°, xiii-743 p.). — Dans ce volume, M. de Laiglesia, directeur de la banque hypothécaire, a réuni une série d'études sur le



règne de Charles-Quint, précédemment parues dans diverses revues. Parmi les chapitres les plus nouveaux de son livre, nous citerons ceux où il a traité des finances, question où M. de Laiglesia possède une compétence toute particulière. Sa thèse, fort originale, est que l'Espagne n'a pas été ruinée, comme on l'a prétendu jusqu'ici, par la politique impériale de Charles-Quint, et que, lors de la retraite de l'Empereur, la dette publique n'avait rien d'excessif. M. de Laiglesia a réuni dans son livre les très importantes instructions officielles (inédites) et secrètes (déjà publiées) laissées par Charles-Quint lorsqu'il passa d'Espagne en Italie en 1543. Des documents nombreux et une bibliographie abondante complètent ce volumineux recueil.

H. LÉONARDON.

— Hubert H. S. AIMS. *A History of Slavery in Cuba* (New-York et Londres, Putnam's Sons, 1907, in-8°, xi-298 p.). — L'étude de M. Aimes sur l'histoire de l'esclavage à Cuba est un livre sérieusement construit et écrit sans parti pris ni déclamation. L'auteur s'en tient aux faits. Il montre que l'île, insuffisamment peuplée d'Indiens, d'un climat défavorable aux travailleurs de race blanche, ne développa que lentement ses ressources au cours du xvi<sup>e</sup> siècle. Ce fut l'introduction des esclaves noirs qui, au cours du siècle suivant, permit aux industries du sucre et du tabac de prospérer. Malgré certaines restrictions apportées, dans l'intérêt du fisc, à l'introduction des noirs, peu à peu les colons forcent la main au gouvernement espagnol pour satisfaire aux exigences de leurs cultures. En 1811, aux Cortes de Cadix, l'abolition de l'esclavage, par extinction, fut proposée. Mais ce fut seulement par le traité de 1817 que le roi d'Espagne prit vis-à-vis de l'Angleterre l'engagement d'arrêter l'introduction des esclaves à partir du 30 mai 1820. La population de l'île, à cette date de 1817, sur un total de 553,033 habitants, comptait plus de moitié de blancs, un peu moins d'un quart de noirs libres et un peu plus d'un quart de noirs esclaves. En dépit du traité, l'importation des noirs continua. En 1827, en dix ans, le nombre des esclaves avait augmenté de 44,4 %. Le traité du 23 juin 1835 proclama de nouveau la prohibition de la traite et ordonna des mesures plus rigoureuses. Les flibustiers n'en continuèrent pas moins pendant de longues années à débarquer des noirs. Ce n'est qu'à partir de 1865 qu'on a la certitude qu'il n'en fut plus introduit clandestinement. Presque en même temps, vers 1868, cesse la période de grande prospérité de Cuba, les noirs libres, enclins à la paresse et au vagabondage, étant loin de fournir la même somme de travail que les esclaves, même avec l'appoint nouveau des coolies asiatiques. Des statistiques et une abondante bibliographie nous apportent, à la fin de ce volume, les preuves du travail consciencieux de M. Aimes.

H. LÉONARDON.

**Grande-Bretagne.** — Une École pour l'étude de l'histoire locale et des archives de Liverpool a été fondée en 1900 auprès de l'Université de cette ville. Elle vient d'être réorganisée, sur le modèle de l'École des chartes, par l'adjonction de professeurs de paléographie et

de diplomatique (Twemlow), d'histoire locale (Farrer) et d'archéologie médiévale (Barnard). Elle se propose de publier les registres municipaux (*Town books*), dont la série commence en 1550. Une entente cordiale entre la municipalité et l'Université est de bon augure pour le succès de cette transformation.

— *The Cambridge modern history*. Vol. XI : *The growth of nationalities* (Cambridge, at the University press, 1909, xl-1044 p. Prix : 16 sh.). — Ce volume embrasse la période qui s'étend environ de 1840 à 1871; époque de révolutions économiques, sociales et politiques. Il contient les chapitres suivants : i. La Grande-Bretagne et le libre-échange, 1841-52, par J.-H. CHAPMAN. ii. La chute du gouvernement constitutionnel en France, 1840-48, par Émile BOURGEOIS. iii. Libéralisme et nationalisme en Allemagne et en Autriche, 1840-48, par F. MEINECKE. iv. Les révolutions italiennes, 1846-49, par feu E. MASI. v. La République française, 1848-52, par Émile BOURGEOIS. vi et vii. La Révolution et la Réaction en Allemagne et en Autriche, 1848-49, par A. W. WARD. viii. La Suisse et l'achèvement de son unité fédérale, par W. OEGHSLI. ix. La Russie et l'Orient, par G. DRAGE et E. C. BLECH. x. Napoléon III et le gouvernement personnel, 1852-59, par Albert THOMAS. xi et xii. La Grande-Bretagne de 1852 à 1868, par feu S. WALPOLE. xiii. La littérature anglaise, 1840-70, par H. WALKER. xiv. Cavour et le royaume d'Italie, 1849-61, par feu E. MASI. xv. L'Autriche, la Prusse et la Confédération germanique : 1° Réaction et réorganisation, 1852-62, par H. FRIEDJUNG; 2° Littérature allemande, 1840-70, par K. BREUL; 3° L'esprit national dans la littérature hongroise, par A. B. YOLLAND. xvi. Bismarck et l'unité allemande, par G. ROLOFF. xvii. L'empire libéral, 1859-70, par Albert THOMAS. xviii. La réaction contre le romantisme dans la littérature française, 1840-71, par Émile BOURGEOIS. xix. L'achèvement de l'unité italienne et la littérature du *Risorgimento*, par feu E. MASI et C. SEGRÉ. xx. Les révolutions d'Espagne et de Portugal, 1845-71, par J. FITZMAURICE KELLY. xxi. La guerre franco-allemande, 1870-71, par le major F. MAURICE. xxii. La Russie et l'Orient après la guerre de Crimée : 1° La Russie et les réformes, par G. DRAGE; 2° Les pays des Balkans, par E. C. BLECH; 3° La littérature russe, 1800-1900, par G. DRAGE; 4° Les influences nationales dans la littérature tchèque et polonaise, par R. N. BAIN. xxiii. La Hollande et la Belgique, 1839-1870, par G. EDMUNDSON. xxiv. Les pays scandinaves, 1815-1870, par W. F. REDDAWAY; la littérature dano-norvégienne, par E. GOSSE. xxv. Rome et le concile du Vatican, 1846-70, par G. A. FAWKES. xxvi. L'Inde et l'Afghanistan, 1815-69, par Sir LEE-WARNER. xxvii. La Grande-Bretagne et ses colonies, par H. W. TEMPERLEY, S. J. REID, A. R. COLQUHOUN, J. D. ROGERS. xxviii. L'Extrême-Orient, 1815-1871, par Sir E. N. SATOW. Chaque chapitre est complété par une abondante bibliographie. Ch. B.

— H. E. EGERTON. *A historical geography of the British Colonies*.

Vol. V : *Canada*; part II : *Historical* (Oxford, at the Clarendon press, 1908, in-8°, vi-365 p.). — Sir Charles Lucas a formé et en partie exécuté le projet de faire la géographie historique des colonies anglaises. Cet ouvrage comprend sept volumes, dont trois (Afrique méridionale et orientale, Canada, Australie) en deux tomes, consacrés : l'un à la partie plus proprement géographique et l'autre à l'histoire. Pour le Canada, Sir Charles semblait particulièrement préparé, puisqu'il avait consacré une étude approfondie à la guerre de 1812 (cf. *Rev. hist.*, t. XCIX, p. 206); cependant, il préféra se décharger sur un de ses collaborateurs du soin de résumer la géographie et l'histoire de cette colonie sous la domination anglaise. M. H. E. Egerton, professeur d'histoire coloniale à l'Université d'Oxford, a mené l'entreprise à bonne fin. Le petit volume que nous annonçons retrace avec clarté et parfois de première main les principales phases de l'histoire canadienne depuis 1783, les longs conflits avec les États-Unis pour la délimitation des frontières, enfin l'organisation politique du pays, d'abord divisé en deux colonies distinctes, qui furent ensuite rapprochées par l'Acte d'union (1840), puis fondues dans le vaste État du Dominion (1871). Pas d'appareil critique, mais, à la fin de chaque chapitre, une brève liste des principales publications qui s'y rapportent (on y constate que les Français n'ont pour ainsi dire rien écrit sur l'histoire d'un pays qui, cependant, les touche si directement); de bons croquis dessinés d'après les meilleures sources illustrent utilement l'ouvrage. Ch. B.

— Paul THUREAU-DANGIN. *Le catholicisme en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle* (Paris, Bloud, in-16, 256 p.). — C'est un recueil de conférences données à l'Institut catholique de Paris en 1908. L'auteur nous avertit lui-même qu'elles sont en partie le résumé des trois volumes qu'il a fait paraître sur *la Renaissance catholique en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle* et s'excuse « auprès de ceux qui, ayant déjà lu le précédent ouvrage, n'auraient à peu près rien à apprendre dans celui-ci ». Ch. B.

**Hongrie.** — La « Société littéraire française » de Budapest a commencé à publier au mois de mars 1908 une revue intitulée *Revue de Hongrie*, rédigée entièrement en français et qui paraît le 15 de chaque mois simultanément à Budapest (librairie Ch. Grill) et à Paris (librairies Champion et Hachette) sous la direction de M. Guillaume Huszár. Cette revue, en dehors d'études historiques, dont on a pu lire ci-dessus (p. 434) l'analyse, a donné jusqu'ici d'intéressants articles sur la vie politique, sociale et littéraire de la Hongrie contemporaine, parmi lesquels nous citerons à titre d'exemples les articles de M. Apponyi sur l'instruction primaire en Hongrie; de M. Majláth sur la question sociale en Hongrie; de M. Darányi sur le travail agricole en Hongrie; de M. Beck sur le problème de l'émigration en Hongrie.

**Italie.** — Giuseppe BONELLI. *Codice paleografico lombardo; riproduzione in eliotipia e trascrizione diplomatica di tutti i documenti anteriori al 1000 esistenti in Lombardia. Secolo VIII* (Milano, Hoepli, 1908, 1 atlas

in-folio, vu p., 23 pl. et 23 transcriptions). — Les documents en écriture lombarde sont trop curieux au point de vue paléographique pour qu'il n'y ait pas lieu de remercier M. Bonelli de l'excellente idée qu'il a eue de donner des fac-similés de tous les documents de cette espèce conservés en Lombardie et antérieurs au XI<sup>e</sup> siècle. Le premier fascicule qu'il publie comprend 23 documents du VIII<sup>e</sup> siècle (ann. 721-799) de nature variée : actes de ventes et de donation, testaments, actes judiciaires, etc. On y relève aussi un acte du roi Astolf (755). Les fac-similés sont excellents; les transcriptions paraissent très fidèles et sont clairement disposées. Tout au plus peut-on regretter que M. Bonelli n'ait pas distingué par un artifice typographique les syllabes finales des mots abrégés par suspension. Nous regrettons également qu'il se soit abstenu d'indiquer les ouvrages où les chartes dont il donne la reproduction ont déjà été publiées ou étudiées. Il sera facile d'y remédier dans le prochain fascicule. Quand le recueil de M. Bonelli sera terminé, on aura, — non pas la collection complète des chartes anciennes en écriture lombarde conservées encore aujourd'hui (car il en existe ailleurs qu'en Lombardie, à Rome notamment), — mais une collection d'une valeur et d'une richesse incomparables. L. H.

**Suisse.** — Franz STEFFENS. *Paléographie latine. 125 fac-similés en phototypie accompagnés de transcriptions et d'explications avec un exposé systématique de l'histoire de l'écriture latine*; éd. franç. d'après la 2<sup>e</sup> éd. allemande par Remi COULON (Trèves, Schaar et Dathe, [1908.] petit in-fol.). — La Paléographie latine de M. Steffens, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse), dont le premier fascicule a paru en 1903 et le troisième en 1906, a reçu un tel accueil dans le monde savant, elle est si bien adaptée aux besoins de l'enseignement que l'auteur a dû dès 1908 en donner une 2<sup>e</sup> édition notablement augmentée. Mais l'ouvrage, rédigé en langue allemande, était resté jusqu'ici trop peu accessible au public français; aussi faut-il remercier le P. Coulon d'avoir entrepris d'en donner une édition française. De cette édition, 86 planches avec transcriptions ont seules paru jusqu'alors. Les pl. 87-125 et l'introduction paraîtront vers le mois de juillet prochain. Nous ne faisons donc aujourd'hui qu'annoncer cette importante publication sur laquelle nous reviendrons, avec tous les détails qu'elle comporte, dès que l'ouvrage sera achevé. L. H.

---

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE<sup>1</sup>.

### GÉNÉRALITÉS.

- Bois (H.).** La valeur de l'expérience religieuse, 161.  
**Boll (F.).** Voir *Traube*.  
**Caemmerer (von).** L'évolution de la stratégie au XIX<sup>e</sup> s., trad. *Tirtet*, 407.  
**Cambridge modern hist.**, 462.  
**Coerne.** The evolution of modern orchestration, 235.  
**Ecole des chartes.** Position des thèses, 447.  
**Richthal (E. d').** Guerre et paix internationales, 446.  
**Pinke (H.).** Acta Aragonensia, 186.  
**Fortin (A.).** Les croisades, 449.  
**Garski.** Materyalistyczne pojmovanie dziejów a etyka, 392.  
**Hildebrand (R.).** Recht und Sitte auf den primitiveren wirtschaftl. Kulturstufen, 403.  
**Huth (H.).** Soziale und individual. Auffassung im 18 Jahrh., 406.  
**Jahresberichte der Geschichtswissenschaft**, 233.  
**Korzon (T.).** Hist. nowozytna, 391.  
**Lagarrette.** Le rôle de la guerre, 183.  
**Lecky.** Historical and political essays, 237.  
**Lehmann (Paul).** Voir *Traube*.  
**Majewski (E.).** La science de la civilisation, 391.  
**Marc (P.).** Byz. Zeitschrift. Generalregister, 458.  
**Meyer.** Kleines Konv.-Lexikon, 460.  
**Neff (K.).** Voir *Paul Diacre*.  
**Paul Diacre.** Gedichte, éd. K. Neff, 459.  
**Reclus (E.).** Les croyances populaires, 158.  
**Reinach (S.).** Cultes, mythes et religions, 156.  
**Saintyves (P.).** Le miracle de la critique scientifique, 161.  
**Sébillot (P.).** Le paganisme contemporain chez les peuples celto-latins, 158.  
**Steffens (F.).** Paléographie lat., 464.

- Stouff (L.).** L'Interpretatio de la loi rom. des Wisigoths, 227.  
**Tirtet.** Voir *Caemmerer*.  
**Traube (L.).** Vorlesungen u. Abhandlungen, publ. p. F. Boll; t. I, publ. p. Paul Lehmann, 458.  
**Université de Paris.** Positions des mémoires pour les diplômes d'études supérieures, 225.  
**Vallaux (C.).** La mer, 446.  
**Vidier (A.).** Annuaire des bibliothèques, 226.  
 — Voir *Lasteyrie*.  
**Welsford.** The strength of nations, 237.  
**Zakrzewski.** Zagadnienia Historyczne, 392.

### HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

- Albers (P.).** Manuel d'hist. ecclés., trad. R. Hedde, 167.  
**Alpais (A.).** Figures et récits de Carthage chrétienne, 174.  
**Allard (P.).** Le christianisme et l'empire rom., 174.  
 — La persécution de Dioclétien, 174.  
**Batiffol (P.).** L'église naissante et le catholicisme, 167.  
**Baudrillart (A.).** Saint Séverin, 180.  
**Bauer (W.).** Voir *Holtzmann*.  
**Beaugrand (A.).** Un pèlerinage au IV<sup>e</sup> s. Sainte Lucie à Catane, 181.  
**Besnier (M.).** Les catacombes de Rome, 182.  
**Bonnesfoy (J. de).** Vers l'unité de croyance, 161.  
**Boulenger (F.).** Voir *Grégoire de Naziance*.  
**Brassac (A.).** Manuel biblique, 170.  
**Bréhier (E.).** Les idées philos. et religieuses de Philon d'Alexandrie, 173.  
**Brom.** Le D<sup>r</sup> Schaeppmann, 159.  
**Catholic encyclopedia**, 164.  
**Catholici.** Lendemain d'encyclique, 160.  
**Chaine (L.).** Menus propos d'un catholique libéral, 160.

1. Nous relevons ici tous les ouvrages qui ont été appréciés dans les *Comptes-rendus*, les *Bulletins* et la *Chronique*, en laissant de côté ceux qui ont fait l'objet d'une simple mention.



- Dahnhardi* (O.). *Natursagen*, 159.  
*Eusebius*. *Kirchengesch.*, éd. Ed. Schwartz, 162.  
*François* (J.). *L'Eglise et la science*, 161.  
*Göller* (E.). *Die päpstl. Pönitentiarie*, 189.  
*Grégoire de Naziance*. *Discours funèbres*, éd. F. Boutenger, 163.  
*Grégoire de Nyssse*. *Discours catéchétique*, éd. L. Méridier, 163.  
*Guignebert* (Ch.). *Modernisme et tradition cathol. en France*, 160.  
*Gunkel* (H.). Voir *Schiele*.  
*Harnack* (A.). *L'essence du christianisme*, 168.  
*Hébert* (M.). *Le pragmatisme*, 160.  
*Hedde* (R.). Voir *Albers*.  
*Hemmer* (H.), G. Oger et A. Laurent. *Les Pères apostoliques*, 162.  
*Herzog* (G.). *La sainte Vierge dans l'hist.*, 176.  
*Hoennicke*. *Das Judenchristentum*, 173.  
*Holtmann*. *Hand-Commentar zum Neuen Testament*, éd. revue p. W. Bauer, 170.  
*Jacquier* (E.). *Hist. des livres du Nouveau Testament*, 161.  
*La Servièrre* (J. de). *La théologie de Bellarmine*, 163.  
*Lasserre* (D.). *De la critique des sources et de son applic. aux évangiles*, 169.  
*Laurent* (A.). Voir *Hemmer*.  
*Le Breton* (P.). *La résurrection du Christ*, 171.  
*Lotsy* (A.). *Simple réflexions sur le décret « Lamentabili » et sur l'encyclique « Pascendi »*, 160.  
*Méridier* (L.). Voir *Grégoire de Nyssse*.  
*Michaud* (E.). *Les enseignements essentiels du Christ*, 161.  
*Milligan* (G.). Voir *Paul (saint)*.  
*Nicollardot* (F.). *Les procédés de rédaction des trois premiers évangélistes*, 169.  
*Oger* (G.). Voir *Hemmer*.  
*Paul (saint)*. *Epistles to the Thessalonians*, éd. G. Milligan, 171.  
*Piercy* (C.). *Murray's illustr. Bible dictionary*, 166.  
*Programme des modernistes*, 160.  
*Quentin* (H.). *Les martyrologes histor. du moyen âge*, 179.  
*Réville* (J.). *Les origines de l'eucharistie*, 177.  
*Rouillon*. *Sainte Hélène*, 181.  
*Sainttypes* (P.). *Les vierges mères et les naissances miraculeuses*, 176.  
*Scheel* (O.). Voir *Schiele*.  
*Schiele*, *Gunkel et Scheel*. *Die Religion in Gesch. u. Gegenwart*, 165.  
*Schwartz* (Ed.). Voir *Eusebius*.  
*Traube* (L.). *Nomina sacra*, 164.  
*Turmel* (J.). *Hist. du dogme de la papauté*, 175.  
*Tyrrel* (G.). *Lettre à un professeur d'anthropologie*, 159.  
*Van der Essen*. *Etude critique et littér. sur les « Vitae » des saints mérov. de l'ancienne Belgique*, 404.  
*Wieland* (F.). *Mensa u. Confessio*, 179.  
 — *Die Schrift Mensa u. Confessio u. P. E. Dorsch*, 179.

## ALLEMAGNE ET AUTRICHE.

- Anemüller*. *Urkundenbuch des Klosters Paulinzelle*, 133.  
*Arbusow*. Voir *Schwartz* (Ph.).  
*Assmann* (W.). *Gesch. des Mittelalters*, 140.  
*Bachmann* (A.). *Gesch. Böhmens*, 151.  
*Bappert*. *Richard von Cornwall (1257-1272)*, 146.  
*Becker* (J.). *Gesch. des Reichslandvogtei im Elsass*, 150.  
*Begleitung* (H.). *Die Jagd im Leben der salischen Kaiser*, 142.  
*Berger* (F.). *Der Krieg Maximilians I mit Venedig*, 150.  
*Bernheim* (E.). *Das Wormser Konkordat*, 144.  
*Bitterauf* (Th.). *Die Traditionen des Hochstifts Freising*, 131.  
*Böhmer* (J.-F.). *Regesta imperii*, 128.  
 — *Urkundenbuch der Reichsstadt Frankfurt*, éd. F. Lau, 133.  
*Brunner* (K.). *Das deutsche Herrscherbildnis von Konrad II bis Lothar von Sachsen*, 142.  
*Busen* (G.). *Die Erhebung des Hauses Luxemburg auf den deutschen Thron*, 147.  
*Cartellieri* (A.). *Regesten zur Gesch. der Bischöfe von Konstanz. Nachträge*, p. K. Rieder, 130.  
*Chroniken der deutschen Städte*, 129.  
*Curschmann*. *Die Diözese Brandenburg*, 152.  
*Daenelt* (E.). *Die Blütezeit der deutschen Hanse*, 154.  
*Dahn* (F.). *Die Germanen*, 141.  
 — *Die Könige der Germanen*, 141.  
*Deutsche Texte des Mittelalters*, 138.  
*Diehl* (Ad.). *Urkundenbuch der Stadt Esslingen*, 130.  
*Fellner* (R.). *Die fränkische Ritterschaft (1495-1524)*, 150.  
*Fester* (R.). *Franken u. die Kreisverfassung*, 151.  
*Flüedner* (F.). *Die Ronkalischen Felder in der deutschen Kaiserzeit*, 142.  
*Friedrich* (R.). *Studien zur Wormser Synode (1076)*, 143.  
*Fuchs* (A.-F.). *Urbare der Benediktines Götting*, 132.  
 — *Urkunden u. Regesten z. Gesch. Agsbach*, 132.

- Gebhardt (B.)**. Handbuch der deutschen Gesch., 140.
- Gesellbracht (F.)**. Das Verfahren bei den deutschen Bischofswahlen in der zweiten Hälfte des 12. Jahrh., 145.
- Graber (E.)**. Die Urkunden Konrads III., 144.
- Gutjahr**. Die Urkunden deutscher Sprache in der Kanzlei Karls IV., 147.
- Gutmann (F.)**. Die soziale Gliederung der Bayern z. Zeit der Volksrechte, 141.
- Hadank (K.)**. Die Schlacht bei Cortenuova, 146.
- Hagemann (E.)**. Die Beziehungen Deutschlands zu England vom 1416 bis zu Kaiser Sigmunds Ende, 149.
- Hampe (K.)**. Urban IV und Manfred, 146.
- Hanow (B.)**. Die Schlachten bei Carcano u. Legnano, 144.
- Hans Ebran**, von Wildenberg. Chronik, éd. F. Roth, 137.
- Heinemann (O. von)**. Pommersches Urkundenbuch, 135.
- Hellmann (S.)**. Sedulius Scotus, 139.
- Helmolt**. Weltgeschichte, 140, 151.
- Hennig (B.)**. Die Kirchenpolitik der älteren Hohenzollern, 152.
- Herre (H.)**. Reichstagsakten unter Kaiser Sigmund, préf. p. L. Quidde, 129.
- Heyck (E.)**. Deutsche Gesch., 140.
- Hoogeweg**. Urkundenbuch des Hochstifts Hildesheim u. seiner Bischöfe, 134.
- Hrotsvita**. Opera, éd. K. Strecker, 137.
- Hunn (K.)**. Quellenkritische Untersuchungen zur Petershauser Chronik, 139.
- Jakob (K.)**. Quellenkunde der deutschen Gesch., 138.
- Jacobs (W.)**. Patriarch Gerold von Jerusalem, 145.
- Jahrbücher der deutschen Geschichte**, 129.
- Jaique Dex**. Metzger Chronik, éd. G. Wolfram, 137.
- Jaksch (A. von)**. Die Kärntner Geschichtsquellen, 132.
- Jansen (M.)**. Auflösung des Reiches. Kaiser Maximilian, 149.
- Historiographie u. Quellen der deutschen Gesch. bis 1500, 138.
- Papst Bonifatius IX., 148.
- Juritsch**. Die Deutschen u. ihre Rechte in Böhmen u. Mähren im 13 u. 14 Jahrh., 151.
- Kanter**. Die Ermordung König Ladislaus, 149.
- Kelleter (H.)**. Urkundenbuch des Stiftes Kaiserwerth, 133.
- Kindler von Knobloch**. Oberbadisches Geschlechterbuch, 151.
- Knebel (W.)**. Kaiser Friedrich II u. Papst Honorius III., 145.
- Koehne (C.)**. Fränkische Rechte; Bruchsal, etc., 130.
- Kötzschke**. Die Urbare der Abtei Werden an der Ruhr, 133.
- Krabbo (H.)**. Die ostdeutschen Bistümer unter Friedrich II., 145.
- Kraus (V. von)**. Deutsche Gesch. im Ausgange des Mittelalters, 149.
- Krieger (A.)**. Topogr. Wörterbuch Baden, 151.
- Kunze (K.)**. Hansisches Urkundenbuch, 136.
- Kybal**. Voir *Mathias de Janow*.
- Lang (A.)**. Acta Salzburgo-Aquilensis, 131.
- Lau (F.)**. Voir *Böhmer (J.-F.)*.
- Lehautcourt (P.)**. Hist. de la guerre de 1870-71, 193.
- Liebegott**. Der brandenburg. Landvogt, 153.
- Lindner (Th.)**. Weltgeschichte, 149.
- Mansberg (R. von)**. Erbarmansschaft wettinischer Lande, 134.
- Mathias de Janow**. Regulae veteris et novi Testamenti, éd. Kybal, 235.
- Matter (P.)**. Bismarck, 411.
- Mehl (F.)**. Die Mainzer Erzbischofswahl von 1514, 150.
- Mollwo (C.)**. Das rote Buch der Stadt Ulm, 130.
- Monumenta Boica**, 130.
- Monumenta Germaniae historica**, 127.
- Niese (H.)**. Die Verwaltung des Reichsgutes im 13 Jahrh., 146.
- Niessen (Van)**. Voir *Van Niessen*.
- Pelzer (H.)**. Friedrichs I Politik gegen Dänemark, Polen u. Ungarn, 144.
- Philippi**. Abhandl. über Corveyer Geschichtsschreibung, 140.
- Philippson (M.)**. Das Leben Kaiser Friedrichs III., 234.
- Quidde (L.)**. Voir *Herre*.
- Regensburg**. 1870-71, 234.
- Rieder (H.)**. Herzog Berthold I von Zähringen, 143.
- Rieder (K.)**. Voir *Cartellieri (A.)*.
- Roder (Chr.)**. Schwabische Rechte; Villingen, 130.
- Roth (F.)**. Voir *Hans Ebran*.
- Roussel** (lieut.-col.). Le haut commandement des armées allemandes (1870), 407.
- Rudorff (A.)**. Zur Erklärung des Wormser Konkordats, 144.
- Rüthcr (H.)**. Urkundenbuch des Klosters Neuenwalde, 135.
- Satow (E.)**. An Austrian diplomatist, 460.
- Sauerland**. Urkunden u. Regesten z. Gesch. der Rheinlande aus dem Vatikan. Archive, 133.
- Vatikan. Urkunden u. Regesten z. Gesch. Lothringens, 132.

- Schäfer (D.)*. Hanserezesse (1477-1530), 136.  
 — Zur Beurteilung des Wormser Konkordats, 143.  
*Schmidlin (J.)*. Die geschichtsphilosoph. u. kirchenpolit. Weltanschauung Ottos von Freising, 139.  
*Schmidt (L.)*. Die Dresdner Handschrift der Chronik des Bischofs Thietmar v. Merseburg in Faksimile, 137.  
 — Gesch. der deutschen Stämme, 141.  
*Schneider (H.)*. Das kausale Denken in deutschen Quellen, 138.  
*Schulte (W.)*. Die politische Tendenz der Cronica principum Poloniae, 139.  
*Schultze (J.)*. Die Urkunden Lothars III., 144.  
*Schwalm (J.)*. Die Appellation König Ludwigs des Bayern (1324), 147.  
*Schwartz (Ph.)* et *L. Arbusow*. Liv-, Est- u. Kurländisches Urkundenb., 135.  
*Schwerdfeger*. Die hist. Vereine Wiens, 460.  
*Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*, 128.  
*Seraphim*. Gesch. von Livland, 153.  
*Spors*. Die Beziehungen Kaiser Sigmunds zu Venedig, 149.  
*Starzer (A.)*. Quellen z. Gesch. der Stadt Wien, 131.  
*Stein (W.)*. Die Hanse u. England. Ein hansisch-engl. Seekrieg im 15. Jahrh., 154.  
*Steinacker (H.)*. Regesten der Grafen von Habsburg bis 1281, 131.  
*Steinhausen (G.)*. Germanische Kultur in der Urzeit, 141.  
*Stentrup (F.)*. Die Translatio s. Viti, 136.  
*Stieber (M.)*. Das österr. Landrecht u. die böhm. Einwirkungen auf die Reformen König Ottokars, 151.  
*Strecker (K.)*. Voir *Hrolsvita*.  
*Techen (F.)*. Die Bürgersprachen der Stadt Wismar, 136.  
*Thiel (F.)*. Kritische Untersuch. über die im Manifest Kaiser Friedrich II v. Oesterreich vorgebrachten Anklagen, 145.  
*Tonnelat (E.)*. L'expansion allemande hors d'Europe, 459.  
*Topp (E.)*. Die Schlacht an der Elster, 143.  
*Urkundenbuch der Stadt Lübeck*, 135.  
*Van Nieuwen*. Gesch. der Neumark, 153.  
*Vogel (K.)*. Die Normannen u. das fränk. Reich (799-911), 142.  
*Vogt (E.)*. Erzbischof Mathias von Mainz, 147.  
*Weiss (K.)*. König Ruprecht u. die Luxemburger, 148.  
*Westphal (P.)*. Ein ehemaliges Kloster territorium in Pomerellen, 153.  
*Wile (H.)*. Wendische Bevölkerungsreste in Mecklenburg, 153.  
*Wolff (M. von)*. Untersuch. z. Venezian. Politik Kaiser Maximilians I., 149.  
*Wolfram (G.)*. Voir *Jaique Dez*.  
*Wolschläger (C.)*. Erzbischof Adolf I von Köln, 145.  
*Wostry*. König Albrecht II, 149.  
*Wustmann (G.)*. Gesch. der Stadt Leipzig, 152.  
*Zaretsky*. Die erste Kölner Zensurprozess, 152.

## ESPAGNE.

- Aimes (H.)*. A history of Slavery in Cuba, 461.  
*Laiglesia (F. de)*. Estudios hist., 460.

## ÉTATS-UNIS.

- Aubert (L.)*. Américains et Japonais, 125.  
*Cary Coolidge*. Les Etats-Unis, pulsance mondiale, 124.  
*Chaddock*. Ohio before 1850, 236.  
*Coolidge*. Voir *Cary*.  
*Hanne (H. Sisson)*. A financial history of Maryland, 236.  
*Haskins (F. H.)*. Adolphe Quételet, 236.  
*Maclea (A. B.)*. Early New England towns, 236.  
*Miller (E. I.)*. The legislature of the province of Virginia, 236.  
*Stagg Whitin*. Factory legislation in Maine, 236.  
*Underwood (J. H.)*. The distribution of ownership, 236.  
*Viallatte (A.)*. L'industrie américaine, 123.  
*West (M.)*. The inheritance tax, 236.

## FRANCE.

- Anderson (F. M.)*. The Constitution and other select documents illustr. to the hist. of France, 231.  
*Blacas*. Voir *Maistre (J. de)*.  
*Bhard (P.)*. Fraternité révolutionnaire, 341.  
*Boigne (C<sup>omm</sup> de)*. Mémoires, éd. Ch. Nicoullaud, 114.  
*Bonald (V<sup>ic</sup> de)*. François Chabot, 452.  
*Bouillé (L. de)*. Souvenirs et fragments, éd. de Kermaingant, 343.  
*Boulot (G.)*. Le général Duphot, 347.  
*Bourlon*. Les assemblées du clergé et le protestantisme, 451.  
*Braesch (F.)*. Voir *Chaumette*.  
*Carnot*. Correspondance, éd. Et. Charavay et P. Mautouchet, 335.

- Caron (P.). Bibliogr. des travaux sur l'hist. de France depuis 1789, 451.
- Castellane (J. de). Voir *Dino*.
- Caudrillier. L'association royaliste de l'Institut philanthrop. à Bordeaux, 454.
- La trahison de Pichegru, 345.
- Chabrun. Les bourgeois du roi, 449.
- Champion (P.). Le prisonnier desconforté du château de Loches, 450.
- Charavay (Et.). Voir *Carnot*.
- Chaumelle. Papiers, éd. F. Bruesch, 453.
- Chesnel (P.). Le Cotentin et l'Avranchin des origines au xii<sup>e</sup> s., 227.
- Chuquet (A.). Episodes et portraits, 356.
- Combet (J.). Les fêtes révolut. à Nice, 453.
- Une commune rurale de Provence pendant la Révol., 453.
- Coulst (J.). Etudes sur l'office de Gironne en l'honneur de Charlemagne, 448.
- Etudes sur l'ancien poème du Voyage de Charlemagne, 448.
- Cuerville (de). Voir *Salinis*.
- Daudet (E.). Récits des temps révolutionnaires, 344.
- Voir *Maistre* (J. de).
- Deherme (G.). L'Afrique occid. française, 120.
- Déprez (E.). Les volontaires nationaux, 336.
- Des Essarts (E.). Voir *Trimoulier*.
- Dino (duchesse de). Souvenirs, éd. J. de Castellane; préface d'Et. Lamy, 355.
- Donop. Lettres sur l'Algérie, 457.
- Duine. Avant Bossuet. Cobon, 450.
- Epaullard. Notes hist. sur le plateau d'Avron, 229.
- Pain. Mémoires, 351.
- Fleischmann. La guillotine en 1793, 454.
- Foucher de Careil. Descartes, la princesse Elisabeth et la reine Christine, 230.
- Fréméaux (P.). Sainte-Hélène, 116.
- Gaffarel (P.). La politique coloniale en France (1789-1830), 121.
- Gallois (L.). Régions naturelles et noms de pays, 447.
- Geoffroy de Grandmaison. Voir *La Forest*.
- Granat (O). Livre d'or de la vigne en Agenais, 451.
- Havet (L.). Voir *Lafont*.
- Kermatigant (P.-L. de). Voir *Bouilld*.
- Lafont (E.). La politique relig. de la Révol. franç.; préface par L. Havet, 338.
- La Forest (C<sup>te</sup> de). Correspondance, éd. Geoffroy de Grandmaison, 354.
- Lair (A.). L'Institut de France et le 2<sup>e</sup> Empire, 455.
- Lamy (Et.). Voir *Dino*.
- Lanzac de Laborie (L. de). Paris sous Napoléon, 353.
- Lasteyrie (R. de) et A. Vidier. Bibliographie annuelle des travaux des sociétés sav. de France, 227.
- Le Brethon (P.). Voir *Murat*.
- Lecocq (A.). La question sociale au xviii<sup>e</sup> s., 451.
- Lehautcourt (P.). Hist. de la guerre de 1870-71, 193.
- Lenôtre (G.). Le tribunal révolutionnaire, 341.
- Le Pileur. La prostitution du xiii<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> s., 228.
- Leroux (A.). Les sources de la H<sup>te</sup>-Vienne pendant la Révol., 452.
- Maistre (J. de) et Blacas. Correspondance, éd. E. Daudet, 117.
- Marion (M.). La vente des biens nationaux, 337.
- Martimant de Préneuf. Souvenirs, éd. G. Vanel, 345.
- Masson (Fr.). Le sacre et le couronnement de Napoléon, 349.
- Mautouchet (P.). Voir *Carnot*.
- Mélanges et doc. publ. à l'occasion du 2<sup>e</sup> centenaire de la mort de Mabilon, 228.
- Moussel (A.). Un résident de France en Espagne au temps de la Ligue. P. de Séguillon, 229.
- Murat (J.). Lettres et doc., éd. Murat et P. Le Brethon, 347.
- Nicoullaud (Ch.). Voir *Boigne*.
- Pellissier (G.). Voltaire philosophe, 191.
- Pérez. Hors des chemins battus, 456.
- Pisani (P.). L'Eglise de Paris et la Révol., 339.
- Prudhomme (A.). La fédération dans l'Isère, 340.
- Rain (P.). L'Europe et la restauration des Bourbons, 120.
- Rapine de Sainte-Marie. Lettres inéd. du xvii<sup>e</sup> s., 230.
- Regensberg. 1870-71, 234.
- Reiset (de). Les reines de l'émigration, 342.
- Salinis (A. de). Le protectorat franç. sur la côte des Esclaves, préface de Cuerville, 456.
- Sarot (E.). Les Costentin, seigneurs de Tourville, 230.
- Schuermans (A.). Itinéraire de Napoléon I<sup>er</sup>, 348.
- Stein (H.). Invent. des ordonnances enregistrées au Parlement de Paris, 449.
- Taboureaux. F. de La Noue, 450.
- Vacher (A.). Le Berry, 447.
- Vanel (G.). Voir *Martimant de Préneuf*.



*Verly (A.)*. Souvenirs du 2<sup>e</sup> Empire, 455.  
*Vialles (P.)*. L'archichancelier Cambacérés, 352.  
*Villat (L.)*. Le Velay, 227.

## GRANDE-BRETAGNE.

*Bardoux (J.)*. La reine Victoria, d'après sa correspond., 372.  
*Canterbury and York Society*, 363.  
*Chaucer*. Les contes de Canterbury, trad. sous la dir. de *Legouis*, 239.  
*Collings (J.)*. Land reform, 238.  
*Deitale (L.)*. Actes de Henri II, 360.  
*Denys (N.)*. Description of North America, éd. *Ganong*, 370.  
*Déprez (E.)*. Etudes de diplomatique anglaise, 361.  
*Egerton*. Histor. geography of the British Colonies; Canada, 462.  
*Ganong*. Voir *Denys*.  
*Gasquet (Fr.)*. Collectanea anglo-premonstratensis, 365.  
*Goodrik*. Voir *Poyntz*.  
*Gross (Ch.)*. Select cases concerning the law merchant, 365.  
*Hall (H.)*. Formula book, 360.  
 — Studies in engl. official histor. documents, 358.  
*Hockliffe*. Voir *Josselin*.  
*John of Worcester*. Chronicle, éd. *Weaver*, 374.  
*Josselin (R.)*. Diary, éd. *Hockliffe*, 367.  
*Kennedy*. The « Interpretations » of the bishops, 239.  
*Kingsford*. Voir *Stow*.  
*Legouis*. Voir *Chaucer*.  
*Leland (John)*. Itinerary, éd. *L.-To. Smith*, 367.  
*Little (A. G.)*. Liber exemplorum, 238.  
*Madden (D. H.)*. Some passages in the early hist. of classical learning in Ireland, 239.  
*Maitland et Turner*. Year-books of Edward II, 364.  
*Moryson (F.)*. Itinerary, 369.  
*Munro (W. B.)*. Documents relat. to the seignorial tenure in Canada, 371.  
*Poyntz (S.)*. Relation, éd. *Goodrik*, 366.  
*Scargill-Bird*. A guide to the documents in the P. R. O., 358.  
*Shaw (W.)*. Calendar of Treasury books, 362.  
*Smith (L.-To.)*. Voir *Leland*.  
*Stow (J.)*. A survey of London, éd. *Kingsford*, 368.  
*Thureau-Dangin (P.)*. Le catholicisme en Angleterre au XIX<sup>e</sup> s., 463.  
*Turner*. Voir *Maitland*.  
*Victoria*. Correspondance, trad. *J. Bardoux*, 372.  
*Ware (S. L.)*. The Elizabethan parish

in its eccles. and financial aspects, 237.  
*Weaver*. Voir *John of Worcester*.

## ITALIE.

*Baldasseroni (F.)*. Voir *Schiaparelli*.  
*Barret (M.)*. Voir *Faloci Pulignani*.  
*Bassermann (A.)*. Voir *Dante*.  
*Baugmarten (P.-M.)*. Aus Kanzlei u. Kammer, 383.  
*Becker (J.)*. Textgesch. Liudprands von Cremona, 379.  
*Besta (E.)*. La Sardegna medioevale, 388.  
*Bonelli (G.)*. Codice paleogr. lombardo, 463.  
*Bonolis (G.)*. Questioni di diritto internaz. in alcuni consigli di Baldo degli Ubaldi, 381.  
*Capelli (L.-M.)*. Voir *Pétrarque*.  
*Chartal*. Studii Bononiensis, 378.  
*Chledowski*. Dwor w Ferrarze, 391.  
*Cipolla (C.)*. Voir *Ferreiro*.  
*Coulon (R.)*. Voir *Johannes Dominici*.  
*Dante*. Hölle; Fegeberg, trad. *A. Basiesmann*, 380.  
*Davidsohn (R.)*. Forschungen zur Gesch. von Florenz, 386.  
 — Gesch. von Florenz, 385.  
*Dejob (Ch.)*. La foi religieuse en Italie au XIV<sup>e</sup> s., 384.  
*Deman Magoffin (R. von)*. A Study of Prentesa, 237.  
*Doren (A.)*. Studien aus der florentiner Wirtschaftsgesch., 386.  
*Egidi (P.)*. Necrologi della prov. Romana, 376.  
*Faloci Pulignani*. La sainte maison de Lorette, trad. *M. Barret*, 387.  
*Federici (V.)*. Regesto di S. Apollinare Nuovo, 378.  
*Ferreiro de' Ferretti*. Opere, éd. *C. Cipolla*, 376.  
*Fontana (L.)*. Bibliografia degli statuti dei comuni dell'Italia superiore, 378.  
*Foulke (W. D.)*. Voir *Paul Diacre*.  
*Ghetti (D.)*. Storia politico-nazionale d'Italia, 382.  
*Hartmann (L.-M.)*. Gesch. Italiens, 381.  
*Johannes Dominici*. Lucula noctis, éd. *R. Coulon*, 380.  
*Lizier (A.)*. L'economia rurale dell'età prenormanna, 388.  
*Loew (E.-A.)*. Die ältesten Kalendarien aus Monte-Cassino, 379.  
*Müller (M.)*. Die Schlacht bei Benevent, 383.  
*Neff (K.)*. Voir *Paul Diacre*.  
*Paul Diacre*. Gedichte, éd. *K. Neff*, 459.  
 — Hist. of the Langobards, trad. *Foulke*, 379.



*Pétrarque*. *Traité « De sui ipsius et multorum ignorantia »*, éd. L.-M. Capelli, 380.

*Pivano (S.)*. *Stato e Chiesa da Berengario I ad Arduino*, 382.

*Schiaparelli (L.)*. *I diplomi dei re d'Italia*, 377.

— et *F. Baldaressoni*. *Regesto di Camaldoli*, 378.

*Schneider (F.)*. *Regestum Volaterranum*, 378.

## POLOGNE.

*Abraham (W.)*. *Powstanie organizacyi Kosciola lacinskiego na Rusi*, 401.

— *Udział Polski w Soborze Pizanskim*, 401.

*Balzer (O.)*. *Corpus juris polonici*, 396.

— *O Morskie Oko*, 394.

*Bagulawski*. *Einführung in die Gesch. der Slaven*, 394.

*Brückner (A.)*. *Travaux divers*, 397.

*Bujak*. *Studia nad osadnictwem Malopolski*, 394.

*Czermak*. *Ilustr. dzieje Polski od poczathów do x wieku*, 398.

*Długopolski*. *Bunt wójta Alberta*, 400.

*Gumplowicz (M.)*. *Travaux divers*, 399.

*Ketrzynski*. *Der Deutsche Orden u. Konrad von Masovien*, 399.

*Koneczny*. *Dzieje Polski za Jagiellonów*, 393.

*Kraushar (A.)*. *Podróże Królewicza polskiego*, 391.

*Krotoski*. *Sw. Stanisław*, 399.

*Kutrzeba*. *Hist. ustroju Polski w zarysie*, 394.

*Papée*. *Polska i Litwa*, 402.

— *Studia z czasów Kazimierza Jagiellonczyka*, 402.

— *Zabiegi o czeska korone*, 402.

*Potkowski*. *Zajęcie Wielkopolski*, 401.

*Prochaska*. *Travaux divers*, 402.

*Smolenski*. *Dzieje narodu polskiego*, 393.

*Sokolowski*. *Dzieje porozbiorowe narodu polskiego ilustrowane*, 394.

— *Polit. historia Polski*, 394.

*Szelagowski*. *Wzrost państwa polskiego*, 402.

*Wierzbowski*. *Matricularum regni Poloniae summaria*, 396.

*Woyciechowski*. *Skice hist. jedynastego wieku*, 399.

## RUSSIE ET PAYS SCANDINAVES.

*Koht (H.)*. *Die Stellung Norwegens u. Schwedens im deutsch-dänischen Konflikt*, 233.

*Nesselrode (C<sup>te</sup> de)*. *Lettres et papiers*, éd. A. de Nesselrode, 118.

*Schiemann (Th.)*. *Gesch. Russlands unter Nikolaus I*, 192.

## ORIENT.

*Allier (R.)*. *Le protestantisme au Japon*, 124.

*Cromer (Lord)*. *Modern Egypt*, 194.

*Lyall (A.)*. *Etudes sur les mœurs religieuses et sociales de l'Extrême-Orient*, 155.

*Routie*. *La rivalité anglo-russe au XIX<sup>e</sup> s. en Asie*, 122.

## TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.	Pages
Gabriel MONOD et Charles BÉMONT. A nos lecteurs. . . . .	1
Ch. BOURNISSEN. La vente des biens nationaux. L'application des lois . . . . .	15
Édouard DRIAULT. Bonaparte et le Recès germanique de 1803.	47, 269
Lieut.-col. Louis HARTMANN. Les officiers de l'armée royale à la veille de la Révolution; 1 <sup>er</sup> article . . . . .	241
<b>MÉLANGES ET DOCUMENTS.</b>	
Henri HAUSER. Deux brefs inédits de Léon X à Ferdinand au lendemain de Marignan . . . . .	325
Ch.-V. LANGLOIS. Doléances recueillies par les enquêteurs de saint Louis et des derniers Capétiens directs. . . . .	63
François RICCI. Note sur les tarifs de la Loi salique . . . . .	311
<b>BULLETIN HISTORIQUE.</b>	
Le congrès de l'histoire des religions à Oxford, par G. BONET- MAURY . . . . .	96
<b>Allemagne.</b> Moyen âge. Publications des années 1905 et 1906, par F. VIGENER . . . . .	127
<b>Angleterre.</b> Archives, documents, par Ch. BÉMONT. . . . .	358
<b>France.</b> Nécrologie : Achille Luchaire, par Louis HALPHEN . . . . .	110
— Époque de la Révolution et de l'Empire, par Rod. REUSS. . . . .	335
— Époque contemporaine, par Édouard DRIAULT . . . . .	114
<b>Italie.</b> Moyen âge, par René POUPARDIN . . . . .	376
<b>Pologne.</b> Publications des années 1903-1907, par J.-K. KOCHA- NOWSKI; 1 <sup>er</sup> article . . . . .	390
<b>Histoire du christianisme</b> , par Ch. GUIGNEBERT . . . . .	155
<b>CORRESPONDANCE.</b>	
Lettre de M. LAGORGETTE et réponse de M. Henri HAUSER . . . . .	183
<b>COMPTES-RENDUS CRITIQUES.</b>	
Général VON CAEMMERER. L'évolution de la stratégie au XIX <sup>e</sup> s. (A. Dreyfus.) . . . . .	407

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE MARS-AVRIL 1909.]

TABLE DES MATIÈRES.

	473
	Pages
Lord CROMER. Modern Egypt. (L. Jacob.) . . . . .	194
Heinrich FINKE. Acta Aragonensia. (J. Calmette.) . . . .	186
Emil GÖLLER. Die päpstliche Pönitentiarie von ihrem Ursprung bis zu ihrer Umgestaltung unter Pius V; t. I. (P. Bourdon.) . . . . .	189
R. HILDEBRAND. Recht und Sitte auf den primitiveren wirt- schaftl. Kulturstufen; 2 <sup>e</sup> éd. (Ch. Seignobos.) . . . .	403
Hermann HUTH. Soziale und individualistische Auffassung im 18 Jahrh. (G. Blondel.) . . . . .	406
Pierre LEHAUTCOURT. Hist. de la guerre de 1870-71; t. VI-VII. (P. Matter.) . . . . .	193
Paul MATTER. Bismarck et son temps; t. III. (G. Pagès.) . .	411
Georges PELLISSIER. Voltaire philosophe. (H. Sée.) . . . .	191
Lieut.-col. ROUSSET. Le haut commandement des armées allemandes en 1870. (A. Dreyfus.) . . . . .	407
Theodor SCHIEMANN. Geschichte Russlands unter Kaiser Niko- laus I; t. II. (G. Créhange.) . . . . .	192
L. VAN DER ESSEN. Étude critique et littéraire sur les « Vitae » des saints mérovingiens de l'ancienne Belgique. (E.-Ch. Babut.) . . . . .	404

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. Archiv. für katholisches Kirchenrecht. . . . .	213
2. Beiträge zur bayrischen Kirchengeschichte . . . . .	422
3. Bericht des historischen Vereins zu Bamberg . . . . .	422
4. Bonner Jahrbücher . . . . .	422
5. Byzantinische Zeitschrift . . . . .	214
6. Deutsche Rundschau . . . . .	214
7. Forschungen zur brandenburgischen und preussischen Geschichte . . . . .	215
8. Göttingische gelehrte Anzeigen . . . . .	216
9. Historische Vierteljahrschrift . . . . .	212
10. Historische Zeitschrift . . . . .	212, 421
11. Historisches Jahrbuch . . . . .	422
12. Neues Archiv d. Gesellsch. f. ält. deutsche Geschichtsk.	217
13. Verhandlungen des Vereins von Oberpfalz und Regen- sburg. . . . .	217
14. Vierteljahrschrift f. Social- u. Wirtschaftsgeschichte. .	217
15. Zeitschrift für Brüdergeschichte . . . . .	422
16. Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins . . . . .	218
17. Zeitschrift für katholische Theologie . . . . .	423

## ALSACE-LORRAINE.

- |   |     |
|---|-----|
| 1. Jahrbuch der Gesellsch. für lothringische Geschichte . . . . . | 423 |
| 2. Revue d'Alsace . . . . .                                       | 423 |

## AUTRICHE-HONGRIE.

- |   |     |
|---|-----|
| 1. Budapesti Szemle . . . . .                                       | 434 |
| 2. Mitteil. des Instituts für österr. Geschichtsforschung . . . . . | 424 |
| 3. Revue de Hongrie . . . . .                                       | 434 |
| 4. Századok . . . . .   | 434 |

## BELGIQUE.

- |  |     |
|--|-----|
| 1. Annales de la Société d'émulation de Bruges . . . . . | 218 |
| 2. Archives belges . . . . .                             | 219 |
| 3. Bulletin de la Commission royale d'histoire . . . . . | 425 |
| 4. Musée belge (le) . . . . .                            | 426 |
| 5. Revue d'histoire ecclésiastique . . . . .             | 425 |

## ESPAGNE.

- |   |     |
|---|-----|
| 1. Boletín de la r. Academia de la historia . . . . . | 426 |
|---|-----|

## ÉTATS-UNIS.

- |   |     |
|---|-----|
| 1. American historical Review . . . . . | 428 |
|---|-----|

## FRANCE.

- |  |          |
|--|----------|
| 1. Annales de Bretagne . . . . .   | 206      |
| 2. Annales de l'est et du nord . . . . .                                       | 206      |
| 3. Annales du midi . . . . .   | 207      |
| 4. Bibliothèque de l'École des chartes . . . . .                               | 198, 416 |
| 5. Bulletin critique . . . . .   | 201      |
| 6. Bulletin de la Société de l'histoire de Paris . . . . .                     | 208      |
| 7. Bulletin hispanique . . . . .   | 418      |
| 8. Correspondant (le) . . . . .  | 202, 419 |
| 9. Études. Revue fondée par des Pères de la C <sup>ie</sup> de Jésus . . . . . | 203, 420 |
| 10. Journal des savants . . . . .  | 201, 419 |
| 11. Mémoires de la Société de l'histoire de Paris . . . . .                    | 208      |
| 12. Polybiblion . . . . .  | 201      |
| 13. Recueil des publications de la Société havraise . . . . .                  | 209      |
| 14. Révolution dans l'Aube (la) . . . . .                                      | 209, 421 |
| 15. Révolution française (la) . . . . .  | 200, 417 |
| 16. Revue bleue . . . . .  | 204      |
| 17. Revue critique d'histoire et de littérature . . . . .                      | 202      |
| 18. Revue de Bretagne . . . . .  | 420      |
| 19. Revue de Gascogne . . . . .  | 209      |
| 20. Revue de l'Agenais . . . . .   | 210      |
| 21. Revue de l'Anjou . . . . .   | 210      |

## TABLE DES MATIÈRES.

475

	Pages
22. Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise . . . . .	210
23. Revue de l'histoire des religions . . . . .	197
24. Revue de Paris . . . . .	204
25. Revue de Saintonge et d'Aunis . . . . .	211
26. Revue de synthèse historique . . . . .	414
27. Revue des bibliothèques . . . . .	202
28. Revue des Deux-Mondes . . . . .	205
29. Revue des études franco-russes . . . . .	206
30. Revue des études historiques . . . . .	416
31. Revue des Pyrénées . . . . .	420
32. Revue des questions historiques . . . . .	197, 415
33. Revue d'histoire de Lyon . . . . .	211
34. Revue d'histoire diplomatique . . . . .	199
35. Revue d'histoire moderne et contemporaine . . . . .	199, 417
36. Revue Henri IV . . . . .	200
37. Revue historique et archéologique du Maine . . . . .	420
38. Revue napoléonienne . . . . .	418
39. Société de l'histoire du protestantisme franç. Bulletin . . . . .	199

## GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenæum (the) . . . . .	221
2. Edinburgh Review . . . . .	432
3. English historical Review (the) . . . . .	219, 428
4. Nineteenth century and after (the) . . . . .	430
5. Quarterly Review . . . . .	430
6. Scottish historical Review (the) . . . . .	432
7. Transaction of the Royal historical Society . . . . .	221

## GRÈCE.

1. Νέος Ἑλληνομνήμων . . . . .	433
--------------------------------	-----

## ITALIE.

1. Archivio storico italiano . . . . .	436
2. Archivio storico lombardo . . . . .	436
3. Archivio storico per la Sicilia orientale . . . . .	437
4. Archivum franciscanum historicum . . . . .	437
5. Bulletino dell' Istituto storico italiano . . . . .	438
6. Nuovo archivio veneto . . . . .	439
7. Rendiconti della R. Accademia dei Lincei . . . . .	439
8. Rivista storica benedettina . . . . .	440

## POLOGNE.

1. Kwartalnik Historyczny . . . . .	440
2. Przegląd Historyczny . . . . .	442

## SUISSE.

1. Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde . . . . .	224
---	-----



	Pages
2. Jahrbuch für schweizerische Geschichte . . . . .	222
3. Revue d'histoire ecclésiastique suisse . . . . .	223
4. Société d'histoire et d'archéologie de Genève . . . . .	224

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

<i>Allemagne</i> , par E. DRIAULT, L. HALPHEN, P. MATTER. . . . .	233, 458
<i>Autriche</i> , par Ch. BÉMONT et L. HALPHEN . . . . .	235, 460
<i>Chili</i> . . . . .	460
<i>Espagne</i> , par H. LÉONARDON . . . . .	460
<i>États-Unis</i> , par L. HALPHEN . . . . .	235
<i>France</i> , par E. DRIAULT, L. HALPHEN, H. HAUSER, Ch.-V. LANGLOIS, Ph. LAUER, G. MONOD, R. REUSS . . . . .	225, 445
<i>Grande-Bretagne</i> , par Ch. BÉMONT et Ch.-V. LANGLOIS . . . . .	237, 461
<i>Hongrie</i> . . . . .	463
<i>Italie</i> , par L. HALPHEN . . . . .	240, 463
<i>Suisse</i> , par L. HALPHEN . . . . .	464
ERRATUM . . . . .	240
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .	465

---

*L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.*

